QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11907

DERNIÈRE ÉDITION

MERCREDI 11 MAI 1983

EN GRANDE-BRETAGNE

Le chômage sera au centre de la campagne pour les élections législatives du 9 juin

LIRE PAGE 6



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 5,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 – 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE ET LES ÉCHANGES EST-OUEST

M. Mitterrand le S.M.I. et le franc

Si on s'en tient au plan des principes, on ne peut qu'approuver les termes de la déclaration faite par le président de la République aux participants de la conférence de l'O.C.D.E. qu'il recevait lundi soir à l'Elysée. M. François Mitterrand a raison de juger très dangereuse la situation d'un monde « à la merci d'une panique ou d'une mise en défaut ». L'histoire économique et financière montre que l'expansion indéfinie du crédit débouche nécessairement sur un crise de déflation, à cause à la fois de l'impossibilité des débiteurs à faire face à leurs engagements et du refus des prêteurs de prendre de nouveaux risques.

C'est pour éviter un enchaînement qui lui paraît fatal que le chef de l'Etat français propose la convocation d'un nouveau Bretton-Woods destiné à recréer les bases d'un nouveau système monétaire international (S.M.I.) stable, en dehors duquel il serait vain d'espérer « le salut » de l'économie mondiale. La référence à la conférence que tinrent en juillet 1944, dans une petite localité du New-Hampshire, les délégués des pays alliés – Pierre Mendès France y représentait le gouvernement provisoire de la République française – relève l'aspect dramatique de l'appel présidentiel ; il s'agissait alors de reconstruire un monde ravagé par la guerre ; le monde d'aujourd'hui est [illegible] qu'il a laissés se perpétuer. Des deux piliers sur lesquels reposait l'ordre international institué par les Alliés occidentaux – et dont la prospérité de toutes les nations, y compris des nations communistes qui n'y participaient pas directement, dépendait largement – le premier (le système monétaire des taux de change fixes) s'est effondré et le second, symbolisé par l'accord sur le libre-échange (GATT), est menacé de ruine sous les assauts répétés du protectionnisme.

L'analyse est irréfutable et représente, soit dit en passant, un sérieux progrès de réflexion de la part d'un homme élu sous les couleurs du parti socialiste français. Ne va-t-il pas jusqu'à affirmer : « On l'a bien vu au lendemain de la seconde guerre mondiale : tout commence par la monnaie » ? A l'époque, la gauche française estimait que tout commençait par la planification et ne ménageait pas ses critiques à l'endroit de la naissante République fédérale d'Allemagne, dont les dirigeants pensaient (avec raison) que la reconstruction passait d'abord par l'institution d'une monnaie stable.

Cependant il ne suffit pas d'avoir une intuition juste pour apporter sa pierre à l'indispensable œuvre de consolidation ou de reconstitution d'un ordre international digne de ce nom. L'absence d'un tel ordre est un alibi s'il sert de prétexte ou d'excuse *pour les gouvernements* incapables de balayer devant leur porte. Il y a un peu plus d'un an, l'Elysée cherchait déjà à obtenir au sommet de Versailles, de piteuse mémoire, un accord international sur la stabilisation des monnaies. Huit jours après, le franc devait être dévalué en catastrophe. Il l'a été de nouveau en mars dernier. La stabilité monétaire internationale a *pour premier* fondement la capacité de chaque Etat à combattre l'inflation chez lui et à asseoir la solidité de sa propre monnaie sur des bases solides. En 1965, le général de Gaulle, dans une conférence de presse prophétique à maints égards, proposait de réformer le système monétaire de Bretton-Woods en suggérant le retour aux disciplines de l'étalon-or, auxquelles la France aurait été bien incapable de se conformer. Cela réduisait beaucoup la portée de son propos.

Les pays de l'O.C.D.E. s'efforcent d'atténuer leurs divergences

La réunion à Paris des représentants des vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E. a été l'occasion pour M. Mitterrand de rappeler, lundi 9 mai, à quelques semaines du sommet de Williamsburg, les positions de la France sur la coopération économique internationale, et d'avancer des propositions dont la plus spectaculaire est la réunion d'*« une conférence monétaire au plus haut niveau dans le cadre du F.M.I. »*, en vue de mettre sur pied un nouveau système monétaire international.

Au cours de leur première journée de travail, les ministres des pays membres de l'O.C.D.E. ont souligné les liens d'interdépendance entre les nations industrialisées sans prendre pour autant l'engagement de modifier leurs politiques respectives.

Les ministres des vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E. devaient conclure, mardi 10 mai dans l'après-midi, leurs travaux consacrés aux problèmes économiques et financiers qui assaillent le monde industrialisé. Dans la matinée, M. Jacques Delors avait pris bien soin de limiter ses propos aux questions concernant l'O.C.D.E. elle-même, autrement dit en évitant de donner la moindre précision sur la proposition faite la veille par M. François Mitterrand de convoquer une conférence internationale destinée à réformer le système monétaire international.

En termes vigoureux, le ministre français de l'économie, des finances et du budget a dénoncé le caractère par trop académique des travaux de l'O.C.D.E., demandant que les questions essentielles, posées par l'emploi, les échanges internationaux, le niveau élevé des taux d'intérêt, soient abordées de façon plus concrète.

L'administration américaine n'a pas encore pris position sur la proposition du président de la République française. Cependant le porte-parole du département du Trésor a fait quelques commentaires très diplomatiques : le sommet de Williamsburg ne comportant pas d'ordre du jour précis, le président français pourra, a-t-il dit, s'entretenir de ses idées avec les autres chefs d'Etat ou de gouvernement (Etats-Unis, Canada, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Italie, Japon).

(Lire la suite page 31.)

Le bilan des deux embargos contre l'U.R.S.S. est négatif

constate une étude du Congrès américain

Les restrictions au commerce Est-Ouest sont loin de faire l'unanimité aux *États-Unis*, comme en *témoigne* une *étude du Congrès, publiée* le 9 mai. Ce document ne se contente pas de rapporter les différentes opinions du monde politique et des milieux d'affaires : il conteste les sanctions prises contre l'U.R.S.S., les jugeant peu efficaces et dommageables aux États-Unis eux-mêmes.

De notre correspondant.

Washington. – Un tel constat ne manque pas d'intérêt à la veille du sommet de Williamsburg. Mais le bureau de l'évaluation technologique du Congrès travaillait pour une autre échéance : le renouvellement de la loi sur les exportations *(Export administration act)* de 1979 qui doit intervenir avant le 30 septembre prochain. C'est en prévision de ce vote que des éléments *de réflexion sont fournis aux sénateurs* et aux représentants.

La loi de 1979 était déjà marquée par les désillusions de la détente. Elle ne se fondait plus, comme la législation précédente de 1969, sur l'idée que le commerce avec les pays communistes amène ces derniers à assouplir leur politique intérieure et leur comportement à l'étranger. Depuis quatre ans, on cherchait plutôt à contrôler les exportations vers ces pays pour les influencer, les sanctionner, ou les empêcher de se renforcer.

Entre 1979 et 1983, divers éléments ont encouragé cette tendance : l'occupation de l'Afghanistan, la répression en Pologne, la prise de conscience de la puissance militaire soviétique et l'arrivée au pouvoir de M. Ronald Reagan. Washington a donc contrôlé davantage ses exportations vers l'Est, poussé ses alliés à l'imiter et décrété même deux embargos, l'un sur les céréales, l'autre sur les matériels destinés au gazoduc sibérien.

Cette politique s'est heurtée aux réserves des capitales européennes, tout en soulevant des protestations aux *Etats-Unis, car elle intervenait* en plein ralentissement de l'activité économique, alors qu'on avait besoin des marchés étrangers.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 31.)

L'amélioration de la sécurité routière

Réduire d'un tiers le nombre des tués

MM. Charles Fiterman, ministre des transports, et Max Gallo, porte-parole du gouvernement, devraient présenter, dans l'après-midi du mardi 10 mai, les nouvelles dispositions prévues dans le domaine de la sécurité routière et qui font l'objet de deux circulaires publiées dans le Journal officiel.

La première, du premier ministre, prévoit la mise en œuvre d'un programme visant à réduire le nombre des victimes de la route, programme baptisé Réagir (Réagir par des *enquêtes sur les accidents graves* et par des initiatives pour y remédier). Son objectif est de réduire d'un tiers en cinq ans le nombre des tués sur la route (soit de quatre mille par an).

Une analyse systématique des accidents sera faite dans chaque département, afin de définir une politique adaptée aux conditions locales de circulation, et d'assurer l'information du public.

J. S.

(Lire la suite page 10.)

Contradictions américaines

[illegible] période d'incertitude. La reprise économique profite à M. Reagan – dont la cote de popularité, selon *Newsweek*, est passée de 42 % à 47 % en deux mois, et qui est visiblement tenté de se représenter en 1984, – mais non à sa « doctrine », qui ne fait plus guère recette. Le redémarrage, incontestable, *de l'activité s'accompagne d'un maintien du chômage* à un taux très élevé.

Les syndicats, royalement ignorés par la Maison Blanche, et qui connaissent une perte globale d'influence, mettent leurs espoirs dans la candidature de M. Mondale, l'ancien vice-président de M. Carter. Dans une série de trois articles dont nous commençons aujourd'hui la publication, Dominique Dhombres décrit ces « contradictions américaines ».

I. – *Reagan oui, le « reaganisme » non*

De notre envoyé spécial
DOMINIQUE DHOMBRES

New-York. – Tout le monde semble, ces temps-ci, avoir chaussé les lunettes de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, qui voit partout *« fleurir les crocus »* annonciateurs d'une reprise économique vigoureuse après la plus longue récession qu'ait connue le pays depuis la seconde guerre mondiale. Tous les indices – sauf celui de l'emploi – deviennent franchement bons. Le P.N.B. a augmenté à un rythme annuel de 3,1 % au premier trimestre 1983 (à comparer avec une baisse de 1,1 % pendant le dernier trimestre 1982). Et, surtout, cette donnée insaisissable que les hommes d'affaires appellent la confiance est apparemment revenue.

Il n'en faut pas plus pour que la société américaine, aussi prompte à s'admirer qu'à se flageller, éprouve soudainement le besoin de se voir *renvoyer par les médias une image* favorable d'elle-même. Les trois réseaux nationaux de télévision, qui vivent en permanence, par l'intermédiaire des indices d'écoute, le doigt sur le pouls de l'opinion, ne s'y sont pas trompés. Le virage a été pris brutalement dans les derniers jours de mars. D'un seul coup, les reportages, parfois larmoyants, consacrés aux files de chômeurs du Nord-Est industriel ont fait place à des images plus souriantes. Les réflexions amères sur la baisse de la productivité américaine, la mauvaise qualité (d'ailleurs réelle) des objets « made in U.S.A. » et les foudroyants succès japonais paraissent soudain relever d'un genre dépassé. Il est désormais quelque peu « vieux jeu », aux yeux des responsables des programmes des chaînes, de trop parler des échecs américains. La « success story » traditionnelle est de nouveau à la mode.

L'histoire de l'usine Trim de Detroit est un de ces récits édifiants. Celle-ci a été sauvée *in extremis* de la faillite par des méthodes radicales d'amélioration de la productivité décidées en commun par le patronat et les syndicats. Le magazine *Fortune* y a consacré sa « une », et les télévisions ont suivi. Le plus étonnant peut-être, dans cette affaire qui illustre parfaitement l'esprit du temps, est que la présentation qui en a été faite par les médias est rigoureusement exacte.

A la fin de 1981, l'usine Trim située dans la banlieue de Detroit, une filiale de Chrysler qui emploie sept cent neuf personnes, est virtuellement condamnée à fermer ses portes. La maison mère est elle-même à cette époque au bord du gouffre et ne survit que grâce à la garantie financière accordée au début de 1980, à titre tout à fait exceptionnel, par le gouvernement fédéral. L'usine fabrique la totalité des sièges et des housses qui équipent les voitures produites par Chrysler.

(Lire la suite page 5.)

DEUX ANS APRÈS

Ambiance

par PHILIPPE BOUCHER

Au soir du 10 mai 1981, alors que la pluie tombe à seaux sur Paris, la foule rassemblée place de la Bastille scande un *« On a gagné ! »* qui, pour ceux-là, tardait à venir. Mais un autre slogan fait florès, alors que tout ruisselle : *« Mitterrand, du soleil ! »* A peine élu, le président désigné se voit réclamer des miracles, si ce n'est l'impossible.

Deux ans ont passé, qui ne sauraient suffire à dresser un bilan. D'autant que, plus sage, plus légaliste, ou plus prudent que M. Giscard d'Estaing (ne) se donnant (que) cinq cents jours pour être jugé après son succès de 1974, M. Mitterrand avait soutenu que, mandaté pour sept ans, il bénéficiait d'une égale durée pour accomplir sa tâche, remplir ses promesses. A quoi on pourrait ajouter vraisemblablement la réconciliation du *« peuple de gauche »* avec une *« certaine idée de la France »*.

Mais, au bout de vingt-quatre mois, qui seront révolus le 24 mai, même si l'histoire retiendra plutôt la date du 10, l'idée de jugement naît naturellement. Ne serait-ce qu'en raison de l'immensité des engagements contenus dans les cent dix propositions du candidat Mitterrand, ainsi que par le fait de l'intensité du travail législatif. Parce que le pouvoir de gauche a beaucoup œuvré (au Parlement, certes, mais aussi au travers des décisions relevant de l'exécutif, au travers des actions propres au président de la République), il justifie qu'on s'interroge sur la nature, l'opportunité et l'effet de ce qui a été entrepris.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Solution

Il serait faux de dire que les socialistes se désintéressent de l'anniversaire du 10 mai. Non, ils parlent, ils exposent, ils proposent.

M. Poperen, dans une étude confidentielle, mais remarquée, a eu de mâles propos sur la bonne manière de gouverner la nation. M. Jospin, à l'émission du « Grand Jury R.T.L.- le Monde *», a très bien dit ce qu'il conviendrait de faire. M. Chevènement, dans ces colonnes, explique clairement quel devrait être le «* grand dessein *» de la gauche.*

Il faut maintenant aller plus loin. Il faut que ces hommes se réunissent pour fonder un parti, socialiste par exemple, et que ce parti dirige la France.

BRUNO FRAPPAT.

HORVATH A TOURCOING

Le rock froid de l'apocalypse

Au carnaval de Munich, Casimir promène son angoisse du vide. Il est chauffeur et vient d'être licencié. Crispé d'impuissance, il ressasse son échec, traîne à ses côtés sa petite amie, Caroline, toute pimpante et qui aimerait entendre parler d'autre chose, s'amuser. On est là *pour ça, et puis elle, employée de bureau, n'a pas perdu* sa place... Parée comme une poupée, elle a envie de plaire, d'exercer sa séduction toute neuve. Rien ne va plus entre elle et lui, mais ça ne fera pas les gros titres des journaux du cœur. On est chez les anonymes, pas chez les stars.

Horvath était ce que l'on appelle un intellectuel de gauche, écrivain allemand, fils de petite noblesse hongroise. *Casimir et Caroline* date de 1932. Un an plus tard, il s'exilait. En 1938, il mourait foudroyé sous un arbre, à Paris, face au Théâtre Marigny. *Il ne s'est pas engagé dans un* parti mais dans un type de théâtre qui dénonce un système social et le tourne en dérision. Lui-même définit son style comme une synthèse de réalisme et d'ironie.

Casimir et Caroline est l'histoire simple d'une séparation et de deux ratages. Le jeune homme veut sauvegarder son intégrité et devient le protecteur d'Erna.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 17.)

deux ans après

Le défi à la gauche

II. — Pour l'indépendance nationale

par JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT (*)

Dans un premier article, M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, soulignait notamment (*le Monde* du 10 mai) que *« les Français attendent de leur gouvernement ambition, cohérence et fermeté »*, au service d'un *« grand dessein » : « briser la décadence, construire une République moderne, ressusciter une nation solidaire et entreprenante ». « Que le gouvernement commande, l'effort répondra à l'exigence! »*, indiquait-il. En ajoutant, toutefois : *« Encore faut-il pour cela que la France puisse se penser elle-même autrement qu'à la remorque. »*

Nul ne songera à nier les difficultés qui naissent pour l'économie française d'un environnement international hostile. Chacun sait qu'il n'y aura définitivement de « sortie de crise » qu'internationale.

Mais de là ne s'ensuit nullement qu'il n'y a d'autre perspective pour la France que d'en sortir un jour dans le sillage de l'Amérique. Soyons nous-mêmes ! Nul ne peut nous obliger à accepter sur le plan monétaire ou commercial des règles de jeu biaisées qui n'ont abouti jusqu'ici qu'à réduire toujours plus notre marge de manœuvre.

Cessons d'idôlatrer des « contraintes » économiques dont la formulation mathématique ne saurait dissimuler la réalité politique.

Quand la résignation à l'ordre établi se pare des prestiges de la science économique, mieux vaudrait appeler par leur nom la soumission ou la résistance.

Il est des obstacles inévitables. Sachons les affronter. Il n'est pas en notre pouvoir de suspendre la guerre économique qui nous est faite, mais il est en notre pouvoir de nous défendre. Il ne suffit pas de reconnaître le leadership des États-Unis pour fléchir ce que le ministre de l'économie et des finances appelle leur « insensibilité » à nos problèmes. La vérité est que les États-Unis nous ignorent superbement et qu'ils continueront de le faire avec raison, si trop de Français continuent à se comporter avec eux comme moins que des Grecs sous l'Empire de Rome.

La France peut peser. Elle n'est pas aussi isolée qu'un examen superficiel de la coloration politique des gouvernements étrangers pourrait le faire supposer. Il n'est pas vrai que le choix pour notre pays soit entre la mise sous contrôle du F.M.I. et la résignation au gonflement du chômage.

Certes la France doit impérativement supprimer son déficit commercial et réduire un endettement qui tisse autour d'elle, jour après jour, les liens de la dépendance.

Mais si elle entend le faire par les moyens classiques de la déflation, le résultat sera long à se faire sentir (au moins deux ans selon les prévisions les plus optimistes), et de surcroît aléatoire, dans une économie mondiale dépressive et un système monétaire complètement biaisé. Ruineuse pour l'industrie, désastreuse pour l'emploi, la politique de déflation ne pourrait, au plan politique, qu'élargir le fossé entre le gouvernement et ses soutiens, sans pour autant recueillir l'appui de ses adversaires, au mieux enclins — pour les moins mal disposés — à laisser faire et à voir venir. Il n'échappe à personne d'ailleurs qu'il existe un lien logique entre le retour, à l'intérieur, à la politique globale des « grands équilibres » et la renonciation à agir véritablement sur les structures (Plan-nationalisations) ? Et comment, à l'extérieur, l'alignement de la France sur le monétarisme ambiant, ne signifierait-il pas la renonciation aux deux orientations cardinales de notre politique étrangère : un nouvel équilibre Nord-Sud d'une part et l'avènement d'un véritable espace européen d'autre part ?

Contre le néomalthusianisme

Le cheval socialiste ne peut pas gagner la course si, en plus des handicaps du socialisme, il se laisse imposer ceux du libéralisme. Rien n'illustre mieux la ridicule hégémonie que les idéologues du libéralisme continuent d'exercer sur nos choix que le rituel de tant de discours, réduits à sacrifier au culte du libre-échange, à la religion du S.M.E. et au Graal de la neutralité budgétaire. Certes, ne méconnaissons pas l'utilité de faire mieux comprendre notre entreprise à des libéraux, dont j'aime à croire que certains sont pour cela assez démocrates. Évitons cependant de la banaliser : nous y parviendrions toujours plus vite aux yeux de nos partisans qu'à ceux de nos adversaires. Soyons nous-mêmes. Cessons de nous excuser de penser autrement, quelle que soit la violence du « sens commun » au nom duquel les forces de l'argent entendent enfermer notre entreprise dans les limites d'un réformisme décousu, sans perspectives et par conséquent sans lendemain.

Pour maintenir la France dans un système de parités fixes — objectif souhaitable — il faut, le président de la République l'a rappelé le 23 mars, avoir préalablement réduit le différentiel d'inflation avec notre principal partenaire commercial, l'Allemagne.

Or je crains que la voie choisie, celle d'une décélération progressive de nos prix sur deux ou trois ans (le différentiel sera encore de six points en 1983) — comme le choix d'une faible marge de dévaluation, qui n'a guère fait jusqu'à présent, à chaque ajustement monétaire, qu'annuler l'érosion de notre compétitivité, — ne nous mette pas à l'abri de nouvelles secousses.

En ne dévaluant pas d'emblée en 1981 comme les Espagnols et les Suédois le firent, la gauche française s'est privée du coup de fouet donné à l'industrie, à l'exportation comme pour la reconquête du marché intérieur. La décote d'environ 20 % qu'aurait sans doute provoquée une sortie du S.M.E. en 1981, trois minidévaluations en deux ans n'auront pas permis de l'éviter.

En matière de monnaie et de commerce, le dogme est toujours de trop. Le pragmatisme seul est de rigueur. Le choix d'une parité, de rester ou de sortir du S.M.E., c'est d'abord affaire de coup d'œil au niveau des gouvernants. Du plan dit de rigueur qui a été arrêté en mars dernier, il faudra faire le bilan. Ni trop tôt sans doute, mais ni trop tard non plus... Aussi bien un choix technique ne règle jamais un problème économique. Si j'incline à penser que l'industrie française a besoin de temps pour se refaire, rien ne procédera jamais en définitive que de l'effort de production lui-même.

La vérité est qu'il n'y a pas d'autre solution aux problèmes que nous rencontrons que de libérer les forces productives, toutes les forces productives sans exception, qu'il s'agisse de la mise au travail des chômeurs ou de l'utilisation des nouvelles technologies. Pour rééquilibrer la balance commerciale, moderniser l'appareil productif, et répondre aux besoins de consommation, il n'y a qu'un seul moyen : il faut produire plus et mieux. C'est là la priorité essentielle. Du relèvement de la production et de l'amélioration de la qualité industrielle dépend le niveau de l'emploi. Le néomalthusianisme à la mode, qui fait dépendre essentiellement la solution du problème de l'emploi du partage du travail considéré comme une denrée rare, ne peut que nous enfermer dans un équilibre de sous-emploi. Parier sur la production, y compris à travers une parité réaliste du franc, implique bien évidemment qu'on privilégie le niveau de l'emploi par rapport à tous les autres objectifs y compris celui du pouvoir d'achat global. Que ceux qui voudront à toute force augmenter le leur travaillent pour cela d'avantage ! Cet effort-là vaudra toujours mieux que les macérations du jeûne. A terme, seule une production croissante permettra de gager de nouvelles augmentations de pouvoir d'achat. De même n'y a-t-il pas, en dehors de la croissance, de solution aux problèmes des charges et de l'autofinancement des entreprises.

L'erreur serait de croire que le choix est entre la rigueur et le laxisme. Le choix est entre un effort pour rien et un effort pour quelque chose. D'un côté la continence qui n'a jamais fait d'enfants, et de l'autre la restauration de la vieille règle, toujours vivace dans le subconscient collectif, qui proportionne le gain à l'effort, fût-ce au prix d'une exigence accrue.

L'indépendance comme la solidarité a un prix. Elle exige des sacrifices. Qu'à partir de là s'imposent à titre provisoire quelques mesures techniques que les pays les plus libéraux sont prêts à accepter, j'en témoigne, pour nous permettre de réduire un déficit commercial insupportable, cela n'effrayera que certains de nos compatriotes, toujours prompts à s'émouvoir dès lors que le gouvernement prendrait les moyens de ses objectifs, bref commencerait de gouverner. « Productivisme ! » « Protectionnisme ! » J'entends déjà retentir le concert des imprécateurs, dont le seul souci apparent semble être de multiplier sous nos pas les entraves. Etrange peuple que le nôtre où chacun semble plus soucieux de l'échec du voisin que de la réussite, dès lors qu'elle serait commune !

L'équation de la réussite ne passe pas seulement par le choix d'une bonne politique économique sur laquelle j'aurai l'occasion de faire, en temps utile, des propositions. Elle passe d'abord par l'affirmation d'une volonté nationale. Or qui devrait pouvoir le faire mieux que la gauche ?

La cause de l'indépendance nationale portée par la droite ne le fut jamais que par la volonté de quelques individualités hors du commun, tant les pesanteurs de classe inclinaient en sens inverse.

Sans doute la gauche se heurte-t-elle à l'intérieur aux classes traditionnellement dirigeantes.

Sans doute la crise réduit-elle encore sa marge de manœuvre. (Mais n'est-ce pas la fonction même de la crise ?)

Mais si le réflexe peut conduire à adopter un « profil bas » en politique étrangère, la réflexion devrait conduire à l'inverse :

Si tant est que la crise est un phénomène international, mieux vaudrait, pour en desserrer l'étreinte, mobiliser la base nationale la plus large. Comment d'ailleurs pourrait-on dissocier les chances de la gauche du succès de la France ?

Une crise d'identité

Disons-le sans ambages : l'affirmation de l'indépendance nationale est aujourd'hui indissociable de la réussite de notre projet.

Ayant vécu d'assez près en 1982 l'affaire des « sanctions », je sais combien défendre l'indépendance nationale est aujourd'hui une tâche ingrate : n'a-t-il pas fallu en novembre dernier que François Mitterrand lui-même, en dernier ressort, déclare que la France n'était point partie à l'accord par lequel le président Reagan prétendait acheter la levée des « sanctions » ?

Certes, les obstacles ne manquent pas sur notre chemin !

Jamais depuis la guerre de Cent Ans, notre peuple n'a traversé une si profonde crise d'identité. Notre langue, pour la première fois de l'histoire, est menacée de mort. L'Amérique est devenue le dernier horizon de notre jeunesse faute qu'un grand dessein démocratique lui soit offert. Et pourtant la France, entre l'univers anglo-saxon et le bloc soviétique, aurait tant de choses à dire en se tournant vers la jeunesse du monde, qui est aussi son défi, je veux dire le tiers-monde !

Mais tout se passe comme si une bonne part de la gauche elle-même était prisonnière d'une vision du monde à la Marie-France Garaud, où le principal problème de l'humanité serait non pas celui du développement, c'est-à-dire pour l'heure, la faim, la maladie et l'analphabétisme auxquels sont réduits des milliards d'hommes, mais la menace de l'hydre totalitaire sur les « démocraties finissantes ». Vision courte, mais pas toujours innocente, dès lors qu'elle réduit la gauche et la France à merci.

Alors que le maintien de nos relations avec Moscou, si divergentes que soient nos conceptions sur l'organisation de la société, avait toujours constitué un utile contrepoids aux relations inégales qui nous étaient faites par ailleurs, selon une tradition ancienne de la diplomatie française, illustrée, il y a peu encore, par le général de Gaulle, d'énormes pressions s'exercent qui aboutiraient, si elles réussissaient, à ce que la France laisse à d'autres, aux Etats-Unis ou à l'Allemagne, le monopole des relations avec l'U.R.S.S.

Même ouverte sur le monde, notre nation est aujourd'hui de trop pour les lobbies qui comptent le plus dans notre pays.

Eh ! Oui, la France fait encore peur. Et d'abord en France, à tous ceux qui attendent des milieux financiers internationaux qu'ils fournissent un rempart contre la mise en œuvre d'une politique claire et compréhensible à la majorité de notre peuple.

Mais la France ne fait pas peur à tout le monde.

Qu'elle s'affirme et c'est un espace de liberté pour le tiers-monde, une chance pour la paix, une base solide pour le renouveau de l'Europe, en ne réduisant pas celle-ci aux rapports franco-allemands mais en jouant aussi la carte des autres pays. Ce sera le début d'un ébranlement salutaire, la voix de la raison se faisant à nouveau entendre, bref l'amorce d'une « sortie de crise ».

Le salut ne peut venir que d'un ressaisissement à la fois d'en haut et d'en bas. Il y a en France une majorité pour la réussite de la France.

Il est temps qu'elle puisse s'exprimer.

Si le président de la République possède naturellement cette autorité dont tout le reste doit découler, il faut que lui répondent dans le pays l'élan et le soutien actif de tous ceux qui veulent faire se lever et organiser le seul parti qui vaille : le parti de la réussite.

FIN

(*) Maire de Belfort, ancien ministre.

Ambiance

(Suite de la première page.)

C'est si vrai que, récemment interrogé par la voie d'une question écrite de sénateur sur une éventuelle modification du mandat présidentiel (sujet dont se préoccupaient déjà les deux prédécesseurs de l'actuel président), le premier ministre s'est saisi de cette occasion pour dresser un austère tableau comparatif des cent dix propositions et de leur réalisation.

Sur six pages et demie, que publie *le Journal officiel* des débats du Sénat en date du 3 mars dernier, les services du premier ministre reprennent soixante-quatorze des cent dix propositions pour présenter, en regard des promesses, ce qui a été tenu. Ce qui reviendrait à dire, selon une analyse purement arithmétique mais excessivement indulgente, qu'un mandat qui n'a pas atteint le tiers de sa durée a mené à bien les deux tiers de son programme. On risquerait, à ce petit jeu, d'en faire ricaner plus d'un.

On peut plus légitimement se demander si les choix opérés doivent nécessairement être imputés à la seule idéologie dite de gauche, ou bien s'il n'existe pas des nécessités politiques qui échappent aux préférences partisanes de ceux qui décident.

Lorsque M. Chirac, tout récemment, reconnaît que le vote des trente-neuf heures ou celui de la cinquième semaine de congés payés sont des *« acquis irréversibles »* (*le Monde* du 5 mai), ne convient-il pas du même coup qu'il est des choix politiques qui ne sont pas des choix partisans ?

Ainsi n'est-il pas étonnant que, face à une certaine indifférenciation politique des choix, les critiques émises contre le gouvernement paraissent quelquefois être plus vives lorsqu'elles viennent de gauche que lorsque la droite s'en mêle. Les *« déçus du socialisme »* ne sont pas forcément où on le prétend.

A preuve, l'anecdote suivante : M. Jack Lang se plaignait, il n'y a pas si longtemps, que les grands pourfendeurs de la droite eussent fait silence à peine celle-ci vaincue. De fait, il y aurait eu pour eux une certaine logique à continuer la tâche pour soutenir, de leurs écrits et de leurs paroles, un pouvoir qu'ils avaient peut-être contribué à élire. Alors que le ministre de la culture se désolait de ce que le contraire se produisît, son interlocuteur lui répliqua, ambigu : *« Songez plutôt à tous les articles que nous nous abstenons d'écrire ! »*

Les intellectuels

Cette attitude des intellectuels est significative de leur méfiance à l'égard du pouvoir, qu'ils ne sont pas les seuls à éprouver et que l'on constate jusque chez les plus loyaux, les plus engagés parmi les hommes appelés aux affaires après le 10 mai. C'est aussi en ce sens qu'ils sont des hommes de gauche véritables, parce que l'exercice du pouvoir ne leur paraît pas découler de la nature des choses. En quoi ils se distinguent des hommes de droite, qui sont animés de l'idée inverse.

Ainsi se déroule — et se déroulera — le septennat : entre les mains d'une gauche pour qui, chez beaucoup, l'exercice du pouvoir suscite encore la méfiance, la crainte d'en trop user ou d'en mal user ; sous les yeux d'une droite que chaque résultat électoral, lui fût-il manifestement contraire, renforce dans l'idée que la perte de ce pouvoir est illégitime pour elle-même, pernicieux pour le pays, dramatique pour ses habitants.

Lorsque M[me] Veil, le dimanche 8 mai, à Antenne 2, s'inquiète, non sans hypocrisie, du maintien de la *« paix civile »* qu'elle juge menacée, elle serait bien avisée de regarder de temps à autre du côté des siens. Lorsqu'un très grand écrivain contemporain, qui ne s'est jamais mêlé au débat politique mais qui est un maître en morale, estime, en privé, que la droite mène une *« propagande de panique »*, on voit combien il est difficile de ne pas se préoccuper de l'ambiance que cette droite fait ou laisse régner.

Bien sûr, on ne prouve pas une ambiance. Bien sûr, *« Mitterrand fous le camp ! »* ou *« Allende on t'a eu, Mitterrand on t'aura ! »*, ne sont pas repris à leur compte par les dirigeants de la droite. Bien sûr, M. Claude Labbé, bien qu'il soit président du groupe R.P.R. à l'Assemblée, n'engage pas M. Chirac lorsqu'il affirme — pour la deuxième fois — que M. Mitterrand doit se démettre. Mais, dans ce cas, qui engage qui ?

Pourquoi faut-il, si ce n'est pour nourrir une ambiance, qu'il ne soit pas une difficulté éprouvée par le gouvernement qui ne conduise l'opposition, ou des journaux qui prétendent soutenir la gauche, à s'interroger sur sa capacité à demeurer aux affaires ? Comme si, en mai 1981, avaient été appelés des infirmes et des déficients mentaux.

Le ministre de la défense est-il en conflit avec un chef d'état-major que l'on se croit, à droite, autorisé à démentir les risques de putsch ! Une nouvelle pièce de monnaie est-elle frappée que la disposition de la devise républicaine est source qu'on interroge le gouvernement sur sa pureté et sa sincérité en ce domaine. Ne disons rien de la sécurité, dont la gauche voudrait priver les Français ; ni des libertés que la gauche n'aurait en tête que de réduire ! Il y a eu, certes, le sinistre pas de clerc des contrôles d'identité. Au moins a-t-il eu le mérite de se dérouler au grand jour. On sait ce qu'il en était auparavant, quand on rédigeait en grand secret « sécurité et liberté ».

S'emparer du pouvoir

Il est vrai, en revanche, que la majorité peut donner l'impression qu'elle ne s'est pas vraiment emparée du pouvoir, alors qu'elle en avait reçu le mandat. Il est vrai que la gauche trop souvent peut donner l'impression qu'elle n'a pas maîtrisé l'exercice du pouvoir ; qu'il demeure dans la nature de celui-ci des séquelles droitières que la gauche n'a pa su ou pas voulu éliminer : la toute-puissance administrative, par exemple, ou l'omnipotence du ministère des finances et l'idéologie qu'il sécrète ne sont pas que des tartes à la crème poujadistes. Elles sont aussi des réalités contre lesquelles la gauche demeure faible. L'autogestion, credo d'une partie de la gauche, est, hélas ! assez bien réalisée dans les grands corps de l'administration, qui s'organisent et agissent en témoignant d'une relative indifférence à l'égard de ce qui est considéré comme aléas politiques. Les effets peuvent en être graves.

Doit aussi être prise en compte la contradiction fondamentale entre un système constitutionnel bâti selon les desiderata de la droite, en tout cas modelé par elle durant vingt-trois ans, et le fait que ce système serait aujourd'hui mis en mouvement par une idéologie qui en nie les postulats. La gauche se veut porteuse de débats, de consultations réelles, de considération pour l'homme, de dialogues, de conflits le cas échéant, de querelles (dans son sens noble) évidemment. Le système constitutionnel est la négation de tout cela.

Si la droite ne se cache guère de prétendre, contre les urnes, que le pouvoir est sien, c'est aussi parce que l'organisation constitutionnelle est orientée à son profit, en favorisant les valeurs qui sont les siennes. On pourrait dire que si ses revendications, par la voix de ses marges extrêmes, sont factieuses, elles sont logiquement factieuses.

Au-delà des mesures sociales et même économiques que la droite aurait peut-être dû prendre si elle était demeurée en place, la majorité qui s'est dégagée le 10 mai attendait aussi une autre manière d'exercer le pouvoir et, sur ce terrain, il n'est pas contestable que peu a été fait.

Ce n'est un secret pour personne que le président de la République est plus que jamais sollicité de rendre des avis sur des sujets souvent subalternes, et que ces avis sont, objectivement, autant de décisions ; que, dès lors, la centralisation du pouvoir n'a pas reculé d'un pouce. Avec les risques que cela comporte pour celui qui est au sommet d'être mis en cause plus qu'il n'est souhaitable. Or, comme le disait Clemenceau, la popularité est faite pour être dépensée ; oui, mais pas gaspillée.

Certes, on a eu les lois Auroux sur le droit d'expression dans les entreprises, le projet sur la démocratisation du secteur public. Il s'agit là de bonnes ambitions mais qui se situent en dehors du pouvoir politique au sens où il est ici entendu.

Certes, M. Defferre a fait voter les lois que l'on sait sur la décentralisation. Il est encore tôt pour les juger. On peut craindre déjà qu'elle n'ait disséminé, dans les cent un départements de la République, ces surcroîts de pouvoir, pourtant légaux, qui n'existaient jusqu'alors qu'à Paris, au sommet de l'Etat.

En ce sens, la droite et le « peuple de gauche » peuvent apparaître comme ayant simultanément raison : la première en affirmant qu'on l'a dépossédée d'un pouvoir qui ne pouvait convenir qu'à elle-même ; le second en déplorant qu'on n'invente pas pour lui un pouvoir où il se reconnaisse mieux et, avec lui, peut-être, la nation tout entière.

PHILIPPE BOUCHER.



Le Monde

étranger

AFRIQUE

Mozambique

M. Machel légitime son dialogue avec Pretoria par la volonté de « réduire la tension régionale »

De notre envoyé spécial

Maputo. – *« Lutter, lutter, parler, parler. »*. Les dirigeants mozambicains auraient-ils médité ce vieux proverbe vietnamien ? Au moment où il déclare une guerre totale aux *« bandits armés »* de la Résistance nationale du Mozambique *(R.N.M.)*, *le régime de M. Samora* Machel approfondit le dialogue avec leurs parrains d'Afrique du Sud.

Jeudi dernier 5 mai, Mozambicains et Sud-Africains se rencontraient au poste frontière de Komatipoort (*le Monde* daté 8-9 mai). *D'un côté*, *M. Jacinto Veloso*, *ministre* de la sécurité de Maputo et membre du bureau politique du Frelimo, de l'autre, M. « Pik » Botha, chef de la diplomatie de Pretoria. Les deux hommes et leurs délégations s'étaient déjà retrouvé au même endroit le 17 décembre 1982. Selon Pretoria, trois rendez-vous avaient déjà eu lieu en 1980 et 1981, dont le plus récent, le 11 décembre 1981, fut rendu public.

De quels *« problèmes d'intérêt commun »* a-t-on parlé à Komatipoort ? Sans doute a-t-on évoqué les moyens d'améliorer les *« rapports de voisinage »*. Des incidents frontaliers opposent périodiquement les deux pays. Le Mozambique dénonce les *« concentrations de troupes »* et les *« infiltrations de saboteurs »*. Le capitaine d'un chalutier sud-africain, arraisonné dans les eaux mozambicaines, vient d'être condamné à verser une lourde amende. Un *« agent secret »*, arrêté à la frontière, affirmait la semaine dernière, sur les écrans de la télévision à Maputo, avoir eu pour mission d'assassiner M. Machel. Selon M. « Pik » Botha, l'homme ne serait en fait qu'un mystificateur au passé criminel.

A l'ordre du jour des conversations de Komatipoort, ont aussi probablement figuré les divers aspects de l'interdépendance économique : délimitations des zones de pêche, gestion du trafic portuaire et ferroviaire, utilisation de l'électricité du barrage de Cabora-Bassa. Mais l'important est ailleurs. On pourrait, *schématiquement*, *résumer la négociation* en six initiales : R.N.M.-A.N.C. D'un côté, la rébellion mozambicaine, de l'autre, le Congrès national africain, mouvement interdit en Afrique du Sud, qui mène la lutte contre le régime d'apartheid.

Les enjeux sont clairs : *Pretoria* « patronne » la R.N.M. et lui fournit un soutien logistique crucial, Maputo accueille et aide les opposants au « pouvoir pâle ». Chaque capitale s'efforce d'obtenir à son égard la neutralité de l'autre. Jusqu'où peut aller un tel *modus vivendi* ? Là est toute la question. M. Machel a légitimé le dialogue avec l'ennemi par la nécessité d'*« explorer toutes les voies pouvant conduire à la paix »*, la volonté de *« réduire la tension régionale »* et le souci *« d'isoler et de neutraliser »* Pretoria.

Maputo demandeur

L'argument serait plus persuasif – et la négociation sans doute plus facile – si les mises étaient moins inégales. Or, au-delà du criant déséquilibre militaire, le Mozambique a beaucoup moins à offrir à son puissant voisin que l'inverse. Il est le plus demandeur des deux. Pretoria souhaite voir l'A.N.C. neutralisée au Mozambique et obtenir la garantie que ce pays ne servira ni de *« base de départ »* ni de *« sanctuaire »* aux combattants nationalistes.

Mais l'Afrique du Sud sait pertinemment que le Mozambique, comme le Zimbabwe, n'abrite aucun camp d'entraînement militaire de l'A.N.C. Si le contraire était vrai, elle en aurait fait depuis longtemps un *casus belli*.

Entre cinq et cinquante réfugiés sud-africains arrivent, selon les *mois, au Mozambique. La majorité* d'entre eux sont actuellement originaires du Natal. Ils viennent le plus souvent du Lesotho par voie aérienne ou, plus rarement, traversent la frontière du Swaziland. Ils sont pris en charge soit par l'A.N.C. avec l'*aide du gouvernement mozambicain*, soit par le H.C.R. (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés).

Moins de cent cinquante réfugiés sont enregistrés auprès du H.C.R., qui prépare à leur intention un projet de développement rural. Les militants et sympathisants de l'A.N.C., *quant à eux, ne restent pas* au Mozambique. Ils se contentent d'y transiter avant de rejoindre la Zambie ou, surtout, l'Angola et la Tanzanie, où ils pourront recevoir une formation militaire.

Le gouvernement de Maputo a at*tribué des terres à l'A.N.C dans le* nord du pays, près de Nampula. La SIDA, agence de coopération suédoise, est prête à y financer la construction d'une ferme économiquement viable, à l'exemple de celle qui fonctionne avec succès en Tan*zanie. Il est probable que les Mo*zambicains contribueront à hâter la réalisation de ce projet, qui permettrait de « fixer » des militants de l'A.N.C. loin de la frontière sud-africaine. Pretoria ne peut espérer obtenir plus de son voisin, et ceux qui fuient l'apartheid trouveront toujours un asile provisoire au Mozambique.

Le « lien » établi par Pretoria entre les activités de la R.N.M. et celles de l'A.N.C. n'est-il qu'un confortable prétexte ? C'est l'avis de *M. Indres Naidoo, représentant ad*joint de l'A.N.C. à Maputo. *« Même si nous partions tous du pays*, dit-il, *les Sud-Africains continueraient de déstabiliser ce pays. »* Il comprend que M. Machel soit obligé de traiter avec le diable – *« Il faut que le Mozambique survive » ajoute-t-il* – mais il se dit persuadé qu'il n'en découlera rien de préjudiciable pour l'A.N.C.

On ne voit pas non plus, *a priori*, pourquoi Pretoria *« lâcherait »* la R.N.M. Celle-ci apprécie sans doute fort peu la *publicité qui* entoure les rencontres de Komatipoort. Pourrait-elle faire les frais d'un *modus vivendi* entre les deux voisins ? On en doute, du moins dans l'immédiat. Après tout, Pretoria ne peut que se féliciter de la situation *régionale. Par l'entremise de la* R.N.M., les Sud-Africains maintiennent l'épée dans les reins du Mozambique. La rébellion n'est pas à même de l'emporter sur le terrain ? Qu'import! Le renversement du régime mozambicain n'est pas le but visé.

Jusqu'à preuve du contraire, la stratégie de Pretoria répond toujours aux mêmes objectifs : maintenir ses voisins dans l'état de vassalité, né de la géographie et renforcé par les pesanteurs coloniales ; démontrer au monde l'inéluctable échec d'une société multiraciale, surtout en régime socialiste (Zimbabwe, Mosambique) ; empêcher l'émergence d'un sous-ensemble régional aspirant à réduire sa dépendance envers le géant sud-africain. En « dosant » son aide à la R.N.M., Pretoria peut à la fois manifester sa bonne volonté aux moindres frais, permettre au régime mozambicain de « souffler » un peu et lui arracher, en échange, quelques *concessions, sans cesser d'être maî*tresse du jeu.

Autant dire que Maputo se garde de toute provocation. Il y eut bien, en décembre, cette menace mozambicaine de *« prendre des mesures exceptionnelles »* – sous-entendu de *faire appel aux troupes cubaines* – si le régime se sentait en danger mortel. M. « Pik » Botha réagit aussitôt en précisant que son pays ne tolérerait pas une telle hypothèse. L'« angolisation » du Mozambique fournirait, en effet, à l'Afrique du Sud l'occasion rêvée d'y intervenir à sa guise. La menace resta sans lendemain, et nul ne croît, à Maputo, à l'arrivée d'un contingent cubain, sauf, bien sûr, si la situation militaire devenait désespérée pour le Frelimo.

L'« interdépendance économique » entre les deux voisins demeure prépondérante quoique nettement déséquilibrée au profit de Pretoria. L'Afrique du Sud reste le principal fournisseur du Mozambique. Environ quarante mille mozambicains travaillent dans les mines du Transvaal, auxquels s'ajoutent plusieurs milliers d'ouvriers agricoles clandestins. Pretoria continue de payer en or au Mozambique 60 % des salaires des mineurs. L'Afrique du Sud verse à son voisin – en salaires et droits de transit – 40 % de ses ressources en devises. M. Machel accueillerait volontiers dans son pays des investisseurs sud-africains.

Les relations bilatérales semblent, en tout cas, reposer sur des bases plus saines que par le passé. Ainsi, le général Malan, ministre sud-africain de la défense, a reconnu, en février, que son pays pourrait, à l'avenir, aider la R.N.M. Ce demi-aveu, certes a retardement et prononcé du bout des lèvres, marque tout de même, après des années de démenti catégorique, un début de franchise que l'on a su apprécier à Maputo à sa juste valeur.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Angola

LE SORT DES OTAGES TCHÉCOSLOVAQUES DE L'UNITA

Trois enfants seraient morts

Lusaka *(A.F.P.)*. – Trois enfants tchécoslovaques au moins sont morts lors de la marche forcée des otages tchécoslovaques et portugais capturés le 12 mars dernier par l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA, opposition armée au régime de Luanda), selon le *Sunday Times* du 8 mai, qui cite des sources diplomatiques. Ces enfants, âgés de deux à trois ans, indique le *Sunday Times*, faisaient partie des soixante-quatre Tchécoslovaques *(soixante-six, selon Prague) et* vingt Portugais capturés dans la province de Benguela.

Le second secrétaire de l'ambassade de Tchécoslovaquie en Zambie, M. Antonin Chlum, cité par le *Sunday Times*, a en effet déclaré avoir *« eu vent de plusieurs morts »*. Il n'a pu cependant donner aucune information tangible à ce sujet. L'ambassade a pu établir que vingt et un enfants, pour la plupart âgés de tout juste trois ans, se trouvaient parmi les otages tchécoslovaques détenus par l'UNITA.

ASIE

Corée du Sud

APRÈS LE DÉTOURNEMENT D'UN AVION CHINOIS

Séoul accentue l'aspect « diplomatique » de ses conversations avec Pékin

Correspondance

Séoul. – Une question de présentation diplomatique a retardé jusqu'à ce mardi matin 10 mai à Séoul le dénouement de l'affaire du détournement de l'appareil civil chinois Trident sur la Corée du Sud et le rapatriement en Chine populaire de l'avion, ainsi que d'une centaine de passagers et membres d'équipage.

La délégation chinoise, qui se trouve à Séoul depuis samedi (la toute première à négocier officiellement avec la République de Corée, les deux pays n'ayant à ce jour aucune relation diplomatique), souhaitait signer l'accord de rapatriement *au nom du Bureau de l'aviation ci*vile, qu'elle représente, et non pas au titre de la République populaire – qu'elle représente également. Cela aurait minimisé l'aspect « reconnaissance de facto » du régime de Séoul par les autorités de Pékin, *au grand dam de leurs alliés nord*-coréens. Au contraire, pour engager un peu plus la Chine sur cette voie, le gouvernement de Séoul insistait, non sans logique, pour que le document soit paraphé au nom de la République de Corée (Sud) et de la République populaire de Chine. C'est finalement, semble-t-il, la solution qui a été retenue, et les passagers de l'avion détourné ont pu s'envoler, mardi, pour Shanghai.

On sait que la Chine, après avoir réclamé l'extradition des « pirates », a, d'autre part, accepté qu'ils soient détenus et jugés par la justice sud-coréenne. En retour, Séoul, signataire comme Pékin de l'accord international sur la piraterie aérienne, n'a pas cédé aux demandes des autorités de Taiwan qui souhaitaient accueillir triomphalement ces *« combattants de la liberté »* – bien que la Corée du Sud soit l'un des rares pays à entretenir encore des relations diplomatiques avec Taipeh. Bref, de part et d'autre, et au moins dans la forme, les deux parties ont fait preuve de la meilleure volonté diplomatique.

Un second problème, sur lequel on est resté officiellement fort discret, a également été résolu. Il concernait six passagers chinois qui, affirme-t-on de sources informées, avaient détruit leurs papiers d'identité avant l'atterrissage de l'appareil en Corée du Sud. Ces personnes, contrairement aux autres passagers qui ont fait du tourisme et participé à des banquets aux frais du gouver*nement Sud-Coréen, n'ont pas quitté* leurs chambres. Il s'agirait de hauts fonctionnaires chinois dont Pékin se refusait à dévoiler les noms. Or, pour les formalités de rapatriement et pour celles de l'enquête, Séoul exige les noms de tous les passagers. *Les Chinois se seraient engagés à les* fournir.

Ne pas irriter Pyongyang

Cette affaire constitue un *« don du ciel » pour les Sud-Coréens, qui* s'efforcent depuis des années de normaliser leurs relations avec les pays communistes, et tout particulièrement avec la Chine populaire.

C'est un premier pas spectaculaire. Il n'est pas certain cependant qu'il soit rapidement suivi de développements notables. En effet, si la Corée du Sud peut éventuellement se permettre d'aller à l'encontre des souhaits et des intérêts de Taiwan sans trop de dommages, il en va différemment pour la Chine dans ses relations avec son allié nord-coréen. Pour des raisons idéologiques, géopolitiques et tenant à la rivalité sino-soviétique, il est douteux que Pékin souhaite s'engager, prochainement et formellement, dans la voie du rap*prochement avec Séoul*. Le risque serait d'irriter et de repousser Pyongyang vers les Soviétiques, de modifier ainsi les équilibres fragiles qui caractérisent le *statu quo* tendu prévalant dans la péninsule coréenne depuis trente ans.

Néanmoins, compte tenu de l'intérêt manifesté par les Chinois pour les Jeux olympiques de 1988 qui se tiendront à Séoul, et aussi de l'extension des échanges commerciaux indirects entre la Chine et la Corée du Sud enregistrée au cours des dernières années, de prudents développements diplomatiques ne sont pas à exclure. La marge de manœuvre existe et après des années d'antagonisme et de dogmatisme, les indices d'un nouveau réalisme propre à dépasser l'état de guerre qui, techniquement, se prolonge entre Pékin et Séoul depuis le conflit coréen sont de plus en plus nombreux.

PROCHE-ORIENT

L'O.L.P. et l'U.R.S.S. condamnent le projet d'accord israélo-libanais

Le président syrien, M. Hafez El Assad, a regagné Damas lundi soir 9 mai au terme d'une « visite de travail » de près de vingt-quatre heures en Arabie Saoudite, au cours de laquelle il a rencontré à plusieurs reprises le roi Fahd. A l'issue des entretiens syro-saoudiens, M. Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, qui accompagnait le président Assad, a estimé qu'une *« guerre pourrait éclater dans la région, notamment en raison des menaces de concentration de troupes israéliennes »*.

Selon l'agence syrienne d'information, les entretiens Assad-Fabd ont *« montré l'identité des points de vue des parties syrienne et saoudienne sur l'évaluation de la situation et des dangers qui découleraient du projet d'accord libano-israélien au cas où il serait ratifié »*. La Syrie et l'Arabie Saoudite, a ajouté SANA, *« se sont mises d'accord pour entreprendre des démarches séparément et de concert, afin de remédier à la situation et d'aider le Liban frère à éviter les dangers que renfermerait l'approbation du projet d'accord dans la formule imposée par Israël »*.

Un commentaire de la radio officielle de Ryad, qui a affirmé que *« l'accord israélo-libanais constitue la preuve que les Etats-Unis sont capables d'exercer des pressions sur Israël dans l'intérêt de la paix au Proche-Orient »*, semble cependant indiquer que l'Arabie Saoudite ne partage pas le point de vue de la Syrie, selon lequel le projet d'accord mis au point par M. Shultz équivaut à un *« contrat de soumission »* aux intérêts israéliens.

A Damas, le porte-parole du comité exécutif de l'O.L.P., M. Abdel Mohsen Abou Mayzar, a déclaré lundi que son organisation condamnait et rejetait le projet d'accord, élaboré, selon elle, *« aux dépens de la cause palestinienne »*. Le responsable palestinien a invité tous les pays arabes à rejeter cet accord et *« à tenir en échec toute mesure qui ignorerait les objectifs du peuple palestinien »*.

A Moscou, l'agence officielle soviétique Tass a condamné également le projet d'accord affirmant qu'il *« conduirait pratiquement à la transformation du Liban en vassal d'Israël, et éventuellement à sa division »*. Selon Tass, la *« prétendue mission de médiation »* de M. Shultz s'est *« réduite pratiquement à une pression massive exercée sur le Liban, victime de l'agression israélienne »*. L'agence soviétique a, en particulier, accusé Israël de vouloir *« former dans le Sud-Liban, avec l'aide des Etats-Unis, une zone de sécurité où les militaristes commanderaient en y patrouillant ou en y créant des postes d'observation »*. *« Ce n'est pas un hasard si le cinéma de la conclusion d'un accord s'accompagne d'une escalade des préparatifs de guerre contre la Syrie. Israël menace ouvertement de frapper la Syrie. Des menaces sont adressées également à la Jordanie. En d'autres termes, une nouvelle guerre se prépare tandis que l'on parle de paix du bout des lèvres. »*

A Beyrouth, quatre-vingt-sept personnes – épouses et enfants de diplomates soviétiques – ont quitté la capitale libanaise lundi pour Moscou à bord d'un avion spécial de l'Aeroflot, alimentant les rumeurs sur une aggravation de la tension entre les troupes syriennes et israéliennes au Liban. Selon la radio des phalangistes, dont de nombreuses informations – précise l'agence Reuter – se sont révélées par la suite inexactes, le gouvernement soviétique a demandé à ses diplomates et à leurs familles en poste au Liban, en Syrie et en Jordanie de regagner Moscou dans les meilleurs délais. Pour toute explication, les Soviétiques en poste à Beyrouth ont fait savoir que l'année scolaire à l'école de l'ambassade était terminée.

Au Sud-Liban, les musulmans chiites ont participé lundi à de violentes manifestations dans plusieurs villes et villages à la suite du meurtre d'un étudiant libanais la semaine dernière par les forces israéliennes. Les soldats israéliens sont intervenus dans les villages du Zifta et de Srifa pour disperser les manifestants. D'autre part, plus de cinquante jeunes gens du village de Karaoun, dans l'ouest de la Bekaa, ont été arrêtés lundi à l'aube par les soldats israéliens et emmenés dans le camp de détention d'Al-Ansar. Selon les correspondants libanais en poste dans la région, ces arrestations sont intervenues à la suite du refus opposé par les habitants du village à la création d'une « garde nationale », préconisée par les forces israéliennes qui contrôlent le secteur. – *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*

La marée noire dans le Golfe prend les proportions d'une catastrophe

La marée noire provoquée par le pétrole brut qui s'échappe, depuis plus de deux mois, du champ iranien de Nowrouz – à la suite d'un bombardement irakien – risque fort d'atteindre des proportions catastrophiques pour les pays riverains du Golfe, *si des mesures ne sont pas prises ra*pidement pour lutter contre la pollution.

Cheikh Salem Al Sabah Al Salem, ministre de la défense du Koweït, lors de son passage à Paris (*le Monde* du 7 mai), était déjà très préoccupé par le problème : *« Je viens d'apprendre,* nous avait-il dit, *que les incendies qui ravageaient deux puits se sont éteints, de sorte qu'une plus grande quantité de pétrole se déverse dans le Golfe* [environ huit mille barils par jour]. *La nappe de brut, qui s'étend dangereusement, est néfaste pour la faune et la flore. Déjà beaucoup de poissons sont morts. Demain la catastrophe frappera les hommes qui boivent de l'eau de mer traitée par les usines de dessalement. »*

La guerre du Golfe, qui est à l'origine de ce drame écologique, est également responsable de sa prolongation. Masquant leur intransigeance derrière des propositions faussement conciliantes, Bagdad et Téhéran ont rendu impossible jusqu'ici toute solu*tion. En effet l'Iran se déclare prêt à* colmater les puits, à condition que Bagdad garantisse qu'il n'attaquera pas les équipes de secours ; l'Irak répond que Téhéran doit accepter au préalable un cessez-le-feu sous contrôle international. En attendant, il ne relâche pas son effort de guerre et, lundi 9 mai, il a attaqué trois navires iraniens près du champ de Nowrouz.

Les diplomates en poste dans le Golfe se demandent si, en réalité, les deux belligérants ne s'accommodent pas cyniquement de la situation. Bagdad espérerait secrètement, selon eux, que l'aggravation de la pollution incitera le Conseil de sécurité à intervenir pour imposer un arrêt définitif des hostilités ; Téhéran, en revanche, considérerait que cette marée noire, juste châtiment pour les pays riverains, coupables aux yeux de l'imam Khomeiny d'avoir apporté leur soutien au président Saddam Hussein, devrait les inciter à hâter la chute du chef de l'Etat irakien.

L'émir du Koweït, Cheikh Al Sabah, avait adressé, il y a une dizaine de jours, des appels aux chefs d'État des pays membres permanents du Conseil de sécurité pour attirer leur attention. M. Mitterrand lui a répondu par l'intermédiaire de M. Jean Bressot, ambassadeur de France, qui avait accompagné, à Paris, le ministre de la défense. Parallèlement, les ministres des affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Bahrein, Qatar, Émirats arabes unis et Oman) ont tenu une réunion extraordinaire lundi à Manama pour tenter de trouver une solution. Mais ils n'ont d'autre choix que de continuer à déployer des trésors de diplomatie pour persuader Bagdad et Téhéran de coopérer. En réalité, depuis le début, les États riverains se trouvent dans une situation qui ressemble fort à un cercle vicieux.

PAUL BALTA.

CORRESPONDANCE

Abou Nidal, l'Irak et l'O.L.P.

A la suite de l'article « Abou Nidal, l'Irak et l'O.L.P. » (le Monde du 26 avril), M. Mohammed S. El Maschat, ambassadeur d'Irak à Paris, nous a écrit une lettre dans laquelle il affirme que le fait qu'Abou Nidal ait accordé à des journalistes français de passage en Irak une interview ne signifie pas que le gouvernement irakien soutient l'action de ce dernier.

« Depuis deux ans, *écrit M. Maschat*, l'Irak a fait savoir qu'Abou Nidal ne dispose pas de facilités particulières d'action à partir du territoire irakien. Il dispose simplement d'un bureau dans notre pays, comme toutes les autres organisations palestiniennes. Cela n'implique, en aucun cas, que le gouvernement irakien approuve ou soutienne les méthodes ou les tactiques des organisations palestiniennes que l'Irak, comme tous les autres pays arabes, a le devoir d'accueillir. »

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● LE BORNAGE DE LA FRONTIERE ALGERO-MALIENNE. — Un accord de bornage de la frontière algéro-malienne, longue de 1 300 kilomètres, a été signé dimanche 8 mai à Alger par les présidents Moussa Traore et Chadli Bendjedid. Depuis le début de l'année l'Algérie a conclu deux accords analogues avec le Niger et la Tunisie et achève des négociations sur le même sujet avec la Mauritanie. — *(A.F.P.)*

Ghana

● M. GUY PENNE, conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines et malgaches, après avoir séjourné successivement à Rabat, Dakar, Yamoussoukro et Lomé, était attendu, ce mardi 10 mai, à Accra, où il devait être reçu par le capitaine d'aviation Jerry Rawlings. M. Penne, accompagné de M. Jean-Christophe Mitterrand, a déclaré à Lomé qu'il avait tenu à s'entretenir avec les présidents Houphouët-Boigny et Eyadema, avant de rencontrer le chef de l'État ghanéen. — *(A.F.P., Reuter.)*

Guinée

● L'ASSOCIATION DES FAMILLES FRANÇAISES DE DISPARUS POLITIQUES EN GUINÉE (1), à l'occasion de la visite à Paris de M. Abdoulaye Touré, ministre guinéen des affaires étrangères, qui est reçu, ce mardi 10 mai au Quai d'Orsay, par M. Cheysson, ministre des relations extérieures, *« rappelle que l'utile réconciliation économique avec la Guinée ne saurait s'accompagner d'un recul des exigences de la France en matière de respect des droits de l'homme par Conakry ».* *« Les épouses françaises des disparus en Guinée,* ajoute l'Association, *attendent toujours que le gouvernement, au minimum, réclame à la Guinée les actes de décès des exécutés sans jugement et ouvre une enquête sur l'évasion présumée de M. Barry. »*

(1) 6, rue Chimper, 67000 Strasbourg.

Jordanie

● DEUX EXPLOSIONS provoquées par des engins de faible puissance ont soufflé, lundi 9 mai, à Amman, les vitres des bâtiments abritant deux institutions américaines : l'American Life Insurance Company, située dans un immeuble de quatre étages non loin du centre-ville, et le bureau américain pour l'éducation et la formation au Proche-Orient, au rez-de-chaussée d'une villa dans le quartier résidentiel de Jebel-el-Lweibdeh. Il n'y a pas eu de victimes, et les dégâts sont relativement peu importants. Mais le fait que ces attentats aient été commis en Jordanie, où de telles actions sont devenues extrêmement rares ces dernières années, semble signifier que ce ne sont pas seulement les intérêts américains qui étaient visés. — *(Corresp.)*

Niger

● LA GRÈVE DES COURS déclenchée il y a une semaine par les étudiants de l'université de Niamey (*le Monde* daté 8-9 mai) s'est poursuivie lundi 9 mai à l'université et dans les deux lycées de la capitale nigérienne et s'est étendue à plusieurs établissements de province. L'Union des étudiants de l'université de Niamey a lancé un appel à observer *« cinq jours de deuil »* à la suite de la mort d'un étudiant interpellé sur le campus. L'Union réclame la libération de *« centaines d'étudiants »*, qui seraient, selon elle, détenus dans une caserne proche de Niamey. La grève avait commencé en solidarité avec les étudiants de l'Ecole supérieure d'agronomie qui contestaient les modalités de leurs examens. A Dakar, les étudiants de l'Union des scolaires nigériens ont occupé, lundi, pendant près de dix heures, l'ambassade du Niger pour protester contre la « répression » de leurs camarades à Niamey. — *(A.F.P.)*

AMÉRIQUES

DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES

Le Nicaragua dénonce la « guerre non déclarée » des Etats-Unis contre son territoire

Mme Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, a rejeté, lundi 9 mai, une proposition du Nicaragua tendant à l'ouverture d'entretiens *« immédiats et inconditionnels »* avec Washington. Mme Kirkpatrick a affirmé qu'il s'agissait d'une *« tentative pour influencer le débat sur l'Amérique centrale »*. De son côté, le représentant du Nicaragua a dénoncé la *« guerre non déclarée des Etats-Unis »* contre son territoire, et il pourrait, de bonne source, faire appel aux bons offices des pays du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Panama, Colombie). D'autre part, les Etats-Unis s'apprêteraient à réduire presque complètement leurs importations de sucre du Nicaragua pour faire pression sur le gouvernement sandiniste. Cette décision serait effective à partir du 1er octobre.

Nations unies (New-York). — Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni lundi 9 mai à la demande du Nicaragua pour étudier ce que le représentant de Managua a appelé une *« nouvelle étape de l'invasion de son pays par des forces contre-révolutionnaires somozistes opérant à partir du Honduras et financées et entraînées par l'actuelle administration américaine »*.

Ces nouveaux débats font suite à ceux qui s'étaient déroulés du 23 au 29 mars sans aboutir à une résolution. Il semble, cette fois, que Managua pourrait tenter d'obtenir un vote du Conseil. C'est peut-être la raison pour laquelle le ministre des affaires étrangères nicaraguayen, le Père Miguel d'Escoto, est venu, cette fois, à New-York défendre lui-même le point de vue de son gouvernement.

Le Père d'Escoto a rappelé la genèse du litige grandissant qui oppose Managua à Washington, insistant sur les pertes en vies humaines et les dégâts que provoque l'*« invasion somoziste »* au Nicaragua : plus de cinq cents morts depuis le début de 1983, dit-il, des millions de dollars de destructions qui touchent les équipements industriels, scolaires et sanitaires du pays. *« Pour ne pas avoir été officiellement déclarée et être menée par des combattants qui, pour l'instant, n'appartiennent pas à l'armée régulière américaine, la guerre de l'administration Reagan contre le Nicaragua*, a-t-il dit, *n'en est pas moins réelle. »*

« Une guerre, a souligné le ministre nicaraguayen, *qui a été longuement décrite par tous les médias internationaux, y compris ceux des Etats-Unis, qui a été dénoncée par de nombreux élus américains et qui vient d'être reconnue par le président lui-même »*, a-t-il souligné, faisant allusion à l'entretien, assez confus, que M. Reagan a eu, à la fin de la semaine dernière, avec quelques journalistes de la Maison Blanche.

De notre correspondante

S'appuyant sur les informations publiées par la grande presse, le Père d'Escoto a accusé les États-Unis de fournir le *« cerveau »* des attaques contre le Nicaragua, avec des spécialistes de la C.I.A. et des représentants du commandement sud de l'armée américaine, basée dans la zone du canal de Panama. Cet *« État-major »*, a-t-il dit, transmet ses informations aux officiers honduriens, qui les passent à l'ancienne garde somoziste, et le Père d'Escoto a évoqué le rôle de l'ambassadeur américain au Honduras, M. John Negroponte, *« tristement célèbre pour le rôle qu'il joua dans la guerre illégale, injuste, et également non déclarée, des États-Unis contre les peuples d'Indochine »*.

Le ministre a demandé une nouvelle fois que le Conseil de sécurité charge le secrétaire général de l'O.N.U., M. Perez de Cuellar, d'une mission de bons offices. Mais il a souligné que toute solution à *« la situation à laquelle le Nicaragua doit faire face »* devra passer obligatoirement par *« le retrait inconditionnel des forces envoyées dans le pays par les États-Unis »*, *« la cessation des attaques lancées à partir du Honduras, le retrait permanent des navires de guerre américains des eaux territoriales nicaraguayennes, la cessation du survol du territoire national par des avions espions et la fin de la participation des services de renseignements américains au financement et à l'organisation de plans ou d'actions hostiles au Nicaragua »*.

Le débat dans l'opinion américaine

Le représentant du Honduras, M. Enrique Ortez Colindres, a réfuté les allégations du Père d'Escoto et a assuré que les forces honduriennes se contentaient de *« protéger le territoire national »*. Accusant Managua de servir de base d'opérations aux Cubains, il a indiqué qu'il venait de recevoir des informations selon lesquelles quatre DC-10 venaient encore de quitter la Libye pour *« aller inonder l'Amérique centrale d'équipements militaires »*.

L'ambassadeur des Etats-Unis, Mme Kirkpatrick, a ironisé : *« C'est toujours une extraordinaire expérience d'entendre le représentant d'une dictature brutale citer la charte des Nations unies, les sondages d'opinion américains et même les gouvernants américains »*. *« Il y a un débat sur le point de savoir si les Etats-Unis doivent aider les peuples du Nicaragua et du Salvador à lutter contre les tentatives qui sont faites pour leur imposer une dictature totalitaire »*, a poursuivi Mme Kirkpatrick dans l'une des ses premières allusions aux divisions de l'opinion américaine sur le sujet. *« Il y a un débat pour savoir si les Etats-Unis doivent abandonner ces peuples qui se battent contre des forces équipées d'armes qui leur sont envoyées par une organisation terroriste internationale sans merci. Le débat continue... Quand il sera terminé, les Etats-Unis prendront leur décision d'une façon démocratique et s'y tiendront. »*

Selon des informations de bonne source, le Nicaragua aurait soumis au groupe des non-alignés un projet de résolution relativement modéré qui s'appuierait essentiellement sur une misson de bons offices de M. Perez de Cuellar aidé du « groupe de Contadora », les quatre pays (Panama, Venezuela, Colombie, Mexique) qui ont déjà proposé en janvier leur médiation dans les conflits d'Amérique centrale. La résolution nicaraguayenne demanderait, sous ces auspices, l'ouverture de discussions bilatérales entre Managua et Tegucigalpa et l'ouverture d'un dialogue Managua-Washington.

NICOLE BERNHEIM.

Une des organisations antisandinistes aurait dix mille hommes en armes

New-York *(A.F.P.)*. — Le Front démocratique nicaraguayen (opposition au régime de Managua) compte dix mille hommes en armes opérant au nord et au centre du Nicaragua, a affirmé, lundi 9 mai, à New-York, M. Edgar Chamorro Coronel, membre du directoire du F.D.N.

M. Chamorro a déclaré qu'il ne démentait pas l'aide américaine et l'entraînement fournis au F.D.N., tout en précisant qu'il ne lui appartenait pas d'en faire la révélation. Plusieurs autres pays soutiennent le F.D.N., a-t-il ajouté, mais ils ont demandé à ne pas être cités.

Il a également indiqué que six des sept responsables de l'état-major du F.D.N. qui dirigent les opérations militaires au Nicaragua appartiennent à l'ancienne garde nationale d'Anastasio Somoza. Par ailleurs, a ajouté M. Chamorro, les pertes du F.D.N. ne dépassent pas trois cents morts, alors que celles des sandinistes sont bien supérieures aux cinq cents morts reconnus par Managua et seraient de trois mille.

Le F.D.N., a-t-il ajouté, espère conclure un accord formel avec l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE), dirigée par les dissidents Eden Pastora et Alfonso Robelo, et qui opérerait à partir du Costa-Rica.

États-Unis

PLUS DE 26 MILLIONS DE NOIRS EN 1980

Washington (A.F.P.). — Les Noirs représentaient, en 1980, 11,7% de la population américaine, et leur nombre s'accroît plus rapidement que celui de l'ensemble des habitants des Etats-Unis, selon des chiffres rendus publics, lundi 9 mai, par le bureau du recensement. En 1980, 26 495 000 Noirs vivaient aux Etats-Unis, dont plus de la moitié dans les Etats du Sud. De 1970 à 1980, leur nombre a augmenté de 17,3%, contre seulement 11,4% pour l'ensemble de la population. Selon le bureau du recensement, ce phénomène s'explique par un taux de natalité plus élevé.

La tendance des Noirs à quitter les Etats du Sud s'est d'autre part renversée durant la décennie 1970-1980 : 14 048 000 Noirs vivaient en 1980 dans les Etats du Sud, 17,4% de plus que dix ans auparavant. Les Etats qui comptent le plus de Noirs dans leur population sont le Mississipi (35,2%), la Caroline du Sud (30%), la Louisiane (29,4%), la Georgie (26,8%) et l'Alabama (25,6%).

● *Le gouvernement américain* a annoncé, lundi 9 mai, sa décision d'expulser un diplomate afghan en poste à Washington à la suite de l'expulsion d'Afghanistan d'un diplomate américain. *« Nous avons informé les autorités afghanes que la présence aux Etats-Unis de M. Hewadmal, second secrétaire de l'ambassade d'Afghanistan, n'est plus acceptable et nous lui avons donné quarante-huit heures pour quitter le pays »*, a déclaré un porte-parole du département d'Etat, M. Alan Romberg. L'expulsion de M. Hewadmal a été décidée en représailles contre l'expulsion au cours du week-end dernier du second secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis à Kaboul, M. Peter Graham, a précisé M. Romberg. — *(A.F.P.)*

● *Des représentants radicaux argentins, chiliens et français* réunis à Paris estiment que *« le succès politique de la démocratie en Amérique latine dépend en grande partie des résultats du dialogue global Nord-Sud, dont la renégociation d'une dette extérieure, accablante pour les peuples du tiers-monde, constitue l'un des volets les plus importants »*. Selon MM. Bruno Baron-Renault, président de la commission des affaires étrangères du Mouvement des radicaux de gauche français, Hipolyto Irigoyen, ancien sénateur argentin résidant à Paris, membre de l'Union civique radicale, et Alejandro Dorna, président du parti radical chilien en France, *« le risque d'une guerre régionale en Amérique centrale est un danger majeur contre lequel doivent converger sans exclusivité toutes les forces démocratiques »*. *« Les conflits territoriaux comme ceux du canal de Beagle et des Malouines,* ont-ils ajouté, *doivent être résolus par une voie pacifique et selon les principes qui régissent la communauté internationale. Le conflit des Malouines, en particulier, doit être réglé par la négociation entre l'Argentine et la Grande-Bretagne sur la base de la résolution 2065 de l'Assemblée générale des Nations unies. »*



AMÉRIQUES

Contradictions américaines

(Suite de la première page.)

Dans la panique générale, alors qu'il est fortement question de mettre en liquidation judiciaire le troisième constructeur automobile américain, les commissaires aux comptes nommés par le nouveau président de Chrysler, M. Lee Iacocca, adoptent de nouvelles méthodes de calcul. Chaque usine du groupe est désormais tenue de comparer ses coûts annuels de production avec la somme que représenterait l'achat des mêmes produits à l'extérieur. Pour Trim, cet exercice se révèle désastreux. L'étude montre que Chrysler gagnerait 20 millions de dollars par an en fermant l'usine et en achetant ses sièges et ses housses à un sous-traitant indépendant, de préférence à l'étranger. Le sort de Trim semble scellé.

C'est alors que M. Joe Zappa intervient. Massif, les cheveux blancs, portant au doigt une grosse chevalière ornée de diamants, M. Zappa est le type même du dirigeant syndical ouvrier de la vieille école. Sa première réaction, face à un journaliste français, est de le soupçonner d'être communiste... Et puis, il accepte de parler : *« Le plus grand danger actuellement pour nous, c'est que les trois grands* (General Motors, Ford et Chrysler) *ont de plus en plus recours à la sous-traitance à l'étranger. Jadis, on importait la main-d'œuvre : les Chinois pour la pose du chemin de fer transcontinental, les juifs pour la confection, les Polonais ou les Italiens comme moi pour l'industrie automobile. C'est ainsi que s'est bâtie l'économie de ce pays. Maintenant ce sont les produits eux-mêmes que l'on importe et la main-d'œuvre non syndiquée, mal payée, exploitée, reste sur place. »*

Une usine pour un dollar

M. Zappa était en 1981 le président du « Local 212 » du syndicat des travailleurs de l'automobile (U.A.W.). Ce « local », qui fut jadis un des plus grands du pays puisqu'il regroupait 12 000 syndiqués venant de quatorze usines du groupe Chrysler, n'avait déjà plus que 4 000 membres. M. Zappa a vu, en quelques années, fermer les deux chaînes de montage Hamtrack et Lynch Road de Chrysler, ainsi que la fonderie Huber et une partie de l'immense usine Mack. Traditionnellement, aux État-Unis, le syndicat (et l'U.A.W. ne faillit pas à cette règle) essaie d'obtenir le maximum pour ses adhérents et n'a pas à se préoccuper de la survie éventuelle de l'entreprise. Cette fois-ci, quand il est question de fermer l'usine Trim, M. Zappa ne réagit pas selon les règles syndicales habituelles et décide de tenter autre chose. Il va voir la direction.

« J'ai mis cartes sur table avec Zappa, » explique M. Joe Teodosic, directeur de l'usine Trim, un *self-made man* de quarante-trois ans qui a quitté sa Yougoslavie natale à l'âge de vingt-quatre ans pour immigrer aux États-Unis, où il a commencé par travailler à la chaîne chez Chrysler avant de gravir les échelons hiérarchiques. *« Ou bien on reprenait de zéro tout le fonctionnement de Trim sur des bases nouvelles ou bien on fermait. »*

Commence alors une collaboration entre les deux hommes pour tenter de convaincre à la fois la direction de Chrysler et le personnel de l'entreprise que l'usine peut survivre au prix de concessions massives de part et d'autre. Un moment, la direction de Chrysler envisage de « vendre » pour un dollar symbolique l'usine aux ouvriers. Ceux-ci, devenus propriétaires et rassemblés en coopérative, répondraient désormais librement aux appels d'offres de Chrysler pour la fourniture de sièges et de housses. Une délégation syndicale conduite par M. Zappa va visiter une ancienne usine de General Motors, dans le New-Jersey, qui fonctionne selon ce système. La délégation revient accablée par ce qu'elle a vu : des ouvriers obligés de réduire considérablement eux-mêmes leurs propres salaires et la perte totale de sécurité financière provoquée par la sortie du groupe General Motors.

Après d'innombrables péripéties et des palabres interminables qui durent des mois au sein des groupes de travail créés par le syndicat et la direction, une solution est trouvée. Les salaires sont maintenus, mais, pour redevenir compétitive, l'usine Trim doit réduire ses effectifs de 709 à 530 personnes. La plupart des emplois non directement liés à la production sont supprimés. De nouvelles mesures de productivité individuelle sont fixées, supérieures en moyenne de 20 % aux précédentes. Il y aura désormais un contremaître pour trente ouvriers, au lieu d'un pour vingt et un. En outre, les interdits jadis imposés par le syndicat, et qui figuraient dans l'ancienne convention collective, n'ont plus cours. N'importe qui peut désormais débrancher une des machines à coudre, alors que jadis seul un électricien avait le droit de le faire, etc. De nombreux postes d'électriciens, de gardiens, d'inspecteurs, sont éliminés. Ce « plan » est approuvé par 80 % du personnel en novembre 1982, quelques jours avant la date fixée par Chrysler pour la fermeture.

L'usine Trim a bénéficié depuis de la conjoncture plus favorable de l'industrie automobile. Le 1er mars, les normes de productivité exigées par Chrysler pour la poursuite de l'expérience ont été atteintes. L'usine fabrique aujourd'hui davantage de sièges et de housses que précédemment (la demande ayant augmenté) avec un personnel qui a été réduit de 25 %.

« C'est une nouvelle philosophie des rapports à l'intérieur de l'entreprise. Les salariés ont accepté de travailler mieux, davantage et plus vite pour garder leur emploi. Et cela est peut-être arrivé précisément chez Chrysler parce que le personnel savait que le groupe tout entier était dans une mauvaise passe », commente M. Teodosic. *« Ceux qui disent que les ouvriers de Trim avaient jusqu'ici des sinécures et se tournaient les pouces* (1) *me font rire*, conclut de son côté M. Zappa. *On a supprimé proportionnellement plus de postes de gestionnaires que d'ouvriers. Le management de Trim aussi a dû accroître sa productivité. »*

Une renaissance industrielle

L'idée d'une renaissance industrielle de l'Amérique, fondée sur l'amélioration de la productivité après des années de déclin et sur un meilleur contrôle de la qualité des produits, est dans l'air. A Indianapolis (Indiana), une entreprise qui fabrique des dynamos pour Chrysler a entamé un processus identique à celui de Trim. Dans une chaîne de montage de Ford, à Louisville (Kentucky), le taux des pièces défectueuses est passé en huit mois, à la suite d'une initiative quasi « japonaise » prise par un atelier, de une pour soixante à une pour dix-huit mille...

La perte de compétitivité des industries américaines, vécue comme une fatalité ces dix dernières années, en particulier face à la concurrence japonaise et européenne, fait place dans de nombreux secteurs à une nouvelle agressivité. L'industrie de la chaussure, par exemple, semblait bien avoir rendu son dernier soupir aux États-Unis. Les entreprises encore en activité étaient qualifiées de « canards morts » et non plus « boiteux » par les spécialistes boursiers. Le boom sur la chaussure de sport, lié à la vogue du tennis et du jogging, leur a donné une nouvelle vitalité et même des marchés à l'exportation. De nombreux pays étrangers en effet ne maîtrisent pas encore les techniques de production de ces chaussures très sophistiquées. La même remarque vaut pour le textile.

Dans un livre à paraître prochainement (2), trois chercheurs de la Harvard Business School présentent ce qu'ils estiment être les causes de cette « renaissance ». Tout d'abord, les chefs d'entreprise américains semblent avoir tiré quelques leçons du « modèle » japonais. L'idée qu'il faut ne conserver que des stocks très minces pour immobiliser le moins possible le capital connaît une fortune spectaculaire. Les stocks ont été réduits dans des proportions allant de 40 à 90 % dans l'industrie automobile. Toute reprise de la demande se traduit immédiatement par un redémarrage brutal de la production.

D'autre part, de nombreux industriels ont massivement investi dans les technologies nouvelles. La robotisation croissante des « grands » de l'automobile et leur décision — avec un retard qui leur a coûté des milliards de dollars — de se lancer dans la production de voitures plus petites, plus maniables, avec le moteur à l'avant, en sont les signes les plus manifestes. La grosse voiture américaine, très suspendue, avec son moteur de 8 cylindres à l'arrière, a vécu. Même dans la sidérurgie, un secteur pourtant sinistré, les récentes innovations techniques donnent à nouveau une avance aux producteurs américains.

Contrairement à une idée reçue, le renouveau économique des Etats-Unis n'a pas pour seule « locomotive » l'informatique et ses applications. Certes, les industries traditionnelles ne retrouveront jamais leurs effectifs d'avant la récession, mais une reconversion en profondeur se dessine, qui est lourde de périls pour les Européens.

Le redémarrage de l'économie est ce que l'administration Reagan pouvait espérer de mieux dans la perspective de l'élection présidentielle de 1984. Le parti républicain aurait été déchiré entre sa droite dogmatique et ses libéraux si la récession, commencée en juillet 1981, s'était poursuivie jusqu'au début de la campagne électorale. M. Reagan aurait alors probablement hésité à se représenter. La fin apparente de la récession lui permet désormais tous les espoirs.

Une médecine amère

Mais, paradoxalement, au moment même où Wall Street s'emballe, semblant donner tardivement raison aux méthodes de l'actuelle administration, la doctrine ultra-libérale reaganienne ne fait plus recette. Les idéologues, qui avaient fourni en 1980 une armature intellectuelle au conservatisme un peu simpliste du candidat républicain et accrédité l'idée d'un nécessaire « dépérissement » du pouvoir fédéral, ne se manifestent plus guère.

L'ampleur et la durée de la récession, le niveau atteint par le chômage, ont refroidi les esprits. La sortie du tunnel, dans ces conditions, est davantage perçue comme le réflexe naturel d'un corps sain soumis à un remède trop brutal que comme le résultat d'un traitement équilibré et réfléchi. M. Reagan conserve toutes ses chances s'il se représente en 1984, mais ses idées en matière de fiscalité, d'aide sociale ou de réaménagement des rapports entre Washington et les Etats ont singulièrement perdu de leur pouvoir d'attraction.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) *Featherbedding*, mot à mot « lit de plumes ». Expression traditionnelle désignant la pratique syndicale qui consiste à exiger la création ou le maintien de postes de travail superflus.

(2) *Industrial Renaissance*, ouvrage collectif à paraître en mai chez Basic Books, New York, N.Y. 10 022.

Prochain article :

DES SYNDICATS CONVALESCENTS

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONTREFAÇON DE LA MARQUE



DE LA SOCIÉTÉ CHANEL

Par son jugement du 3 mai 1982, la 3ème Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris dit que :

« **Monsieur Gilbert Darmon, Monsieur Bernard Chouraqui, Madame Josiane Chouraqui**, née Pérez et la Société Saint-Honoré CORALIE, en offrant en vente et en vendant dans les magasins à l'enseigne « CORALIE », 3-5, rue Tronchet et 374 rue Saint-Honoré à Paris, des sacs comportant un motif constitué de deux C majuscules entrecroisés en sens contraire, ont commis des actes de contrefaçon de la marque (CC) dont la Société CHANEL est propriétaire :

Dit qu'ils ont commis également des actes d'imitation illicite de ladite marque en offrant en vente et en vendant des sacs comportant un fermoir constitué par deux C majuscules accolés dos à dos, reliés en leur partie centrale par un lien ;

Interdit à Messieurs Darmon et Chouraqui, à Madame Chouraqui, née Perez et à la *Société Saint-Honoré CORALIE de faire usage, sous quelque* forme que ce soit et à quelque titre que ce soit, des monogrammes contrefaisant et imitant, sous peine d'astreinte définitive de **MILLE FRANCS (1 000)** par infraction constatée à compter de la signification du présent jugement ;

Condamne in solidum Messieurs Gilbert Darmon, Bernard Chouraqui, Madame Josiane Chouraqui, née Perez et la Société Saint-Honoré-CORALIE à payer à la Société CHANEL la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50 000) à titre de dommages-intérêts, et la somme de **CINQ MILLE FRANCS (5 000)** en application de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile :

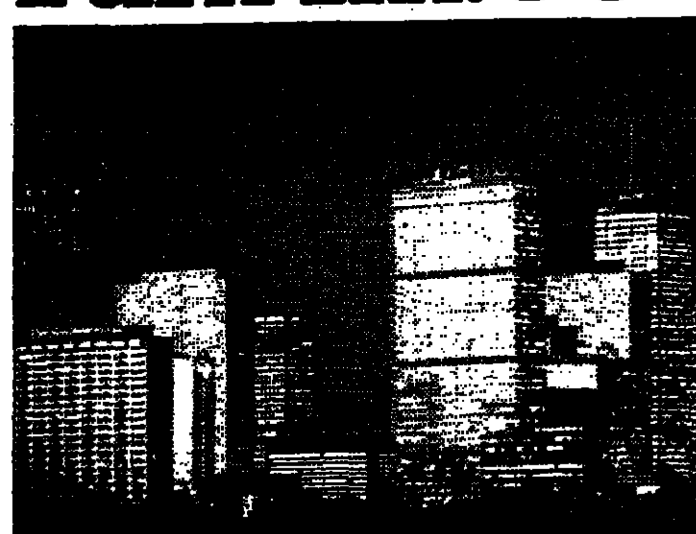
Ordonne la publication du présent jugement dans trois journaux ou revues, français ou étrangers, au choix de la **Société CHANEL** et aux frais solidaires des défendeurs, sans que le coût de ces publications puisse excéder la somme totale de **DIX HUIT MILLE FRANCS (18 000)** ;

Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement du seul chef de l'interdiction d'usage ;

Déboute les parties du surplus de leurs demandes plus amples ou contraires ;

Condamne in solidum Messieurs Gilbert Darmon et Bernard Chouraqui, Madame Josiane Chouraqui, née Perez et la Société Saint-Honoré CORALIE aux entiers dépens ».







EUROPE

Union soviétique

M. ANDROPOV PRÉSIDE LE CONSEIL NATIONAL DE DÉFENSE

Moscou *(A.F.P., U.P.I.)*. — M. Youri Andropov, secrétaire général du parti communiste soviétique depuis le 12 novembre 1982, est aussi président du Conseil national de défense. Son prédécesseur Leonid Brejnev ne présida ce Conseil qu'après être devenu chef d'Etat, c'est-à-dire président du présidium du Soviet suprême ; ce que M. Andropov n'est pas, du moins pas encore.

Cette révélation est contenue dans un article de circonstance du maréchal Oustinov à l'occasion de l'anniversaire du 8 mai 1945, paru lundi 9 mai dans la *Pravda*. Après avoir mentionné les deux titres de M. Andropov, le ministre soviétique de la défense lui rend un vibrant hommage : « *Youri Vladimirovitch jouit d'une estime et d'une autorité immenses auprès des combattants de l'armée et de la marine* », notamment pour avoir « *pris une part directe à l'édification des forces armées soviétiques* » durant toute la période de l'après-guerre. M. Andropov, dont le nom est mentionné à six reprises dans l'article du ministre, a été « *un participant actif au mouvement des partisans* » durant la seconde guerre mondiale. Il était alors premier secrétaire du Komsomol pour la Carélie.

Le poste de chef de l'Etat est vacant depuis la mort de Leonid Brejnev. Son titulaire pourrait être nommé lors de la prochaine session du Soviet suprême qui se tiendra après le plénum du comité central du parti consacré aux questions idéologiques, lequel est prévu pour le 14 juin.

Yougoslavie

LE RÉDACTEUR EN CHEF DU PLUS IMPORTANT QUOTIDIEN EST AMENÉ A DONNER SA DÉMISSION

(De notre correspondant.)

Belgrade. — Au cours d'une houleuse réunion, lundi matin 9 mai, de la rédaction de *Politika*, le plus influent et le plus ancien des quotidiens youg slaves, son rédacteur en chef, M. Dragoljub Trailovitch, a déclaré qu'il renonçait à ses fonctions parce que, a-t-il dit, « *il avait perdu la confiance de la direction politique de la République fédérée de Serbie pour des raisons qui ne lui avaient pas été communiquées* ». Sa décision ne surprend cependant pas, étant donné qu'au cours des trois ou quatre derniers mois *Politika* a été la cible de nombreuses critiques des « forums » du parti et des autres organisations sociales pour « déviationnisme » de toutes sortes. Il lui a été reproché notamment de ne pas avoir réagi à la présentation d'une pièce de théâtre exprimant les idées « grand-serbes » (*le Monde* du 19 décembre 1982).

D'autre part, on apprend de bonne source que les rédacteurs des chroniques culturelle et belgradoise ont également présenté leur démission : ils estiment que les critiques qui leur étaient adressées ces dernières semaines pour des raisons diverses étaient « *sans fondement* » et qu'elles les gênaient dans l'accomplissement normal de leur travail. Comme une réunion de rédacteurs n'est pas habilitée selon les règles en vigueur à accepter la démission de l'un de ses membres, on ignore, pour le moment, quelles seront les réactions des autorités compétentes. Cet incident fait grand bruit dans les milieux journalistiques de la capitale yougoslave.

PAUL YANKOVITCH.

Pologne

LA LETTRE DES ANCIENS DIRIGEANTS SYNDICAUX

« Le bien de l'Etat socialiste peut uniquement se fonder sur un compromis équilibré »

Varsovie. — La presse polonaise a accordé un écho exceptionnel — comparable à celui qui est donné aux congrès du parti — au premier congrès du Mouvement patriotique de renaissance nationale (PRON), dont les travaux se sont achevés lundi 9 mai.

Cet effort de promotion politique a confirmé l'importance attachée par le pouvoir au développement d'un mouvement au sein duquel le général Jaruzelski souhaite canaliser l'aspiration démocratique de la population (*le Monde* du 10 mai).

Le congrès a désigné comme président de l'organisation un écrivain catholique de soixante-treize ans, M. Jan Dobraczynski, qui présidait auparavant le comité d'initiative du mouvement.

La lettre adressée vendredi 6 mai à la Diète par d'anciens dirigeants de Solidarité et des trois autres principales organisations syndicales créées après les accords de Gdansk (et dont une copie a été envoyée à l'épiscopat) commence, par ailleurs, à circuler à Varsovie. Nous en publions ci-dessous le texte.

« *L'entrée en vigueur de la loi du 8 octobre 1982 sur les syndicats a détruit l'acquis plus que centenaire des divers courants du mouvement syndical de notre pays. Les nouvelles organisations syndicales mises en place actuellement ne rencontrent pas une large approbation sociale. La manière dont agissent jusqu'à présent les organes exécutifs révèle clairement un projet d'assurer un monopole à des syndicats placés sous la tutelle de l'Etat employeur. Il y a là une tentative d'entraver les dispositions de la loi garantissant le pluralisme syndical, comme en témoigne notamment la dévolution hâtive* [aux nouveaux syndicats] *des biens des syndicats privés de leur existence légale.*

» *Les lois de l'évolution sociale, encore une fois confirmées par les événements des dernières années et des derniers mois, apportent la preuve indubitable que tous les objectifs — et notamment la transformation du niveau de conscience sociale — ne peuvent être atteints par des moyens administratifs. Dans la période d'après août, on a pu assister à des transformations progressives et profondes des opinions et des attitudes de la nation. Un changement qualitatif s'est produit, que les gouvernants doivent admettre et prendre en considération.*

» *Ne pas prendre en compte cette volonté sociale ne peut être profitable ni au pouvoir ni à la société. Le bien de l'Etat socialiste peut uniquement se fonder sur un compromis équilibré tenant compte des intérêts fondamentaux des différents groupes sociaux. Le rétablissement des libertés syndicales est l'un des éléments indispensables à la réalisation de la volonté d'entente nationale, et qui favoriserait la nécessaire impulsion de l'activité pour dépasser la crise qui mine la Pologne.*

» *Une Pologne libérée des tensions et des incertitudes, économiquement stable, est un atout de la sécurité et de la paix en Europe. C'est pour cela que l'unité d'action dans les problèmes fondamentaux et vitaux de la nation et de l'Etat est une nécessité absolue — l'impératif du moment.*

Pour le pluralisme

» *Guidés par un souci profond du sort de notre pays, nous estimons nécessaire d'entreprendre des démarches décidées visant à rétablir la situation, et notamment :*

» *— A faire entrer en vigueur sans tarder le principe, inscrit dans la loi, du pluralisme syndical ;*

» *— A faire libérer toutes les personnes emprisonnées pour leurs activités syndicales, pour des actions de protestation ou en raison de leurs opinions ;*

» *— A restituer leur emploi aux personnes licenciées en raison de leur activité syndicale ou de leur appartenance syndicale.*

» *Le fait que la présente lettre soit signée en commun par les militants des principaux courants syndicaux d'après août — autonomes, de branche, syndicat des enseignants polonais et Solidarité — constitue la preuve que le mouvement syndical pluraliste est capable de conclure une entente sur les questions d'intérêt fondamental pour le monde du travail, la nation et l'Etat.* »

∴

Les signatures apposées sont les suivantes :

— *Bogdan Flutowski*, élu en novembre 1981, coordonnateur (c'est-à-dire président) du groupe de travail de la Confédération des syndicats autonomes après avoir été élu en octobre 1980 président du Syndicat indépendant et autogéré des travailleurs de l'informatique.

— *Bogdan Stelmach*, élu en novembre 1981 membre du groupe de travail de la Confédération des syndicats autonomes après avoir été élu en mars 1981 président de la direction nationale du Syndicat indépendant et autogéré des employés des assurances sociales.

— *Michal Zorawski*, élu en novembre 1981 membre du groupe de travail de la Confédération des syndicats autonomes après avoir été élu en novembre 1980 président de la direction nationale du Syndicat indépendant et autogéré des travailleurs des coopératives laitières.

— *Albin Melcer*, élu en octobre 1980 secrétaire de la direction centrale du Syndicat indépendant et autogéré des travailleurs de l'industrie et des coopératives de construction (N.D.L.R. : affilié aux syndicats de branche créés par le pouvoir pour remplacer le syndicat unique).

— *Jan Simon*, élu en janvier 1981 secrétaire de la direction centrale du Syndicat des métallurgistes (N.D.L.R. : syndicats de branche).

— *Lech Walesa*, élu en octobre 1981 président du syndicat indépendant et autogéré Solidarité.

— *Jacek Merkel*, élu en octobre 1981 membre du présidium de la commission nationale du syndicat indépendant et autogéré Solidarité.

— *Stanislaw Rusinek*, élu en juin 1981 membre du présidium de la direction régionale varsovienne du syndicat indépendant et autogéré Solidarité.

— *Antoni Lopata*, élu en juin 1981 président de la direction centrale du Syndicat des enseignants polonais.

— *Jan Trynkowski*, élu en juin 1981 au conseil général du Syndicat des enseignants polonais.

Turquie

Le rédacteur en chef de « Cumhuriyet » est condamné à près de trois mois de prison

De notre correspondant

Ankara. — M. Nadir Nadi, rédacteur en chef du quotidien progressiste *Cumhuriyet*, a été, lundi 9 mai, condamné à une peine de prison de deux mois et vingt jours par le tribunal militaire d'Istanbul pour avoir écrit, le 23 janvier, un éditorial de nature à « *encourager la désobéissance du public envers les lois* ». M. Nadi, âgé de soixante-quinze ans, fils du fondateur de ce journal républicain en 1923, n'était pas présent à l'audience, étant hospitalisé à la suite d'une opération d'un ulcère à l'estomac fin avril dernier.

Le tribunal militaire a condamné à la même peine M. Okay Gonensin, responsable de la rédaction. Cependant, la peine de ce dernier a été commuée en vertu de la loi sur la presse en une amende de 12 000 livres turques (soit 420 F environ).

L'éditorial incriminé de M. Nadi — qui se trouve au gouvernail du journal depuis 1945 — était intitulé un « *projet de loi bizarre* ». Le doyen de la presse turque reproduisait intégralement un éditorial qu'il avait rédigé il y a vingt-deux ans, avec le même titre, où il s'opposait à la tentative d'absorption, dans une académie des sciences, des sociétés d'histoire et de langue turques créées dans les années 30 par Ataturk lui-même (*le Monde* du 8 février). Une nouvelle proposition de loi ayant remis la même tentative à l'ordre du jour, le prestigieux journaliste devait s'y opposer, se considérant comme un fidèle du kémalisme. Or ladite proposition émanait du général Cahinkaya, commandant de l'aviation et membre du Conseil national de sécurité, organe suprême du pouvoir militaire, qui dirige la Turquie depuis le 12 septembre 1980.

La loi sur l'état de siège interdit le recours devant la Cour de cassation militaire. Seul le commandant de l'état de siège est habilité, s'il le juge nécessaire, à autoriser les condamnés à se pourvoir en appel.

A. U.

Allemagne fédérale

L'affaire des faux carnets de Hitler

GERD HEIDEMANN EST QUALIFIÉ DE « FÉTICHISTE » DU NAZISME

Bonn (A.F.P.). — La plainte déposée par *Stern* contre son rédacteur Gerd Heidemann (nos dernières éditions du 10 mai) s'accompagne d'un commentaire l'accusant d'« *être tombé dans les mains d'un escroc et de s'être en fin de compte enrichi de cette affaire* ». *Stern*, qui perd 8 millions de marks, s'est engagé à rembourser au *Sunday Times* les 200 000 dollars versés pour la reproduction des carnets de Hitler.

L'association des journalistes allemands a, dans un communiqué, souligné « *l'attitude irresponsable des rédacteurs impliqués dans cette affaire, qui ont manqué à tous les devoirs de la déontologie journalistique vis-à-vis de l'opinion publique* ». L'association ajoute que, plus que tout, autre, la presse ouest-allemande a le devoir de « *ne pas mettre en valeur les fantômes nazis* ».

Enfin, le magazine *Bunte*, concurrent du *Stern*, dénonce en Heidemann un « fétichiste de Hitler, et cite à preuve une lettre à Klaus Altmann-Barbie datée d'août 1981. Heidemann y demande des conseils pour cacher différents objets ayant appartenu à Hitler, dont de drapeau qui fut porté lors du putsch du 9 novembre 1923.

● *M. Diether Stolze*, ancien journaliste économique à l'hebdomadaire *Die Zeit*, a démissionné, le lundi 9 mai, du poste de porte-parole du gouvernement ouest-allemand qu'il occupait depuis la formation du premier gouvernement Kohl. Le chancelier a indiqué qu'il avait accueilli cette décision « *avec grand regret* », qu'il aurait volontiers poursuivi une « *collaboration particulièrement amicale et fructueuse* » avec Diether Stolze, mais qu'il respectait les raisons personnelles à l'origine de ce départ. M. Peter Boenisch, ancien rédacteur en chef des journaux *Bild*, *Bild am Sonntag* et *Die Welt*, lui succédera à la tête du service de presse du gouvernement fédéral.

Grande-Bretagne

Le chômage sera au centre de la campagne pour les élections législatives du 9 juin

De notre correspondant

Londres. — En décidant de dissoudre la Chambre des communes et d'appeler les Britanniques aux urnes dès le 9 juin prochain, Mme Thatcher est certainement allée à l'encontre de ses convictions profondes qui la poussaient à attendre le terme de la législature. Rien ne l'obligeait à provoquer des élections anticipées, un an avant l'échéance, alors qu'elle disposait toujours de la même confortable majorité qu'en 1979.

Mais la dissolution des Communes est une prérogative du premier ministre qui n'exige aucune condition particulière. Mme Thatcher a cédé aux pressions de ses plus proches conseillers. Réunies dimanche aux Chequers autour du premier ministre, ces sept personnalités, déjà surnommées les « Sept Magnifiques » et moquées par M. Denis Healey, leader adjoint du parti travailliste, comme « les sept nains de Blanche Neige », ont fait valoir que des élections rapprochées étaient devenues inévitables.

En refusant depuis des semaines de prendre position sur la date de la consultation, Mme Thatcher a commis une erreur tactique : elle a laissé se développer les spéculations et monter la fièvre électorale. En maintenant l'incertitude, la Dame de Fer donnait une impression d'indécision qui nuisait à son image de fermeté et de détermination, et ébranlait la « démarche décidée » dont elle a fait sa devise.

Il est de bonne guerre que l'opposition travailliste l'accuse d'« *opportunisme* ». Mais Mme Thatcher a déjà dépondu : que dirait-on d'un général qui ne choisit pas le meilleur moment pour jeter ses troupes dans la bataille ? Les sondages donnent une avance de sept à onze points aux conservateurs sur les travaillistes. Une campagne réduite au minimum laisse peu de chances à ces derniers de refaire leur handicap alors que l'alliance entre les sociaux-démocrates et les libéraux est encore loin de pouvoir « briser le moule » de la politique britannique, comme elle le proposait.

Au-delà des considérations tactiques, les arguments en faveur d'élections en juin ne manquent pas : mis à part quelques projets controversés, le Parlement a rempli le programme présenté par le gouvernement au début de la législature ; la reprise économique qui s'amorce, avec un taux d'inflation au-dessous de 5 % pour la première fois depuis quinze ans, sera peut-être plus évidente cet automne, mais elle sera de toute façon trop *faible pour avoir des conséquences* visibles sur le niveau du chômage ; enfin la crainte d'une arrivée au pouvoir d'un gouvernement travailliste freine depuis des mois des projets d'investissements étrangers, notamment japonais, en Grande-Bretagne ; il est temps que cesse l'incertitude.

Poursuivre la « révolution conservatrice »

Avec la politique de défense et le déploiement des missiles de croisière qui pourraient bien, comme lors des élections allemandes de mars dernier, se révéler finalement une controverse de second rang, les 3 250 000 demandeurs d'emploi seront au centre de la bataille électorale. Les travaillistes s'apprêtent à en faire porter l'entière responsabilité au gouvernement conservateur et à promettre une politique de relance créatrice d'emplois.

La parade est déjà au point. Non sans raison, Mme Thatcher expliquera que le chômage est la conséquence du « *mal anglais* », que sa politique a justement eu pour but de l'extirper pour redonner à la Grande-Bretagne sa place sur le marché mondial et permettre la création d'emplois nouveaux et solides. Aussi va-t-elle demander aux électeurs un mandat sans équivoque pour aller plus loin sur la voie de la « *révolution conservatrice* ».

Elle est convaincue que cette révolution silencieuse correspond aux aspirations profondes de ses concitoyens. C'est un pari. Si elle le perd, les conservateurs ne le lui pardonneront pas. Mais elle en a gagné tellement au cours de sa carrière politique — et l'année dernière encore pendant la guerre des Malouines — que la possibilité de l'échec ne doit même pas l'effleurer.

DANIEL VERNET.

DIPLOMATIE

EN MARGE DE LA RÉUNION DE L'O.C.D.E

« Le dîner américain » serait élargi pour discuter les questions monétaires

Le président de la République a reçu ce mardi matin 10 mai M. George Shultz. Le secrétaire d'Etat, après sa mission au Proche-Orient, dirige à Paris la délégation américaine à la conférence ministérielle de l'O.C.D.E. M. Shultz a d'autre part invité pour un dîner franco-américain, ce mardi soir, son collègue français M. Cheysson.

Le sort du dîner organisé par le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, et qui a provoqué une controverse franco-américaine (*le Monde* du 2 mai), était ce mardi matin incertain. Conçu par les Américains pour discuter des problèmes commerciaux particulièrement litigieux entre les ministres des finances et du commerce extérieur des sept Etats occidentaux qui participeront au sommet de Williamsburg, ce dîner était considéré par les Français comme une tentative de division des Européens. M. Delors et Mme Cresson ont donc refusé l'invitation. L'Allemagne fédérale doit être représentée par un fonctionnaire (Mme Helga Steeg) ; le Japon aussi.

Cependant, après les propositions de M. Mitterrand lundi soir, M. Regan estimerait que les questions monétaires ne peuvent être ignorées. Aussi a-t-il jugé bon de changer le caractère de cette réunion en invitant les représentants de pays a monnaie forte comme la Suisse et sans doute aussi les Pays-Bas. Dans ces conditions, toute participation française est-elle exclue ? Mardi matin, la question était posée.

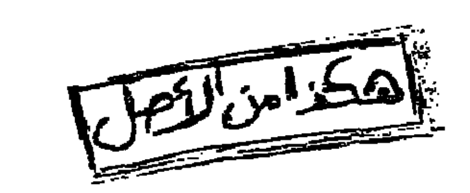
De leur côté, MM. Cheysson et Shultz ont déjà participé lundi, en marge de la réunion de l'O.C.D.E., à une conversation à quatre consacrée au Proche-Orient avec les ministres des deux autres pays qui participent à la force multinationale d'interposition à Beyrouth : M. Colombo (Italie) et M. Pym (Grande-Bretagne). M. Cheysson, qui s'est d'autre part entretenu mardi avec le secrétaire d'État du Vatican, Mgr Casaroli, ainsi qu'avec son collègue japonais, M. Abe, devait recevoir mercredi à déjeuner le ministre des affaires étrangères d'Australie, M. Hayden.

Un contrôle scientifique indépendant en Polynésie

Le premier ministre néo-zélandais, M. Robert Muldoon, a été reçu pour sa part lundi après-midi par Mitterrand. En quittant l'Elysée, M. Muldoon a jugé le président de la République « *très compréhensif* ».

La conversation a notamment porté sur les exportations de beurre néo-zélandais (aux termes d'un accord spécial) vers la Communauté européenne, sur les essais nucléaires français dans le Pacifique et sur la Nouvelle-Calédonie. Selon M. Muldoon, M. Mitterrand a accepté « *un contrôle scientifique indépendant* » sur les sites nucléaires de Polynésie. « *Ce serait beaucoup plus utile que l'assurance qu'il n'y a pas de danger*, a commenté M. Muldoon. *Cela constitue une concession importante par rapport au passé.* » Toujours selon le premier ministre néo-zélandais, M. Mitterrand a dit que l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie « *serait naturellement possible* », mais que dans cette éventualité « *il y aurait une majorité de la population, ceux qui ne sont pas canaques, qui dirigerait le pays* ».

MAURICE DELARUE.



LE DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ÉLECTION DE M. MITTERRAND

Le pouvoir et la rue

Quand il n'est pas totalitaire, un pouvoir de gauche éprouve toujours des difficultés à maîtriser les mouvements contestataires qui s'expriment dans la rue. La nécessité de faire respecter l'autorité de l'Etat tend, en effet, à empiéter sur le champ des libertés où la philosophie politique de la gauche trouve son assise.

Confronté aux mouvements de rue, le gouvernement de M. Pierre Mauroy élabore peu à peu une stratégie à base de pragmatisme qui s'apparente à une défense élastique, c'est-à-dire adaptée aux adversaires.

Les extrémistes de droite qui depuis quelques semaines s'emploient à provoquer une vague de violences contre la *« coalition socialo-communiste »* qu'ils exècrent rêvent-ils d'un 6 février 1934, comme le disait le premier secrétaire du P.S., M. Lionel Jospin, dimanche soir 8 mai, devant le « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » ? Assurément oui. Les militants du Parti des forces nouvelles, qui se montrent les plus « actifs », attendaient depuis deux ans l'occasion de passer à l'attaque. Ils n'avaient pas caché leurs intentions.

Sensiblement rajeunie, après l'insuccès de la tentative de candidature de M. Pascal Gauchon à l'élection présidentielle de mai 1981, la nouvelle équipe dirigeante de cette formation *avait fixé sa stratégie dans le* premier numéro d'une série de *Cahiers nationalistes* présenté à la presse en juillet 1982. On pouvait y lire : *« Le moment est venu de donner à notre action de nouvelles perspectives dans le cadre d'un processus révolutionnaire contre l'ensemble du système (...) L'action politique doit se porter partout. Notamment au lycée, à l'université, à la caserne, dans l'entreprise. Chaque événement, chaque fait, doit servir à susciter l'agitation, à faire monter la tension, à réveiller les torpeurs, créer une dynamique révolutionnaire en saisissant tous les prétextes (...) Notre action politique permanente, l'agitation, la contestation, le combat dans la rue, amèneront de nouveaux militants et demain les conditions seront réunies pour l'émergence d'une autre politique s'appuyant sur le parti du peuple de France. »*

La démarche subversive du P.F.N. ne comporte donc aucune ambiguïté, et sur ce point la comparaison avec les ligues de 1934 trouve quelque fondement. Mais sur ce point seulement. Car les membres du P.F.N. demeurent marginalisés et les principaux partis d'opposition conservent leurs distances à leur égard. Ces extrémistes-là, identifiés pour la plupart, seront traités par le gouvernement avec une sévérité d'autant plus grande que les manifestations sectorielles peuvent leur fournir des aires d'action idéales.

Les mouvements catégoriels préoccupent beaucoup plus le gouvernement. Pour le premier ministre, les manifestations corporatistes évoquent, un peu, par la forme « giratoire » que prend le mouvement de contestation, le souvenir des conflits sociaux du printemps 1947 (par la forme seulement, car, à l'époque, la situation sociale était autrement plus grave) mais M. Mauroy ne *reprend pas à son compte la* thèse du *« chef d'orchestre clandestin »* que soutenait alors le président du conseil, Paul Ramadier. Il estime que chacun des conflits pourra être désamorcé à force de patience et de négociation, à condition d'éviter que tous n'explosent en même temps.

Le chef du gouvernement partage l'analyse de M. Jospin, qui souligne la nécessité de faire preuve de *« souplesse »* devant les inquiétudes *« légitimes »*, en refusant toute attitude de blocage *« pour les problèmes réels »* et *« sans mettre tout le monde dans le même sac »*. Les institutions protègent le pouvoir contre la houle, si forte soit-elle, et cette stratégie peut réussir si la situation économique générale s'améliore.

C'est bien parce qu'ils savent que la position du gouvernement n'est pas aussi branlante qu'il paraît que certains partis de l'opposition relancent leur offensive sur le terrain institutionnel en utilisant de nouveau le mauvais argument — mauvais au regard de la légalité républicaine — selon lequel il y aurait distorsion entre le pays légal et le pays réel. Que le secrétaire général du parti républicain, M. Léotard, et le président du Front national, M. Le Pen, interviennent le même jour pour réclamer la dissolution de l'Assemblée nationale traduit une volonté d'enfoncer ce vieux clou.

ALAIN ROLLAT.

M. Gallo souligne l'existence d'un « consensus » sur les principales réformes engagées

Se référant au sondage de la Sofres sur « les Français et l'Etat », publié dans le numéro de *l'Expansion* du 6 mai (*le Monde* daté 8-9 mai), M. Max Gallo, secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement, a souligné, lundi après-midi 9 mai, que *« les principales réformes engagées depuis deux ans par le gouvernement, non seulement sont acceptées, mais rassemblent un très large courant d'opinion, majoritaire dans le pays ». « Il y a consensus sur les grandes réformes engagées,* a-t-il déclaré, *et, après deux ans de travail, le gouvernement peut considérer les chiffres publiés* [par ce sondage] *avec sérénité. » « Alors, quand on entend certains leaders de l'opposition parler de balayage de tout ce qui a été fait,* a ajouté M. Gallo, *on se demande avec quels Français ils feraient cela. »*

Le secrétaire d'Etat a fait remettre à la presse une note de sept pages rappelant les principaux résultats positifs de l'action gouvernementale depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir dans le domaine économique et social.

M. Gallo a estimé, d'autre part, que le succès de M. Louis Le Pensec, ancien ministre de la mer, à l'élection législative partielle de la huitième circonscription du Finistère constitue *« un sondage grandeur nature. Cela a montré que l'électorat, dans cette circonscription, avait compris que la rigueur et l'effort sont nécessaires »*, a déclaré le secrétaire d'Etat.

Interrogé sur le point de vue exprimé dans *le Monde* par M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la recherche et de l'industrie, le porte-parole du gouvernement a estimé qu'il s'agit là *« du jeu normal de la vie dans un parti démocratique qui prépare son congrès »*.

M. Delanoë : ni facilité ni suivisme

Dans un entretien publié le 10 mai par *P.S. aujourd'hui* (bulletin quotidien du P.S.), M. Bertrand Delanoë, porte-parole, déclare notamment : *« Notre parti est un corps vivant. Il a donc la capacité et le besoin d'analyser, de juger et d'agir. Ce qui serait risqué, c'est que, dans son analyse, le P.S. évacue les difficultés de la crise que le gouvernement, lui, est bien obligé d'intégrer dans ses décisions quotidiennes. Proposer, oui ! juger ! oui, mais pas à côté des difficultés, pas sans les assumer.*

» D'autre part, le parti socialiste a non seulement le devoir, mais aussi la volonté de soutenir ce gouvernement qui est le sien. Sa pratique, son comportement vis-à-vis de l'exécutif ne peuvent qu'être conditionnés par ces réalités. Aussi, sans minimiser les inquiétudes des camarades qui, sur le terrain, se heurtent aux insatisfactions, aux impatiences, nous devons nous garder de deux dangers : la facilité ou le suivisme.

» (...) Nos valeurs — je dirais, au risque de paraître démodé, « humaines » — ont-elles progressé dans la conscience collective aujourd'hui ? Je reconnais que cette avancée est particulièrement difficile dans une période de crise qui favorise une idéologie du repli sur soi, de la peur, de l'égoïsme. Raison de plus, parce que nous sommes socialistes, pour mener ce combat-là. Nous avons une certaine idée de l'homme, qu'on nous entende ! Nous avons des convictions, que cela se voit ! Et si, on arrivait à faire comprendre aux Français que ce n'est pas notre réussite qui est en cause, mais la leur ! Pour cela, il faut être crédible sur notre gestion, mais aussi gagner la bataille d'idées.

M. Le Pen : il faut rendre la parole au pays réel

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a expliqué, lundi 9 mai, les raisons pour lesquelles le conseil national de son parti, réuni samedi 7 mai, réclame la dissolution de l'Assemblée nationale. Il a notamment déclaré : *« Le socialisme se heurte aux faits économiques, qui ne se laissent pas convaincre par les sirènes marxistes. Il se heurte aussi aux réactions des milieux socio-professionnels les plus divers. Cette diversité montre la distorsion fondamentale qui existe entre pays réel et pays légal. Le système représentatif à la base de nos institutions doit certes être respecté, mais quand on se prétend démocrate, on ne doit jamais oublier que c'est le peuple qui est souverain. (...)*

» Vouloir continuer à faire des réformes révolutionnaires alors que l'opinion publique a fait savoir qu'elle refusait cette transformation de la société, c'est prendre le risque de cette distorsion. (...)

» Pour éviter le pire et préserver la paix civile, il faut rendre la parole au pays. » M. Le Pen souhaite que soit adopté [avant la dissolution de l'Assemblée qu'il réclame] *« un nouveau mode de scrutin proportionnel qui permette de changer des élections-résignation en élections-choix »*.

En outre, M. Le Pen affirme qu'il *« soutient les légitimes aspirations qui s'expriment à travers les manifestations de ces derniers jours, sans pour autant approuver les désordres »*. Il a nié avec force toute participation du Front national aux incidents de rue et dénoncé l'utilisation de *« policiers en civil qui participent aux provocations »*. Il se demande aussi si le gouvernement ne cherche pas à *« créer un certain fossé entre certaines catégories sociales et les policiers pour contraindre ces derniers à se réfugier dans le ghetto gouvernemental.*

● *M. François Léotard*, secrétaire général du P.R., dans une interview à *l'Est républicain* (daté mardi 10 mai), affirme notamment que l'opposition ne *« jouera pas l'aventure contre la démocratie »*. Selon lui, *« les solutions politiques ne se trouvent pas dans la rue »* (...). Il ajoute : *« On ne peut pas complètement exclure que le désordre s'étende et que les violences dégénèrent. Sans remettre en cause sa légitimité, on doit exiger du pouvoir une issue politique et non pas policière. Deux réponses sont à sa disposition : la dissolution* [de l'Assemblée nationale] *et le référendum. »*

LES PROPOSITIONS ÉCONOMIQUES DU P.C.F.

C'est une politique de relance qui est à l'ordre du jour
déclare M. Herzog

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du parti communiste, a présenté à la presse, lundi 9 mai, les conclusions du « forum » sur *« les luttes pour la relance de l'économie et l'emploi »*, organisé, le 7 mai, par le mensuel économique du P.C.F., *Economie et politique*, et par *l'Humanité*. M. Herzog a souligné que, selon les communistes, *« c'est une politique de relance qui est à l'ordre du jour »*.

Récusant la notion de *« surconsommation »*, reprise par M. Edmond Maire dans son interview au *Matin de Paris* du 9 mai, M. Herzog a affirmé que l'excès de consommation est, en réalité, un *« excès de gâchis »*. *« Dans les cent trois dépensés, pour cent produits,* a délaré M. Herzog, *il y a bien plus de trois points de frais financiers, de prélèvements au profit des patrimoines privés, d'exportations de capitaux. »* Aussi les communistes sont-ils favorables à la création de fonds d'épargne salariaux, mais constitués, de façon contractuelle, par des augmentations de pouvoir d'achat et, en outre, consacrés uniquement à la recherche et à la qualification (non à l'investissement).

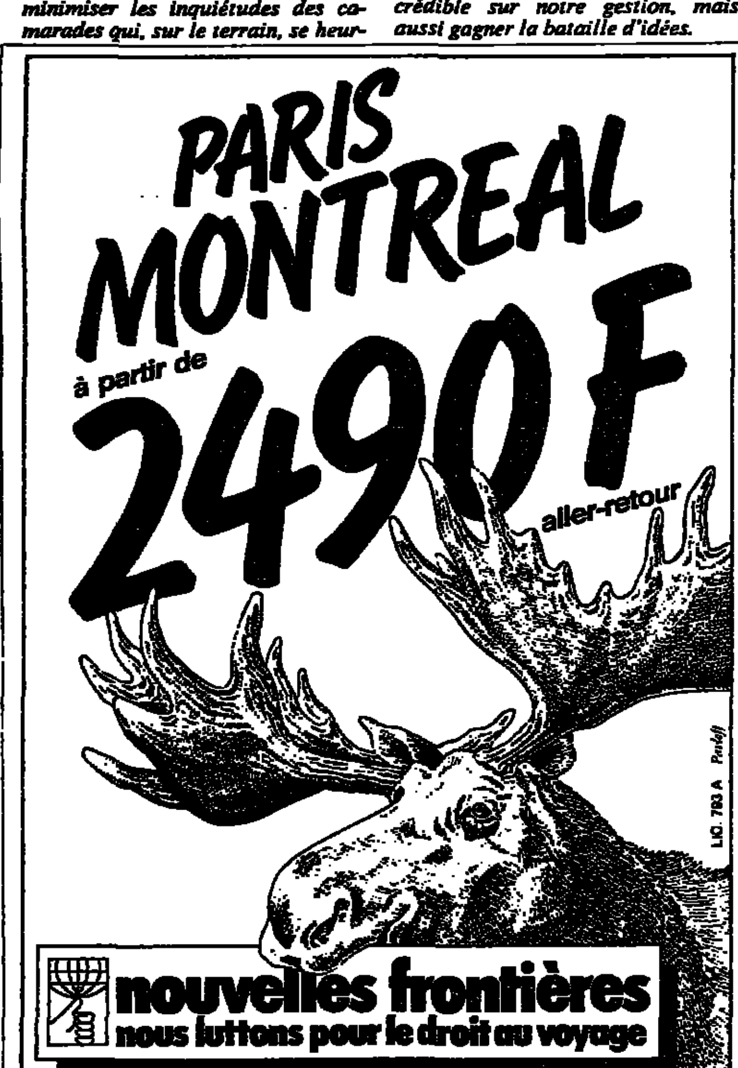
M. Herzog a expliqué qu'on ne peut réduire l'endettement extérieur et le déficit de la balance des paiements *« par le biais d'une baisse de la consommation »*. Il faut au contraire, a-t-il dit, *« poursuivre plus efficacement un effort de relance de la production en cherchant à rééquilibrer les relations extérieures et à coopérer autrement »*. Le surcroît d'efficacité dépend, suivant le P.C.F., de l'intervention des salariés dans les décisions de leur entreprise, en particulier lorsqu'il s'agit d'une entreprise industrielle ou d'une banque nationalisées.

M. Herzog estime nécessaire que les pouvoirs publics entreprennent de déconnecter les taux d'intérêt français du marché international et que les banques françaises réduisent leurs opérations en dollars. Il s'est prononcé pour un rééquilibrage des relations commerciales en Europe et pour une coopération, au sein du S.M.E., contre la *« domination du dollar »*.

En matière industrielle, les communistes s'inquiètent du « flou » des contrats de plan proposés par les groupes nationalisés, et ils jugent *« inacceptables »* les suppressions d'emploi envisagées, en particulier dans la sidérurgie. M. Herzog a souligné, d'autre part, que *« le vrai problème »* étant le *« gâchis de ressources »* entraîné par la gestion capitaliste, *« financer l'investissement ne peut tenir lieu de politique financière efficace »*.

Il faut prendre appui sur le marché intérieur, a expliqué M. Herzog. M. Paul Boccara, membre du comité central du P.C.F., a déclaré que le *« dogme »* selon lequel *« il faut exporter davantage »* est *« une folie »*. *« Comment tous les pays,* a-t-il demandé, *pourraient-ils exporter plus qu'importer ? »* Soulignant que le crédit à l'exportation, *« c'est du déficit de la balance des paiements »*, M. Boccara a expliqué que certains marchés conclus à l'étranger sont plus coûteux qu'avantageux pour la collectivité nationale.

PRÉCISION. — Dans le compte rendu du *« schéma de contribution »* présenté aux responsables du *« courant Mitterrand »* du P.S., en vue du congrès d'octobre, nous avons omis de mentionner (dans *le Monde* du 10 mai) que l'un des rédacteurs de ce texte est M. Jean Pronteau, membre du secrétariat national du P.S.



POLITIQUE

L'Assemblée nationale adopte le nouveau statut des fonctionnaires de l'État

L'Assemblée nationale, le lundi 9 mai, a adopté, en première lecture, le projet de loi portant *« dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État »*, par 329 voix (P.S. et P.C.) contre 155 (R.P.R. et U.D.F.). Ce texte constitue le titre II du futur statut général de la fonction publique, dont le titre I, concernant les droits et obligations des fonctionnaires, avait été voté, dans les mêmes conditions le 4 mai. Le titre III, le plus nouveau, concernant la fonction publique des collectivités locales, viendra en discussion avant la fin de cette session parlementaire (*le Monde* du 28 avril 1983).

Moderniser le « statut Thorez », revenir sur « les lois scélérates » de la Vᵉ, auraient pu passionner une Assemblée où les fonctionnaires sont si nombreux ! S'il n'en a rien été, c'est que l'essentiel, l'esprit du nouveau texte, avait été débattu, et adopté, avec le vote du projet sur les droits et obligations des fonctionnaires qui s'applique tant à ceux dépendant de l'État qu'à ceux dépendant des collectivités locales.

M. Ducoloné (P.C., Hauts-de-Seine), rapporteur de la commission des lois, a certes qualifié ce projet de *« novateur sur de nombreux points »*, alors que ses principales dispositions ne sont que la reprise de dispositions législatives que le gouvernement a fait approuver depuis deux ans : égalité d'accés pour hommes et femmes dans la fonction publique, troisième voie d'accès à l'ENA, congés de formation syndicale, possibilité de temps partiel pour les fonctionnaires, nouvelle définition du « service fait » en cas de grève. Mais ce texte intègre aussi le projet de loi sur la suppression de l'auxiliariat qui n'est pas encore définitivement voté ; c'est là une curieuse procédure parlementaire puisqu'elle oblige à modifier un texte au fur et à mesure qu'un autre projet est amendé.

Pour autant, si la majorité s'est félicitée de cette nouvelle rédaction du statut de la fonction publique d'Etat, elle a parfois regretté qu'elle n'aille pas toujours aussi loin qu'elle l'aurait souhaité. Ainsi, M. Ducoloné a déploré que tous les textes limitant le droit de grève des fonctionnaires n'aient pas été revus. Il a cité en exemple le statut des contrôleurs de la navigation aérienne ; mais M. Le Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique et aux reformes administratives, a annoncé que le ministre des transports préparait une réforme de ce texte.

M. Renard (P.C., Aisne) aurait voulu que les agents de l'A.N.P.E. soient concernés par ce projet ; M. Le Pors a reconnu qu'il partageait ce souhait, mais il a rappelé que le premier ministre avait arbitré en faveur de la thèse opposée du ministre de l'emploi. Enfin, M. Metzinger (P.S., Moselle), rapporteur, pour avis, de la commission des affaires sociales, a souhaité que soient créés dans la fonction publique des *« conseils de service »* semblables aux *« conseils d'ateliers »* institués dans le secteur public.

Pour l'oppposition, le débat sur le titre II a ressemblé à celui sur le titre I. Le R.P.R., par la voix de M. Lauriol (R.P.R., Yvelynes) a cherché à amender ce texte, lui reprochant plus de points précis, comme les listes complémentaires de reçus au concours, ou la troisième voie d'entrée à l'ENA, que sa tonalité générale, même s'il refuse la politique de la fonction publique qui le sous-tend.

Le porte-parole de l'U.D.F., M. Ligot (app. U.D.F., Maine-et-Loire), a été plus brutal dans ses critiques, cherchant par ses amendements à faire disparaître des pans entiers du projet : réformes *« laxistes et coûteuses »*, *« gestion corporatiste »*, *« intérêts des fonctionnaires au détriment du bon fonctionnement du service public »*, *« fonction publique à la fois militante et paralysée »* ont été ses principales remarques.

M. Le Pors n'a pu que se féliciter de cette situation : *« La droite qui est contre le changement est aussi contre ce projet. La majorité, en revanche, y voit un texte de grande portée, qui permet une avancée démocratique considérable. »*

Le débat sur le statut de la fonction publique territoriale, qui est plus novateur, devrait ête plus animé.

THIERRY BRÉHIER.

Les apports du nouveau texte

● Ont la qualité de fonctionnaires de l'État les personnes *« nommées dans un emploi permanent à temps complet et titularisées dans un grade de la hiérarchie des administrations centrales de l'État, des services extérieurs en dépendant ou des établissements publics de l'État »* (article premier du projet). C'est-à-dire que, contrairement à ce qui est prévu pour les collectivités locales, les emplois de fonctionnaires de l'État sont *forcément des emplois à temps* complet, mais ceux-ci peuvent être occupés par des fonctionnaires travaillant à temps partiel.

● *« La participation des fonctionnaires »* s'exerce au sein du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État, des commissions administratives paritaires, des comités techniques paritaires et, ce qui est une nouveauté par rapport au statut de 1959, des comités d'hygiène et de sécurité (article 9). M. Le Pors expliquant qu'il ne faut pas *« multiplier les élections »*, l'amendement du R.P.R. prévoyant l'élection de délégués au Conseil supérieur au suffrage universel direct et à la proportionnelle est repoussé. Ils seront, comme ceux des comités techniques, désignés par les syndicats, dont le nombre de sièges dépendra des résultats des élections aux commissions administratives paritaires, assure le secrétaire d'État. Les pouvoirs de ces trois organismes sont précisés et étendus. Contre l'avis du gouvernement, l'Assemblée décide que des comités d'hygiène et de sécurité locaux ou spéciaux pourront être créés *« de plein droit à la demande des comités paritaires concernés »*.

Une commission mixte paritaire, regroupant des membres du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État et de celui de la fonction publique territoriale, sera consultée sur les problèmes concernant ces deux entités et contrôlera les dispositions relatives à la mobilité entre l'une et l'autre.

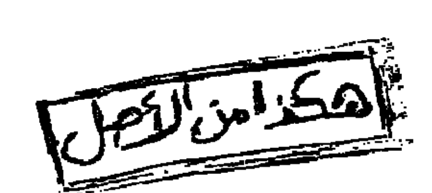
● L'institution d'une liste complémentaire aux reçus à un concours administratif est confirmée, par l'article 15, pour faire face aux vacances entre deux concours. La promotion interne, organisée par l'article 23, distingue dorénavant l'examen professionnel de la procédure du choix. De plus, l'article 24 supprime les limites d'âge pour l'accès des handicapés à la fonction publique.

● La position de « mise à disposition », qui n'avait jusqu'ici pas de base légale, est institutionnalisée par le nouveau texte. Elle peut avoir lieu auprès d'une autre administration ou d'un organisme d'intérêt général. La commission des lois fait adopter un amendement prévoyant que les conditions de ces mises à disposition font l'objet d'un rapport annuel au comité technique paritaire. Quant au détachement, il est précisé, par un amendement de M. Jean-Pierre Michel (P.S., Haute-Saône), qu'il peut avoir *lieu auprès de parlementaires* ; les fonctionnaires des collectivités locales peuvent aussi être détachés dans la fonction publique de l'État. Un congé parental est créé ; il est de droit pour le père comme pour la mère.

● Le reclassement des fonctionnaires reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions est rendu possible, par ce nouveau texte, dans des emplois d'un autre corps.

● La graduation des sanctions est modifiée par l'article 58, qui distingue l'avertissement et le blâme, la radiation du tableau d'avancement, l'abaissement d'échelon et le déplacement d'office, la rétrogradation et la suspension pour une période de six mois à deux ans, la mise à la retraite d'office et la révocation.

● Les agents des directions départementales de l'équipement, rémunérés sur des crédits de matériel, sont assimilés à des auxiliaires de la fonction publique pour faciliter leur titularisation.



Le Monde

société

JUSTICE

L'AFFAIRE DES ENTENTES PÉTROLIÈRES

Le tribunal de Marseille décide de continuer les débats

Marseille. – Il n'y a pas eu de surprise. La sixième chambre correctionnelle du tribunal de Marseille devant laquelle avait été plaidée, les 3 et 4 mai, l'irrecevabilité des poursuites judiciaires intentées aux trente-neuf pétroliers prévenus d'ententes illicites et d'entrave à la liberté des enchères, a décidé lundi 9 mai de joindre l'incident au fond. Les débats vont donc prendre leur cours normal, et ce n'est qu'après les débats que le tribunal se prononcera sur les conclusions de la défense, en même temps que sur une éventuelle culpabilité des inculpés. Le procès s'engage jusqu'au 3 juin et, dès lundi, il a commencé avec l'entrée en scène de M. Roger Bodourian, le distributeur marseillais qui fut à son origine. Car, si M. Bodourian n'est pas inculpé, lui, d'ententes illicites, il l'est de banqueroute et d'abus de biens sociaux. La question est de savoir si la déconfiture de sa société – la SAGIP – eut pour seule cause ce « racket des pétroliers » qu'il dénonça à grand fracas ou si elle ne fut pas, au moins pour partie, le résultat d'une gestion personnelle déficiente. Ce « petit » qui dénonça les « gros » est-il tout blanc ? A cette question, il a déjà donné sa réponse : « *Tout blanc, peut-être pas, disons blanc cassé.* »

L'accusateur épinglé

De notre envoyé spécial

Il n'est pas fâché du tout, M. Bodourian, que son propre procès se trouve imbriqué dans celui des ententes pétrolières. Il sait que, pour lui, c'est la meilleure façon de bénéficier d'une publicité que son cas particulier, examiné plus tard, n'aurait sans doute pas connue. La justice aussi trouve son compte dans cette situation en plaçant pratiquement sur le même banc un accusateur auquel elle a à demander quelques comptes et ceux par lui accusés. Du côté des pétroliers, en tout cas de leurs défenseurs, c'est aussi une bonne chose que de voir mis à nu, éventuellement mis à mal, celui qui entend se poser en victime symbolique et expiatoire.

C'est un personnage, ce petit bonhomme de quarante-deux ans, brun, trapu, agile dans le geste comme un Scapin, disert à n'en plus finir, toujours parfaitement conscient d'avoir, en 1971, jeté un bon pavé dans la mare pétrolière. Evidemment, il est lui aussi prévenu. La faillite de la SAGIP, dont il rend seules responsables les grandes compagnies pétrolières qui, dit-il, le tenaient pour un trublion dans sa façon de baisser les prix au point de décider de ne plus l'approvisionner a peut-être d'autres causes. C'est ce que devait dire la cour d'appel d'Aix-en-Provence en 1977 : « *Les manœuvres délictueuses que la SAGIP impute à ses fournisseurs de carburant se sont exercées non sur une entreprise florissante et en pleine expansion, comme elle l'a prétendu, mais sur une société connaissant de graves difficultés financières, gérée dans des conditions défectueuses et dont les dirigeants effectuaient habituellement des prélèvements considérables sur les fonds sociaux.* »

Aujourd'hui, le dossier pénal fait état d'abus de biens sociaux tels que des achats de voitures personnelles, des attributions de mensualités excessives, d'exercices déficitaires présentés comme bénéficiaires, de livraisons gratuites de fuel à la famille ou à des entreprises dans lesquelles cette famille avait des intérêts. Il relève encore les délits de comptabilité incomplète ou irrégulière, un non-dépôt de bilan alors que la société se trouvait en état de cessation de paiement.

Devant cette énumération, M. Bodourian est sans émotion. Cogérant de la SAGIP avec son frère et son beau-frère, présents à ses côtés, il explique que tous les trois étaient d'abord des commerçants : « *On travaillait dix, douze, quinze heures par jour, alors, monsieur le président, on ne peut pas parler d'assemblées générales non tenues, puisque c'est tous les jours que nous étions en assemblée générale.* »

Croissant et baguette

La situation déficitaire de 1970 ? « *Nous l'ignorions ; nous ne l'avons apprise qu'en 1972, à la lumière d'un redressement fiscal* » ; les livraisons gracieuses de fuel à la famille ? « *Monsieur le président, je vois difficilement un boulanger payer le croissant et la baguette qu'il mange chaque jour. Ces livraisons gratuites, ça correspond exactement à ça, un croissant et une baguette.* »

Pour lui, l'important, c'est la réalité de la situation dans sa profession en 1970. Il explique que, jusqu'à cette époque, les pétroliers s'étaient montrés favorables aux revendeurs. Tout un réseau avait été ainsi mis en place avec des contrats de longue durée qui venaient à expiration en 1970. Du coup, ces revendeurs devenaient libres et cherchaient ailleurs des fournisseurs, comme la SAGIP, pour s'équiper à nouveau car les grandes sociétés exigeaient, à l'expiration des contrats, la restitution du matériel, cuves et camions-citernes. « *Or justement, monsieur le président, comme les grandes sociétés n'avaient plus besoin de ces revendeurs, elles ne voulaient pas qu'ils trouvent d'autres fournisseurs. Il fallait que nous disparaissions.* »

Selon lui, la SAGIP était une société saine, et « *si les syndics désignés après la liquidation judiciaire avaient réclamé les créances au lieu de parler d'actif sans valeur, on n'en serait pas là* ».

Voilà pourtant que Me Rebuffat, avocat de l'une des compagnies parties civiles, contre M. Bodourian, fait état d'une démarche de celui-ci auprès de ces mêmes grandes compagnies qu'il avait dénoncées. Il s'agit d'une conversation téléphonique que les pétroliers n'ont pas manqué d'enregistrer. M. Bodourian proposait tout simplement de renoncer à son rôle de justicier pour peu que chacune des huit principales compagnies lui fournisse 15 000 tonnes par an avec une ristourne de 1 F par hectolitre. Après quoi, il se chargeait d'orienter l'affaire vers la chancellerie pour une bonne solution.

« *Effectivement*, dit-il, *j'ai eu une conversation avec le directeur de la Shell. A cette époque, les compagnies cherchaient à se rapprocher de nous pour voir dans quelles conditions on pourrait arrêter cette affaire qui avait suffisamment fait de mal à tout le monde. Alors, oui, j'ai dit que, pour réparer tout ce mal, il faudrait me livrer 15 000 tonnes par an avec cette ristourne qui est simplement un usage dans la profession. Mais ce n'est pas moi qui leur ai dit que je pourrais arranger l'affaire à la chancellerie. Vous me voyez, moi, insolvable comme on le dit, débarquer Place Vendôme ?* »

Il sera encore égratigné avec l'accusation rappelée que porta contre lui un de ses clients avec lequel il eut quelques démêlés et qui s'en fut raconter à l'administration des douanes que M. Bodourian avait exporté 3 millions de francs en Italie. Une affaire qui pourtant, selon lui, n'eut jamais de suite.

Du côté des pétroliers, on n'était assurément pas fâché d'assister à cette pose de banderilles. On y prit même un plaisir extrême, au point d'oublier pour l'instant que, dès ce mardi 10 mai, ce serait à son tour de connaître la sellette.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

M. HECTOR ARISTY SERA INDEMNISÉ

Après la plaidoirie de Me Pierre-André Renaud et les conclusions de M. Henri Dontenwille, avocat général, les trois membres de la Commission d'indemnisation réunie dans les locaux de la Cour de cassation sous la présidence de M. Maurice Bruneau ont décidé qu'une somme de 50 000 F devait être allouée à M. Hector Aristy, en réparation du préjudice subi par cet ancien ambassadeur de Saint-Domingue à l'UNESCO et à la C.E.E., aujourd'hui âgé de cinquante ans. Il avait été détenu du 16 juin au 12 septembre 1977 dans l'affaire de l'enlèvement de M. Luchino Revelli-Beaumont, avant de bénéficier d'un non-lieu le 17 septembre 1977.

Revenu précipitamment de l'étranger en France deux jours après l'enlèvement, le 13 avril 1977, de M. Revelli-Beaumont, directeur général de Fiat France, ancien président de Fiat Argentine, son ami M. Aristy avait pris part activement aux négociations difficiles entre la famille de l'otage, la direction de la société Fiat et les ravisseurs. C'est trois semaines avant l'aboutissement de ces négociations (la libération de M. Revelli-Beaumont le 11 juillet contre versement d'une rançon de 2 millions de dollars) que M. Aristy fut incarcéré sous les inculpations d'arrestation illégale et séquestration de personne. Au bout d'un mois, M. Charles Franceschi, premier juge d'instruction chargé du dossier, avait décidé de lui accorder la liberté. Mais la chambre d'accusation de la cour d'appel infirma cette ordonnance du magistrat instructeur dans un arrêt du 28 juillet 1977, prolongeant ainsi la détention préventive de l'inculpé qui n'avait jamais cessé de protester de son innocence.

● *L'Association professionnelle des magistrats* (droite) a déclaré le 6 mai que le garde des sceaux « *menace gravement le principe de la neutralité de la magistrature* » par les déclarations qu'il a faites à l'Assemblée nationale le 5 mai, en réponse aux déclarations de M. Jean Foyer, ancien ministre de la justice, sur la nécessité de « *nettoyer la chancellerie* » quand l'opposition reviendra aux affaires. L'A.P.M. « *observe que le garde des sceaux a cru bon, de manière véhémente, de diviser, une fois de plus, la magistrature selon un clivage politique. Le ministre de la justice persiste à se référer, dans l'exercice de ses fonctions, au concept de gauche et droite judiciaires, menaçant ainsi gravement le principe de neutralité de la magistrature.* »

● *La requête de Pierre de Varga est jugée irrecevable.* – La commission européenne des droits de l'homme a rejeté lundi 9 mai la requête de Pierre de Varga, le principal condamné dans l'affaire de Broglie. Il espérait obtenir une condamnation de la France pour violation de la convention européenne des droits de l'homme (*le Monde* du 7 mai).

● *Après les bagarres du « carnaval brésilien »* survenues salle Wagram, à Paris, dans la nuit du 19 au 20 février 1982 (*le Monde* du 6 mai), la 16e chambre correctionnelle de Paris a infligé, le 9 mai, aux sept jeunes prévenus des peines d'emprisonnement avec sursis de cinq à dix mois.

MÉDECINE

LA MANIFESTATION DES ETUDIANTS EN PHARMACIE

« Que Mauroy signe et on arrête ! »

Dans la rue, les futurs professionnels de la santé se suivent et se ressemblent. Les étudiants en pharmacie qui ont manifesté le 9 mai à Paris ont les mêmes blouses blanches, les mêmes slogans et les mêmes colères que les étudiants en médecine. Comme eux il brocardent le ministre de l'éducation nationale et ses conseillers techniques, jouent avec les symboles de leur profession et s'inquiètent de leur avenir.

Pour leur première manifestation nationale, ils sont, dès 14 heures, plus de cinq mille venus de vingt-quatre facultés de France à battre le pavé de la place du Palais-Royal. Un parcours d'échauffement autour du jardin des Tuileries et on franchit la Seine sur le pont du Carrousel. De l'énergie, on en a revendre. Il en faudra pour chanter et danser tout au long du parcours via la rue des Saints-Pères et la rue de Babylone jusqu'aux Invalides, qu'une autre manifestation – celle des enseignants agricoles – obligera à contourner sur leur flanc ouest. Un parcours qui avait été négocié rue après rue avec la préfecture de police, mais un parcours qui décevra tout le monde : « *Rendez-vous compte, pour les provinciaux, c'est frustrant. Ils n'auront même pas vu de Parisiens !* ».

L'arrêt de la grève ? Il tient, semble-t-il, à peu de chose. « *Nos revendications,* souligne un responsable, *ne sont vraiment pas très importantes pour le gouvernement : le paiement de nos stages hospitaliers – ce qui nous garantit un encadrement – et des assurances sur la période transitoire. Que Mauroy signe un engagement sur ces points et notre grève cessera* ».

Sur l'esplanade des Invalides, on organise à la hâte un meeting. Symbole vivant sorti du caducée, mascotte de la faculté de Tours, un magnifique boa est montré à la foule. « *Regardez. Depuis des mois, voilà ce que l'on cherche à nous faire avaler !* » Applaudissements. Debout sur un banc, le président de l'Association nationale des étudiants en pharmacie de France tente de galvaniser ses troupes sur le thème connu de la « concertation-bidon ». Il n'a aucun mal.

Confraternité

Cédant à l'insistance de quelques étudiants de province, les responsables donnent leur accord pour tenter une occupation du ministère de la santé voisin. Les plus téméraires se heurteront néanmoins à deux cordons de gendarmes mobiles à l'angle des avenues de Ségur et Duquesne. Toute colère a disparu et c'est à peine si l'on ose lancer quelques boules puantes dans les pieds des hommes en uniforme. La fête est finie. On en retira un échange entendu sur le parcours dans une officine où était entré en trombe un groupe d'étudiants pour soigner l'un d'entre eux pris d'une violente quinte de toux. Confraternité oblige, la pharmacienne décide de ne pas faire payer son flacon de sirop. « *Après tout, on est avec vous !* » « *Pourquoi ne pas le faire savoir ?* », lui demande-t-on. « *Nous agirons bientôt car maintenant c'est mûr,* assure-t-elle, *mais nous le ferons de notre côté, avec Solidarité médicale.* »

JEAN-YVES NAU.

● *Sit-in devant la mairie de Marseille.* – Le 9 mai à Marseille, 400 étudiants en pharmacie ont effectué un sit-in devant la mairie. Une délégation a été reçue par M. Jean-Victor Cordonnier, premier adjoint, à qui les étudiants ont remis une motion comprenant leurs principales revendications.

Un cortège s'est ensuite formé jusqu'à la Canebière, où les étudiants se sont séparés, sans incident, devant de nombreuses forces de police.

MÉDECINE

Inventeur d'un appareil contesté de traitement du cancer

ANTOINE PRIORÉ EST MORT

Antoine Prioré est décédé le 9 mai au centre hospitalier de Bordeaux où il était depuis trois semaines dans le coma. Inventeur d'une machine qui portait son nom, il avait été à l'origine de vives polémiques dans les communautés médicale et scientifique.

[Né à Trieste le 10 avril 1912, Antoine Prioré sert vers la fin de la seconde guerre mondiale dans la marine italienne comme opérateur radar. Fait prisonnier par les Allemands, il s'évade et gagne le maquis. Passionné de bricolage, il met au point en 1957 un appareil doté, selon lui, d'une action thérapeutique sur les lésions cancéreuses. La « machine de Prioré », génératrice de champs électromagnétiques, fait l'objet en 1956 d'une vive controverse dans la communauté médicale et scientifique. En 1971, M. Pierre Aigrain, délégué général à la recherche scientifique débloque un crédit de 3,5 millions de francs pour financer la construction d'une nouvelle « machine ». En dépit de toutes les bonnes volontés et de plusieurs préjugés favorables, aucune véritable confirmation des effets thérapeutiques de cet appareil n'a jamais été apportée.]

CIRCULATION

RÉDUIRE D'UN TIERS LE NOMBRE DES TUÉS DE LA ROUTE

(Suite de la première page.)

A cet effet, seront constitutés, à l'échelon local, des « commissions d'enquête » composées de volontaires intéressés par les problèmes routiers (policiers, médecins, aménageurs, fonctionnaires des services techniques, membres d'associations diverses), qui recevront le titre d'« inspecteur départemental de la sécurité routière ».

L'analyse administrative et technique de chaque accident *« mortel ou susceptible de l'être »*, qu'ils établiront parallèlement à l'enquête judiciaire, sera transmise, à l'échelon départemental, à un « collège technique » groupant l'ensemble des inspecteurs du département, sous l'autorité du commissaire de la République et dont le rôle sera d'élaborer des propositions d'amélioration.

La seconde circulaire est adressée par le ministre des transports aux commissaires de la République. Elle annonce la mise en place d'une *« politique contractuelle »* dite *« objectif-10 % »* qui prévoit le versement, par l'Etat, de dotations financières aux collectivités territoriales importantes (départements et villes de plus de cinquante mille habitants) qui s'engagent à réduire de 10% en un an le nombre des accidents corporels relevés sur leur territoire.

L'offensive du gouvernement en faveur de la sécurité routière, amorcée par le conseil interministériel du 13 juillet 1982, va aussi se développer sur le terrain de l'information. Sur le thème « Mieux vivre la route », il entend favoriser, entre les pouvoirs publics et les usagers, un dialogue susceptible d'amener ces derniers à un sens plus marqué de leurs responsabilités et à une modification de leur comportement au volant.

Avec l'aide des moyens d'information, deux types d'actions de sensibilisation vont être abordées :

— l'une pour les *« temps forts »*, par exemple les départs en vacances. « Bison fûté » sera plus sollicité que jamais pour fournir des *« informations de service, incitatrices et concrètes »*, telles que les prévisions de trafic et les conditions de circulation; premières applications pendant la semaine de Pentecôte et les vacances d'été;

— l'autre action aura un caractère permanent et cherchera, par le débat entre toutes les parties intéressées, à élaborer un véritable *« code de conduite »*.

J. S.

ÉDUCATION

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS AU CNESER

Les organisations de gauche sont majoritaires sauf chez les professeurs

Le ministère de l'éducation nationale vient de rendre publics les résultats des élections des représentants des établissements d'enseignement supérieur au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), qui ont eu lieu le 27 avril. Les actuels représentants des enseignants et des étudiants avaient été élus en mars 1979, et leurs mandats arrivent donc à expiration. Assemblée administrative placée sous la présidence du ministre de l'éducation nationale, le CNESER est appelé à *« donner des avis préalables à toute décision gouvernementale ou ministérielle »* dans les domaines de l'enseignement supérieur. Les principales sensibilités de la communauté universitaire qui se présentaient aux suffrages des enseignants ont favorisé une représentation des professeurs différente de celle de 1979. Dans la catégorie des maîtres assistants et assistants, les élus membres des syndicats de gauche demeurent majoritaires, alors que, dans la catégorie des professeurs, les syndicats autonomes confirment leur représentativité. Dans la catégorie des étudiants, les syndicats de gauche obtiennent plus de 70 % des suffrages exprimés.

Un décret de 1971, modifié en 1978, a fixé la composition du CNESER à quatre-vingt-dix membres. Les universités sont représentées par cinquante-quatre personnes, élues par les membres des conseils. Les autres établissements publics relevant du ministère de l'éducation nationale ont droit à six sièges, enfin trente personnalités sont nommées par le ministre pour représenter les *« grands intérêts nationaux »*.

Les représentants des universités sont élus par les membres des conseils d'université, par catégories, *« sur listes nationales avec répartition proportionnelle sans panachage ni vote préférentiel »*. Les conseils d'université désignent : 18 professeurs ou maîtres de conférence, 13 enseignants et chercheurs des collèges B et C, 1 membre des personnels du corps scientifique des bibliothèques, 17 étudiants et 5 membres des personnels administratifs, techniques ouvriers et de service.

En 1979, quatre listes étaient en présence dans les premiers collèges. L'Association universitaire pour l'entente et la liberté (AUPEL) avait obtenu 5 sièges, l'Union nationale interuniversitaire (UNI) 6, le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup- FEN) 6, et le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) 1. Cette année les listes soumises au choix des professeurs membres des conseils d'université étaient plus nombreuses.

La Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et de la recherche (F.N.S.A.E.R.) présentait cette année des candidats, alors qu'elle ne l'avait pas fait en 1979. Une nouvelle liste, dénommée Promotion et défense de l'enseignement supérieur et de la recherche, indépendante des syndicats nationaux, comportait des personnalités qui ont été membres du SNE-Sup, comme M. Pierre Merlin, ancien président de l'université de Paris-VIII, et des enseigants proches du groupe créé par M. Laurent Schwartz (*le Monde* du 26 janvier) pour *« défendre la qualité de la science française »*, comme M. Alain Touraine. Sur les 18 sièges à pourvoir dans la catégorie des professeurs, la F.N.S.A.E.R. en obtient 5, le SNE-Sup, 4 ; l'UNI, 3 ; l'AUPEL, 3 ; Promotion et défense, 2 et le S.G.E.N., 1.

Dans la catégorie des autres enseignants, chercheurs et personnels assimilés, les 13 sièges se répartissent de la manière suivante : SNE-Sup (plus de 50 % des voix), 7 ; S.G.E.N., 3 ; Syndicat autonome, 1 ; UNI, 1 ; AUPEL, 1.

Les étudiants membres desconseils d'université avaient à se prononcer entre 8 listes pour élire leurs 17 représentants. L'UNEF indépendante et démocratique (animée par des trotskistes et des socialistes), qui ne se présentait pas en 1979 obtient 6 sièges. L'UNEF-Solidarité étudiante (proche du parti communiste) en conserve 5 sur les 10 qu'elle détenait depuis 1979. l'UNI (1), première organisation des étudiants de l'opposition, perd 1 siège (2 au lieu de 3 en 1979). Une liste « indépendante » recueille 1 siège. La Confédération nationale des étudiants de France (CNEF, qui regroupe des associations corporatives) obtient 1 siège, ainsi que Pour un syndicalisme autogestionnaire (P.S.A., proche de la C.F.D.T.).

Enfin le Collectif des étudiants libéraux de France (CELF, proche des Jeunes Giscardiens) avec 5 % des voix bénéficie d'un élu au CNESER.

Au total, les différents mouvements étudiants proches de l'opposition, qui animent la « coordination nationale contre le projet Savary », à l'origine des manifestations des dernières semaines ne recueille, que peu de suffrages (20 %) alors que les syndicats d'étudiants de gauche en obtiennent 70 %.

Chez les enseignants, les syndicats proches de la majorité sont les plus représentés dans la catégorie des maîtres assistants et assistants. En revanche, dans la catégorie des professeurs, les syndicats autonomes, avec près de 29 % des suffrages exprimés, confirment leur représentativité. La perte de deux sièges par le SNE-Sup peut s'expliquer par le désir des enseignants, généralement proches de ce syndicat, de manifester leur opposition aux propositions avancées par le SNE-Sup au sujet des carrières universitaires. Ces professeurs ont sans doute apporté leurs suffrages à la liste Promotion et Défense, qui recueille 12,51 % des voix.

S. B.

(1) L'UNI, qui avait reçu le soutient du R.P.R. faisait figurer sur sa liste cinq anciens recteurs nommés par M. Valéry Giscard d'Estaing.

LA JOURNÉE D'ACTION DANS LES LYCÉES ET COLLÈGES

« Reconstruire l'école cassée par la droite »

Des enseignants des lycées et des collèges étaient appelés, lundi 9 mai, à une journée nationale d'action par des syndicats de la FEN et de la C.F.D.T. (*le Monde* du 10 mai). Cette journée a été marquée par des arrêts de travail et des manifestations. Le ministère de l'éducation nationale a recensé sur la totalité des académies 29,74 % de grévistes parmi les personnels enseignants. Ces syndicats rappellent que le type d'action et donc l'éventuel recours à la grève relevaient du choix de chaque établissement.

Quatre manifestations étaient, d'autre part, organisées à Paris. Celles des syndicats de la FEN a réuni plus de trois mille personnes. Toutes bannières rassemblées, les adhérents du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-P.E.G.C.) et des deux syndicats de l'éducation physique (le SNEP et le SNEEPS) ont défilé pendant deux heures de la Bastille à la rue du Louvre. Un cortège frileux sous les parapluies, quelques slogans lancés et repris de manière sporadique et qui ne remettent pas en cause le gouvernement : *« Vaincre l'échec scolaire »*, *« Investir dans l'enseignement »*, *« Reconstruire l'école cassée par la droite »*. Les revendications s'organisent autour d'une exigence prioritaire : donner tous les moyens à l'éducation.

En fin d'après-midi, quatre mille personnes ont répondu au Comité pour l'appel aux laïques (animé par le parti communiste internationalistes). Partis de la gare Montparnasse, les manifestants sont allés à proximité de l'Assemblée nationale, où ils comptaient remettre aux groupes parlementaires de gauche des *« cahiers de défense de l'école et de l'instruction »*. Il scandaient : *« Non à la rentrée gâchis de Delors-Savary »* et *« L'école publique est en danger, cessez, cessez l'austérité »*.

Deux autres rassemblements ont eu lieu le même jour : l'un sur l'initiative des sections parisiennes du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) ; l'autre, organisé par le Syndicat national de l'enseignement technique agricole public (SNETAP-FEN), qui avait pour objectif de demander *« l'intégration de l'enseignement agricole à l'éducation nationale »*.

Le CIEL publie un manifeste « pour la liberté de l'enseignement »

Le Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL) publie un manifeste pour la liberté de l'enseignement dont voici quelques extraits :

« Toute personne a droit aux libertés de pensée, de conscience et de religion. Cette évidence formelle doit être une réalité vécue. Elle passe notamment par la liberté de l'enseignement. (...) Cette liberté n'a de sens et de chance qu'appuyée sur le pluralisme. (...) Or, le pluralisme en matière scolaire serait étouffé si les diverses écoles — catholiques, protestantes ou juives, confessionnelles ou non — se trouvaient contraintes à cette alternative : disparaître faute de moyens ou se laisser absorber dans un service public unifié. (...)

» En dehors de toute considération partisane, nous alertons les parties intéressées et l'opinion publique sur la gravité du problème et de ses enjeux. (...)

» En posant comme axiome que les fonds publics doivent aller à l'école publique, le gouvernement énonce une règle qui condamne, l'existence même de l'enseignement privé. (...)

» L'unification des enseignements n'est pas le moyen d'assurer la paix scolaire, tout au contraire. Ce ne sont pas les responsables de l'école privée qui ont rallumé cette querelle mais une minorité intransigeante qui ne représente pas la majorité de la population française et qui réinterprète l'œuvre du Jules Ferry pour en faire un exemple de dogmatisme. (...)

» A mauvais projet, fausses justifications ; mais puisque cette erreur majeure est encore évitable, évitons-là ! »

[Parmi les deux cents premiers signataires figurent notamment MM. et Mmes Fernando Arrabal, Alexandre Astruc, Jean-Claude Casanova, Michel Crozier, Sophie Desmarets, Maurice Druon, Georges Duby, Jacques Ellul, Françoise Fabian, Jean Fourastié, Jean Guitton, Annie Kriegel, Emmanuel Krivine, Emmanuel Le Roy Ladurie, Claude Lévi-Strauss, le cardinal Henri de Lubac, Philippe Nemo, Léon Poliakov, Evelyne Sullerot, Philippe Tesson, Lino Ventura.]

★ CIEL, 30, rue Saint-Dominique, 75007, tél. : 556-13-70.

REPORT D'EXAMENS PARTIELS DANS PLUSIEURS U.E.R. DE DROIT

Dans plusieurs unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) à dominante juridique et économique, les conseils ont décidé de reporter de quelques jours, voire de quelques semaines, les examens partiels. Ces dispositions tiennent compte du mouvement de protestation contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur, qui a perturbé des cours.

A Nice, le conseil a proposé un décalage d'une semaine mais, nous indique notre correspondant, cette décision n'exclut pas un report plus lointain, en septembre par exemple, si les épreuves ne pouvaient avoir lieu normalement. A l'université de Paris-II (Assas), le conseil a adopté lors de sa déance du 6 mai le principe de différer les partiels de quinze jours. Ils auront lieu le 24 mai. A Aix-en-Provence, le conseil devait se réunir mardi 10 mai, prédédant de vingt-quatre heures celui de Montpellier.

● *L'épreuve de grammaire moderne de l'agrégation de lettres modernes a été reportée* par le ministère de l'éducation nationale au jeudi 26 mai. A Bordeaux, en effet, le 6 mai dernier, les sujets avaient disparu ; le texte a dû être dicté de Paris par téléphone, ce qui a retardé le début de l'épreuve de plus d'une heure. Les candidats ont refusé de composer dans ces conditions, et l'épreuve a dû être annulée pour l'ensemble des candidats.

SPORTS

VOILE

Après la victoire record dans le tour du monde en solitaire

Le retour à la vie normale de Philippe Jeantot

Newport (Rhode-Island). — *« Quel conseil donneriez-vous à quelqu'un qui voudrait faire la course autour du monde en solitaire ? — Faites-là ! »*, répondit Philippe Jeantot du tac au tac. Cheveux dorés par les embruns et teint hâlé, regard clair rieur, moustache tombante lui donnant un petit air gaulois, rasé de frais, chemisette d'un blanc immaculé, le solitaire le plus entouré de Newport aurait pu sortir tout droit d'une page publicitaire de magazine. Une heure plus plus tôt, lundi 9 mai, à 7 heures 11 minutes du matin, il venait pourtant d'en terminer en vainqueur avec la plus longue course à la voile en solitaire : 27 500 milles, quatre étapes et 159 jours 2 heures et 26 minutes de navigation à travers les mers les plus difficiles du globe.

Salué à Brenton Tower, le phare au large de Newport, par les canons à eau de deux gardecôtes américains et par quelques vedettes de journalistes et d'accompagnateurs du Crédit agricole, commanditaire du bateau, Jeantot, qui aurait tant aimé arriver *la veille, jour de son trente et* unième anniversaire, avait connu une dernière nuit d'attente, éprouvante pour les nerfs. Avançant à moins de 4 nœuds, dans un brouillard à couper au couteau, il avait, dira-t-il en plaisantant, eu envie de *« remettre le cap au sud, vers Rio »*, faisant allusion à

De notre envoyé spécial

l'aventure de Bernard Moitessier qui suscita sa vocation (*le Monde* du 10 mai).

S'il n'a pas éprouvé toutes les sensations vécues par son aîné, Jeantot a découvert quelque chose de totalement étranger à Moitessier : *« l'exaltation de la course »*. Un dédoublement permanent de personnalité entre le moi qui incite à la prudence et celui qui pousse aux risques pour aller toujours plus vite. Ainsi s'est-il fait quelques frayeurs : *« Quand je naviguais entre les icebergs du Pacifique, au sud des « Cinquantièmes rugissants », c'est le seul moment où j'aurais aimé être ailleurs. »*

« Parler aux albatros »

Quand son bateau s'est couché de 120 degrés dans la nuit du 28 janvier, le laissant évanoui avec l'arcade sourcilière ouverte, il a connu des instants de découragement. Tout allait mal alors. Y compris les vents qui auraient dû souffler de l'ouest et non de l'est, *l'obligeant ainsi à tirer interminablement* des bords au lieu de naviguer sous spi. Aujourd'hui ces petites contrariétés ajoutent un peu de sel à cette aventure et il avoue être *« déjà un peu triste qu'elle soit terminée »*.

Sans doute mettra-t-il un long moment pour se réadapter à une vie normale. Huit mois et demi de vie à bord d'un monocoque avec cinq ou six heures de sommeil par jour, par tranches toujours inférieures à une heure, bouleversent les rythmes biologiques. Jeantot se sent pourtant en pleine forme. *« On arrive sans doute beaucoup moins fatigué après une course autour du monde, où il faut de l'endurance et de la résistance, qu'après une Transatlantique, qui est devenue un sprint prolongé. »*

Les impératifs de la course ne l'ont pas empêché de bénéficier de quelques moments de loisirs : *« Je n'ai pas lu,* dit-il, *j'ai écouté de la musique (de Brassens aux Pink Floyd), j'ai même commencé à écrire un livre sur mon aventure. Mais ce que je préférais, c'était rester deux ou trois heures à regarder la mer, à parler aux albatros. A quelques milles de distance, même au grand large, la mer est toujours différente. »*

Son avenir ? Jeantot n'a pas eu le temps de l'envisager, fêté par ses amis autour d'un gâteau d'anniversaire, sollicité par les médias français ou américains venus en nombre, il rencontrera plus tard ses commenditaires. Aimerait-il rejoindre le milieu des skippers professionnels ? *« Pourquoi pas ? »*. La filière des grands navigateurs français s'est sans doute enrichie d'une nouvelle unité à Newport.

GÉRARD ALBOUY.

D'un sport à l'autre

TENNIS. — *Les deux espoirs français Guy Forget, champion du monde junior, et Loïc Courteau ont été éliminés sèchement le 9 mai au premier tour du tournoi de Hambourg (250 000 dollars) sur terre battue. Le premier a été sorti par l'Allemand de l'Ouest Maurer (6-1, 6-1) et le second par l'Espagnol Aguilera (6-2, 6-3).*

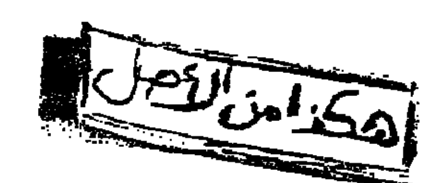
Le numéro un français Yannick Noah, qui doit disputer ce tournoi, s'est vu infliger 6 000 dollars, au total, d'amendes par le superviseur de la Coupe du monde des nations de Düsseldorf pour ne pas s'être présenté. Noah, qui a invoqué des maux d'estomac pour justifier son absence, risque en outre une suspension de vingt et un jours qui ne remettrait pas en cause sa participation à Roland-Garros. Enfin, sa prime d'engagement pour Düsseldorf, qui était de 14 000 dollars, a été retenue.

TENNIS DE TABLE. — *En s'imposant encore en simple messieurs avec Guo Yuehua, en simple dames avec Cao Yanhua et en double mixte avec Guo Yue-hua et Ni Xialian, l'équipe de Chine a remporté au total six des sept titres mis en jeu aux championnats du monde de tennis de table, qui se sont achevés le 9 mai à Tokyo. Seul le double messieurs, gagné par les Yougoslaves Surbek et Kalinic, a échappé aux Chinois, qui ont enlevé dix-neuf des vingt-huit médailles en compétition.*

DÉFENSE

● *Visite à Paris de M. Caspar Weinberger.* — Le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, est en visite à Paris jusqu'au 12 mai. Il doit rencontrer les ministres français et saoudien de la défense. La nature de ces entretiens n'a pas été précisée officiellement par le Pentagone, mais de source informée, on indique que les discussions entre M. Weinberger et le ministre saoudien entrent dans le cadre de la création, l'an dernier, d'un comité de coordination militaire américano-saoudien.

La rencontre entre MM. Weinberger et Hernu aura probablement lieu mercredi ou jeudi. — *(A.F.P.)*





Les 190 de Mercedes.
Une Nouvelle Dimension de la Technologie.

190E injection. 122 ch DIN (90 kW). 195 km/h*. De 0 à 100 km/h en 10,5". 6,4 l aux 100*.

Véritables défis technologiques, les nouvelles Mercedes 190 et 190E échappent à toute comparaison.

Dès l'extérieur, elles révèlent une personnalité jeune, un tempérament sportif : lignes fluides, silhouette racée, excellent coefficient d'aérodynamisme (cx : 0,33).

Technologie de pointe et performances sur la route : jamais des voitures de cette catégorie ne sont allées aussi loin.

Une technologie éprouvée.

Les moteurs 4 cylindres bénéficient d'un couple élevé, de reprises nerveuses et d'une consommation extrêmement basse, aboutissement de plusieurs années d'essais.

A noter, à titre d'exemple, l'interruption de l'alimentation d'essence dès le relâchement de l'accélération.

Ou encore, l'injection à la fois mécanique et électronique qui optimise le rendement. Les 190E sont les premières voitures de tourisme à bénéficier de ce système.

Une technologie d'avant-garde.

Autre exclusivité, la suspension révolutionnaire. Le guidage de chaque roue à l'arrière s'effectue par l'intermédiaire de cinq bras indépendants.

D'une technologie d'avant-garde, cette solution confère aux 190 une tenue de route et un confort exceptionnels.

Une technologie de la sécurité.

Volonté technologique aussi : la sécurité sur les 190. Grâce aux mesures adoptées, elle est absolument identique à celle des autres berlines Mercedes.

Exemplaire, le système ABS antiblocage des roues, disponible en option. Innovation encore, la direction à démultiplication variable. Elle assure une excellente maniabilité sur route, une précision de conduite rarement atteinte.

La technologie Mercedes : une nouvelle classe automobile.

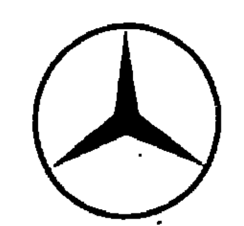
Très éloignées des voitures conventionnelles, conçues sans compromis, les 190 sont, faut-il le rappeler, avant tout des Mercedes. Elles possèdent un confort, un silence intérieur qui, depuis toujours, ont été l'apanage de la marque.

Les 190 marqueront de leur empreinte les années 80. En associant autant de qualités, autant d'innovations, elles créent une nouvelle classe automobile. Soyez en juge. Essayez les.

* *sur circuit*

* *Mercedes 190E BV4 - consommation normes UTAC : 6,4 l à 90 km/h - 8,3 l à 120 km/h - 10,3 l en parcours urbain.*

Mercedes-Benz Financement : un financement personnalisé. Crédit, location, location avec promesse de vente.



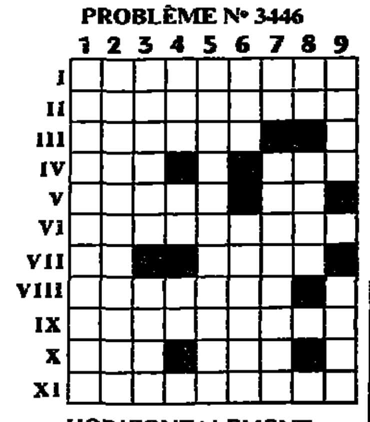
Mercedes-Benz

Ogilvy & Mather

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3446



HORIZONTALEMENT

I. Porteuse de pains. – II. Protections surnaturelles. – III. Apprend donc ou essaie de faire apprendre. – IV. Eut donc une attitude plus chevaline que chevaleresque. Une balle qui se travaille. – V. Boule de neige. Lettre grecque. – VI. On lui conseille pour son bien de prendre la porte. – VII. Personnel. On la termine bien repu ou bien vidé. – VIII. Ne manque donc pas d'un certain fondant. – IX. Une période où qui dort ne dîne pas. – X. Suffixe. Ne manque pas d'intensité dans certains cas. – XI. Permet de liquider les fins de série.

VERTICALEMENT

1. Un commerce où l'on a toujours la main à la caisse. – 2. On le met en pièces dans le but de bien l'arranger. – 3. Genre d'écureuil d'Asie. On y a recours pour nous donner le moyen. – 4. On lui fait faire un tour avant de partir. Article étranger. Queue de pie. – 5. Telle une formation qui excelle dans la variété. – 6. Participe passé. Fait quelque peu souffrir quand il a bien travaillé. – 7. Note. Elle dirige au-dehors et porte la culotte à la maison. – 8. Personnel. Est donc réservé ou exalté. – 9. Passe donc à l'attaque. Perdue pour Vronski et gagnée pour Tolstoï.

Solution du problème n° 3445

Horizontalement

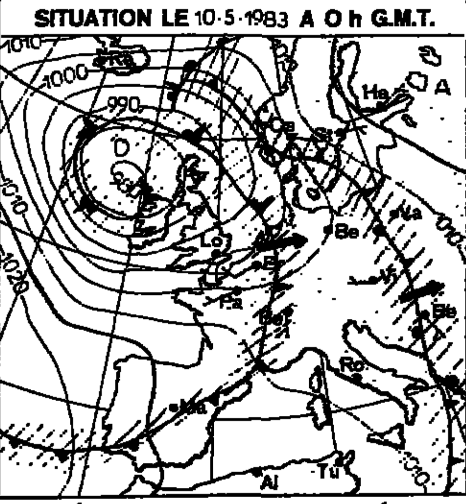
I. Virtuoses. – II. Ecuelle. – III. Tôt. Tente. – IV. In. Ur. Sûr. – V. Lestage. – VI. Vamp. – VII. Epilées. – VIII. Ubu. Ointe. – IX. Sur. Lotir. – X. Et. Net. Ti. – XI. Savates.

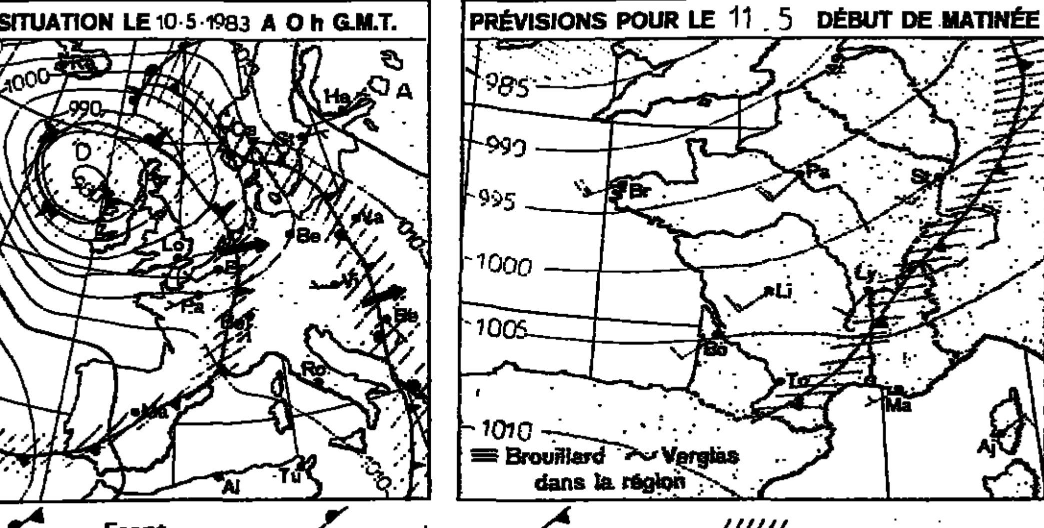
Verticalement

1. Vétilleuses. – 2. Icône. Buta. – 3. Rut. Sueur. – 4. Té. Ut. Na. – 5. Ultraviolet. – 6. Ole. Galiote. – 7. Sensément. – 8. Tu. Petit. – 9. Stère. Série.

GUY BROUTY.

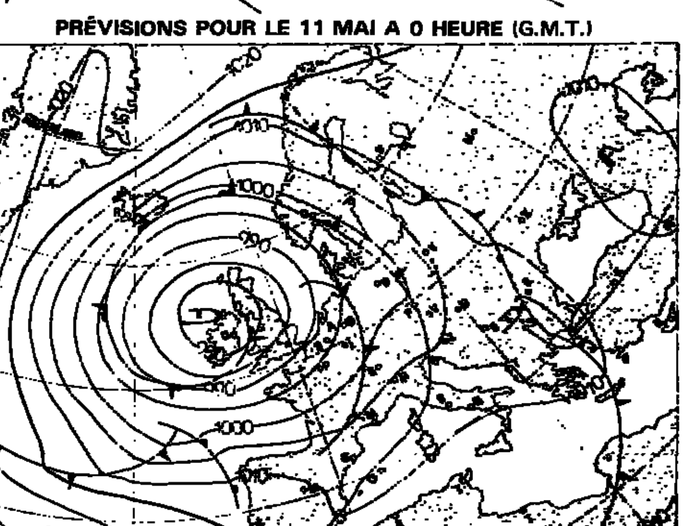
MÉTÉOROLOGIE





Front quasi stationnaire — Front chaud — Front froid — Pluie — Brouillard — Verglas — Neige — Averses — Vent fort — Occlusion

PRÉVISIONS POUR LE 11 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



Évolution probable du temps en France entre le mardi 10 mai à 0 heure et le mercredi 11 mai à minuit.

Une dépression centrée au voisinage de l'Irlande dirige sur le pays un flux de sud-ouest avec mardi de l'air très instable, mercredi le pasage d'une perturbation.

Mercredi, le matin, le temps sera nuageux des Pyrénées-Orientales aux Alpes. Ailleurs, il sera ensoleillé. Mais les nuages d'une nouvelle perturbation envahiront les régions proches de l'Atlantique, y apportant des pluies à partir de la mi-journée.

Ce temps pertubé concernera progressivement tout le pays, à l'exception du sud-est et de l'Alsace-Lorraine où les éclaircies resteront belles. En fin de journée, des orages éclateront des Pyrénées au Massif Central, tandis que le ciel commencera à se dégager sur la Bretagne et le Cotentin.

Les températures minimales seront de l'ordre de 11 à 13 degrés en Méditerranée, 6 à 9 près des côtes atlantiques, 4 à 6 ailleurs. Quant aux maximales, elles dépasseront 20 degrés dans les régions ensoleillées du Nord-Est et du Sud-Est. Ailleurs elles seront de 15 à 18 degrés.

Prévision pour jeudi 12, vendredi 13 et samedi 14 mai.

La dépression d'Irlande demeure quasi stationnaire et détermine toujours sur l'Europe occidentale un flux de sud-ouest doux et instable. On note des ondées orageuses locales mais aussi de longues périodes ensoleillées.

Jeudi et **vendredi**, une perturbation traversera la moitié est du pays et prendra un caractère nettement orageux. Les orages se développeront surtout dans le Sud-Est, les Cévennes, les Alpes. Les températures maximales seront de 18 à 24 degrés du nord au sud. Sur la moitié ouest, il fera assez beau, malgré des menaces d'ondées l'après-midi et le soir. Maximum de 17 à 20 degrés.

Samedi, une nouvelle perturbation orageuse envahira les régions atlantiques, la Bretagne, la Normandie et les Pays de la Loire. Il fera relativement assez beau ailleurs malgré des nuages d'instabilité. Peu de changement dans les températures maximales.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 10 mai, à 8 heures, de 1 004,8 millibars, soit 753,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours *de la journée du 9 mai ; le second le* minimum de la nuit du 9 mai au 10 mai) :

Ajaccio, 19 et 10 degrés ; Biarritz, 15 et 10 ; Bordeaux, 16 et 9 ; Bourges, 16 et 8 ; Brest, 13 et 5 ; Caen, 14 et 1 ; Cherbourg, 13 et 6 ; Clermont-Ferrand, 17 et 7 ; Dijon, 16 et 9 ; Grenoble, 17 et 10 ; Lille, 16 et 4 ; Lyon, 18 et 8 ; Marseille-Marignane, 21 et 11 ; Nancy, 17 et 8 ; Nantes, 15 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 12 ; Paris-Le Bourget, 15 et 5 ; Pau, 15 et 10 ; Perpignan, 22 et 13 ; Rennes, 16 et 5 ; Strasbourg, 17 et 10 ; Tours, 15 et 7 ; Toulouse, 18 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 10 degrés ; Amsterdam, 15 et 5 ; Athènes, 21 et 17 ; Berlin, 17 et 8 ; Bonn, 17 et 7 ; Bruxelles, 16 et 5 ; Le Caire, 30 et 24 ; îles Canaries, 22 et 17 ; Copenhague, 11 et 7 ; Dakar, 26 et 21 ; Djerba, 22 et 18 ; Genève, 17 et 9 ; Jérusalem, 24 et 13 ; Lisbonne, 19 et 20 ; Londres, 14 et 5 ; Luxembourg, 15 et 5 ; Madrid, 22 et 11 ; Moscou, 14 et 6 ; Nairobi, 26 et 18 ; New-York, 13 et 8 ; Palma-de-Majorque, 24 et 14 ; Rome, 21 et 8 ; Stockholm, 16 et 8 ; Tozeur, 31 et 19 ; Tunis, 22 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 9 et mardi 10 mai :

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 10 octobre 1981 relatif au régime des élèves des écoles techniques normales ;

● Portant modification du statut du Théâtre national de l'Odéon.

UN ARRÊTÉ

● Relatif aux conditions d'application du règlement C.E.E. du conseil des Communautés du 28 mars 1983 fixant pour 1983 certaines mesures de conservation et de gestion des ressources de pêche applicables aux navires battant pavillon de l'Espagne.

DES CIRCULAIRES

● Relative à la sécurité routière (mise en œuvre du programme REAGIR) ;

● Du 20 avril 1983 relatives à l'action des collectivités territoriales et des collectivités locales en matière de sécurité routière (mesures d'incitation).

PARIS EN VISITES

JEUDI 12 MAI

« L'Opéra », 11 heures, entrée, Mme Ragueneau.

« La montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine, Mme Imbert (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La Mosquée », 15 heures, place du Puits-de-l'Ermite, Mme Ferrand.

« Vieux Montmartre », 15 heures, métro Lamarck-Caulaincourt (Résurrection du passé).

BREF

LES TRAINS SUPPLÉMENTAIRES DE L'ASCENSION. – La S.N.C.F. annonce que sept cent trois trains, dont soixante-sept supplémentaires, seront affectés au transport de quatre cent mille voyageurs les 11 et 12 mai, à l'occasion des fêtes de l'Ascension. La S.N.C.F. indique, par ailleurs, la mise en service de sept cent neuf trains, dont quatre-vingt-trois supplémentaires, pour les retours des 15 et 16 mai.

MODE

L'onde japonaise

S'il est une caractéristique marquée du vêtement japonais, c'est son côté enveloppant, en lignes croisées, succédané du kimono dans le traditionnel, à l'inverse du surtaillé, superposé et carré comme les estampes de guerriers quand il s'agit de l'avant-garde. Les coloris utilisés par ces derniers sont volontairement d'une neutralité *incolore* comme les vêtements de travail. Fluides, parfois lourds, laissant le corps libre, ils ne posent pas de problèmes de retouches. *Tout* laisse à penser que ce style va trouver des résonances chez les créateurs parisiens, en ondes de choc successives. Dire que nous allons toutes nous habiller en violents anti-occidentaux, non !... Mais au-delà des détails trop agressifs, des déchirures de belles matières, il reste que la mode structurée et ajustée va devoir assimiler certaines de ces silhouettes.

Les attirances entre le Japon et la France sur le plan de la mode ne datent pas d'aujourd'hui. Déjà, au cours des années 60, Pierre Cardin rentre de Tokyo, séduit par la vitalité des grands magasins. Kenzo révolutionne la coupe des tricots et les harmonies de couleurs. Plus tard, Hanae Mori charme les Parisiennes avec ses robes de dîner d'une merveilleuse simplicité. *Kansai Yamamoto amerrit* comme une cabine spatiale dans un énorme chahut électronique, avec ses adaptations de costumes des provinces du Nord, ses grandes jupes et ses jambières de couleur sur des chaussettes blanches. Ancien élève de l'école Bunka, Issey Miyake a plusieurs cordes à son arc, avec une note sculpturale, qu'il interprète en ce moment à Tokyo, une exposition *Body Works* (travaux du corps).

Les Japonais de Paris ont pignon sur rue dans tous les quartiers.

Kenzo, le pionnier, joue des mouvements croisés, un rien kimono, en chemisiers de soie, lin ou coton, coordonnés aux jupes à plis et pan drapé, pantalons étroits, robes-housses et tuniques de tricots.

Tokio Kumagaï arrive à Paris, gagnant d'un concours organisé par Air France. Il devient l'assistant de Jean-Charles de Castelbajac, puis travaille seul, entre l'Italie et la France, avant de lancer en 1980 sa gamme de chaussures-tableaux, peintes à la main, à dessins tachistes, voire reprenant des thèmes et des couleurs des maîtres contemporains (du 36 au 41, de 600 à 1 300 F). Ses vêtements, minces et fluides coulent sur le corps, avec des fentes et des découpes, des ourlets en pointes de mouchoir et d'autres recherches dans le dépouillement.

Chez **Victoire**, les modèles de Yuki Torii, jeune femme à formation traditionnelle, reprennent en kimonos, deux-pièces et combinaisons, les dessins des cerfs-volants multicolores en chintz ou soie.

Reï Kawabuko, de **Comme des garçons**, se défend de vouloir « casser la baraque », mais elle ne craint pas le scandale. Tout est en demi-teintes, chez elle, de noirs, écrus et blancs.

En face, Yohji Yamamoto est l'homme qui renouvelle la broderie anglaise par des découpes en damier, soulignées d'un plastique en guise de broderie, qu'il taille en vestes carrées, noires, écrues, blanches et kaki, aux contours vagues. Il aime les jupes lourdes, sous le mollet, à grands plis, les fines lanières de tissus tricotés en t-shirts et les pantalons étroits.

Avenue Victor-Hugo, Kimijima se spécialise dans les robes habillées et du soir, en belles soies françaises ou japonaises. Le style est international avec de jolies robes pour la mère de la mariée, chemisiers blousant légèrement sur des jupes à ampleur mesurée.

NATHALIE MONT-SERVAN.

Adresses :

Hanae Mori, 17-19, avenue Montaigne.

Comme des garçons, 42, rue Etienne-Marcel.

Kenzo, 3, place des Victoires.

Yohji Yamamoto, 47, rue Etienne-Marcel.

Kansai Yamamoto, 83, rue du Faubourg-Saint-Denis.

Kimijima, 81, avenue Victor-Hugo.

Issey Miyake, 1176, rue du Bac, 52, rue *Croix-des-Petits-Champs* ; 75, faubourg Saint-Honoré.

Victoire, 12, place des Victoires ; 38, rue François-Ier.

CARNET

Décès

– Alain Bekudot a la douleur de faire part du décès de sa mère,

Mme Marie-Louise BEKUDOT,
née Prevost.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au Mas-d'Azil (Ariège) le 29 avril.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Institut français du Royaume-Uni,
Queensberry Place.
Londres S.W. 7.

– Mlle France Caremoli à El-Kala, Algérie,
Mme et M. J. Benay, professeur d'université, Williamsville, New-York, et leur famille,
Mme Françoise Benedetti et sa famille à Ajaccio,
Mme et M. Jacques Benedetti, avocat à Ajaccio, et leur famille,
Le général et Mme Legendre et leur famille à Dijon,
Les familles Benedetti, Caremoli, Protin, Franceschi, Ucciani, parentes et alliées,
font part du décès, à l'âge de quatre-vingt-treize ans, à El-Kala, le 26 avril 1983, munie des sacrements de l'Eglise, de

Mme veuve Michel CAREMOLI,
née Marie-Antoinette Benedetti,
et rappellent à votre souvenir sa sœur,
Mlle Judith-Marie BENEDETTI,
décédée à El-Kala le 3 mai 1975.

– M. et Mme Yves Lambert,
et leurs enfants,
M. et Mme Gérard Lambert,
et leurs fils,
M. et Mme Bernard Pigelet-Lambert,
et leurs enfants,
M. et Mme Lucien Simon,
leurs enfants et petits-enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme André LAMBERT,
née Yvonne Simon,

survenu le 8 mai 1983.

L'inhumation aura lieu le mercredi 11 mai, à 16 heures, au cimetière parisien de Pantin, où l'on se réunira (34e division, 11e ligne).

Ni fleurs ni couronnes.

– Alix Méritan,
son épouse,
Lucile Mariotte-Méritan,
sa fille,
Corine, Claude et Oriane Mariotte,
ses petits-enfants,
Emilien Flores-Mariotte,
son arrière-petit-fils,
Madeleine Richaud,
sa belle-sœur,
ses neveux et nièces, parents et alliés, et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Marius MÉRITAN,
directeur de collège honoraire,
survenu le 3 mai 1983.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité à Lamanon (Bouches-du-Rhône), où il a rejoint son fils Claude, décédé le 30 juillet 1958.

131, avenue de Mazargues,
Marseille-8e.
11, square Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris-4e.

– Mme Lucien Salahi,
son épouse,
M. et Mme Lucien Salahi,
M. et Mme Marc Salahi,
ses enfants,
Nicolas et Mathieu,
ses petits-fils,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien SALAHI,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
directeur technique
des Ets Castelvins, à Thiais (94),
survenu le 6 mai 1983, dans sa cinquante-troisième année.

Les obsèques seront célébrées le mercredi *11 mai 1983, à 16 heures*, en l'église Notre-Dame de Bonne-Nouvelle.
25, rue de la Lune, Paris-2e.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Noisy-le-Grand (93).
7, rue de Tracy, 75002 Paris.

– La famille et les amis de

Marc STOCKMAN

ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 4 mai 1983, à l'âge de quarante-six ans, en son atelier de peinture.

44, rue du Colonel-Chépy,
02270 Couvron.
Les obsèques ont eu lieu le samedi 7 mai à Couvron.

Remerciements

– Très touchée des marques de sympathie qui lui ont été témoignées, et dans l'impossibilité de remercier individuellement toutes les personnes qui se sont associées à sa peine par leur présence ou leurs messages, lors du décès du

docteur
Dominique-J. GEAHCHAN,

sa famille prie de trouver ici l'expression de ses très sincères remerciements.

– Le président du centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptée de Basse-Normandie, les administrateurs, le directeur du C.R.E.A.I., les cadres, personnels et élèves des centres de formation du C.R.E.A.I., remercient toutes les personnes qui ont tenu à manifester leur sympathie lors des obsèques de

Yannick LANGLADE,
directeur de l'école d'éducateurs
d'Hérouville.

Anniversaires

– Pour le quatrième anniversaire du décès du

docteur
Paul STROUZER,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– Université de Paris-V (René-Descartes), vendredi 13 mai, à 14 heures, amphithéâtre Durkheim, M. Gabriel Langouet : « Innovation pédagogique et égalité des chances. »

– Université de Paris-IV (Sorbonne), samedi 14 mai, à 14 heures, amphithéâtre Cauchy, Mme Annie Molinie-Bertrand : « La population du royaume de Castille d'après le recensement de 1591. »

– Université de Paris-IV (Sorbonne), samedi 14 mai, à 14 heures, amphithéâtre Milne-Edwards, M. André Encrève : « Protestants français au milieu du dix-neuvième siècle ; les réformés de 1848 à 1870. »

– Université de Paris-IV (Sorbonne), samedi 14 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. José Muracciole : « La marine consulaire et impériale : les budgets annuels et leur répartition mensuelle dans les ports (première partie) ; la vie des ports (deuxième partie). »

– Université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), samedi 14 mai, 14 heures, salle Louis-Liard (Sorbonne), M. Pierre Di Meglio : « Tertiaire et espace : les mutations du système commercial en France de 1963 à 1973. »

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	691 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

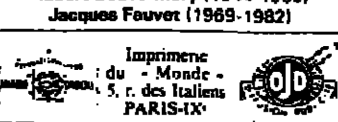
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

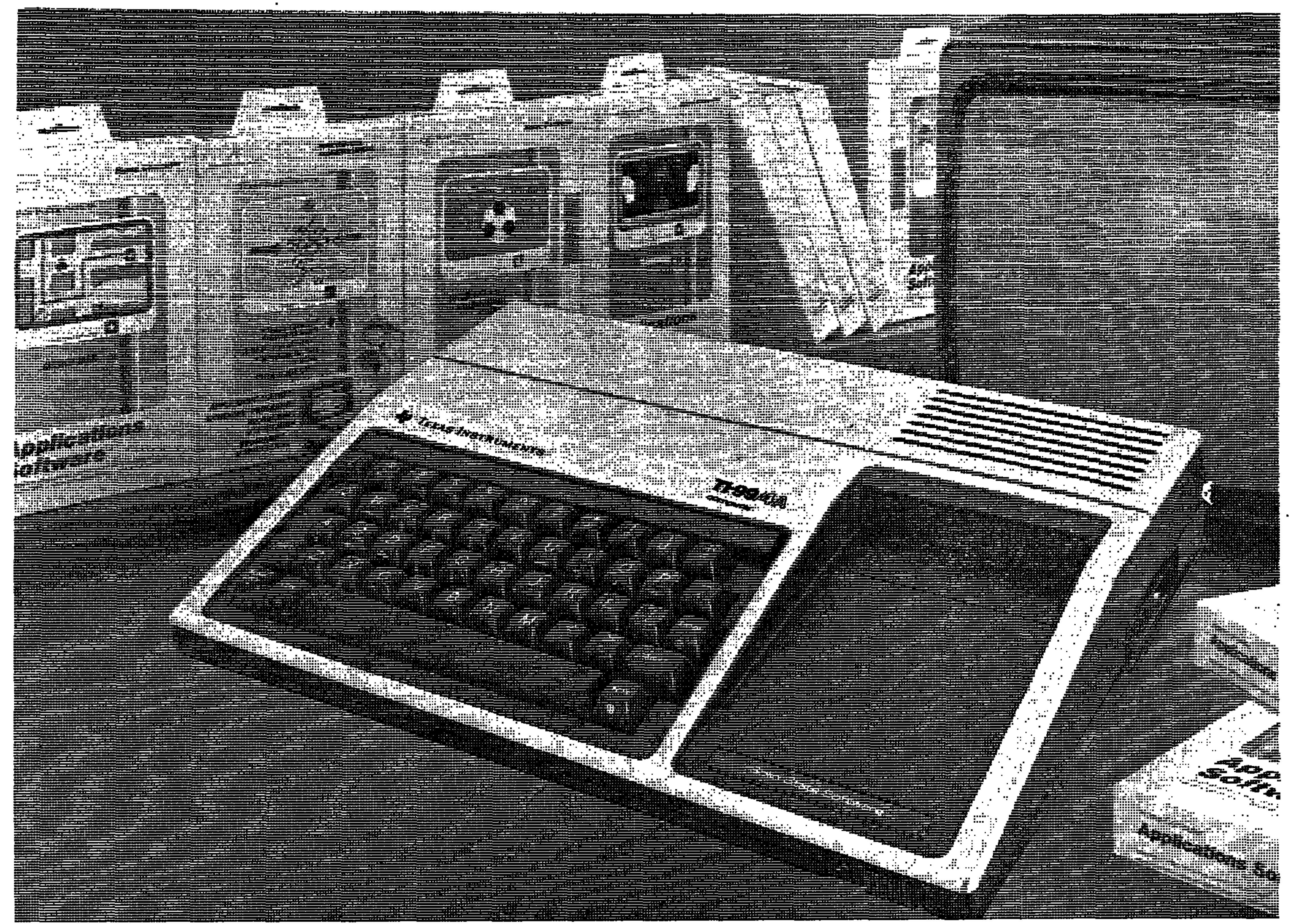


Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN 0395 - 2037.







L'Ordinateur Familial TI99/4A 2500 F.* Clés en main.

Apprendre l'informatique c'est facile : l'Ordinateur Familial TI-99/4 A est prêt à dialoguer sur pratiquement tout. Éducation, gestion, loisirs... il existe actuellement près d'une centaine de programmes tout faits.

McCANN-ERICKSON

* Prix couramment pratiqué au 10/05/83.

EN DÉMONSTRATION CHEZ :

PARIS ET RÉGION PARISIENNE. Paris 1er C.A.B. 71-73 rue St-Honoré – FNAC-Forum 1 rue Pierre Lescot – VIDEO-SHOP 50 rue de Richelieu – Paris 4e B.H.V.-Rivoli 52 rue de Rivoli – Paris 5e LA RÈGLE A CALCUL 67 bd St-Germain – MAUBERT ELECTRONIC 49 bd St-Germain – NASA 97 rue Monge – Paris 6e DURIEZ 132 bd St-Germain – FNAC-Montparnasse 136 rue de Rennes – LE BON MARCHÉ rue de Sèvres – Paris 7e BEAUVAIS BAC 14 rue du Bac – M.V.I. 27 rue Vaneau – NASA 28 av. de la Motte Picquet – Paris 8e AGENA 25 rue de la Pépinière – FNAC-Etoile 26 av. de Wagram – J.C.S. 25 rue des Mathurins – SIVEA INFORMATIQUE 31 bd des Batignolles – Paris 9e GALERIES LAFAYETTE 40 bd Haussmann – SIVEA au PRINTEMPS-Haussmann – Paris 10e COMPUTERLAND 135 bd Voltaire – ILLEL INFORMATIQUE 86 bd Magenta – Paris 11e J.C.S 4 bd Voltaire – Paris 13e – P.I.T.B. 11 rue du Chevaleret – Paris 14e NASA 88 av. du Maine – Paris 15e COMPUTERLAND Ctre cial Beaugrenelle 16 rue Linois – ILLEL INFORMATIQUE 143 av. Félix Faure – JANCAR 56-57 av. de la Motte-Picquet – J.C.S. 35 rue de la Croix-Nivert – L.T.A. 8 rue de l'Arrivée – OCTET 1 av. de la Porte de la Plaine – Paris 16e FUTUR 53 av. de la Grande-Armée – Pap. A. LAMARTINE 118 rue de la Pompe – Paris 17e Lib. de PARIS 7 pl. Clichy – NASA 46 av. de la Grande-Armée Paris 18e P.I.T.B. 105 rue Marcadet – 77 Coulommiers P.E.B. 17-19 rue du Marché – Melun Pap. J. AMYOT 22 rue Paul Doumer – Pontault-Combault DECLOCHEZ Ctre cial Pontault 2000 – Torcy CONTINENT - Villiers-en-Bière CARREFOUR – 78 Le Chesnay B.H.V. Parly 2 Ctre cial Parly 2 – Mantes-la-Jolie TONNENX 47 rue Nationale et 4-6 rue de Colmar – Poissy BEAUFILS 15 av. du Cep – Vélizy VBL PRINTEMPS – VÉLIZY 2 Ctre cial Vélizy 2 – SAMARITAINE-Vélizy 2 – Versailles MICRORAMI 17 av. de St-Cloud – RUAT 26 et 69 av. de St-Cloud – 91 Arpajon LEMONNIER 9 rue Guinchard – Ballancourt SOFIDAR 38 av. Gal de Gaulle – Brunoy L.P.G. 9 rue de la République – Dourdan LAUGEL 32 rue de Chartres – Evry N.G. Evry 2 Ctre cial Evry 2 – Palaiseau BUREAUREAL 102 rue de Paris – Ris-Orangis BRASSEUR 30 rue de Grigny – 92 Asnières NASA 96 rue des Bourguignons – La Défense FUTURE ÉLECTRONIQUE Ctre cial 4 Temps – Nanterre CYBERLOG 1 rue Silvy – 93 Noisy-le-Grand CHAIGNE 2 av. Aristide-Briand – Rosny-s/Bois SAMARITAINE Rosny 2 – Villemomble R. JARRETY 38 av. Outrebon – 94 Chennevières METRO – Fontenay-s/Bois ROBIN 127 rue Dalayrac – L'Hay-les-Roses CONTINENT – E.I.S. 17 av. Henri-Barbusse – Joinville BEHUE 13 rue de Paris – Nogent-s/Marne Lib. de la Grande Rue 105 Grande Rue – Vitry-sur-Seine METRO. – POUZOL 9 rue de l'Abbé Derry – 95 Ermont LECUT 2 rue de Stalingrad – Montigny-les-Cormeilles CONTINENT – **PROVINCE.** 01 Bourg-en-Bresse G.M.C. DOMICA 60 rue Charles Robin – 02 Laon BRUNETAUX 38 rue St-Jean – St-Quentin COGNET 21 rue Victor Basch – Soissons SOS SOISSONS 13 rue de la Mayenne – 03 Moulins Lib. Classique A. JOLY & FILS en haut de la rue d'Allier et 1 rue Denis Papin – 04 Digne Jean SICARD Pl. Gal de Gaulle – 05 Gap DAVAGNIER 3 Pl. Jean Marcellin – DURANCE REPROGRAPHIE 4 av. Jean Jaurès – 06 Antibes CLUB DE L'IMAGE Galerie marchande Carrefour – TELE-BOUTET 7 av. Robert Soleau – Cannes CINE PHOTO COLOR 18 rue d'Antibes – SORBONNE PAPETERIE 7 rue des Belges – Nice CLUB DE L'IMAGE Ctre cial TNL 15 bd Gal Delfino – FNAC 30 av. Jean Médecin – OFFSHORE-DOMICA 272 bis av. de la Californie – SORBONNE INFORMATIQUE 40 rue Gioffredo – St-Laurent-du-Var COMPUTERLAND av. Léon Bérenger – NOUVELLES GALERIES CAP 3000 – 08 Charleville – DUCHER-RIMBAUD 12-14 rue Thiers – 09 Foix JEUCRE 30 rue Delcasse – SURRE 29 rue Delcasse – 10 Pont-Ste-Marie – EPPE Z.I. rue Marc Verdier – Troyes MICROPOLIS 29 rue Paillot de Montabert – 11 Carcassonne BREITHAUPT CARIVEN 37 rue Courtejaire – CITEX Rte de Narbonne PK 51 – 12 Decazeville VIDEO 2000 - DOMICA 47 rue Cayrade – Millau TRÉMOLET 8 pl. du Mandarous – Rodez J. NOYE 18 Pl. de la Cité – LOISIRS 20 rue Neuve – MAISON DU LIVRE passage des Maçons – SOBERIM Bel Air – 13 Aix-en-Provence ALLOVON 35 cours Mirabeau – FANFAN 10 Pl. de l'Hôtel-de-Ville – SOPROGA DOMICA Résid. les Facultés av. de l'Europe – Arles LUDO 27 rue de la République – Aubagne AUCHAN Les Milles – STEPHANE Ctre cial Euromarché – Marseille 1er FNAC Ctre cial Bourse – MAUPETIT 142 La Canebière – NOUVELLES GALERIES Ctre cial Bourse – Marseille 6e CALCULS ACTUELS 49 rue de Paradis – COMPUTERLAND 1 av. de Corinthe – D.N.S. L'ORDINATEUR 3 rue Lafon – MARSEILLE PAPETERIE 86 rue de Rome – Martigues AUCHAN. Vitrolles – STEPHANE Galerie marchande Carrefour – 14 Caen COMPUTERLAND 12 rue St-Pierre – LOISELET 16 rue St-Laurent – Caen Côte de Nacre – CONTINENT – Condé-s/Noireau LOISELET 5 rue St-Pierre – Mondeville CONTINENT – 15 Aurillac DELPRAT 33 rue des Forgerons et 15 rue des Frères – MALROUX MAZEL 4 pl. du Palais – St-Flour NEZOT 18 rue du Collège – 16 Angoulême LHOMME 186 route de Bordeaux – 17 La Rochelle HOBBY SHOP 19 rue St-Yon – ST-MARTIN 15-17 rue St-Yon – Saintes SALIBA 26 av. Gambetta – 18 Bourges AU GRAND MEAULNES pl. Cujas – DACTYL BUREAU 11 rue de la Halle – Vierzon PROUSTEAU 21 rue de la République – 20 Ajaccio AMPART CARLI 7 av. Beverini – Sagone INFOG Les Mimosas – 21 Dijon INFOCAL-DOMICA 58 rue Monge – NOUVELLES GALERIES – 25 Besançon CAMPONOVO 50 Grande rue – Montbéliard DIMAB 31-35 pl. Denfert-Rochereau – 26 Bourg-les-Valence ECA-DOMICA 22 quai Thannaron. Valence CRUSSOL 10 bd Gl-de-Gaulle – 27 Evreux DROUHET 34 rue du Dr Oursel – 28 Chartres Jean LEGUE 10 rue Noël Ballay – 29 Brest Lib. JEAN JAURÈS 170 rue Jean-Jaurès – RADIO SELL Ctre Cial Rallye et 156 rue Jean-Jaurès – Quimper LA BOUTIQUE INFORMATIQUE Ctre Cial Rallye – 30 Nîmes BAILLE PAPETERIE 40 bd Victor-Hugo – CIB INFORMATIQUE 10 rue de la Trésorerie – DOMICA-NÎMES 134 rue d'Avignon – 31 Toulouse CASTELA 20 pl. du Capitole. COPELEC 320 av. Fontant – FNAC 1 bis promenade des Capitouls – Lib. PRIVAT 14 rue des Arts – Lib. SOUBIRON 9 rue Kennedy – NOUVELLES GALERIES 8 rue Lapeyrousse – O.C.B. 44 rue Rémusat – UNISSON 65 rue Alsace Lorraine – Toulouse Fenouillet CASINO – 33 Bordeaux BOUTISOFT 9 rue Lalande – CIESO 3 rue de la Concorde – DEVALLIER 8 rue Vital Carles – METRO – NOUVELLES GALERIES 40 rue Ste-Catherine – Bordeaux-le-Lac AUCHAN – Bordeaux Mériadek – AUCHAN. MICRO LOISIRS Ctre Cial Meriadek – La Réole BUROMAT 9 rue A. Caduc – Soulac Jacques BARRE 42 rue de la Plage – 34 Montpellier SAURAMPS 2 rue St-Guilhem – Vallergues C.E.B.E.A. RN 113 – 35 Fougères MARY 10 av. Gal-de-Gaulle et 12 bd Jean-Jaurès – Rennes PASSE-TEMPS 48 bd de la Liberté – X-MATIC 161 av. Gal-Patton – 37 Tours BOUTIN 36 rue Marceau – Pap. MARLET 23 rue de Bordeaux – 38 Bourgoin Jallieu MAJOLIRE 44 rue de la Liberté – Grenoble DOM ALPES 45 av. Alsace-Lorraine – FNAC 3 Grand-Place – NOUVELLES GALERIES Grand-Place – NOUVELLES GALERIES Pl. Grenette – UNIC IDESS 6 rue Ampère – 41 Blois PILETAN 3 rue du Commerce – Vendôme Ph. DENIS 20 et 58 av. Gérard Yvon – 42 Roanne MAGNET 31 rue Charles-de-Gaulle – St-Étienne CONTINENT – DETROIS 36 rue Michelet – FOREZ INFORMATIQUE-DOMICA 46 rue Gambetta. 44 Nantes – DECRE POINTMICRO rue Pitre Chevallier. GRASLON 6 ter rue Ouche de Versailles. Lib. BEAUFRETON 24 passage Pomeraye St-Herblain – MICROMANIE Ctre Cial le sillon de Bretagne, 8 av. des Thébaudières – St-Nazaire MAISON PRESSE 71 rue Jean-Jaurès – 45 Montargis SAURET 46 rue Dorée – Olivet AUCHAN – Orléans A.M.C. 13 rue des Minimes – INFORMATIQUE 45, 1 rue des Minimes – St-Jean-la-Ruelle AUCHAN – St-Jean-le-Blanc TALLANDIER 98 route de Sandillon – 47 Agen Lib. DES ÉCOLES THOMAS 10 rue des Cornières – MARTIN DELBERT 85 bd de la République – Marmande MANEYROL 33 rue de la Libération – 49 Angers M.B. BROUILLET 30 bd Carnot – SELPEL 26 rue St-Julien – Cholet CHOLET INFORMATIQUE 22 rue du Puits de l'Air – M.B. BROUILLET 1 rue St-Éloi – Saumur M.B. BROUILLET 47 rue Beaurepaire – 50 Cherbourg CONTINENT – 51 Épernay Pap. NOUVELLES 11 rue Gal-Leclerc – Reims COUTANT-CLEMENCEAU 3 ter av G.-Clemenceau. GUERLIN-MARTIN 82 pl. Drouet d'Erlon. L'ORGANIGRAMME 16 rue Émile-Zola – Reims Cormontreuil CORA – Sézanne SEZANNE-PRESSE 6 rue P. Doumer – 52 St-Dizier Lib. CENTRALE AIGLE 15 rue Gambetta – 53 Laval M.I.L. 1 rue St-André – 54 Longwy MICRO-EST 18 rue Gal-Pershing – Nancy ELEC 3, 23 rue St-Dizier. ROUSSEAU 2 rue St-Dizier – Nancy-Outremont CORA – 55 Bar-le-Duc ALTHUSSER 74 bd La Rochelle – 56 Lanester FOCAL Ctre Cial Rallye route d'Hennebont – Lorient LA BOUQUINERIE 7 rue du Port – L'ORDINATEUR 56, 11 quai des Indes – Pontivy GILLES BLAYO 24 bis rue Albert de Mun et 39 rue Nationale – Vannes L'ORDINATEUR 56, 38 rue de la Paix – 57 Metz FNAC Ctre Cial St-Jacques. OBBO Z.I. Nord Woippy – 58 Cosne Cours-s/Loire D. ROBIN 6 rue du Commerce – 59 Denain LOZE BERTRAND 42 rue Trarieux et 126 rue de Villers – Douai MAMMOUTH. – PROTECPHONIE 9 rue St-Jacques – Dunkerque MAJUSCULE pl. Jean-Bart – Grande Synthe AUCHAN – Haubourdin-Englos AUCHAN – Lille CATRY 38 rue Faidherbe. FNAC 9 rue du Gal-de-Gaulle. FURET DU NORD 15 pl. Gal-de-Gaulle – Roncq AUCHAN – Tourcoing LAMARTINE 20 pl. de la République – Valenciennes MERCHET MICROMEGA 38 rue Famars – 60 Beauvais LA BOUTIQUE INFORMATIQUE 43 rue Carnot – Lib. DELBECQ 70 rue Gambetta. QUENEUTTE 5 rue du Dr Gérard – ROBERT LEDOUX 5 bd de l'Assaut – Creil QUENEUTTE 22 rue de la République – 61 Alençon Lib. Gle de l'ORNE 13 rue du Bercail – 62 Arras MEGA BOYAVAL 1-5 rue Pasteur – Boulogne-s/Mer DUMINY 54 rue Victor-Hugo Noyelles Godault – AUCHAN – St-Omer MAMMOUTH – 63 Clermont-Ferrand DOMICA 53 bd Bonnabaud — FNAC Ctre Jaude. NEYRIAL 3 bd Desaix. NOUVELLES GALERIES – 64 Bayonne ARPAJOU ORGANISATION 12 pl. de la Cathédrale – Pau ADOUR BUREAU 106 bd Tourasse — BOSSERT ORGANISATION 5 bis rue du 18e R.I. – EUROMARCHÉ. Lib. LAFON 3 rue Henri IV. – SOGEC 6 pl. Gramont – 65 Tarbes S.E.B. 26 Cours Gambetta – 66 Perpignan M.A.B. 2 pl. de la Catalogne – 67 Strasbourg AUCHAN. DOM ALSACE 5 rue des Frères. GEMINI INFORMATIQUE 47 Grande rue. FNAC pl. Kléber. MICRO CENTER Ctre Cial pl. des Halles – 68 Colmar CORA. FNAC 1 Grande rue. INFOGEST 7 rue des Écoles. SADIMO 6 rue des Fleurs – Mulhouse FNAC 1 pl. Franklin – St-Louis FNAC 12 av. du Gal-de-Gaulle – Wittenheim CORA – 69 Bron NOUVELLES GALERIES — Lyon DOM 63 passage de l'Argue et 274 rue de Créqui. FNAC 62 rue de la République – GALERIES LAFAYETTE Ctre Cial la Part-Dieu – JELMOLI Ctre Cial la Part-Dieu – Lib. DECITRE 6 pl. Bellecour – Pap. MAISONNEUVE 10-12 rue Grolée – St-Priest AUCHAN – Villefranche-s/Saône Lib. des Écoles - DEVELAY 60 rue Nationale et 986 rue Nationale – Villeurbanne MIRO INFORMATIQUE pl. des Buers – 71 Macon ORGA BURO 66 rue Sigorgne RENAUDIER 23 rue Sigorgne – 72 Le Mans Galerie du Livre - DOUCET 66 av. du Gal-de-Gaulle MC BUREAUTIQUE 38 av. de la République – 73 Albertville AMIS 7 av. Parisot-la-Boisse – Chambéry GARIN 1 rue Dr Vernier – 74 Annecy DOMENJOZ 3 rue des Glières. FNAC 18 rue Sommeiller – Annemasse DOMENJOZ 15 rue Adrien Ligue – Thonon-les-Bains BIRMAN 7 rue des Arts – 76 Le Havre L'ORDINATEUR 20 rue Jules Lecesne – Rouen SCRIPTA 27 rue Jeanne-d'Arc – Yvetot DELAMARE 36 le Mail 6 rue des Victoires – 80 Abbeville DUCLERQ 33 pl. de l'Hôtel-de-Ville – Amiens ROBERT LEDOUX 5 rue des Trois Cailloux – 81 Albi MICROMATIC 4 rue du Dr Camboulive – Gaillac CAMPS 10-12 rue Jean-Jaurès – 82 Montauban BUROTEC 13 pl. Franklin-Roosevelt. EUROMARCHÉ – 83 Draguignan TANDY 1 rue N.-D. du Peuple – Toulon BONNAUD 7 bd de Strasbourg et 2 rue A. Guiol CHARLEMAGNE 50 bd de Strasbourg PHOTO LIBERTE 3 pl. de la Liberté – Toulon-la-Valette PRINTEMPS 2000 Ctre Cial Grand-Var – 84 Apt DUMAS 61 rue des Marchands – Avignon AMBLARD 10-14 portail Mathéron. ORDINASUD Le Goliath 2 av. de la Synagogue – Avignon-le-Pontet AUCHAN – 85 La Roche-s/Yon SUD LOIRE INFORMATIQUE 34 bd Italie – 86 Châtellerault AUX CLASSIQUES 117 rue Bourbon – Poitiers INFORMATIC SERVICES 14 bd Chasseigne – Poitiers Chasseneuil J.F. ELECTRONIQUE Z.I. RN 10 rue du Commerce – 87 Limoges BARADAT 5 pl. Fournier. RUDE & Cie Ctre Cial de Corgnac – 87 Auxerre DUFLOUX 11 à 15 rue de la Draperie – Sens ECRIVAIN MODERNE 23 rue du Plat d'Etain – 90 Belfort FNAC 6 rue des Capucines.

Et en vente par correspondance à LA REDOUTE et dans ses magasins chez BRUNEAU Z.I. de la Croix Martre 91120 PALAISEAU.





festival de Cannes

COMPÉTITION

L'INDIFFÉRENCE DE LA PASSION

Il s'agit enfin de cinéma. Les sections parallèles roulent tambour battant. La sélection officielle, qui n'est pas tout à fait venue à bout des faiblesses techniques, a cependant pris son vrai départ avec le film hongrois de Zsolt Kezdi-Kovacs, et se permet une farce signée Monty Python.

A l'infini, la plaine hongroise. Comme une plaque de neige, le blanc d'un immense troupeau d'oies. Et puis le noir d'un enterrement. Sans raison apparente le mari de Juli vient de se pendre. Juli est ouvrière agricole. Enceinte, elle se fait avorter. Quelque temps plus tard, elle rencontre Georges, un garçon du village qui a passé de longues années à la ville. Coup de foudre, coup de sang, le jour même de cette rencontre, Juli devient la maîtresse de Georges. Elle ignore alors (et Georges l'ignore également) que son amant est son demi-frère.

« Les Récidivistes », de Zsolt Kezdi-Kovacs

C'est une singulière histoire d'amour que raconte le Hongrois Zsolt Kezdi-Kovacs dans *les Récidivistes*. Singulière par la malédiction qui pèse sur elle, mais plus encore par la manière dont la vivent les protagonistes.

Juli et Georges sont des êtres simples qu'unit une lourde, une irrésistible sensualité. Nul romantisme chez eux et nulle perversité. Au début, quand ils apprennent leur consanguinité, ils décident de ne plus se voir. Mais leur passion est la plus forte. Alors, sans honte et sans remords, avec une sorte d'obstination tranquille, d'indifférence au scandale qu'ils provoquent, ils s'installent dans leur « pêché » et, comme le dit Juli, *« assument leur inceste »*. Ils s'aiment, voilà tout. Ils forment bloc. Un bloc d'amour contre lequel les parents, les représentants de l'ordre, les médecins et les juges s'acharneront en vain.

Le récit s'inspire, paraît-il, d'un fait divers authentique. Et c'est comme un fait divers, une « tranche de vie », que Kezdi-Kovacs le met en scène. Le regard qu'il pose sur les personnages est celui d'un observateur attentif mais distant, dont le seul rôle est de relater objectivement les événements. Quand la mère de Juli, affolée à l'idée que sa fille attend un enfant de Georges, la dénonce au policier du village, quand le couple maudit cherche refuge à la ville, quand Georges est condamné à six mois de prison pour inceste (Juli bénéficie d'un sursis) et que, plus tard, ayant retrouvé Juli et son fils, il entreprend de leur construire une maison, jamais Kezdi-Kovacs ne cherche à nous indigner ou à nous attendrir. Ne plaidant aucune cause, ni celle de ses héros, ni celle de la société, il se contente de filmer la marche du destin. Et si, parfois, il nous paraît un peu sec, un peu gris, c'est que, hors de ce feu dont brûlent ses « récidivistes », tout est sécheresse et grisaille dans l'univers qu'il peint.

Et pourtant l'émotion naît. Lentement, sourdement, avant d'éclater comme un fruit mûr dans les dernières scènes du film. Juli est tombée de nouveau enceinte. Et, cette fois, c'est en prison qu'elle accouche. Du moins se voit-elle accorder une libération provisoire pour s'occuper de son bébé. Les voici donc, elle et Georges, avec un an de répit, de bonheur devant eux. Un an, presque une éternité...

Pour incarner ces marginaux de l'amour que jamais le désespoir n'atteint, qui inlassablement tissent et retissent la toile de leur passion, Kezdi-Kovacs a fait appel à Lilli Monori et Miklos B. Szekely. Visage rond, cheveux noirs, traits rudes de paysanne, la première semble littéralement possédée par son personnage. Son partenaire est plus sobre mais non moins attachant. Dans le rôle de la mère que hante l'idée de sa responsabilité et que guette la folie, Mari Torocsik est admirable.

JEAN DE BARONCELLI.

Un bel inceste, et des gags

« Monty Python-le Sens de la vie », de T. Jones
« Equateur », de Serge Gainsbourg

Ils se sont emparés des chevaliers de la Table ronde. Ils sont remontés aux origines du christianisme. Quel mythe ces Britanniques déchaînés allaient-ils à présent dévaster ? Eh bien ! après *Monty Python-Sacré Graal*, après *la Vie de Bryan*, voici *le Sens de la vie (The Meaning of Life)*. De la naissance au paradis, les Monty Python vous disent sur l'existence contemporaine tout ce que vous avez toujours voulu savoir sans oser l'imaginer.

Les poissons. Pense-t-on suffisamment aux poissons ? Ce film leur rend hommage, et une merveille 1se séquence dans un aquarium (*« Bonjour, quoi de neuf, rien »*) introduit le monde qui va être présenté à l'envers pour mieux révéler l'endroit.

La vieille Angleterre, évidemment, est le terrain essentiel des ravages. Les dizaines d'enfants d'un pauvre travailleur catholique entonnent un hymne au sperme, on chante n'importe quoi dans les églises, un professeur d'éducation sexuelle assomme ses élèves de démonstrations, et les officiers de la guerre contre les Zoulous se désintéressent des soldats pour rechercher la jambe d'un des leurs.

Jets de vomissures d'un énorme goinfre qui finira par exploser, foie sanguinolent retiré au nom de la transplantation d'organes vivants, invitation à dîner de la mort en personne, rois mages munis d'un caddy : on a mis en scène de toutes les façons possibles un vrai festival de sketches.

A cette vitesse-là, bien sûr, ce n'est pas de la caricature, mais un délire, une démesure qui oublie trop souvent son but et n'a de fin qu'elle-même. Les Monty Python ont littéralement un talent fou, et l'on aimerait que tout le fim soit à la hauteur du « complément de programme ». Des scribouillards chenus se révoltent, piratent les multinationales, à bord de leur immeuble transformé en vaisseau volant. C'est magnifique, et, au moins, le sens est clair.

Présentée dans la sélection officielle, hors concours et une seule fois, *Équateur* est une œuvre qu'on ne pouvait mettre en compétition, mais qui mérite ce coup de chapeau spécial. L'histoire se passe en Afrique, dans les années 50 et rappelle *Hécate* : passion dévorante et inquiète d'un jeune romantique naïf pour une femme fatale, sur fond de colonialisme. La comparaison s'arrête là, puisque *Équateur* respecte l'atmosphère du roman de Simenon dont il est tiré, et l'esthétique de Serge Gainsbourg est plus simple que celle de Daniel Schmid.

Gainsbourg décrit le microcosme blanc à l'écart du monde noir ; pourtant, c'est le racisme même, à travers l'assassinat d'un Noir, qui fait basculer le destin des Blancs. Francis Huster et Barbara Sukowa (impressionnants) s'aiment sous le voile blanc des moustiquaires, s'affrontent dans la chaleur et finalement *« l'Afrique bordel de merde »*, comme on disait alors, a raison de leur amour, car il est moins endurci qu'elle.

Parfois, Gainsbourg réussit des prodiges pour la bande-son (sur un voyage en pirogue, notamment) ; parfois, il laisse les acteurs secondaires déraper sur des dialogues standardisés. Mais tel qu'il est, un peu raté, avec son faux suspense et son rythme approximatif, *Équateur* est un film particulièrement sympathique.

CLAIRE DEVARRIEUX.

DEMAIN

SÉLECTION
- **Merry Christmas, Mr Laurence**, de Nagisha Oshima (Grande-Bretagne, Japon).

QUINZAINE
- **Miss Lionely Hearts**, de Michael Dinner (Etats-Unis).
- **Dead-End Street**, de Yaky Yosha (Israël).

PERSPECTIVES
- **Un jeu brutal.**

UN CERTAIN REGARD
- **La Mariomette**, d'André Téchiné (France).
- **Can She Bake a Cherrypie ?**, de Henry Jaglan (Etats-Unis).

QUINZAINE

« Les Démons dans le jardin », *de M. Gutierrez-Aragon*
« Bolwieser », *de R.-W. Fassbinder*

La Quinzaine des réalisateurs qui a été ouverte triomphalement, dimanche soir, par le film anglais Local hero, *de Bill Forsyth, a trouvé très vite sa vitesse de croisière grâce à deux mélodrames sociaux transposés avec soin par des cinéastes qui ont su bien cerner leur objectif.*

Nous avons déjà signalé *les Démons dans le jardin* de Manuel Gutierrez-Aragon à l'occasion du Festival de Saint-Sébastien en septembre 1982. Écrit comme un roman, même s'il s'agit d'un scénario original, le film de Gutierrez-Aragon tisse des liens complexes et symboliques à l'intérieur d'une famille au lendemain de la seconde guerre mondiale. La mère, Gloria, tient une épicerie, le fils aîné, Oscar, se marie, le cadet, Juan, courtise Angela, nièce de Gloria.

Angela donne naissance après le départ de Juan, à Juanito, enfant bâtard de Juan, que va élever la grand-mère.

Dix ans ont passé. Le mensonge s'est installé progressivement. Juanito, fragile, simule la maladie et se laisse choyer. Juan, censé faire partie de la suite de Franco, est en réalité un petit employé misérable. L'intrigue se complique encore de la liaison de Juan, secrètement revenu à la maison, avec Anna, la femme d'Oscar. Juanito découvre petit à petit la réalité de l'ordre moral et social. Manuel Gutierrez-Aragon avoue parler pour sa génération, il vécut enfant l'époque décrite dans le film, il aurait pu être Juanito. Un personnage pourtant domine le récit : celui d'Angela, dont Angela Molina trace un portrait saisissant. Ce film, très important dans l'histoire du cinéma espagnol, fut couronné par la critique internationale à Saint-Sébastien. S'il n'innove pas dans la technique, il nous offre un constat d'une force peu commune.

Bolwieser, tourné par Rainer-Werner Fassbinder pour la télévision en 1976, adopte un régistre très théâtral pour stigmatiser l'ordre petit-bourgeois, même s'il s'agit à l'origine d'un roman. Bolwieser, chef de gare d'une petite ville bavaroise, auréolé de tout le prestige qui s'attache à sa profession vers 1930 – les nazis sont déjà là – partage sa couche avec une beauté capiteuse, Heini. Mais Heini le trompe au su de tout le monde avec l'aubergiste, Merkl. Pour reconquérir sa femme, Bolwieser entame un procès en diffamation où il dénonce ce qu'il prétend être des ragots. Mal lui en coûtera. Il se retrouve seul en prison pour parjure, et Heini qu'il adore le quitte définitivement.

Très typé – les acteurs masculins jouent maquillés comme des femmes – *Bolwieser* confirme l'importance du théâtre dans la vie de Fassbinder, qui retrouve par moments la tradition d'un expressionnisme discret venu du muet. Cet exercice de virtuosité ne fera pas oublier, sur des sujets voisins deux œuvres majeures du cinéaste : *le Rôti de Satan* tourné pratiquement à la même date mais cette fois pour le cinéma, et surtout le feuilleton télévisé qu'il tira en 1979 de *Berlin Alexanderplatz* d'Alfred Döblin. Tout le mal de la nation allemande, répète Fassbinder, est inscrit comme viscéralement, dans cette petite bourgeoisie dont la corruption défie le temps.

LOUIS MARCORELLES.

PERSPECTIVES

« Les Trois Couronnes du matelot », *de Raoul Ruiz*

Né au Chili en 1941, Raoul Ruiz a tourné une vingtaine de films dans son pays natal, jusqu'à son exil, en 1974. Depuis, il en a réalisé autant, sinon plus, en France et aux quatre coins de l'Europe. Les Cahiers du cinéma *l'ont consacré par un numéro spécial paru au mois de mars dernier.*

Raoul Ruiz est, vraiment, un créateur inspiré, un inventeur de formes, et la présentation des Trois Couronnes du matelot *dans la section Perspectives du cinéma français vient de faire sensation. Ce film a été coproduit par l'INA (avec lequel Ruiz travaille souvent) et Antenne 2.*

Un soir, dans une ville noyée de brouillard, un étudiant vient de commettre un meurtre. il rencontre un homme qui se dit matelot et a besoin de trois couronnes suédoises. Le matelot raconte son histoire à l'étudiant, en échange de cet argent, mais on n'est pas sûr qu'elle soit vraie ni que ce soit toujours lui le narrateur. Comme Orson Welles dont il reprend certains procédés techniques (profondeur de champ, grand angle, décors plafonnés) pour les utiliser en citations, selon son propre imaginaire, Raoul Ruiz a le goût des « histoires immortelles », des fables exprimant des vérités éternelles. Mais il emboîte les uns dans les autres des éléments de récits éclatés et, que l'on ait ou non la tête métaphysique, il n'y a plus qu'à se laisser emporter par les voix qui parlent et les images. Leur composition, en noir et blanc très contrastés, ou en couleurs souvent traités par des filtres (travail prodigieux de Sacha Vierny), ouvre les portes d'un fantastique visuel qui agit comme un envoûtement. On passe d'une sorte de boîte de nuit où la caméra tourne et chancelle sous des voûtes baroques, à des ports et des villes exotiques, aux rues inquiétantes et aux bordels magiques, à un bateau peuplé de morts-vivants dont le capitaine brode au canevas une tapisserie-rébus.

Un labyrinthe mental

Ruiz se réfère aux contes maritimes de Stevenson mais on peut, aussi bien, évoquer le vaisseau des morts de Traven, romancier auquel on prêta une personnalité mythique. Labyrinthe mental, galerie de miroirs déformants, ce film où les comédiens Jean-Bernard Guillard, Philippe Deplanche, Nadège Clair, Lisa Lyon, etc., apparaissent comme les figures héraldiques de la destinée humaine, est d'une richesse cinématographique jamais vue.

Producteur, auteur, réalisateur et interprête omniprésent de *Diogène*, Marc Jolivet s'est lancé à corps perdu dans l'aventure d'un long métrage à très petit budget, improvisé au tournage. Il est un jeune homme, employé dans une agence de publicité qui, à force de se prendre pour Diogène dans ses cauchemars, va essayer de changer sa vie, à la manière du philosophe grec. Ce thème a inspiré une suite de sketches volontairement désordonnés, le plus souvent humoristiques et mêmes burlesques, où le comédien se laisse aller au seul plaisir de jouer. Marc Jolivet a filmé, aussi, quelques belles scènes d'errance poétique et un hommage à l'amour, personnifié par Sylvie Kœchlin. Pour cet essai un peu trop narcissiste, Perspectives était une première chance.

JACQUES SICLIER.

A SUIVRE —

LE P.S. ET LE CINÉMA

M. Didier Motchane, secrétaire national à l'action culturelle du parti socialiste, a donné, lundi 9 mai, une conférence de presse dans un grand hôtel cannois où il semble prendre ses distances vis-à-vis de la politique officielle du gouvernement en matière de cinéma.

S'il reconnaît une volonté de changement il déplore, que la réforme qui avait pourtant l'appui d'une bonne partie de la profession ne soit pas intégralement entrée dans les faits : *« Certaines des intentions novatrices ont été détournées par le pouvoir administratif et corporatif. »* M. Motchane a exprimé les plus grands doutes sur l'efficacité de l'Institut de financement du cinéma et des industries culturelles, ainsi que sur l'activité de l'Agence pour le développement du cinéma régional *« qui devrait faire entendre une autre voix que celle de la seule Fédération nationale des cinémas français »*.

Il a noté, en guise de conclusion un phénomène qui va pour lui a *contrario* de la hausse tant proclamé, de la fréquentation : le fait que, *« pour la première fois depuis quinze ans, la fréquentation des salles A et C marque une baisse sensible »*.

L. M.

VIBEKKE LOEKKEBERG

Jeux interdits

Un village norvégien pris entre le vert des montagnes et le bleu de l'océan. La guerre vient de finir. Les grands bateaux américains entrent calmement dans le port avec des dollars, des cigarettes, des marins, une langue qui apparaît comme celle de l'évasion. Le reflux de l'armée allemande laisse à nu les blessures d'une population meurtrie.

Le père de la petite Kamilla a gagné de l'argent en faisant du marché noir avec l'ennemi. Il apprend l'anglais sur des « soixante-dix-huit tours » car il rêve de partir au Canada avec sa maîtresse. Manière de l'en empêcher, sa femme cache l'argent, et les billets finalement deviennent un enjeu, un symbole dont la petite fille ressent l'importance. Elle sait où ils sont, mais elle ne dit rien. Elle réagit comme un animal attentif, flaire, apprend à écouter en elle les échos des tensions qui l'entourent. Elle découvre que ses parents ne sont pas des dieux infaillibles, et c'est par l'intermédiaire de la trahison qu'elle découvre la sexualité. Elle se sent trahie par son père, recherche une complicité rassurante chez son petit copain Swen.

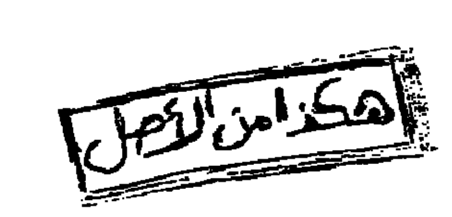
Ce genre de situation, toujours pénible à endurer, l'est d'autant plus dans ce village où chacun vit sous le regard des autres et dans ce moment de marasme économique. Les enfants subissent de façon aiguë le déséquilibre ambiant. Par besoin de comprendre, ils reproduisent ce qu'ils volent des comportements adultes avec la violence sans frein de l'innocence. Ils essaieront de s'évader, ils seront arrachés l'un à l'autre. Swen est envoyé dans un orphelinat. Ils feront l'apprentissage du désespoir. Les vrais histoires d'enfants son toujours cruelles.

Vibekke Loekkeberg a tourné ces *Jeux interdits* dans le village de son enfance, mais se défend d'avoir fait une œuvre autobiographique. Pourtant, son récit fouille avec trop de précision et de force impudique les réactions enfantines pour n'être pas tiré d'elle-même. En fait, elle a voulu éclairer un moment crucial de l'histoire de son pays : *« Il ne s'agit pas d'un film strictement politique, il s'agit de montrer un bouleversement. Les suites de la guerre ont entraîné en Norvège une évolution radicale, culturelle autant que politique. Beaucoup de gens se sont sentis perdus, déracinés, d'où les rêves d'évasion. Pour renouer avec ce mome[illegible] le rupture, je devais faire appel à des souvenirs, [illegible]s rattacher à leur origine. A la fin de la guerre, j'av[illegible]s deux ans, ce n'est pas mon histoire. J'ai reconstitué une atmosphère que j'ai subie. »*

Vibekke Loekkeberg a écrit le scénario de *la Trahison*, et elle joue le rôle de la mère. Dans le film, son visage apparaît osseux, crispé. Dans la réalité, il est fragile, lisse, plus rêveur que tourmenté. *« Depuis que j'ai tourné ce film,* dit-elle, *je ne suis plus angoissée quand je pense à mon enfance. C'était une sorte d'exorcisme. Et c'était très dur de jouer ma propre mère avec cette enfant qui me représentait, d'autant plus que ma fille réelle avait alors cinq ans et, comme je n'avais personne pour la garder, je l'emmenais sur le plateau. »*

Dur, mais Vibekke Loekkeberg est une lutteuse, tout à fait capable de se battre pour faire ce qu'elle veut, c'est-à-dire du cinéma, rien d'autre. Elle a commencé par les arts plastiques, qui lui ont révélé sa passion des images. Pour gagner sa vie, elle a été mannequin (elle est grande et très mince), puis elle est entrée dans un cours d'art dramatique. Comme en Norvège, le théâtre est plus développé que le cinéma, c'était une manière d'entrer dans le métier. *« Je suis sûre,* dit-elle, *que j'ai perdu des années parce que je suis une femme. »* Elle s'est obtinée, elle a gagné la partie, éblouie d'être à Cannes. *« Je ne sais pas ce qui en résultera. Pour l'instant, je n'y pense pas. L'important c'est le film, faire un film, c'est-à-dire pouvoir donner quelque chose de soi. »*

COLETTE GODARD.



Le Monde

culture

MUSIQUE

« VICTOR HUGO VISIONNAIRE » au T.M.P.

L'impossible récréation de Dieu

Le spectacle audiovisuel de Pierre Seghers et Pierre Henry, consacré à « Victor Hugo visionnaire », au *Théâtre musical de Paris, nous* a laissé une impresion mitigée. L'éloquence de ces vingt-sept textes choisis dans des recueils différents, dits par François Maistre, ample et sarcastique, Michaël Lonsdale, disloquant les alexandrins pour mieux en remâcher la substance, et Jean-Noël Sissia, dans un ton de sobre Comédie-Française, semblait tomber dans le vide. L'attention avait du mal à se fixer sur ces poèmes et elle était distraite de surcroît par les projections fascinantes des peintures et dessins du poète, de Dürer, Rembrandt, Piranèse, Prassinos et bien d'autres.

Sans doute était-ce une fausse bonne idée de faire appel à Pierre Henry pour la musique : il lui était bien impossible de recréer le courant de son fantastique *Dieu,* où il avait tout dit, tout donné, branché sur le souffle d'un poème unique de dix mille vers hugoliens. Il était voué ici à l'illustration, parfois quasi littérale (piano pour *« la nature, cet immense clavier »*, hennissement de chevaux, etc.). Certaines atmosphères sont certes saisissantes, mais sans avoir le caractère de nécessité qui frappe dans ses œuvres personnelles, toujours puissamment unifiées.

On note cependant ici la recherche curieuse d'une « instrumentation » électro-acoustique qui se rapproche beaucoup des sonorités de l'orchestre classique : des « harpes », de l'« orgue », du « piano », une « symphonie de cordes », quasi brahmsiennes. Imitation, emprunts, analogies, ce n'est *peut-être que le jeu d'un soir pour* une soirée plus poétique que musicale, mais pourquoi pas, qui sait ? L'amorce d'une nouvelle orientation.

JACQUES LONCHAMPT.

■ Le pianiste Marc-Bernard Rache a battu un record d'endurance en jouant pendant vingt-quatre heures consécutives dans le hall de la foire comtoise de Besançon – et en queue de pie avec ça. Installé à son clavier le samedi 7 mai à 17 heures il ne s'est arrêté que le lendemain à la même heure. « Pas fatigué du *tout* » – *il a vingt-cinq ans* – et ravi d'avoir ainsi multiplié par quatre le précédent record – six heures et dix minutes d'affilée – établi au Festival d'Avignon, il y a deux ans.

Nul ne précisant quelles œuvres il a interprétées ni s'il s'agit d'un record français ou mondial, on s'en est référé, en vain, au livre des records : aucun marathon exceptionnel enregistré au chapitre piano. Une organiste anglaise résista 86 heures de rang en 1975... A l'orgue électrique quelqu'un a tenu 144 heures. Avec ou sans pause sandwiches ?

Festival de percussions à Strasbourg

De A à Z, en passant par le marimba de Keiko Abe

A comme « anklung » (cloche en bambou accordée), ou « appeau » (instrument avec lequel on imite le chant des oiseaux). B comme « balafon », « batterie », « bongo », « bouteille ». C comme « cloche », « conga », « coquillage », « crécelle », « crotale », « cuica ». F comme « fouet ». G comme « gong », « grelot », « grosse caisse »... Sans oublier T comme « tambour » – on ira ainsi jusqu'à Z, donc jusqu'à « zarb »...

Et, justement, il fallait aller jusqu'à Strasbourg, le vendredi 6 mai écouter Chemirani : car sous ses dix doigts virtuoses le zarb n'est plus seulement un minuscule tambour de bois aux allures archi-rustiques, hyper-modestes. Dès *qu'il commence, cet Iranien (accompagné ou non au tar ou au sitar)* dès qu'il s'y met, Chemirani, des forêts entières de sons commencent à bruisser. Très doucement, très imperceptiblement croit-on d'abord, et une heure plus tard, de variations en improvisations sur le thème, de cavalcades immobiles en visions fugaces, de répits de silence en surprises d'images promptes à se briser. Comme si toutes les couleurs de l'orchestre respiraient sous la peau qu'il caresse, frappe, ou effleure inexorablement : des climats se composent, des paysages se succèdent et les rêves déferlent. Chemirani est le maître.

Il y a eu lui, mais il y eut aussi, à Strasbourg, Martin Saint-Pierre, l'Argentin solitaire dont le bongo sait dessiner les fils qui unissent l'Amérique latine à toute la tradition de l'Afrique. Il y a eu le Suisse Pierre Favre, et aussi – c'était le 30 avril – le duo implacable Dave Friedmann – Daniel Humair (côté jazz). Et bien sûr se sont fait entendre, *tour à tour – en solos ou en* groupe – les douze musiciens de l'Association Alsace-Percussions dont la réputation d'exigence n'est plus à faire depuis des années que Jean Batigne l'anime. En un mot – grâce précisément au niveau même d'Alsace-Percussions qui en a élaboré la programmation – le Festival de percussions organisé par la Maison des arts et loisirs de Strasbourg est de premier ordre : la vingtaine d'artistes ou de groupes invités reflète à peu de chose près le panorama des tendances intéressantes. Cela va des plaisanteries musicales du groupe Bidon K usant comme son nom l'indique d'amas de fûts et autres couscoussières mélangés aux maracas plus orthodoxes (au nom de l'hétéroclite fait maison) jusqu'aux recherches époustouflantes du Cercle, ce trio sans faille que les fidèles de l'Ensemble musique vivante connaissent bien : Willy Coquillat, *Jean-Pierre Drouet* et Gaston Sylvestre interprètent les 10 et 11 mai des œuvres de Kagel et Globokar. Leur complicité, leurs sens du mouvement juste, de la mimique accordée n'est plus à décrire.

Ce qu'il faut faire savoir, en revanche, c'est que la Japonaise Keiko Abe est repartie dans son pays en ayant donné un seul récital. Sa visite à Strasbourg était la première en France, et il n'y a donc eu aucun organisateur à Paris ou ailleurs pour se rendre compte que cette soliste du marimba (1), jouant sur un instrument hors norme descendant bien en dessous des octaves traditionnels, aurait pu être présentée ailleurs.

Au Japon, où tous les compositeurs contemporains écrivent pour elle, Keiko Abe fait un malheur *avec ses variations sur* des thèmes de Ravel ou de Debussy, ou ses improvisations jazz. Aux États-Unis elle a été accueillie à Carnegie Hall entre autres. Chez nous, un seul soir en Alsace.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Jusqu'au 15 mai, Maison des arts et loisirs, et Théâtre jeune public.

(1) Le marimba est une sorte de xylophone originaire d'Amérique centrale. Celui dont joue Keiko Abe – quasiment géant – est un prototype expérimental fabriqué à sa demande chez Yamaha.

■ Le pianiste Marc Veltser, qui devait donner un concert le mardi 10 mai au Théâtre des Champs-Elysées, avec l'orchestre de Cologne dirigé par Pierre Dervaux, ne pourra l'assurer, en raison d'une foulure d'un doigt. Il sera remplacé par le jeune Américain David Lively.

DANSE

L'OPÉRA DE PÉKIN AU PALAIS DES CONGRÈS

Rien de figé

Depuis sa dernière apparition, voici trois ans, l'Opéra de Pékin a élargi son programme et propose des drames lyriques, des pièces mythologiques et des comédies de mœurs.

Dès l'ouverture de rideau, la beauté des costumes, la subtilité des maquillages s'imposent. Les jeux de scène, véritables chorégraphies dont les mouvements rythmiques sont ponctués vigoureusement par l'orchestre, n'ont rien à voir, par exemple, avec la lenteur et le hiératisme du nô japonais c'est gai, pittoresque, très animé. Le répertoire est varié et les formes, quoique anciennes, n'ont *rien de figé. Certaines pièces reposent* sur l'improvisation, comme *la Croisée des chemins* avec son combat dans le noir (évoqué en pleine lumière un peu à la façon de la commedia dell arte), tandis que *la Rivière d'automne* suggère, sans décors ni machinerie, la traversée mouvementée d'une rivière sur une barque.

Le théâtre chinois est le résultat d'une synthèse : les artistes sont à la fois chanteurs et danseurs ; cela donne une grande aisance, cela rend naturelle l'utilisation d'une gestuelle très codée. Spécialisés dans un type d'emploi qu'ils poussent jusqu'à la perfection au long d'un apprentissage *d'une dizaine d'années,* ces danseurs offrent un spectacle total, mélange de tragique et de comique : le mime, les jongleries, les acrobaties, créent une sorte d'enchantement. De combats en cascades, de cabrioles en sauts périlleux, ils s'enroulent dans les plis de vastes étendards comme des « surfers » dans une vague.

Tous les symboles, toutes les intrigues ne sont peut-être pas perceptibles à un public occidental, mais, pour reprendre l'expression de Claudel, *« c'est ce qu'on ne comprend pas qui est le plus beau ».*

Il ne faudra pas manquer la dramatique *Séparation du roi et de la favorite,* ni *le Mouchoir parfumé,* adaptation plus récente d'un opéra du Sichuan, ni *le Serpent blanc* et surtout *Troubles dans le royaume du ciel,* l'histoire du roi des singes, illustration d'une culture millénaire.

MARCELLE MICHEL.

★ Palais des congrès, 20 h 30, quatre programmes différents.

THÉATRE

Horvath à Tourcoing

(Suite de la première page.)

La jeune fille, qui rêve de promotion sociale, après avoir pensé séduire le patron, tombe dans les bras de l'employé. L'écriture serrée d'Horvath ouvre des portes sur des seconds plans très tourmentés. Il décrit des existences empêchées, par l'effet d'un langage contraint. Ses personnages parlent, mais ils n'ont pas « les mots pour dire ».

A Casimir, privé de travail, donc d'identité, ne restent plus que la fureur et l'injure pour ne pas sombrer dans le noir du silence. Quant à Caroline, son vocabulaire est aussi toc qu'une copie-Sentier de Saint-Laurent.

L'adaptation de Patrick Demerin adhère sans faille à la mise en scène de Hans Peter Cloos. Il transpose la pièce dans un temps d'aujourd'hui, tel qu'il pourrait être vu en l'an 2083. Des dramaturges auraient rassemblé les « images spécifiques » de la sous-bourgeoisie fin de siècle, sans plus de précision. A cent ans de distance, les nuances disparaissent, on s'attache au plus marquant : couleurs fluo, fibres artificielles, look disco, candeur et *sax appeal* canaille, attitudes outrées selon les codes de l'exhibitionnisme publicitaire... Le superbe décor de Jean Haas est une architecture harmonieuse de panneaux métallisés sur lesquels tout glisse, la lumière, les larmes. Des surfaces lisses, incorruptibles, sans mémoire. *« L'horreur de la perfection inhumaine »,* disait Hans Peter Cloos (*le Monde* du 28 avril).

Les adolescents déboussolés exposent fièvreusement leur seule richesse : la fraîcheur éphémère de leur peau. Ils imitent des idoles dont ils ne reçoivent d'ailleurs que les contrefaçons. Figures plates propulsées par une force invisible, ils se déplacent comme les personnages des jeux vidéo, non pas, dirait-on, sur un sol ferme, mais sur la musique dense, incessante (de Peter Ludwig) qui bourre leur cerveau de mélodies dégénérées, rythme leur pensée. Leurs voix sont artificielles, un jour viendra où la communication, à force d'annuler les distances aura fait oublier les tonalités humaines de la voix. Leurs mots sont exactement ceux que l'on entend dans les boîtes à flippers : cacophonie déchamée de formules pompeuses, de banalités, déchirées par des balbutiements tragiques comme le cri rauque d'un muet. Ainsi sont les enfants braillards, roublards et blousés du rock.

Le « sans futur » de cette jeu*nesse mutilée dans sa tête provoque,* chez Hans Peter Cloos un mélange équivoque de colère et de compassion. Mais avec lui il ne faut pas attendre le pathétique. Il cerne la cible, frappe précis et dur jusqu'à ce que ça craque. Au sens propre il choque, comme Horvath a choqué en mettant à nu les racines du mal, en ridiculisant les grandes paroles qui servent de couverture. Il y a des situations franchement drôles, des scènes comiques dans la pièce, et on rit beaucoup à la représentation. Un rire qui cisaille l'oppression, seul moyen de manifester sa fraternité avec les personnages. Après tout, on est dans le même bain.

Hans Peter Cloos pourrait réduire sans dommage les formes noires qui passent, moitié marchands de glace, moitié flics. Mais après *Susn,* d'Achternbusch, *Purgatoire à Ingolstadt,* de Marieluise Flesisse, *Casimir et Caroline* est son spectacle le plus abouti. D'abord parce que la construction heurtée de Horvath lui convient et qu'il n'éprouve pas le besoin de désarticuler le récit comme il l'avait fait dans *Ingolstadt.* Surtout parce que, pour la première fois en France, il travaille à l'intérieur d'une structure – le Centre dramatique du *Nord – organisée pour la création,* avec les moyens nécessaires et une troupe. Les comédiens se sont adaptés à lui : Marief Guttier (Caroline) comme d'habitude, absolument authentique et vivante, une merveille. Véronique Choquet (Erna), fille blessée qui ne sait pas sourire. Jean-Yves Berthelot, Casimir enfant nerveux. Jacques Bonnaffé, Marc Chikly, Gil Legay, Michel Raskine, plus Kathlen Delzant et Daisy Amias, les putes insolentes, rigolotes...

La grande force du spectacle est sa cohésion, qui le mène dans un mouvement puissant au final. Tableau de famille rescapée d'une apocalypse blanche, bande d'éclopés qui chante interminablement sur une gamme montante en boucle. *« Ça va de mieux en mieux »...*

COLETTE GODARD.

★ Tourcoing. Idéal-Cinéma, jusqu'au 7 juin.

DEUX NOUVEAUX PENSIONNAIRES A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

Hubert Gignoux et Maurice Garrel ont signé, le lundi 9 mai, leur contrat de pensionnaire de la Comédie-Française. Les deux acteurs feront leur première apparition avec les comédiens-français au Festival d'Avignon dans *Marie Stuart,* de Schiller.

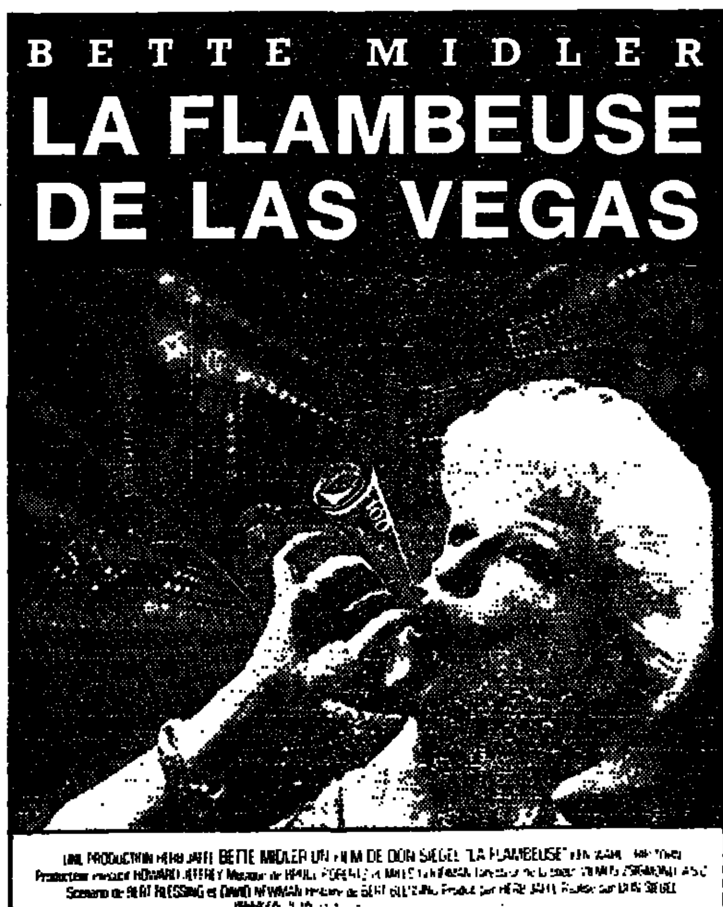
[Hubert Gignoux, parallèlement à ses activités de comédien, a fondé la Comédie de l'Ouest, en 1949, et animé, pendant plus de dix ans, la Comédie de l'Est à Strasbourg, devenue Théâtre national.

Maurice Garrel, père du cinéaste Philippe Garrel, a derrière lui une carrière de près de quarante ans au théâtre. Début 1983, il a joué avec les comédiens-français *Triptyque,* de Max Frisch à l'Odéon à Paris. Au cinéma, on l'a vu dans plus de trente films.]

■ « L'Honoré », prix annuel destiné à récompenser un graphiste pour l'ensemble de son œuvre, vient d'être décerné à Philippe Druillet par un jury *composé notamment de* J.-C. Averty, F. Billetdoux et B. Pivot. L'auteur des *Six voyages de Lone Sloane* (qui marqua le début de sa brillante carrière), de *Vuzz,* d'*Ulm le fou,* de l'affiche pour *la Guerre du feu,* recevra, comme les précédents *Honorés* (Descloseaux, Topor, André François) une tonne de papier et exposera ses œuvres délirantes à Mecanorma Graphic Center, à Paris, fin 1983.

● L'Académie des beaux-arts a décerné son grand prix d'architecture pour 1983, d'une valeur de 45 000 F, à Philippe Leblanc, de l'U.P.A. de Bordeaux. *Le deuxième prix (20 000 F)* est allé à Éric Jaffre, de l'U.P.A. de Paris ; le troisième prix (10 000 F) à Jean-François Fallou, de l'École spéciale d'architecture. Le programme portait sur « le Parlement d'une démocratie de cinq millions d'habitants à Beyrouth ». Les projets sont exposés 27, quai de Conti, à Paris, jusqu'au 14 mai.





SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES TROYENNES - Grand hall Montorgueil (296-04-06), 20 h 30.
UN ASCENSEUR A LA MER - Lucernaire (544-57-34), 18 h 30.
LES DIX PETITS NÈGRES - Tristan Bernard (522-08-40), 21 h.
L'ORESTE D'EURIPIDE - Croissy-sur-Seine, salle municipale (976-20-29), 20 h 45.
DESCRIPTION D'UN COMBAT - Bastille (357-42-14), 20 h 30.
LE REVIZOR - Malakoff Théâtre 71 (605-43-45), 21 h.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 20 h 30 : Roméo et Juliette.
SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : la Belle Hélène.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Médecin volant, Amphitryon.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre : relâche; Grand foyer, 18 h 30 : le Corps à refaire; Théâtre Gémier, 20 h 30 : Hippolyte.
ODÉON (325-70-32), relâche.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : les Sables mouvants.
T.E.P. (797-96-06), 20 h 30 : Erendira.
PETIT T.E.P. : relâche.
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 19 h 30 : Ballet de l'Opéra de Hambourg.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 18 h 30 : Immobile.
AMERICAN CENTER (321-42-20), 21 h : One Night Stand.
ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : Outrage aux bonnes mœurs.
ATELIER (606-49-24), 21 h : le Neveu de Rameau.
BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : la Cerisaie.
CARTOUCHERIE, (374-24-08), 20 h 30 : Histoires de famille; Tempête (328-36-36) I : 20 h 30 : la Papesse; II : 21 h : les Amis de Monsieur Gazon.
CENTRE CULTUREL DU XVII° (227-68-81), 21 h : le Rendez-vous.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h. : Monsieur Milord.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Resserre, 20 h 30 : Le Devoir.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revions dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 21 h : Commissaire Nicole Bouton.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 18 h 30 : Si Guitry m'était chanté.
ÉDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : Joyeuses Pâques.
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : Azaïs.
EPICERIE (272-23-41), 18 h 30 : le Crime du professeur Lebret; 20 h 30 : les Femmes savantes.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 22 h : Abraham et Samuel.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes; II. 22 h : S. Joly.
GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 30 : Des jours et des nuits.
GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : Play it again, Sam.
GYMNASE (246-79-79), 21 h : Guy Bedos.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve; 20 h 30 : la Leçon; 21 h 30 : Théâtre d'ombres.
JARDIN D'HIVER (255-74-40), 21 h : Transat.
JEUNE THÉATRE NATIONAL (271-51-00), 21 h : Crépuscule.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34) I. 20 h 30 : Tonik Blues; 22 h 15 : Archéologie; II. 18 h 30 : Fragments. – Petite salle, 18 h 30 : Om-Saad.
MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : l'Avantage d'être constant.
MARIGNY, Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : R. Devos; Petit Montparnasse, 21 h 15 : l'Astronome.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le Cri de la langouste.
PALAIS DES GLACES (607-49-93) Petite salle, 20 h 45 : la Naissance.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : l'Homme qui rit (dern.).
POCHE (548-92-97), 21 h : Vera Baxter.
RANELAGH (288-64-44), 20 h 30 : Mais ne te promène donc pas toute nue.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : Six heures plus tard.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 20 h 45 : le Fauteuil à bascule.
STUDIO-THÉATRE 14 (545-49-77), 20 h : Et nos amours; 21 h 30 : les Burlingueurs.

Mardi 10 mai

TH. DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Si Marilyn.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.
THEATRE DU LYS (327-88-61), 20 h 30 : Toul avec Tin Do, si tu peux; 22 h 15 : le Monte-plats.
THÉATRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure compacte.
THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : l'Opéra de quat'sous.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). – Grande Salle, 20 h 30 : l'Amante anglaise. – Petite salle, 20 h 30 : les Exilés.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Etiquette.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) 20 h 30 : Tohu-Bahut; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51) 19 h 30 : Touchez pas au frichti.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2; 21 h 30 : les Démones Loulou; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II. 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ?; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I. 18 h 30 : Laissez chanter les clowns; 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. II. 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués; 21 h 30 : De la fantaisie dans l'orangeade; 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le berceau du gamin.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) 20 h 15, M. Lagueyrie; 22 h 15, Tragédie au radar.
LE FANAL (233-91-17) 20 h : Attendons la fanfare; 21 h 15 : l'Amant.
LA GAGEURE (367-62-45) 20 h 30 : Ce n'est pas si grave une femme; 22 h : Paroles d'hommes.
LES LUCIOLES (526-51-64) 19 h 30 : Si j'aurais su; 20 h 45 : Mieux vaut star que jamais; 22 h 15 : A. Gould.
LE PETIT CASINO (278-36-50) 21 h : Essayez, c'est pas sorcière; 22 h 30 : Guide des convenances 1919.
POINT-VIRGULE (278-67-03) 20 h 15 : Tranches de vie; 21 h 30 : Elle voit des géants partout.
SENTIER DES HALLES (236-37-27) 20 h 15 : On est pas des pigeons; 21 h 30 : A poil.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93) 20 h 30 : Le monde est petit, les Pygmées aussi; 22 h : M. Sergent.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre; 21 h 30 : Apocalypse Na; 22 h 30 : Triboulet.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48) 18 h 30 : Les voyages d'Yvonne Tetbœuf; 21 h 30 : J'ai peur chéri; 22 h 30 : Romeliette et Julot.
VIEILLE GRILLE (707-60-93) 20 h 30 : M. Musseau; 22 h : Festival G. Coute.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la courte-paye.
THÉATRE DES DEUX ANES (606-10-26), 21 h : A vos ronds... Fisc.

La danse

C.I.S.P. (343-19-01), 20 h 45 : C. Louvel.
FORUM DES HALLES (297-53-47), 21 h : M. Vossen.
TH. 18 (226-47-47), 20 h : P. Doussaint, H. Diasnas.

Les opérettes

RENAISSANCE (208-21-75), 20 h 30 : le Vagabond tzigane.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 30 : Mama Bea.
CASINO DE PARIS (285-00-39) 20 h 30 : Drôles de femmes.
CHAPITEAU DES CLOWNS, 21 h : Ch. Camerlynck.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) 22 h : P. Louki.
DÉCHARGEURS (236-00-02) 21 h 45 : F. Montaner.
GYMNASE (246-79-79), voir Théâtres.
ESPACE CARDIN (266-17-30) 20 h 30 : V. Munnariz.
LUCERNAIRE (544-57-34) 22 h 30 : J. Florence.
MARIGNY (256-04-41) 21 h : Thierry le Luron.
OLYMPIA (742-25-49) 21 h : Les Compagnons de la chanson.
MOGADOR (285-45-30) 20 h 30 : Dancin'.
PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03) 20 h 30 : Opéra de Pékin.
PALAIS DES GLACES (607-49-93) 20 h 30 : A. Toma.
THÉATRE DU JARDIN (745-23-72) 20 h 45 : J. Douai.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41) 21 h 30 : Trio sur canapé.

Les concerts

CENTRE MANDAPA, 20 h 45 : Larrandart-Molinaro (Brouwer, Piazzola, Nobre...).
MUSÉE CARNAVALET, 20 h : Orchestre de chambre B. Thomas.
CENTRE BOSENDORFER, 20 h 30 : Cl. Maillols, Cl. Bernard, C. Tsan (Brahms, Boieldieu, Schubert).
ÉGLISE SUÉDOISE, 20 h 30 : Chœur académique de Stockholm, dir. : E. Homberg.
CATHÉDRALE AMÉRICAINE, 21 h : J.-Ch. Michel.
CENTRE CULTUREL CANADIEN, 12 h 30 : J. Trottier (Bach, Schubert, Debussy...).
ÉGLISE SAINT-ROCH, 21 h : Chœur du Marais, Chœur F. Poulenc, Ensemble vocal J.-P. Lore, Petits chanteurs de Notre-Dame-de-la-Joie, Orchestre français d'oratorio, dir. : J.-P. Lore (Massenet).
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre national de la B.R.T. (Moussorgsky, Sibelius, Tchaïkowsky).
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Orchestre Colonne, dir. : P. Dervaux (Fouad, Rachmaninov, Strauss).
LUCERNAIRE, 19 h 45 : P. Harpaille (Fauré, Debussy, Ravel); 21 h : C. Hemer (Bach, Chopin, Dallapiccola).
RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : Ensemble de l'Itinéraire (Monnet, Lefebvre, Rebel).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : Cl. Bardon (Beethoven, Hindemith).
ÉGLISE DE LA MADELEINE, Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. : J.-Cl. Bernede, Chorale E. Brasseur (Mozart).
AMERICAN CENTER, 21 h : H. Levick, G. Masurovsky.
PORTE DE LA SUISSE, 20 h 30 : Germ (Jagodic).
SALLE CORTOT, 20 h 30 : G. Glatigny (Schumann, Debussy, Franck).
ALLIANCE, 20 h : Agorona Ensemble; 21 h : Mounir Bachir.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : J. Lacroix Quintet.
CHAPITEAU PARC DE LA VILLETTE (241-18-99), 21 h : B. Lavilliers.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Ba-Cha.
DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : H. Bourde.
FORUM (297-53-39), 21 h : W. Breuker Kollektief.
HOT CLUB DE FRANCE, 21 h : J. Peron-Garvanoff.
NEW MORNING (523-51-41), 20 h : Bande à Badault.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : A. Condunant.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : J. Desforges.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Cl. Luter.
SUNSET (261-46-60), 23 h : Jazz Funk.

En région parisienne

AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (833-16-16) 20 h 30 : la Peau dure.
CORBEIL-ESSONNES, CAC P.-Neruda, (089-00-72), 20 h 45 : R. Raimondi (Bellini, Ibert, Gounod...).
CRÉTEIL, Maison des arts A.-Malraux (899-94-50), 20 h 30 : J. Guidoni.
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30), 20 h 30 : Don Juan et Faust.
MAISONS-ALFORT, Théâtre Claude-Debussy (375-72-58), 21 h : Pauvre France.
SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), 21 h : la Belle au bois dormant.
TRAPPES, Grenier à Sel (062-84-38) 20 h 30 : le Bœuf sur le toit.
LE VESINET, CAL (976-32-75) 21 h : le Quatuor.
VITRY, Théâtre J. Vilar (680-85-20) 21 h : Don Juan.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h, la Forêt de l'adieu, de R. Habib : 19 h. Florilège de la Quinzaine des réalisateurs 1969-1982 : le Facteur, de D. Merjoui; 21 h, les Dupes, de T. Salah.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio Opéra, 2e (742-82-54).
ATOMIC CAFÉ (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99); Saint-Séverin, 5e (354-50-91); Marbeuf, 8e (225-18-45); Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : George V, 8e (562-41-46); Maxéville, 9e (770-72-86); Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
BANZAI (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33); Richelieu, 2e (233-56-70); Marignan, 8e (359-92-82); Nation, 12e (343-04-67); Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
LA BELLE DE SAIGON (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
BERLIN HARLEM (All, v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
BEYROUTH LA RENCONTRE (Lib., v.o.) : Cinoche St-Germain (H. sp.), 6e (633-10-82).
BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56); Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16); Cinoche St-Germain (H. sp.), 6e (633-10-82).
LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36); U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08); U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22); U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15); 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) - V.f. : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27); U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44); Magic Convention, 15e (828-20-64).
CIRCULEZ Y A RIEN A VOIR (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70); Berlitz, 2e (742-60-33); Richelieu, 2e (233-56-70); Hautefeuille, 6e (633-79-38); Ambassade, 8e (359-19-08); U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59); Fauvette, 13e (331-60-74); Mistral, 14e (539-52-43); Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06); Gaumont Convention, 15e (828-42-27); Victor Hugo, 16e (727-49-75); Wepler-Pathé, 18e (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Cinoche, 6e (633-10-82).
COUP DE FOUDRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70); Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20); Danton, 6e (329-42-62); Marignan, 8e (359-92-82); Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-25-43); Français, 9e (770-33-88); Nation, 12e (343-04-67); Fauvette, 13e (331-56-86); Gaumont Sud, 14e (327-84-50); Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06); Gaumont Convention, 15e (828-42-27); Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02); Paramount Maillot, 17e (758-24-24); Clichy Pathé, 18e (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20e (636-20-96).
DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32); Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36); 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68); 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00); Biarritz, 8e (723-69-23); 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
DAR L'INVINCIBLE (A., v.o) : Forum, 1er (297-53-74); Danton, 6e (329-42-62); Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93); U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27); Français, 9e (770-33-88); Gare de Lyon, 12e (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44); Mistral, 14e (539-52-43); Magic, 15e (828-20-64); Murat, 16e (651-99-75); Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
DARK CRYSTAL (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99); Paramount Odéon, 6e (325-59-83); Paramount City, 8e (562-45-76) - V.f. : Paramount Opéra, 2e (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10); Tourelles, 20e (364-51-98).
LE DEMON DANS L'ILE (Fr.) (**) : Lumière, 9e (246-49-07).
LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70); Colisée, 8e (359-29-46); Parnassiens, 14e (329-83-11).
LES DERNIERS MONSTRES (It., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74); Quintette, 5e (633-79-38); Le Paris, 8e (359-53-99); Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52); Richelieu, 2e (233-56-70); Mistral, 14e (539-52-43); Montparnos, 14e (327-52-37.
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38); George-V, 8e (562-41-46); Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86); Français, 9e (770-33-88); Athéna, 12e (343-00-65); U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44); Montparnos, 14e (327-52-37); Gaumont Convention, 15e (828-42-27) : Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04); Marbeuf, 8e (225-18-45); Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
ÉDITH ET MARCEL (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74); Rex, 2e (236-83-93); Paramount Odéon, 6e (325-59-83); Publicis Elysées, 8e (720-76-23); Paramount Opéra, 9e (742-56-31); Paramount Bastille, 12e (343-79-17); Paramount Galaxie, 13e (580-18-03); Paramount Orléans, 14e (540-45-91); Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10); Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00); Passy, 16e (288-62-34).
EFFRACTION (Fr.) (*) : Paramount City, 8e (562-45-76).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55); Grand Pavois, 15e (554-46-85).
FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15); Olympic Balzac, 8e (561-10-60); Saint-André des Arts III, 6e (326-80-25); Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).
LA FEMME DE CAUCHEMAR (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
FUCKING CITY (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
GAIJIN (Bré., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77); Denfert, 14e (321-41-01).
GANDHI (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70); Cluny Palace, 5e (354-07-76); Hautefeuille, 6e (633-79-38); Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67); Parnassiens, 14e (320-30-19) - V.f. : Richelieu, 14e (233-56-70); Français, 14e (770-33-88); Gaumont Sud, 14e (327-84-50); Miramar, 14e (320-89-52); Clichy Pathé, 18e (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
L'IMPÉRATIF (All., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
L'INDIC (Fr.) : U.G.C. Opéra, 6e (261-50-32); Biarritz, 8e (723-69-23); Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10); Magic, 15e (828-20-64).
ITINÉRAIRE BIS (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08); Lumière, 9e (246-49-07); Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70); Quintette, 5e (633-79-38); Ambassade, 8e (359-19-08); Parnassiens, 14e (320-30-19).
MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32); U.G.C. Danton, 6e (329-42-62); U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27); Biarritz, 8e (723-69-23).

LES FILMS NOUVEAUX

DERRIÈRE LA PORTE (*), film italien de Liliana Cavani, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36); U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62); Biarritz, 8e (723-69-23); Parnassiens, 14e (329-83-11); v.f. : Rex, 2e (236-83-93); U.G.C.-Boulevards, 9e (246-66-44); U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59); Magic-Convention, 15e (828-20-64); Murat, 16e (651-99-75); Images, 18e (522-47-94).
DIALOGUE DE ROME, film français de Marguerite Duras : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77); Olympic, 14e (542-67-42).
L'ÉVENTREUR DE NEW-YORK (**) film américain de Lucio Fulci, v.o. : U.G.C.-Ermitage, 8e (359-15-71); v.f. : U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22); U.G.C.-Boulevards, 9e (246-66-44); Maxéville, 9e (770-72-86); U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59); Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00); Clichy-Pathé, 18e (522-46-01); Secrétan, 19e (241-77-99).
LA FILLE DE TRIESTE, film italien de Pascale Festa Campanile, v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83); Paramount-Mercury, 8e (562-75-90); v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40); Paramount-Opéra, 9e (742-56-31); Paramount-Bastille, 12e (343-79-17); Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03); Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10); Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00); Paramount-Maillot, 17e (758-24-24); Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
J'AURAI TA PEAU, (*) film américain de Richard T. Heffron; v.o. : Forum, 1er (297-53-74); Quintette, 5e (633-79-38); Ambassade, 8e (359-19-08); v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33); Bretagne, 6e (222-57-97); Maxéville, 9e (770-72-86); Athéna, 12e (343-00-65); Fauvette, 13e (331-56-86); Mistral, 14e (539-52-43); Images, 18e (522-47-94).
LES SEPT SALOPARDS (*) film italien de Bruno Fontana, v.f. : Concordia, 10e (208-32-05); Saint-Antoine (307-55-22), Cigale, 18e (606-11-75).
ZIG ZAG STORY, film français de Patrick Schulmann : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70); Richelieu, 2e (233-56-70); Hautefeuille, 6e (633-79-38); Marignan, 8e (359-92-82); George-V, 8e (562-41-46); Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43); Français, 9e (770-33-88); Nation, 12e (343-04-67); Fauvette, 13e (331-60-74); Gaumont-Sud, 14e (327-84-50); Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06); Parnassiens, 14e (329-83-11); Gaumont-Convention, 15e (828-42-27); Mayfair, 16e (525-27-06); Paramount-Maillot, 17e (758-24-24); Wepler-Pathé, 18e (522-46-01).



SPECTACLES

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Marbeuf, 8ᵉ (225-18-45) - V.f. : Trois Haussmann, 9ᵉ (770-47-55).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2ᵉ (233-67-06).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Studio Cujas, 5ᵉ (354-89-22) ; Paramount Odéon, 6ᵉ (325-59-83) ; Olympic Balzac, 8ᵉ (561-10-60) ; Miramar, 14ᵉ (320-89-52).

48 HEURES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3ᵉ (271-52-36) ; Studio Alpha, 5ᵉ (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6ᵉ (325-59-83) ; Ermitage, 8ᵉ (359-15-71) ; Publicis Elysées, 8ᵉ (720-76-23). – V.f. : Rex, 2ᵉ (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2ᵉ (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2ᵉ (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12ᵉ (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13ᵉ (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13ᵉ (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14ᵉ (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15ᵉ (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17ᵉ (758-24-24) ; Paramount Orléans, 14ᵉ (540-45-91) ; Paramount Montmartre, 18ᵉ (606-34-25) ; Secrétan, 19ᵉ (241-77-99).

RAMBO (A., v.o.) (*) : Studio des Ursulines, 5ᵉ (354-39-19) ; Normandie, 8ᵉ (359-41-18). – V.f. : Arcades, 2ᵉ (233-54-58) ; *Rotonde, 6ᵉ (633-08-22).*

REVIENS JIMMY DEAN, REVIENS (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5ᵉ (633-63-20).

SANDY (Fr.) : Berlitz, 2ᵉ (742-60-33) ; Cluny Palace, 5ᵉ (354-07-76) ; Marignan, 8ᵉ (359-92-82) ; Maxéville, 8ᵉ (770-72-56) ; Montparnos, 14ᵉ (327-52-37).

SARAH (Fr.) : *U.G.C. Opéra, 2ᵉ* (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3ᵉ (271-52-36) ; U.G.C. Montparnasse, 6ᵉ (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6ᵉ (325-71-08) ; Normandie, 8ᵉ (359-41-18) ; U.G.C. Boulevards, 9ᵉ (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12ᵉ (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13ᵉ (336-23-44) ; Parnassiens (3), 14ᵉ (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15ᵉ (575-79-79) ; Murat, 16ᵉ (651-99-75).

SUPERVIXENS (A., v.o.) (**) : Boîte à Films (H. sp.), 17ᵉ (622-44-21).

SURPRISE PARTY (Fr.) : Berlitz, 2ᵉ (742-60-33) ; *Marignan, 8ᵉ (359-92-82) ;* Miramar, 14ᵉ (320-89-52).

THE VERDICT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3ᵉ (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5ᵉ *(354-20-12) ; Biarritz, 8ᵉ (723-69-23).*

TÉNÈBRES (It., v.o.) (**) : Publicis Saint-Germain, 6ᵉ (222-72-80) ; Paramount City, 8ᵉ (562-45-76) ; Monte Carlo, 8ᵉ (225-09-83). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2ᵉ (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2ᵉ (296-80-40) ; Max Linder, 9ᵉ (770-40-04) ; Paramount Opéra, 9ᵉ (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13ᵉ (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14ᵉ (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18ᵉ (606-34-25) ; Secrétan, 19ᵉ (241-77-99).

T'ES FOU JERRY (A., v.o.) : Quintette, 5ᵉ *(633-79-38) ; Colisée, 8ᵉ (359-29-46).* – V.f. : Hollywood Boulevard, 9ᵉ (770-10-41) ; Lumière, 9ᵉ (246-49-07) ; Fauvette, 13ᵉ (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14ᵉ (327-84-50) ; Montparnos, 14ᵉ (327-52-37) ; Images, 18ᵉ (522-47-94).

TOOTSIE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5ᵉ (634-25-52) ; U.G.C. Odéon, 6ᵉ (325-71-08) ; *Gaumont Ambassade, 8ᵉ* (359-19-08) ; Biarritz, 8ᵉ (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15ᵉ (575-79-79). – *V.f.* : U.G.C. Opéra, 2ᵉ (261-50-32) ; Bretagne, 6ᵉ (222-57-97) ; U.G.C. Boulevards, 9ᵉ *(246-66-44).*

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2ᵉ (742-97-52) ; U.G.C. Odéon, 6ᵉ (325-71-08) ; Colisée, 8ᵉ (359-29-46).

TRON (A., *v.f.) : Napoléon, 17ᵉ (380-41-46).*

TYGRA, LA GLACE ET LE FEU (A., v.f.) : Impérial Pathé, 2ᵉ (742-72-52) ; Parnassiens, 14ᵉ (329-83-11).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Epée-de-Bois, 5ᵉ (337-57-47).

UN DIMANCHE DE FLIC (Fr.) : Normandie, 8ᵉ (359-41-18).

LE VENT (Mal., v.o.) : Gaîté Boulevard, 2ᵉ (233-67-06) ; St-André-des-Arts, 6ᵉ (326-48-18) ; Olympic Balzac, 8ᵉ (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 16ᵉ (357-90-81) ; *Olympic Entrepôt, 14ᵉ (542-67-42).*

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : St-Michel, 5ᵉ (326-79-17) ; Elysées-Lincoln, 8ᵉ (359-36-14) ; Grand Pavois, 15ᵉ (554-46-85. – *V.f. : Capri, 2ᵉ (508-11-69).*

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Forum, 1ᵉʳ (297-53-74) ; Impérial, 2ᵉ (742-72-52) ; St-Germain Huchette, 5ᵉ (633-63-20) ; Pagode, 7ᵉ (705-12-15) ; Marignan, 8ᵉ (359-92-82) ; Elysées Lincoln, 8ᵉ (359-36-14) ; St-Lazare Pasquier, 8ᵉ (387-35-43) ; Nation, 12ᵉ (343-04-67) ; Mistral, 14ᵉ (539-52-43) ; Parnassiens, 14ᵉ (329-83-11) ; P.L.M. St-Jacques, 14ᵉ (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15ᵉ (575-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15ᵉ (544-46-01) ; Pathé Clichy, 18ᵉ (522-46-01).

Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Saint-Michel, 5ᵉ (326-79-17) ; Publicis Matignon, 8ᵉ (359-31-97) - V.f. : Paramount Marivaux, 2ᵉ (296-80-40) ; Paramount Opéra, 2ᵉ *(742-56-31) ; Paramount Montparnasse,* 14ᵉ (329-90-10).

Les grandes reprises

AGUIRRE LA COLÈRE DE DIEU (All., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6ᵉ (326-58-00).

ALLEMAGNE MÈRE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4ᵉ (278-47-86).

AMARCORD (It., v.f.) : Péniche-des-Arts, 16ᵉ (527-77-55).

L'AMÉRIQUE EN FOLIE (A., v.f.) : Arcades, 2ᵉ (233-54-58).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17ᵉ (380-41-46).

AU-DELA DU REEL (A., v.f.) : Péniche-des-Arts, 16ᵉ (527-77-55).

LA BANDE A BONNOT (Fr.) : Movies, 1ᵉʳ (260-43-99).

LA BÊTE (Fr.) (**) : Arcades, 2ᵉ (233-54-58).

CABARET (A., v.o.) : *Noctambules, 5ᵉ* (354-42-34).

DEEP END (Ang.) : Espace Gaité, 14ᵉ (327-95-94).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2ᵉ (296-62-56).

LE DÉMON S'ÉVEILLE LA NUIT (A., v.o.) : Action Lafayette, 9ᵉ (878-80-50).

EASY RIDER (A., v.f.) (*) : Capri, 2ᵉ (508-11-69).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8ᵉ (562-45-76).

L'ÉPOUVANTAIL (A., *v.o.) : Opéra* Night, 2ᵉ (296-62-56).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13ᵉ (707-28-04).

ÉVANGILE SELON SAINT-MATTHIEU (Ital., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6ᵉ (633-97-77).

LES FANTOMES DU CHAPELIER (Fr.) : Rialto, 13ᵉ (607-87-61).

FRANKENSTEIN JR (A., v.f.) : Opéra Night, 2ᵉ (296-62-56).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) : Denfert, 14ᵉ (321-41-01).

HAROLD ET MAUD (A. v.o.) : Olympic Halles, 4ᵉ (278-34-15).

HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Champo, 5ᵉ (354-51-60) ; Rialto, 19ᵉ (607-87-61).

L'HOMME DE FER (Pol., *v.o.) : Marbeuf,* 8ᵉ (225-18-45).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Napoléon, 17ᵉ (380-41-46).

ITINÉRAIRE BIS (Fr.) : Marbeuf, 8ᵉ (225-18-45).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra Night, 2ᵉ (296-62-56).

JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : *(1ʳᵉ partie)*. (2ᵉ partie), Grand Pavois, 15ᵉ (554-46-85).

JE T'AIME JE T'AIME (Fr.) Contrescarpe, 5ᵉ (325-78-37).

LE LAURÉAT (A., v.o.) : Quartier Latin, 5ᵉ (326-84-25).

LENNY (A., v.o.) : Élysées Lincoln, 8ᵉ (359-36-14) ; Parnassiens (3), 14ᵉ (329-83-11).

MACADAM COW BOY *(A., v.o.)* : Studio Médicis, 5ᵉ (633-25-97).

MAD MAX II (A., v.o.) : Paris Loisirs Bowling, 18ᵉ (606-64-98).

MEPHISTO (A., *v.o.*) : Lucernaire, 6ᵉ (544-57-34).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2ᵉ (508-11-69).

MOURIR A TRENTE ANS (Fr) : Saint-Ambroise, 11ᵉ (700-89-16).

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6ᵉ (326-58-00).

LA NUIT DE L'IGUANE (A. v.o.) : Action *Christine, 6ᵉ (325-47-46) ; Mac Mahon,* 17ᵉ (380-24-81).

PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.o.) (*) Cinoche, 6ᵉ (633-10-82).

LE PIGEON *(It., v.o.) : Studio Logos, 5ᵉ* (354-47-62) ; Acacias, 17ᵉ (764-97-83).

PINOCCHIO (A., v.f.) : La Royale, 8ᵉ (265-82-66) ; U.G.C. Gobelins, 13ᵉ (336-23-44).

QUAND LA VILLE DORT (A., v.o.) : Action Lafayette, 9ᵉ (878-80-50).

LES RUELLES DU MALHEUR (A., v.o.) : Action Christine, 6ᵉ (325-47-46).

SATYRICON *(It., v.o.) (*) : Champo, 5ᵉ* (354-51-60).

SAUVE QUI PEUT LA VIE (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6ᵉ (326-58-00).

SHANGHAI EXPRESS (A., v.o.) : André Bazin, 13ᵉ (337-74-39).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2ᵉ (296-62-56).

SOIS RICHE ET TAIS-TOI (A. v.o.) Studio de la Harpe, 5ᵉ (634-25-52) ; George V, 8ᵉ (562-41-46) :

THE MAFU CAGE (A., v.o.) : Épée de bois, 5ᵉ (337-57-47).

THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15ᵉ (306-50-50).

TROIS CAMARADES (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6ᵉ (222-87-23).

LE VIOLENT (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6ᵉ (325-47-46).

VIVRE SA VIE (Fr.) : Studio Bertrand, 7ᵉ (783-64-66).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17ᵉ (380-30-11).

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13ᵉ (707-28-04).

Les festivals

SHAKESPEARE PAR LES RUSSES *(v.o.) : Cosmos, 6ᵉ (544-28-80) : Othello.*

BUSTER KEATON : Marais, 4ᵉ (278-47-86) : le Mécano de la « Général ».

MARX BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5ᵉ (325-72-07) : les Marx au grand magasin.

A. HITCHCOCK (v.o.) : Action Rive Gauche, 5ᵉ (354-47-62) : Mʳ and Mʳˢ Smith.

ORSON WELLES *(v.o.) : Action* Christine, 6ᵉ (325-47-46) : Citizen Kane.

DUSTIN HOFFMAN (v.o.) : Boîte à Films, 17ᵉ (622-44-21). T.l.s., 18 h 20 : Agatha ; t.l.s., 20 h 20 : John and Mary ; *t.l.s., 22 h 15 : Alfredo, Alfredo.*

FESTIVAL DU FILM D'HUMOUR (v.o.) : Studio de l'Etoile, 17ᵉ (380-42-05), en alternance : les Producteurs ; Transamerica express ; Un rabbin au Far-West.

PANORAMA DU JEUNE CINEMA FRANÇAIS : Studio 43, 7ᵉ (770-63-40). 20 h 30.

WAJDA (v.o.) : Calypso, 17ᵉ (380-30-11). 16 h 30 : la Croisade maudite ; 18 h 30 : le Chef d'orchestre ; 20 h 30 : l'Homme de marbre.

AUTOBIOGRAPHIE DE L'ALLEMAGNE *(v.o.) : Olympic, 14ᵉ* (542-67-42). Loulou.

ESCURIAL : 13ᵉ (707-28-04). T.l.j., 16 h : la Nuit américaine ; 18 h : Un tramway nommé Désir (v.o.) ; 20 h : le Dernier *Métro ; 22 h 30 : les Misfits.*

ALAIN TANNER : République-Cinéma, 11ᵉ (805-51-33). Retour d'Afrique.

PLACE AU CINEMASCOPE (v.o.) : Action La Fayette, 9ᵉ (878-80-50). Du haut de la terrasse.

COMEDIES DE PRINTEMPS (v.o.) : Saint-André des Arts, 6ᵉ (326-48-18). 14 h : la Party ; 16 h et 18 h : Drame de la jalousie ; 20 h : Tombe les filles et tais-toi ; 22 h, 24 h : les Nouveaux Monstres.

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1ᵉʳ (508-94-14), 16 h 15.

AU-DELA DU REEL (*) (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1ᵉʳ (508-94-14), 20 heures.

BRITANNIA HOSPITAL (Ang., v.o.), Châtelet-Victoria, 1ᵉʳ (508-94-14), 20 h 15.

CLÉMENTINE TANGO (Fr.) : Rivoli-Beaubourg, 4ᵉ (272-63-32), 20 h 15.

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-*Ambroise, 11ᵉ (700-89-16)* 18 h.

LE DERNIER METRO (Fr.) : Escurial, 13ᵉ (707-28-04), 20 h.

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Templiers, 3ᵉ (272-94-56), 22 h 15.

LA FÉLINE (A., v.o.) (*) : Olympic-Luxembourg, 6ᵉ (633-97-77), 24 h.

L'HOMME ATLANTIQUE (Fr.) Olympique-Luxembourg, 6ᵉ (633-97-77), 24 h.

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 3ᵉ (272-63-32), 22 h 15.

MÉDÉE (It., v.o.) ; Saint-Ambroise, 11ᵉ (700-89-16), 21 h 45.

LES MISFITS (A., v.o.), Escurial, 13ᵉ (707-28-04), 22 h 30.

MOI CHRISTIANE F... (*) (All., v.o.) : Templiers, 3ᵉ (272-94-56), t.l.j. 22 h.

NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.) Châtelet-Victoria, 1ᵉʳ (508-94-14), 18 h.

LA NUIT AMERICAINE (Fr.), Escurial, 13ᵉ (707-28-04), 16 h.

ORANGE MECANIQUE (**) (A., *v.o.) : Studio Galande, 5ᵉ (354-72-71),* 20 h 15.

PANIQUE A NEDDLE PARK (**) (A., v.o.) : Studio Galande, 5ᵉ (354-72-71), 18 h 15.

PASSION (Fr.) : Olympic, 14ᵉ (542-67-42), 18 h en sem.

PROFESSION REPORTER (It. v.o.) : Olympic, 14ᵉ (542-67-42), 18 h en sem.

PROVIDENCE (Angl., *v.o.) : Templiers,* 3ᵉ (272-94-56), t.l.j., 20 h.

THE LAST PICTURE SHOW (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6ᵉ (326-48-18), 24 h.

***THE* ROCKY HORROR PICTURE SHOW** (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5ᵉ (354-72-71), 22 h 40.

UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.) : Escurial, 13ᵉ (707-28-04), 18 h.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vte s/sais. Pal. Just. Pontoise (95)
19 Mai 1983 à 14 heures
Maison d'Habitation
Belloy-en-France (95)
5, place du Souvenir
cuis., salle à manger, ch., s. d'eau, WC
JARDIN 1 a 33 ca
M. A PX. 50 000 F
Consign. 25 000 F – chèque (cert. Bque) Rens. à Pontoise (95)
Mᵉ BUISSON, Avocat
Tél. : 032-31-62. 29, rue Pierre-Butin

Vte s/surench. 10ᵉ Pal. Just. BOBIGNY
MARDI 17 MAI 1983, à 13 h 30
APPART 2 pces princ. 5ᵉ ét. 1ᵉʳ corps de bât. CAVE
LA PLAINE-ST-DENIS (93)
164/166, av. du Pt-Wilson
M. à P. 34 100 F
S'adr. Mᵐᵉˢ BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, avocats, Paris, 14, rue d'Anjou. Mᵉ DRIGUEZ, avocat, Paris, 6, r. St-Philippe-du-Roule. A tous avocats pr tribx Grande Instance PARIS, BOBIGNY, CRÉTEIL, NANTERRE.
Sur lieux pour visiter.

Vente sur surenchère du 1/10ᵉ, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 26 MAI 1983, à 14 h - EN UN LOT
UNE PROPRIÉTÉ à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)
2, chemin Latéral-du-Nord
M. à P. : 330.000 F - S'adresser Mᵉ Claire ROBERTI
avocat à PARIS-17ᵉ - 5, rue Margueritte - Tél. : 227-11-36.

Vte s/liquid. biens Pal. Just. Pontoise (95), place-Flamel,
2 JUIN 1983 14 heures **PPté à St-PRIX (95) - M. à Px 200 000 F**
71, rue Colonel-Fabien. Cce 470 m². Consign. 25 000 F.
Rens. Mᵉ BUISSON Avocat à Pontoise (95), 29, rue P.-Butin. Téléphone : 032-31-62.

Vente Palais Justice CRÉTEIL
le JEUDI 26 MAI 1983, à 9 h 30
PAV. ORMESSON *SUR-MARNE (94)* 77, rue des MARTYRS de CHATEAUBRIAND
compt : s sol. GARAGE. Chaufferie. CAVE. W.C. R.-de-ch. : Hall d'entrée. Living. Cuisine. 1 chambre. S. de bns. W.-C. Étage : 3 chambres. Salle de bains. Cabinet de toilette. W.-C. Lingerie. JARDIN.
M. A PX : 190.000 F - s'adresser **Mᵉ ABADIE**
Avocat Paris (7ᵉ), 17, rue de l'Université. Tél. 261-22-18 avant 17 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL
le Jeudi 19 Mai 1983 à 9 heures 30 - En deux lots
AU PERREUX-SUR-MARNE (94)
1ᵉʳ Lot - TERRAIN superf. 871 m²
environ - 173, 175, rue du Maréchal-Joffre
MISE A PRIX : 300.000 F
2ᵉ Lot - UNE PROPRIÉTÉ
106 bis, avenue du 8-Mai-1945
comportant une Maison d'habitation édifiée sur un
TERRAIN de 1.217 m² environ
Rez-de-chaussée : 3 pièces, cuis., w.-c. ; 1ᵉʳ ét. : 3 ch. avec 2 salles d'eau ; 2ᵉ ét. : 3 pièces avec grenier ; *sous-sol : buanderie, cellier,* cave, *chaufferie,* débarras.
MISE A PRIX : 800 000 F
S'ad. pr ts rens. à la S.C.P., SCHMIDT, DAVID, DUFFOUR, avocats à PARIS-17ᵉ, 76, avenue de Wagram - Tél. : 763-14-13. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur surenchère Palais de Justice de Pontoise (95), le 19 mai 1983 à 14 h
SARCELLES (95), PROPRIÉTÉ MISE A PRIX : 280.500 F.
129, AVENUE DE LA DIVISION-LECLERC, anciennement nᵒ 145
S'adresser **Mᵉ MALHERBE AVOCAT - Téléphone 032-18-11**
22, rue Coutellerie à Cergy-Pontoise Cedex, Mᵉ BUISSON Avocat à Pontoise
Tél. : 032-31-62, SCPA Avocats PETIT MALAVOY à Pontoise. Tél. : 032-20-77.

Vente sur saisie au Pal. Just. PONTOISE (95). 26 Mai, 14 heures
PAVILLON à Fosses (95) — M. à Px : 120.000 F
34, SQUARE DU ROUSSILLON comprenant rez-de-ch. entrée garage, cellier, atelier – 1ᵉʳ étage : séjour, cuis., salle commune, w.-c. 2ᵉ étage : 4 chambres, s.-de-bns – Cons. 25.000 F (ch. cert. Bque).
Rens. : **Mᵉ BUISSON Av. – T. 032-31-62**
29, rue P. Butin à Pontoise (95), **SCP. JF. BOIRON et MJ. BOIRON**
Avocats – 41, av. Kléber à Paris-16ᵉ – Tél. : 704-30-06.

Vte Pal. Justice Versailles (78), 3, p. A.-Mignot, 25 Mai, 10 h.
Pavillon à Nezel (78). M. à Px : 110.000 F
PAVILLON d'un ETAGE. 5 P. Ppales s/TERRAIN 344 m², occupé
Rens. **SCP. d'Avts J. SILLARD et AUTRES.** T. 950-02-99
79 bis, boulevard de la Reine à VERSAILLES (78).

Vente s/saisie immobilière - Palais Justice PARIS - Jeudi 26 Mai 1983, 14 h.
PARIS 7ᵉ - 3, place Vauban
1) APPART. R.-de-ch. : 4 pièces sur la place : cuisine, entrée, couloir, débarras, vestibule. Entresol : 2 pièces.
2) APPART. R.-de-ch. s/jardin : entrée, 2 pièces sur jardin, cuisine sur cour, s. de bains et débarras, vestibule.
M. à P. : 1) 200.000 F - 2) 200.000 F
S'adr. Mᵉ A. FABRE avocat PARIS (7ᵉ), 44, rue de Lille. Tél. : 261-15-95. Mᵉ R. DAHAN, avocat Paris (8ᵉ), 2, av. Hoche, Tél. : 227-05-27. A tous avocats près tribunaux grande instance de PARIS, BOBIGNY, CRÉTEIL et NANTERRE.

Vente sur surenchère du dixième après saisie immobilière au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 19 MAI 1983 à 14 h
ONZE APPARTEMENTS
4 locaux commerciaux, une pièce, un dépôt *Un débarras* et 12 caves
DANS L'IMMEUBLE SIS A PARIS 20ᵉ
65, rue de Pixérécourt et 25, rue du Soleil
MISE A PRIX : 336 600 FRANCS
S'adresser :
1. - Maître Jacques Talon, avocat à Paris 1ᵉʳ, 20, quai de la Mégisserie – *Téléphone : 236.59.25.*
2. - Maître Yves Touraille, avocat à Paris 9ᵉ, 48, rue de Clichy – Télé. : 874.45.85.
3. - A tous avocats postulants près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vte s/sais. Pal. Justice Pontoise (95)
19 Mai – 14 heures
Pav. D'HABITATION
à MENUCOURT (95)
1, ALLÉE DE LA RANGÉE
« La Pièce d'Alçon »
5 Pièces Principales et Garage
M. A PX 50 000 F
Consign. 25 000 F (ch. cert. Bque)
Rens. **Mᵉ Buisson, Avocat**
032-31-62.29, r. P.-Butin, Pontoise (95)

Vente s/saisie immob. Palais de Justice Bobigny, Mardi 24 Mai 1983, à 13 h 30
UNE PROPRIÉTÉ
à TREMBLAY-LÈS-GONESSE (95)
42, avenue Cuvier
comp. Pav. d'hab., jd. Cont. sol 399 m²
M. à P. : 85 000 F
S'adr. Mᵐᵉˢ BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, avocats ass., 14, r. d'Anjou, Paris (8ᵉ), 265-92-75. Ts Avoc. pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Creteil. S/lx pr vis.

Vente s/sais. immob. Palais de Justice Bobigny, mardi 24 mai 1983 à 13 h 30
UN LOGEMENT
compr. 2 p. princ. au 1ᵉʳ étage et cave
A AUBERVILLIERS (93)
44, rue Crèvecœur
MISE A PRIX : 30.000 FRANCS
S'adr. *Mᵐᵉ BETHOUT* et LEOPOLD-COUTURIER, avocats ass., 14, rue d'Anjou, PARIS (8ᵉ), tél. 265-92-75. Tous avoc. près Trib. Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre, Creteil.
Sur les lieux pour visiter.

Vte Pal. Evry (91) 24 mai – 14 h.
APPART. 2 Pièces à **SAVIGNY-SUR/ORGE** (91) **M à Px 50 000 F**
54, boulevard Aristide-Briand
S'ad. **SCP Ellul-Grimal-Nouvellon ROUZIES Avocats T. 077-96-10**
3, r. Village à Evry (91) s/pl. pour vis.

Vente au Palais de Justice de MEAUX (77) le 19 Mai 1983 à 10 heures
PROPTÉ A LAGNY-S/MARNE (77) - 9 a 40 ca **M. à P. : 300.000 F**
85, rue Jean-Mermoz. Rens. Mᵉ NORET, avocat Meaux (77) - Tél. 434-00-27.

Service des Domaines
Adjudication le mercredi 1ᵉʳ juin 1983, à 15 h,
Chambre de Commerce et d'Industrie des Landes,
293, avenue du Maréchal-Foch à MONT-de-MARSAN.
ENSEMBLE IMMOBILIER DE 77 LOGEMENTS
BISCARROSSE-BOURG
LIBRES
10 km de Biscarrosse-Plage et 5 km du lac de Sanguinet et de Cazaux.
LOT UNIQUE comprenant :
– suite de 6 bâtiments collectifs édifiés en bande, élevés le plus souvent de 3 niveaux sur rez-de-chaussée, subdivisés en 2 logements F2, 30 F3, et 34 F4.
– bloc séparé de 2 étages sur rez-de-chaussée de 2 Logements F2 et 9 F3.
Equipements : eau courante, gaz, électricité, chauffage central collectif par le sol au fuel.
Ensemble terrain attenant : dégagements, parkings, trottoirs, plantations. Cad. AN nᵒ 127 à 130 et 540 – 1 ha 24 a 55 ca.
MISE A PRIX 4 000 000 F
RENSEIGNEMENTS : Direction des Services Fiscaux des Landes.
Domaines : Hôtel des Impôts, 12, avenue de Dagas – BP. 399
40012 MONT-DE-MARSAN CEDEX – Tél. (58) 75-66-55.
(Extrait du B.O.A.D.)

COMMUNICATION

EN INSTALLANT LE C.N.C.A.

Le premier ministre invite le service public à « gagner la bataille de l'audiovisuel »

M. Pierre Mauroy, premier ministre, accompagné de MM. Georges Fillioud, secrétaire d'État aux techniques de la communication, et Jack Lang, ministre délégué à la culture, a installé, lundi 9 mai, le nouveau conseil national de la communication audiovisuelle (C.N.C.A.).

Cet organisme, sorte de « parlement » du système audiovisuel français a élu ensuite M. Lucien Sfez, professeur à l'université de Paris-IX-Dauphine, à sa présidence, par 26 voix sur 41 votants.

Dans une allocution, le premier ministre a insisté sur le rôle du service public dans *« le défi industriel et culturel »* qui est lancé par le développement des moyens de communication et a invité les sociétés publiques à *« gagner la bataille de l'audiovisuel »*.

∴

M. Mauroy a estimé notamment que la création de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (dont les membres étaient présents) était *« un progrès dans la voie de la démocratie »*. Le nouveau conseil national (1) *« prolonge la démarche engagée »* et *« doit devenir un lieu important de réflexion et de proposition »*.

Pourtant, ce rôle éminent que doit jouer la nouvelle institution a été éclipsé par l'exhortation du premier ministre à l'adresse des sociétés publiques du système audiovisuel français. Pour M. Mauroy, à la période du monopole *« va succéder une période de concurrence qui permettra à d'autres de diffuser des sons et des images à l'intérieur comme à l'extérieur »*. Pour y faire face, le service public devra réaliser *« un ajustement plus précis des ressources et des dépenses »*. — le premier ministre reprend les propos tenus par M. Georges Fillioud à Cannes (*le Monde*, du 26 avril) — mais aussi *« ne pas adopter une attitude frileuse »*.

Et M. Mauroy de préciser : *« Le malthusianisme, face à cette situation* (le pénurie d'images et une demande croissante des usagers), *serait la pire des attitudes. Les réflexes corporatistes face au développement des techniques seraient également une erreur »*. Pour que le *« rôle central »* du service public soit tenu, *« il ne doit pas hésiter à faire preuve d'imagination et de détermination (...). Il convient de bouleverser des habitudes, de remettre en cause des situations acquises, de favoriser des changements de mentalité »*.

Le premier ministre a d'autre part confirmé la *« priorité »* donnée à la création et à la production d'images. Mais il s'est placé en retrait de l'objectif de 300 millions de francs supplémentaires dans le budget de 1984, annoncé par le secrétariat d'État aux techniques de la communication *(le Monde* du 7 mai), indiquant que cette priorité *« doit respecter absolument le cadre de notre politique budgétaire »*.

[Né le 27 avril 1937 à Tunis, M. Lucien Sfez est agrégé de droit public et de sciences politiques. Il a fait sa carrière à Lille et à Paris (Université de Paris-IX-Dauphine). Il a été durant quelque temps directeur de cabinet de M. Edmond Hervé, ministre de la santé dans le premier gouvernement Mauroy. M. Sfez a écrit plusieurs ouvrages et est directeur de la collection « La politique éclatée » aux Presses universitaies de France. *Le Monde Dimanche* avait publié une interview de M. Sfez le 24 mai 1982.]

(1) Le C.N.C.A. comprend cinquante-six membres, dont quarante-neuf ont déjà été nommés *(le Monde* du 23 mars) ; les sept autres sont les représentants des comités régionaux de la communication audiovisuelle non encore créés ; une disposition transitoire permet toutefois au conseil de siéger.

UNE ÉTUDE DU C.F.P.J.

Comment écrire pour les vidéolecteurs

L'écran vidéo — récepteur de télévision ou autre — est désormais le support d'informations écrites. Ainsi le magazine ANTIOPE, le matin, est à la disposition de tous ; les expériences de télématique (la plus connue est celle de Vélizy) se multiplient ; l'annuaire électronique va se diffuser rapidement. Après les lecteurs, les auditeurs, les téléspectateurs, voici une autre race de destinataires de l'information : les vidéolecteurs. Comment se comportent-ils devant les « pages-écran » du télétexte ou du vidéotex (1) ? Y a-t-il, ou faut-il une écriture spécifique pour la télématique? La première étude sur ce sujet vient d'être réalisée par le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (2), sous la conduite de MM. Louis Guéry et Christian David ; cette enquête a été financée par la direction générale des télécommunications.

Mille deux cents personnes environ ont participé aux treize tests élaborés par le C.F.P.J. : cinq cents journalistes et sept cents non-journalistes, stagiaires du Centre. Ces tests permettaient de choisir entre différentes formes d'écriture télématique (mise en page, composition graphique, forme de titres, etc.) et d'apprécier quelles formes d'écriture étaient les mieux mémorisées.

La conclusion la plus surprenante est que le vidéolecteur préfère et mémorise mieux les textes composés en majuscules, alors que le lecteur d'un journal lit plus facilement les textes composés en minuscules. On n'en a pas tenu compte pour les quarante-cinq mille pages-écran de Vélizy... Deuxième conclusion majeure : le vidéolecteur se porte naturellement vers les mises en page les plus simples, l'apport de couleurs, de clignotants... ne conduisent souvent qu'à embrouiller la lecture et donc à une moindre mémorisation des messages.

Un autre résultat intéressant de cette étude est que l'on peut établir une « mémorisation moyenne » pour chaque page-écran (de l'ordre de 60% pour l'ensemble du texte), et que celle-ci est stable lorsque le texte court sur plusieurs pages successives. Si le texte est donc suffisamment accrocheur pour que le vidéolecteur ait le désir de poursuivre sa lecture, sa disposition en écrans successifs n'est pas un handicap.

Le rôle des journalistes

En revanche, les auteurs du rapport estiment que *« l'écran T.V. demanche une écriture spécifique, c'est-à-dire la réécriture de textes (...) afin de les adapter aux contraintes du support. »* Or les tests étaient des reprises d'articles de journaux ou de dépêches d'agence. Tout un travail reste à faire si l'on veut mettre au point une écriture véritablement adaptée à ce nouveau média.

M. Louis Guéry, en conclusion de l'étude, rappelle les « atouts » du vidéotex : la possibilité de sélectionner les informations, l'interactivité entre celles qui sont mises en mémoire et le vidéolecteur, la possibilité d'actualiser en permanence... Mais quel type de nouvelles va-t-on diffuser par ce canal ? Quel style leur donnera-t-on ? Par quels moyens techniques facilitera-t-on les recherches des usagers ? Des questions parmi d'autres, dont la réalisation à Vélizy du *Journal électronique français (JEF)* a déjà permis de prendre conscience (3). Si le télétexte ou le vidéotex sont des supports de choix pour l'information de type « service », ils ne sont pas limités à celle-ci. Les journalistes sauront-ils dépasser leurs réflexes de crainte à l'égard d'un nouvel outil ? C'est ce que souhaite en tout cas M. Guéry : *« Je suis persuadé qu'ils ont leur rôle à jouer dans la construction de ce nouveau type d'information,* écrit-il, *que ce rôle peut être déterminant pour le succès du média naissant, et qu'ils n'ont pas à s'effacer devant les techniciens et informaticiens* (4). » Pour M. Christian David, le jeune journaliste qui a mené l'étude, *« l'information doit maintenant prendre la place de l'informatique »*.

Y. A.

(1) Télétexte : texte diffusé sur un écran de télévision. Vidéotex : texte émis par câble sur un écran, avec possibilité d'utiliser le mode conversationnel (interactivité).

(2) C.F.P.J. : 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. : 508-86-71.

(3) Lire *le Monde Dimanche* du 24 octobre 1982 : « Un quotidien sur écran ».

(4) Le C.F.P.J. commence dès ce printemps des sessions de formation.

Prévu d'ici à 1990

Un satellite de télévision au service de l'idée européenne

L'Europe aura-t-elle sa chaîne de télévision ? Oui, prévoit l'Union européenne de radiodiffusion (U.E.R.), dont les assises ont réuni, le 22 avril, à Cannes, cent vingt délégués. Grâce à cette nouvelle chaîne, les nations membres devraient recevoir, d'ici à 1990, le même programme de télévision.

L'idée européenne stagne. Les médias — écrits et audiovisuels — des divers pays ne la font guère avancer. C'est le constat général des participants au colloque «Des médias pour l'Europe», organisé le 5 mai par l'université de Paris-I et l'Association des cercles européens. Les débats ont porté sur les trois facteurs responsables de cette information insuffisante sur l'Europe. Les professionnels d'abord : l'Europe n'est pas assez connue des journalistes malgré les efforts du Centre international de formation des journalistes, créé à Paris en 1973.

Deuxième pierre d'achoppement : le public lui-même se montre peu intéressé par l'actualité des pays voisins, pas plus que par celle de la Communauté. Si bien que l'information sur l'Europe, réputée « non porteuse », est la première à être éliminée lors de la sélection des sujets traités par les médias. Pour sa part, M. Olivier de Rincquesen, rédacteur en chef adjoint d'Europe 1, a concédé que les *« institutions européennes »* étaient bien *« barbantes »*, mais qu'on pouvait intéresser les Français en leur parlant de la vie quotidienne des Européens; qu'il fallait *« rendre les Européens présents les uns aux autres »*.

En outre, les moyens d'information sont actuellement enfermés dans les frontières nationales. Mais les futurs satellites de télévision directe vont les déborder. Donc toucher un public plus vaste, pour lequel l'information «européenne», espère-t-on, s'imposera plus facilement.

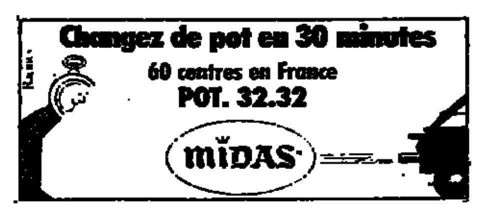
M. Georges Fillioud, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, a conclu le colloque dans cette perspective : la *« révolution audiovisuelle »* doit favoriser la construction de l'Europe. A condition de savoir l'utiliser, de la mettre au service de la culture européenne et d'éviter toute *« dallasisation »* (selon le mot d'un intervenant) des programmes.

● *A France-Soir*, M. Jean Mamert, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été nommé directeur délégué. Cette nomination a été rendue officielle au cours d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise, présidée par M. Jacques Hersant, P.-D.G. M. Jean Mamert avait été chargé par la direction de l'entreprise d'une mission d'étude sur l'avenir du quotidien de la rue Réaumur. Les délégués syndicaux ont en outre obtenu confirmation de la volonté des dirigeants de *France-soir* de faire du supplément *France-Soir magazine* une publication autonome. Une assemblée générale du personnel était convoquée ce mardi 10 mai.

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 10 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 **Café-théâtre : Qui a tué Betty Grant ?**, de P.Renwick. Avec P. Renwick et Arthur de Penguern. Réal. J. Rutman.
Un commissaire de police aux prises avec un tueur professionnel : un duel-polar cocasse très bien interprété.

21 h 55 **Temps X.**
Le nouveau magazine de sciences et science-fiction des frères Bogdanoff.
22 h 40 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 **Film : Fantôme d'amour.**
de Dino Risi (1980), avec R. Schneider, M. Mastroianni, E.M. Meineke, W. Preiss, M. Kroecher.
Envoûtante obsession d'un fantôme, désir fou de voir revivre un être cher et perdu. Dino Risi imprègne la réalité quotidienne d'une atmosphère surnaturelle, et deux interprètes admirables font croire au fantastique.
22 h 25 **Mardi cinéma.**
Avec Richard Berry et Roger Carel.
23 h 30 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 **Film : Le Caporal épinglé.**
Film français de J. Renoir (1962), avec J.-P. Cassel, C. Brasseur, C. Rich, J. Carmet (N. redif.).
Très différent de la Grande illusion, *cet avant-dernier film de Renoir, le meilleur de sa vieillesse, exalte encore la liberté, tout en recréant l'atmosphère d'une époque noire où l'idéologie nazie brisait les véritables valeurs humaines.*
22 h 15 **Journal.**
22 h 33 **Une minute pour une image, d'Agnès Varda.**
22 h 35 **Prélude à la nuit.**
« Oraison », de H. Sauguet, par J.-M. Londeix (saxo) et Ch. Robert (orgue).
22 h 50 **Journal. Spécial Foot.**

FRANCE-CULTURE

20 h, **Dialogues franco-portugais**: l'échec du 24 avril, une tentative d'explication, avec M. de Lourdes Pintassilgo et G. Mendel.
22 h 30, **Nuits magnétiques**, en direct de Cannes.

FRANCE-MUSIQUE

21 h, **Concert** (en direct de l'Auditorium Ravel de la SACEM) : « Khvai Xuat », de Xenakis, Sonate pour piano de Koering, Violon Control de Kessler avec E. Chojnacka, clavecin, M. Levinas, piano, K. Kessler, violon.
22 h 45, **Fréquence de nuit** : têtes coupées ; à 23 h 35, Jazz-club : la bande à Badault.

Mercredi 11 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF1

11 h 35 **Vision plus.**
12 h **HF 12 (info.).**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 35 **Un métier pour demain.**
13 h 50 **Spécial Camargue.**
Cette émission regroupe les traditionnels « Mercre-dis-moi-tout » et « Les pieds au mur ». Les rendez-vous habituels seront entrecoupés de reportages camargais.
18 h **Jack Spot.**
18 h 25 **Le village dans les nuages.**
18 h 50 **Histoire d'en rire.**
19 h 5 **Météorologie.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **S'il vous plaît.**
19 h 53 **Tirage de la loterie.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **Tirage du loto.**
20 h 35 **Les mercredis de l'information : Derrière les murs** : Les exclus de la raison.
Pas d'hésitation, c'est TF 1 qu'il faut regarder ce soir, pour son formidable témoignage sur la vie quotidienne d'un grand hôpital psychiatrique, celui du Vinatier à Bron, (près de Lyon). Henri Chambon et l'équipe des « Mercredis de l'information » ont passé un mois à regarder, à écouter, filmer. Si le document est parfois dur, à la limite du soutenable, il n'est jamais voyeur ni complaisant.
21 h 40 **Concert : Yehudi Menuhin.**
« Sextuor en si bémol, opus 18 » de Brahms, violons : Yehudi Menuhin, Leland Chen ; altos : Carla Maria Rodrigues, Jagdish Midry ; violoncelles : Susan Monhs, Douglas Boyes.
22 h 40 **Balle de match.**
Magazine mensuel du tennis.
23 h 10 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **ANTIOPE.**
12 h **Journal (et à 12 h 45).**
12 h 10 **Jeu : L'académie des neuf.**
13 h 30 **Stade 2 midi.**
13 h 50 **Série : La vie des autres.**
14 h 5 **Les carnets de l'aventure.**
« Aventure à Bleau », de J.-P. Janssen.
14 h 30 **Dessins animés.**
15 h 5 **Récré A 2.**
17 h 10 **Platine 45.**
Avec le groupe Indochine, Brooks, U.2., Christophe, Jarreau, Journey.
17 h 45 **Terre des bêtes.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Journal.**
20 h 10 **Football : Finale de la coupe d'Europe.**
Real Madrid contre Aberdeen (Écosse).
22 h 10 **Magazine : Les jours de notre vie : Le psoriasis.**
De D. Thibault, réal. B. d'Abrigeon.
Les signes, les localisations d'une maladie de la peau, une maladie non contagieuse mais insupportable. Avec les professeurs Escande, Hewitt, Amor...
23 h **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

15 h **En direct de l'Assemblée.**
18 h 20 **A.N.P.E. : Séquence emploi.**
18 h 25 **Pour les jeunes.**
18 h 55 **Tribune libre.**
Confédération nationale des sociétés de protection des animaux.
19 h 10 **Journal.**
19 h 15 **Émissions régionales.**
19 h 50 **Dessin animé : Tintin.**
20 h **Les jeux.**
20 h 35 **Spectacle 3 : C'était comment déjà ?**
Pièce de J. Bouchaud avec M. Renaud.
Dans le fracas des maisons du quartier en démolition, une vieille dame seule vit au rythme des visites de sa fille Irène jusqu'au jour où sa fille ne peut plus s'occuper d'elle...
21 h 55 **Journal.**
22 h 15 **Téléfilm : Beauté.**
Douze personnages différents joués et chantés par Brigitte Pillot : un spectacle créé par le Centre dramatique de Bourgogne.
23 h 8 **Une minute pour une image, d'Agnès Varda.**
23 h 10 **Prélude à la nuit.**
« Scènes d'enfants opus 15 » de R. Schumann, par J.-Y. Thibaudet au piano.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, **Matinales** : le pays kabyle.
8 h, **Les chemins de la connaissance** : voir lundi.
8 h 50, **Échec au hasard.**
9 h 7, **Matinée des sciences et des techniques.**
10 h 45, **Le livre, ouverture sur la vie** : enfants — poésie — écriture, après le Salon du livre.
11 h 2, **La musique prend la parole.**
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
13 h 30, **Libre parcours : Variétés.** (Et à 17 h 32 et 20 h.)
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : « Les frelons », de P. Handke.
14 h 47, **L'école des parents et des éducateurs** : comment aider nos enfants à trouver leur personnalité.
15 h 2, **Les après-midi de France-Culture** : **Itinéraires retrouvés**, à 15 h 35, nature autrefois, nature aujourd'hui ; à 16 h, science à l'infinitif ; à 17 h, raisons d'être.
18 h 30, **Feuilleton** : Portrait de femme.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **La science en marche** : de la connaissance à la puissance ou la triple mission du Musée du parc de la Villette.
22 h 30, **Nuits magnétiques**, en direct de Cannes.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, **Musiques pittoresques et légères.**
6 h 30, **Musiques du matin** : Œuvres de Beethoven, Stravinski, Vivaldi.
7 h 5, **Concert** : « Quintette en la majeur de Dvorak par le Quintette de Varsovie.
7 h 45, **Le journal de musique.**
8 h 10, **Concert** : œuvres de Berlioz, Paganini, par l'Orchestre national de France, dir. Z. Macal.
9 h 5, **D'une oreille l'autre.**
12 h, **Avis de recherche.**
12 h 35, **Jazz** : le blues urbain.
13 h, **Opérette** : œuvres d'Offenbach.
13 h 30, **Jeunes solistes** : œuvres de Gaillard, Telemann, Selma y Salaverde, par M. Minkowski, basson baroque, et M. Chappuis, clavecin.
14 h 4, **Microcosmos.**
17 h 5, **L'histoire de la musique.**
18 h, **Jazz.**
18 h 30, **Studio-Concert** (en direct du studio 106) : œuvres de Schubert, Brahms avec P. Badura-Skoda, piano.
19 h 35, **L'imprévu.**
20 h 30, **Concert** (en direct du grand auditorium de Radio-France) : Symphonie n° 29, Concerto pour piano et orchestre, Symphonie n° 36, de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. J. Semkov.
22 h 30 , **Fréquence de nuit.**

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 10 MAI

Mme Mireille Segrétain, conseiller technique au ministère des droits de la femme, et *M. Patrick Bartement*, président de l'Association conseil en publicité (A.C.P.) participent à l'émission Point chaud sur le thème « loi anti-sexiste », à 19 h 15 sur *92 Radio*, 92,8 MHz Nanterre, Hauts-de-Seine.







Si vous croyez encore que Londres-Gatwick est un petit terrain flanqué de deux ou trois hangars, nos pilotes le voient autrement.



Londres-Gatwick : quatrième aéroport international dans le monde.

Vu d'en haut, Londres-Gatwick ressemble à un grand aéroport international.

Au sol, il confirme largement cette impression.

On y trouve des bars, des restaurants, des banques, des magasins, des boutiques hors-taxe... tout ce que vous offre un aéroport international.

Et plus encore : une gare ferroviaire à l'intérieur même de l'aérogare. Une gare d'où un train part tous les quarts d'heure pour vous conduire, dans les meilleures conditions et en 38 petites minutes, à Victoria Station, au cœur de Londres (c'est d'ailleurs à Victoria Station que vous pourrez enregistrer vos bagages lors de votre retour).

British Caledonian vous permet de passer une journée complète dans la capitale britannique en vous proposant le premier vol du matin au départ de Paris-CDG 1 et le dernier vol du soir au départ de Gatwick.

Fréquence	LUN à VEN	QUOT	QUOT sauf DIM	QUOT	QUOT sauf SAM	SAM	QUOT sauf SAM	VEN & DIM
PARIS (CDG. 1)	0800	1000	1200	1500	1730	1750	2000	2200
LONDRES (Gatwick)	0755	0955	1155	1455	1725	1745	1955	2155

Fréquence	QUOT	QUOT sauf DIM	QUOT	QUOT sauf SAM	SAM	QUOT sauf SAM	QUOT sauf SAM	DIM
LONDRES (Gatwick)	0730	0930	1230	1500	1520	1730	1935	2030
PARIS (CDG. 1)	0930	1130	1425	1655	1715	1925	2130	2225

Ces vols Paris-Londres sont programmés de façon à assurer une correspondance pratique avec nos liaisons vers l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient. Londres-Gatwick vous offre également plus de 20 liaisons directes en Grande-Bretagne et en Irlande.

Rien d'étonnant à ce qu'une association de journalistes britanniques spécialisés ait récemment désigné Gatwick comme le "meilleur aéroport international du monde."

Jugez par vous-même. Demandez à votre Agent de Voyages de réserver votre place sur un vol British Caledonian.

Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

British Caledonian

NADA

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



Direction des affaires internationales
chargé de mission

De formation supérieure en télécommunications, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et avez au moins dix années d'expérience d'Ingénieur Commercial. Avec l'appui des Services spécialisés du Groupe - tant dans le domaine des fournitures de systèmes que des transferts de technologie - vous serez chargé d'établir des projets et de négocier des contrats. Votre fonction vous amènera à établir des contacts aux niveaux les plus élevés des Administrations et Industries étrangères.

La prise en charge de la promotion des affaires vous conduira ultérieurement vers la DIRECTION d'activités dans certains pays européens, notamment en GRANDE BRETAGNE.

Merci de faire parvenir votre CV + prétentions accompagnés d'une lettre manuscrite à Mr Minette, Service du Personnel - 33, rue Emeriau - 75725 PARIS CEDEX 15.

SODI

SOCIÉTÉ D'ORGANISATION ET DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

recherche pour diverses missions
(dont certaines à durée limitée) :

- **INGÉNIEURS MÉCANIQUE ou ÉLECTRICITÉ** ayant expérience concrète de l'estimation de petits projets industriels ;
- **ORGANISATEURS BANCAIRES** ayant expérience significative dans banques de développement ;
- **INGÉNIEUR DOCUMENTALISTE** ayant expérience de la mise en place de systèmes documentaires informatisés (espagnol exigé) ;

INGÉNIEUR AGRO-ÉCONOMISTE ayant expérience en P.V.D. de négociation et d'études de projets ;

EXPERT EN DÉVELOPPEMENT RURAL ayant expérience conduite de projets en Afrique.

AVANTAGES : liés à l'expatriation.

Adresser lettre manuscrite, prétentions, C.V. à :

J.-C. DOBOL, Société SODI, 94, rue Lauriston, 75116 PARIS.



DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

Direction de filiales Afrique-Moyen-Orient
200-300.000 F nets d'impôts

Nous sommes un important groupe francais (près de 3 milliards de F. de C.A.), en forte croissance, présent sur tous les continents. Notre développement remarquable en Afrique et au Moyen-Orient, en particulier, nous conduit à renforcer nos structures de direction, et à rechercher des responsables pour certains pays de ces zônes d'activité ainsi que des cadres plus jeunes mais à potentiel élevé. Bien entendu vous avez effectué des études supérieures, de type grandes écoles commerciales, parlez couramment l'anglais, et êtes rodés au fonctionnement de structures décentralisées, à autonomie très large. Nous porterons davantage d'attention à vos qualités «d'entrepreneur», qu'au secteur d'activité dont vous êtes issu. Nous *vous offrirons de larges perspectives d'évolution dans un contexte* porteur ou la mobilité est de mise. Nous saurons vous proposer des conditions matérielles motivantes, liées à la qualité de votre expérience passée.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 69605 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

DIRECTEUR D'ACTIVITE
Boulangerie-Patisserie-Fast Food

260.000 F. NETS D'IMPOTS
ARABIE SAOUDITE

Nous sommes un très important groupe français, en forte croissance, présent sur tous les continents. Notre dynamisme nous conduit en Arabie Saoudite, à développer un segment de marché complémentaire à ceux qui nous permettent aujourd'hui, d'y détenir une position de leader.

Après un lancement des plus prometteurs, notre Directeur recherche, dès maintenant, son successeur, de façon à se consacrer à l'extension de cette gamme de produits à d'autres pays. Il s'agit donc, dans un premier temps, de l'assister dans la création et la mise en place d'unités régionales, avant de prendre, à très court terme, la responsabilité complète de cette activité au niveau du pays considéré.

Nous recherchons donc un jeune diplômé d'études supérieures, de type ESC, ENSIAA, etc... ayant une expérience d'au moins trois ans, tournée vers *l'export, dans le secteur de la boulangerie et de la distribution alimentaire,* ou du commerce de détail, ou du Fast Food.

L'anglais courant est indispensable. Les perspectives sont très larges au sein d'un groupe en plein essor.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 69607 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

ECLAIR PRESTIL INDUSTRIES
DIRECTEUR USINE - ROUEN

Dans cet établissement le plus important du Groupe (850 personnes) nous fabriquons la célèbre «FERMETURE ECLAIR».

Les techniques utilisées dans cette usine sont multiples et en évolution constante (moulage, fonderie, teinture...).

Nous développons la fabrication de nos propres machines et, la productivité est pour nous un objectif essentiel.

Nos moyens matériels et humains sont de sérieux atouts sur un marché très concurrentiel ; notre plan d'investissement est ambitieux.

Le FUTUR DIRECTEUR de notre usine est de FORMATION GRANDES ECOLES ;une expérience acquise dans un poste de direction opérationnel dans la métallurgie ou le textile nous interesserait plus particulièrement.

Il participera très activement à la restructuration et au développement d'un groupe aux activités diversifiées; ceci est de nature à permettre une évolution de carrière motivante.

Toute candidature sera traitée confidentiellement. Ecrivez sous référence 83.055M en envoyant CV, photo et prétentions à

CAPIC 18 Rue Volney, 75002 Paris

SOURCES

UN CENTRE DE MANAGEMENT EN FRANCE

recherche

SON DIRECTEUR

CE CENTRE EST CARACTÉRISÉ PAR :
- la diversité de ses activités : formation première, formation continue, recherche
- la rapidité de sa croissance,
- un environnement technologique,
- une perspective internationale.

PROFIL SOUHAITÉ :
- expérience de l'industrie, du conseil et/ou de la formation supérieure en management,
- capacité à animer une équipe de professeurs-consultants de haut niveau ;
- vision internationale.

Poste à pourvoir en septembre 1983.

Envoyer curr. vitae détaillé à : Michel LAURAINE, C.F.C. du C.E.S.A. - 1, rue de la Libération, 78350 JOUY-EN-JOSAS.

CONSTRUCTEUR BIENS D'EQUIPEMENTS SPECIFIQUES PARIS

20 ans de références premier plan : Automobile, aéronautique (airbus), spatial (ariane), nucléaire etc...

DIRECTION COMMERCIALE

PROFIL :
- Ingénieur mécanicien ou HEC-ESC ou équivalent
- Expérience réussie dans les fonctions de gestion technico-commerciale et négociations haut niveau.

MISSION :
- développement de nos acquis et know-how en moyens et chaînes de production novateurs, performants.

Bras droit du PDG, s'identifiera à celui-ci dans la Direction Générale.

Ecrire avec C.V. et prétentions à No 69918 à Madame DELAVALLEE 40, rue Vauvenargues 75018 Paris.

TIMAC MANAGEMENT INTERNATIONAL B.V.
Nous cherchons pour l'étranger

DIRECTEUR GÉNÉRAL

USINE DE PLACAGE, AFRIQUE OUEST
Responsable d'exploitation de forêt et de l'usine.
Négociation de contrats haut niveau.
Perspectives intéressantes.

Adr. c.v. et photo à F. Van Vlaanderen, TIMAC management International B.V., Zandpad 29, 3631 NL Nieuwersluis, Pays-Bas. Tél. 2943-1132, Télex 15337 Stass NL.

SOCIÉTÉ D'IMPORTATION DE PRODUITS DE CONSOMMATION SITUÉE A PARIS
recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

pour seconder le dirigeant, chargé d'acheter à l'étranger et de vendre.

- Formation commerciale superieure souhaitée.
- Anglais courant, déplacements fréquents
- Expérience minimum 4 ans dans un poste similaire.

Merci d'adresser C.V. + photo + prétentions sous référence n° 38372 à DEB'S 140, rue de Courcelles 75017 PARIS qui transmettra.

deb's

NATIONS UNIES - NEW-YORK
TRADUCTEURS-RÉDACTEURS DE LANGUE FRANÇAISE TRAVAILLANT A PARTIR DE L'ANGLAIS ET DE L'ARABE

Un concours de recrutement de traducteurs-rédacteurs de langue française aura lieu les 28 et 29 juillet 1983 en vue de pourvoir des postes vacants dans la division de traduction du secrétariat de l'ONU à New-York et ultérieurement dans d'autres lieux d'affectation.

L'engagement initial pouvant mener à une nomination à titre définitif, l'Organisation tient à recruter des candidats qui entendent rester à son service de façon durable.

LES CANDIDATS DOIVENT :

1. Avoir le FRANÇAIS comme langue principale (par langue principale il faut entendre la langue dans laquelle le candidat se considère comme le plus qualifié à traduire).
2. Avoir une parfaite maîtrise du FRANÇAIS et une excellente connaissance de l'ANGLAIS et de l'ARABE. L'expérience de la traduction sera un avantage.
3. Etre titulaires soit d'un diplôme délivré par une école de traduction soit d'une licence ou d'un diplôme de niveau égal dans un des domaines suivants : droit, informatique, statistique, aéronautique ou astronautique ingénierie, délivrés par une université ou un établissement équivalent, où le FRANÇAIS est la langue d'enseignement.

Le traitement de début brut est de $ 24.233 par an plus une indemnité de poste d'un montant minimum net de $ 7.634 par an avec indemnités pour charges de famille.

Pour obtenir les formules de demande d'admission à l'examen ainsi que des textes d'épreuves d'examens antérieurs, prière d'écrire en joignant une enveloppe pour imprimés format minimum 32 cm × 23 cm, avec vos nom et adresse à :

Section de Recrutement du Secrétariat
(Traducteurs de langue française)
Service du Personnel
Bureau 247
Office des Nations Unies à Genève
Palais des Nations
1211 GENÈVE 10
SUISSE.

Les formules dûment remplies devront parvenir au service sus-mentionné avant le : 31 mai 1983.

AU CAMEROUN, UN IMMEUBLE ET UN HOTEL A CONSTRUIRE.

Le contrat est signé : reste à suivre les appels d'offres, les marchés, l'exécution des travaux et la coordination du chantier (1 immeuble d'habitation, 1 hôtel de 150 chambres). Et c'est à vous qu'en revient la charge si vous connaissez bien l'ensemble des problèmes immobiliers. Connaissances que vous auriez pû acquérir à un poste d'architecte, de promoteur, de conducteur de travaux ou de métreur-vérificateur. Il faudra vous montrer particulièrement rigoureux et vigilant compte tenu de la large autonomie dont vous disposerez. Durée des travaux : 2 ans. Mais vous pourriez rester plus longtemps si, grâce à votre dynamisme commercial dont nous ne doutons pas, vous décrochiez sur place d'autres affaires. En tout état de cause, et compte tenu de notre appartenance à une multinationale nous aurons certainement d'autres opportunités à vous proposer au terme de cette mission, en France ou à l'étranger. *Vos structures d'accueil :* villa, voiture de fonction, bref, tous les avantages liés à l'expatriation sans oublier une rémunération nette d'impôt. Envoyer CV, prétentions, numéro de téléphone en précisant la référence 660 M à notre Conseil ELYANE MONJAUX - 17, rue de Turbigo - 75002 PARIS.

em

Dessein

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Le DIRECTEUR de la région NORMANDE

D'UN IMPORTANT ORGANISME FINANCIER NATIONAL PRIVE

recherche

SON ADJOINT

qui sous son autorité sera responsable pour la délégation régionale :

- de l'organisation administrative,
- de la mise en place et du suivi de la planification,
- du développement des applications informatiques,
- de l'administration et de la gestion du personnel.

— Il doit avoir dans les domaines finances, gestion, administration une formation supérieure et une expérience réussie.

— Il doit être rompu aux méthodes de gestion des groupes de *l'animation et de management*.

Les bureaux de la délégation régionale sont à : ROUEN.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous Nº 8468 à PARFRANCE ANNONCES — 4, rue Robert Estienne — 75008 PARIS - qui transmettra

Une nouvelle façon de faire l'ordonnancement en Rhône Alpes

Votre formation d'ingénieur et votre expérience professionnelle vous font souhaiter une fonction ordonnancement qui couvre effectivement la totalité du circuit matières ; depuis l'arrivée de la commande, les études, la production jusqu'à l'expédition. Vous dominez les problèmes «classiques» de la fonction et souhaitez élargir votre domaine d'inter-face avec les technico-commerciaux, les méthodes, les prix de revient, etc...

Nous fabriquons des machines complexes (sous-ensembles spécifiques, pièces élémentaires standards) dont le plus grand nombre destiné à l'exportation. Vous devez innover, introduire des méthodes de gestion moderne, décentraliser l'informatique, etc. Avec votre collègue des méthodes, vous devez faire passer les ateliers à des techniques avancées.

Après 7 à 8 ans de professionnalisme, c'est donc l'opportunité intéressante de développer votre carrière avec, dès le départ, un traitement de l'ordre de 250 - 280 000 F. Votre réussite devrait vous permettre d'évoluer rapidement dans une affaire de 1 000 personnes. Votre première lettre aux conseils de SIRCA sous la référence 344 924M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC



INSTITUT MÉRIEUX

Pour renforcer notre développement international, axé sur l'immunologie, nous cherchons pour notre direction Europe, à Lyon :

un responsable de zone

Pour une zone géographique en Europe, il est responsable, Produit et Ventes, pour l'ensemble de nos produits. Il élabore une stratégie de développement par pays, la met en application, initie et contrôle des actions spécifiques : études cliniques, enregistrement...

Pharmacien, licencié ès Sciences ou de formation commerciale, 30 ans minimum, il est par exemple aujourd'hui Chef de Produit dans l'industrie pharmaceutique. Il connaît l'anglais, si possible l'allemand et voyage 20 à 30% de son temps.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature à Jeanne FAIVRE d'ARCIER, sous la réf. 292-4/LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach, 75017 paris



membre de syntec

Des méthodes aux méthodologies ou encore des gammes à l'organisation

Ingénieur de formation mécanicien, vous avez commencé par le service méthodes parce que cela correspond bien à vos goûts. Maintenant, vous avez dépassé le stade de la pièce élémentaire, de la modif ou de la gamme d'usinage. Votre direction générale attend de vous des nouvelles implantations, des préconisations judicieuses d'investissements, des choix astucieux d'informatique, une participation constructive au dialogue social, etc... Tout en continuant à animer votre service de préparateurs et d'outilleurs...

Vous pouvez maintenant imprimer votre marque dans une société qui se donne les moyens de changer d'âge industriel. Nous produisons en moyenne série des machines complexes qui requièrent des usinages et des montages de qualité. Mais surtout, vous mettrez en place de nouveaux outils d'informatique, des nouvelles procédures, des nouvelles machines CN. Vous simplifierez, normaliserez en interface avec le BE et ferez adopter des nouvelles techniques d'automatisme et d'électronique.

C'est donc le type même de problèmes dans lesquels le chef du service méthodes ne passe pas inaperçu... et ne reste pas toute sa vie. A vous de nous rejoindre aux confins de la Bourgogne. Merci de votre première lettre aux conseils de SIRCA sous référence 344 923M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

Lycée technique privé Saint-Sauveur,
16, place Saint-Sauveur,
35600 Redon

recherche pour la rentrée scolaire 1983 :

1 professeur en informatique à temps complet (maîtrise en informatique, MIAGE, INGÉNIEUR, École supérieure, etc.) *pour enseigner en B.T.S. et/ou en lycée.*

1 professeur en gestion à temps complet (maîtrise, École supérieure de commerce, Institut supérieur de gestion, etc.) pour enseigner en B.T.S. et/ou en lycée.

Env. C.V. dét. av. ph. d'ident. à M. Georges Migaud, directeur.

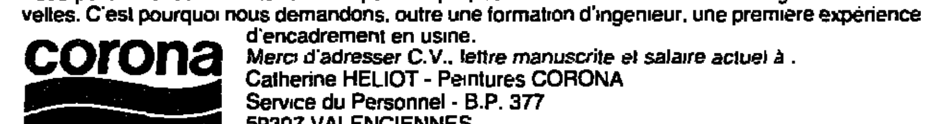
HAVAS CONTACT

Novatrice dans les idées
Rigoureuse dans la gestion
Constante dans le développement

1450 personnes associées à PPG, leader américain de la peinture dans le monde, nous continuons à nous développer malgré la conjoncture économique actuelle.
Notre usine de VALENCIENNES
à la suite de promotions internes recherche pour compléter sa jeune équipe un

Responsable Administration Production

Sous la responsabilité du directeur d'usine, vous élaborerez et suivrez la réalisation du plan de production, *vous assumerez la coordination des activités approvisionnements, gestion des stocks et* planification.
Vous personnaliserez cette fonction par des propositions d'investissement et d'organisation nouvelles. C'est pourquoi nous demandons, outre une formation d'ingénieur, une première expérience d'encadrement en usine.





Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et salaire actuel à :
Catherine HELIOT - Peintures CORONA
Service du Personnel - B.P. 377
59307 VALENCIENNES

Organisation et Publicité

Responsable comptabilité

Filiale d'un des plus gros Groupes Français de la Téléphonie, notre Unité de Production est implantée en **Loire-Atlantique.**

A la suite d'une promotion interne, notre Directeur Financier recherche son responsable comptable. Ce poste convient à un **jeune diplômé ESCA (option finance) ou DECS** justifiant d'une **première expérience en comptabilité et contrôle de gestion.** Nous apprécierons les connaissances en comptabilité analytique et l'expérience en milieu industriel.

C'est un poste qui implique des prises de responsabilités et qui peut offrir à un candidat de valeur des possibilités de promotion au sein du Groupe.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature à notre Conseil, André PLESSY, qui vous garantit la plus entière discrétion - sous référence 6190/M - **CAPFOR** - B.P. 846 - 44020 NANTES CEDEX.

MEDIA PA

CAPFOR

PARIS - MONTPELLIER - LYON - NANTES - BREST - MONTLUÇON

le Crédit d'équipement des PME

a pour vocation de financer le développement des entreprises.

Il recherche pour sa délégation régionale

ILE DE FRANCE EST

délégués commerciaux diplomés

SUP de CO, MAITRISE SCIENCES ECO,...
à orientation financière.

Après formation, dans le cadre de notre activité, ils pourront développer leur aptitude aux contacts commerciaux et acquérir une compétence, aussi bien dans l'analyse financière des entreprises que dans l'appréciation du risque dans le domaine du crédit.

Envoyer C.V., photo, prétentions à :
Mr LAMOUILLE Directeur Régional CEPME
430 la Courtine Mont d'Est
93160 NOISY LE GRAND

BANQUE IMMOBILIERE
FILIALE BANQUE BRITANNIQUE

Recherche pour son agence
DE LILLE

RESPONSABLE COMMERCIAL (E) CREDITS PROMOTEURS

- Vous avez une première expérience réussie dans l'activité commerciale bancaire du crédit logement.
- Vous avez 30-35 ans
- Vous souhaitez développer votre carrière dans une banque dynamique qui offre de réelles perspectives d'avenir.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle à nº 3242 PUBLIFOP 29 rue Bleue 75009 PARIS qui transmettra

ORGANISME D'EXPANSION
Région VOSGES
offre un poste de

Secrétaire général

à JEUNE DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES
(H.E.C. - ESSEC - E.S.C.A.E., Maîtrise de Sciences Economiques ou équivalent) ayant quelques années de pratique en entreprise industrielle ou commerciale.

Pour détails téléphonez au (8) 335.42.63 ou écrire sous référence P.340 au Cabinet Claude BLIQUE B.P. 3097 - 54013 NANCY Cedex



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

PIMS - BUSINESS ANALYST

The STRATEGIC PLANNING INSTITUTE is a U.S. based, non-profit organisation housing the PIMS programme, a widely-respected ongoing project centring on empirical research into the determinants of business success. The London office of SPI is expanding its service staff, and seeks a technically oriented, experienced person with good communication skills to work with some of our European-based member companies.

The ideal requirements for this position are :

- 3 years in marketing, planning, or management accouting in a medium/large company.
- Effective communication skills.
- Ability to structure presentations of complex material.
- Second European language (preferably French).
- Knowledge of economics, statistics, and accounting.
- Willingness to travel.

The position offers :

- Challenging work, with clear prospects for advancement, in a small « apolitical » office, with a salary and benefits competitive with *those offered by large companies.*

Forward C.V., in strictest confidence, to nº 8.220 « le Monde » Pub., Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SOCIETE SIDERURGIQUE ET METALLURGIQUE EST DE LA FRANCE
recherche pour son Département
METALLURGIE ET QUALITE

jeune ingénieur grande école

Le candidat devra avoir de bonnes connaissances dans domaines élaboration, transformation, emploi des aciers.

Le poste à pourvoir, de caractère technique, entraine contacts avec clientèle.

Langues étrangères indispensables (Anglais-Allemand)

Adresser candidature avec C.V. sous réf. 69811 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE-COMPTABLE D'IMPLANTATION NATIONALE

RECRUTE

EXPERTS-COMPTABLES DIPLOMÉS ET FINALISTES

Fonctions proposées :
- Chef de bureau.
- Chef de groupe.

Postes à pourvoir :

PARIS-LYON-GRENOBLE
TOULON-MONTAUBAN-PÉRIGUEUX

Adresser C.V., photo, prétentions et délais de disponibilité sous références T 40.260 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

ORGANISME
FORMATION PERMANENTE
SUD-OUEST
(Institut promotion commerciale)

recherche

ANIMATEUR DE FORMATION

Ayant :
- Expérience formation adultes (programmes - Methodes pedagogiques - Animation - Suivi de stages entreprises)
- Si possible expérience entreprise.
- Bonne formation générale (niveau BTS - IUT ou ASSIMILÉ)

Adresser lettre manuscrite.
Curriculum Vitae et prétentions
sous réf. 60528 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - Q T

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

JOUVEINAL

GROUPE FRANÇAIS DE SOCIÉTÉS CHIMIQUES ET PHARMACEUTIQUES en très forte expansion recherche pour ses établissements de production situés à ANGERS et dans sa périphérie (2 usines existantes et une en projet pour 1985) un

chef du personnel

Rattaché hiérarchiquement au Directeur des Opérations industrielles, et en relation étroite avec la Direction du Personnel implantée au siège de la Société à Fresnes (auprès de laquelle il suivra une période de formation), il sera chargé de mettre en place dans les usines la fonction Personnel, tant sur le plan administratif que sur celui de la gestion des hommes : recrutement, formation, participation aux problèmes d'organisation du travail, relations sociales, expression des salariés...

Ce poste conviendrait à un CADRE DE FORMATION SUPÉRIEURE (GESTION ou DROIT) 35 ans minimum, s'étant spécialisé dans la fonction personnel et l'ayant exercée plusieurs années dans le domaine de la PRODUCTION, intéressé par la perspective d'une création de poste dans une société en fort développement.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2639 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

chef du service paye

130 000 +

Une importante Société de DISTRIBUTION DE MATÉRIEL BUREAUTIQUE, filiale d'un groupe industriel français, C.A. 300 MF, effectif : 600 personnes dont 200 VRP, recherche pour sa DIRECTION DU PERSONNEL située dans la proche banlieue de Paris, UN CADRE pour assumer la responsabilité de SON SERVICE PAYE INFORMATISÉE.

Son rôle sera de réorganiser et d'animer ce service de 4 personnes, chargé d'établir les salaires des différentes catégories de personnel, et d'assurer les tâches administratives et sociales qui s'y rapportent. Il travaillera en liaison étroite avec les SERVICES INFORMATIQUES ET COMPTABLES de la Société.

Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) ayant 30 ans minimum, une FORMATION SUPÉRIEURE EN GESTION, une bonne expérience de la paye informatisée — si possible des VRP — et de la législation sociale correspondante. Il peut donner accès à des responsabilités plus élargies au sein de la Direction du Personnel de la Société.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2660 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

GROUPE BANCAIRE PARIS 8e
recherche pour ses SICOMI

JEUNE DIPLOME

I.E.P. Paris, Ecoles de Commerce, Maitrise de Sciences Economiques

pour :
prospection, étude, mise en place et suivi d'opérations de crédit-bail immobilier.

Envoyer C.V., prétentions et photo à No 26562 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

INSTITUT FRANÇAIS DE L'ÉNERGIE
recrute pour sa
DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT

LE RESPONSABLE FORMATION THERMIQUE INDUSTRIELLE

Ingénieur 45-50 ans, ayant bonnes connaissances des chaudières, des brûleurs et de la combustion.
Qualités d'organisation et aisance dans les contacts avec les responsables formation des entreprises.

Adresser C.V., photo et prétentions à I.F.E. 3, rue Henri-Heine, 75016 PARIS



emplois régionaux



PUBLICIS
Conseil

RESPONSABLE GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE

PUBLICIS CONSEIL est leader de son marché, première agence de France, tant par le chiffre d'affaires que par la qualité de sa production. Son développement régional la conduit à renforcer la structure de sa filiale sur l'Est et à rechercher un responsable de la gestion comptable et financière.

Il a plusieurs missions :
- prendre en charge l'ensemble de la comptabilité de cette filiale : bilan, paye, déclarations fiscales et sociales, consolidation des comptes et reporting.
- assurer la gestion de trésorerie et les relations avec les banques.
- préparer les budgets et en assurer le contrôle.
- mettre en place une informatique de gestion.

Sur un plan général, il devra mettre en oeuvre des outils efficaces de management et de gestion, avec l'assistance de la maison-mère.

Agé de 26 ans minimum, il a une formation type ESC avec option finance comptabilité ou un niveau DECS. Il a acquis une expérience minimum de deux ans en cabinet ou dans un groupe décentralisé. Il est de préférence rôdé à l'utilisation de l'informatique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 2674 C à

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Commune de Bellegarde-sur-Valserine (Ain) 12.000 habitants
Recrute
Chargé de mission. Affaires économiques. Expansion, Industrialisation, auprès d'une commune de 10.000 à 20.000 habitants.
Diplômes. Droit. Science politique. Ecole supérieure de commerce.
Sens des relations humaines. Bonnes connaissances générales. Forte motivation.
Grade d'Attaché communal : titularisation après concours.
Candidatures + C.V. et copies certifiées conformes des diplômes à adresser à M. le Maire de 01200 Bellegarde-sur-Valserine.

Importante Industrie en expansion
Produits Modernes pour le bâtiment à Strasbourg
recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL
ESCE - ESC + formation export ou similaire
Disposant d'une expérience de l'exportation de 1 à 2 ans, parlant bien l'anglais + l'allemand ou l'espagnol.

- Mission :
- Développement et gestion des marchés d'Europe de l'Ouest + Scandinavie, Grèce, Proche Orient.
- Missions ponctuelles dans le monde entier.
- Voiture de fonction type R9
- Larges possibilités d'avenir liées à la volonté exportatrice de la DG.

Adr. CV dét. ss réf. 1007 à
SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

Centre d'Handicapés recrute une infirmière D.E. ou Psy. à partir de juin 1983.
S'adr. : HOME NATHALIE 27240 Gouville par Damville.
Tél. : (16-32) 32-85-90

Importante Industrie en expansion Produits Modernes pour le Bâtiment à Strasbourg recherche

JEUNE CADRE EXPORT
ESCE - ESC + formation export ou similaire

Disposant d'une première expérience de l'exportation de 3 à 5 ans, parlant bien l'anglais + une seconde langue (espagnol ou italien, ou allemand).
Mission:
- Développement et gestion de marchés d'exportation.
- Missions ponctuelles dans le monde entier.
Voiture de fonction type R9.
Larges possibilités d'avenir liées à la volonté exportatrice de la DG.

Adr. CV dét. ss réf B à
SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

Le Centre Hospitalier Régional de TOURS
RECRUTE

RESPONSABLE DES ÉTUDES

(Équivalence : Ingénieur en chef des Centres Hospitaliers Régionaux et Syndicats interhospitaliers de plus de 3.000 lits) devant assurer le fonctionnement du Centre régional d'informatique hospitalière et organiser l'assistance au développement informatique des Hôpitaux de la région Centre.

Conditions :
— Être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ;
— Justifier de plus de cinq ans d'expérience professionnelle dans un emploi d'encadrement, d'organisation, d'étude et d'exploitation dans le secteur informatique.

Faire acte de candidature avec C.V. à M. le Directeur général du Centre hospitalier régional de TOURS, 2, bd Tonnellé. 37044 TOURS CEDEX.

BANQUE IMMOBILIERE
FILIALE BANQUE BRITANNIQUE

Recherche pour son agence
DE ROUEN

ATTACHE (E) COMMERCIAL (E) CREDIT LOGEMENT

CLASSE IV OU V

- Bonne formation de base.
- Première expérience de la vente indispensable (expérience commerciale bancaire appréciée).

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle à nº 3241 PUBLIFOP 29 rue Bleue 75009 PARIS qui transmettra

SOCIETE DES ACIERS FINS DE L'EST
S.A.F.E.
HAGONDANGE
recherche

ingénieur informaticien

CHEF DE PROJET

Le candidat retenu aura 3 à 4 ans d'expérience. Il assurera, sous l'autorité du Responsable des Etudes, la conduite de projets importants, assisté d'une équipe d'analystes-programmeurs.

Situation intéressante
Logement de fonction assuré

Adresser candidature avec CV à S.A.F.E.
D.P.R.S. - B.P. 38
57301 HAGONDANGE CEDEX

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE
Pour un de nos secteurs en plein développement,
LES GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES
nous recherchons des

INGENIEURS LOGICIELS

débutants ou première expérience

pour participer à la réalisation des services nouveaux offerts au public et développer les connexions aux reseaux informatiques (Transpac...).

Nous offrons des perspectives d'avenir à tout candidat ayant une formation Grande Ecole et/ou une bonne expérience de langage évolué sur micro-processeurs.

Ce poste est a pourvoir en Banlieue Parisienne Sud (à 20' en RER du Chatelet).

Merci d'adresser rapidement votre candidature complete (lettre manuscrite, C.V. et pretentions) sous reference 11663 M, à mentionner sur l'enveloppe, à **l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 PARIS** - qui transmettra.

jeune ingénieur électronicien...
...souhaitant encadrer 20 techniciens

Nous sommes une société française fabriquant et distribuant une large gamme de matériel électronique pour professionnels. Nos effectifs (850 personnes), comme notre chiffre d'affaires (650 MF en 1982), poursuivent chaque année leur progression.

Dans ce cadre, nous envisageons aujourd'hui de créer et de confier à un jeune ingénieur électronicien, un poste de chef de groupe technique.

En relation étroite, avec le directeur du service après-vente d'une part, et avec nos départements commerciaux d'autre part, cet ingénieur aura pour mission d'organiser, d'animer, de contrôler et de gérer les interventions de maintenance d'une équipe de 20 techniciens, spécialisés sur les systèmes informatiques de gestion et leurs périphériques.

L'acquis d'une première expérience professionnelle ainsi que la connaissance des interfaces IEEE seraient, dans le cadre du développement de nos activités, des atouts supplémentaires.

Lieu de travail : SEVRES (92)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence L.M./345 à Mlle GAROND
TEKELEC AIRTRONIC - Cité des Bruyères - 1, rue Carle-Vernet - 92310 SEVRES.

J.R.P.

TEKELEC TA AIRTRONIC

UNE EXPERIENCE DE TERRAIN AU SERVICE DES ETUDES DE MAINTENABILITE POUR UN CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

Nous recherchons l'

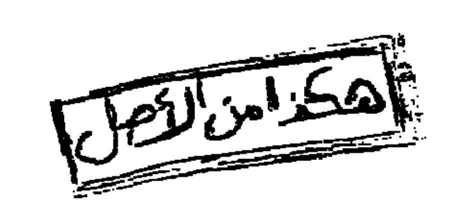
Animateur d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens

Sa mission :
- participer à l'évaluation des terminaux et des périphériques en liaison avec le Bureau d'Etudes et le marketing : mesure des coûts de diagnostic, de réparation, de pièces détachées et, éventuellement, modifier les procédures d'évaluation.
- organiser, réaliser la mesure de la maintenabilité de ces produits. Eventuellement, définir les outils nécessaires aux opérations de diagnostic : bancs de tests, processeurs de maintenance,...

Le profil :
- expérience de la maintenance de produits similaires alliée à de solides connaissances techniques.
- expérience de l'animation d'une petite équipe.

Les candidats à ce poste sont invités à adresser leur dossier de candidature sous référence 4437M à l'agence DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 Paris, qui transmettra.

Dessein



constructeur de véhicules spéciaux à Paris

RECHERCHE

RESPONSABLE EXPEDITIONS A L'EXPORTATION

Le poste requiert des connaissances en réglementation : dédouanement — remises documentaires — marchandises *dangereuses — sécurité des transports. La connaissance de la* langue anglaise propre à cette activité est impérative. Le titulaire aura autorité sur un groupe de 4 employées. Le candidat doit pouvoir justifier d'une expérience réussie dans cette *activité.*

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant le N° 8463 à PARFRANCE ANNONCES.— 4, rue Robert Estienne — 75008 PARIS - qui transmettra

---

L'un des tout premiers groupes sur le plan mondial fabriquant des composants électroniques,

recherche

AUDITEUR INTERNE

EXPERIMENTE

chargé, dans une équipe de cinq personnes, de l'audit de l'ensemble de ses filiales françaises.

De formation supérieure, le candidat retenu justifiera de plusieurs années d'expérience appropriée, acquise soit au sein d'un cabinet d'audit ou d'organisation, soit en milieu industriel, et fera preuve *de connaissances approfondies tant en comptabilité et finances qu'en* gestion opérationnelle. Il parlera couramment l'anglais.

Nous offrons des missions variées d'audit de haut niveau dans des sociétés réparties sur toute la France; une rémunération attractive en relation avec l'expérience et le potentiel des candidats, et des possibilités d'évolution de carrière importantes tant en France qu'à l'étranger pour celui qui saura saisir les opportunités.

Envoyer CV, photo et prétentions s/réf. 70101 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

ENTREPRISE DE DISTRIBUTION

recrute

CHEF de PROJET INFORMATIQUE

FORMATION :
technique ou supérieure 5 à 6 années d'expérience dans la fonction.

MISSION :
superviser l'analyse et la programmation mais aussi analyser et programmer lui-même tout ce qui concerne la comptabilité, la gestion, *les magasins, l'entrepôt central, les bureaux d'achats.*

MATERIEL :
IBM 4341 + IBM 4331 - DOS/VSE - CICS - COBOL - PL1 - ICCF.

Lieu de travail : banlieue Nord de Paris.

Rémunération motivante dans une société en plein développement.

Env. CV, lettre manuscrite, photo et prét. s/réf. 11063 à : PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 *qui transmettra.*

Analystes financiers

Nous sommes la **filiale d'un important groupe bancaire**, spécialisée dans l'analyse financière.
Pour renforcer notre équipe, nous recrutons des analystes financiers.
Diplômés d'études supérieures du type **IEP, HEC, ESSEC**, les candidats devront posséder des **compétences** et, si possible, une **expérience dans les domaines de l'informatique** ou de la **statistique**.
En outre, une bonne maîtrise des **langues anglaise** et **allemande** est souhaitée.
Merci d'adresser votre candidature (C.V. + lettre manuscrite) en précisant sur l'enveloppe la référence 2529/AF/M

MEDIA PA. 9, Bd des Italiens, 75002 Paris qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

JEUNE CADRE COMMERCIAL

PARIS **130 000 F +**

Nous sommes l'un des premiers Groupes industriels français. Nous recherchons pour l'une de nos divisions fabriquant des matériaux composites un ESCAE de 30 ans environ ayant de préférence l'expérience de la *vente à des industriels transformateurs.*

Adressez votre dossier sous n° 799 LM

GABRIEL MARCU
154 bd Malesherbes 75017 Paris.

IBM

Parce que demain rien ne se fera sans l'informatique...

C'est maintenant une évidence : l'informatique pénètre chaque jour davantage au plus profond du tissu économique français. De la multinationale à la PME, chaque entreprise s'est informatisée, s'informatise ou s'informatisera. Phénomène économique et social, l'informatique sera demain familière à l'univers de chacun. Au moment où, jeune diplômé(e), vous choisissez votre voie, nous vous proposons un secteur d'avenir qui se développera longtemps encore.

Parce que demain le conseil sera indispensable aux entreprises...

Les conseils les plus écoutés dans ce domaine sont certainement l'ingénieur commercial et l'ingénieur technico-commercial. Chez nous, ce sont de jeunes diplômés d'une maîtrise scientifique ou de gestion qui reçoivent une formation alternée et rémunérée leur permettant de jouer pleinement leur rôle d'assistance, de formation et de conseil auprès d'entreprises diverses. Ils analysent le besoin du client, l'étudient, soumettent une solution adaptée, aident au démarrage du système et suivent le client.

Parce que demain comme hier IBM innovera...

Présente dans tous les pays du monde par ses laboratoires, ses unités de production et son réseau commercial, IBM développe constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux.
La Compagnie IBM France est l'une de ses plus importantes filiales : 20.000 Français sont employés par IBM. Un centre d'études et de recherches, quatre usines et un réseau dense d'agences et de directions régionales, installées à Paris et dans les principales villes de France, font de la compagnie une grande entreprise française, proche de ses clients pour leur assurer le meilleur service.

Pour toutes ces raisons nous avons besoin de vous, JEUNES UNIVERSITAIRES titulaires d'une maîtrise scientifique ou de gestion

Si vous terminez vos études cette année, ou si vous avez déjà une première expérience professionnelle, IBM France vous propose un métier et, si vous le souhaitez, une carrière. Grâce à la formation permanente, vous pourrez avoir accès à des fonctions variées. Avec autonomie, vous exercerez pleinement vos responsabilités, à PARIS ou en PROVINCE, dans le cadre d'une grande entreprise, beaucoup moins contraignante qu'on ne l'imagine.
Outre les qualités inhérentes à un tel poste, nous vous demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, même si vous n'avez pas encore terminé vos études, à :

IBM FRANCE
(Référence EM 01) - Département Recrutement - Orientation - Conseils
2, rue de Marengo - 75001 PARIS



Les laboratoires SANDOZ recherchent pour leur unité de contrôle biologique à RUEIL MALMAISON (92), un

PHARMACIEN BIOLOGISTE

qui aura la responsabilité du contrôle biologique en animant une équipe de techniciens et employés (avec animalerie).

Il assumera également la gestion de son unité (prix de revient, rentabilité).

Cette fonction suppose une expérience de quelques années, de préférence en contrôle biologique.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé et en précisant votre rémunération actuelle sous réf 365.M à Brigitte PRISSARD

plein emploi
10, rue du Mail — 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



AFCIQ

(Association Française pour le Contrôle Industriel et la Qualité)
Membre français de l'EOQC European Organization for Quality Control

recherche son :

RESPONSABLE EXECUTIF

Sous l'autorité du Président de l'Association, il sera responsable de la gestion du secrétariat, de l'animation des sections régionales et des sections professionnelles, de l'organisation des séminaires, *colloques et congrès, des relations avec l'EOQC* et les associations étrangères affiliées.

Il est doté d'une formation technique supérieure assortie de 5 ans d'expérience au moins dans l'industrie, de préférence dans un poste en relation avec la gestion de la qualité.

Une pratique courante de l'anglais, l'aptitude aux contacts humains et le sens du concret sont indispensables.

Lieu de travail : PARIS LA DEFENSE.
Nombreux déplacements en province.

Adresser c.v. détaillé et photo sous référence 2580 à AFNOR
Tour Europe - Cedex 7 - 92080 PARIS LA DEFENSE.

AXIAL Publicité

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA DISTRIBUTION DE COMPOSANTS INDUSTRIELS - PARIS-18e

recherche pour département

HAUTE TECHNOLOGIE

INGÉNIEUR COMMERCIAL

niveau école Violet, Breguet, IDN ou similaire.

Sous l'autorité directe du Directeur Commercial, il aura la responsabilité du marketing et des ventes de nos produits de pointe.
Pour la clientèle, il sera à la fois vendeur et conseiller technique, en contact régulier avec les services techniques de nos fournisseurs.

Poste évolutif. Anglais indispensable.
Déplacements fréquents en France.

Adresser c.v. et prétentions n° 03588 AMEP P.A. 37, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

Jeune Société de Maintenance Industrielle, nous implantons des filiales régionales qui assureront la coordination des différents sites et chantiers. Nous recherchons un

Contrôleur de gestion

Sa mission *: la mise en place de la comptabilité analytique et du système de contrôle de gestion pour l'ensemble de nos activités.*

Il sera basé à PARIS, mais aura à se déplacer dans toute la FRANCE.

Nous souhaitons que le candidat ait obtenu les trois certificats du DECS et maîtrise bien la langue anglaise.
Une formation d'Ecole de Commerce serait appréciée, ainsi que 2 à 3 ans d'expérience de la fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 4238 à ***rscg carrières***
48, rue saint Ferdinand 75017 PARIS.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

Important Groupe de Sociétés - (2.000 personnes - 1,6 milliard de C.A.) recherche auprès de son **Directeur Financier :**

FISCALISTE-JURISTE EXPERIMENTE

pour prendre en charge l'ensemble des dossiers fiscaux des sociétés du groupe.
Votre compétence attestée par une formation supérieure juridique et une expérience de plusieurs années en entreprise ou en cabinet ont façonné un fiscaliste rigoureux, autonome et un spécialiste en droit des Sociétés.

Adresser C.V., prétentions et photo sous réf. 4900 à PIERRE LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Niveau BAC + 4
Scientifique, littéraire ou autre

Informatique Paris 9e

- Débutant
Pour nous envoyer votre candidature, il faut que vous soyez motivé pour devenir un véritable informaticien.
Vous préciserez la référence « études informatiques Débutants ».
- Confirmé
Pour nous envoyer votre candidature, il faut nous confirmer votre parfaite maîtrise du COBOL, VSAM, DL/1, CICS, avant de nous parler du reste : applications informatiques, systèmes d'exploitation DOS ou MVS, etc.
Vous préciserez la référence « études informatiques Confirmé ».
Envoyez C.V. et prétentions à la Direction du Personnel du

GROUPE ZURICH/FRANCE — Assurances 14, bd Poissonnière 75009 PARIS.

MEDIA PA

IMPORTANTE SOCIETE DANS LE TRANSPORT INTERNATIONAL recherche pour sa Direction Organisation

ORGANISATEUR

NIVEAU ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE OU 2ème CYCLE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Après 3 à 4 années d'expérience professionnelle en organisation, il participera, de leur conception à leur mise en place, à des projets de gestion administrative et opérationnelle tant au siège parisien que dans les agences et filiales de France et de l'étranger.

Envoyer CV, photo et prétentions ss No 70014 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.

COMPTABLE DE BANQUE

EXPERIMENTE

Pour comptabilité générale, suivi budgets et résultats, situations et bilans, paye, déclarations fiscales et sociales, mise en place d'une comptabilité analytique.
BP - DUT - DECS ou expérience équivalente. Esprit ouvert et créatif. 30 ans minimum.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Sogenor Sélection 13 boulevard Haussmann 75009 Paris. sous réf. 301 D. Discrétion assurée.

média-system

ENTREPRISE BANLIEUE SUD recherche

ACHETEUR

Pour secteur Electronique et Electrique (Composants - Appareillages instrumentation et mesure - Matériels diversifiés)

Niveau BTS - Connaissances Techniques et expérience indispensables.

Les candidats devront être libérés des obligations militaires et de nationalité française.
Horaires de travail : 38 h par semaine.
Avantages sociaux : Restaurant d'entreprise, transport.
Adresser curriculum vitae sous le n° 8.225
Le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

NORTEX INTERIM
Département paramédical
INFIRMIÈRES D.E.
expérimentées. Se prés. avec réf. 44 rue de Paris, 94220 CHARENTON, à partir de 10 h. Tél. : 368-16-61.

DOO
78, Champs-Elysées recrute pour son activité
CONTROLE DE PROCESSUS INDUSTRIELS
Plusieurs
INGÉNIEURS TEMPS RÉEL
- LOGICIEL.
- HARD/SOFT.
sur MICROS et MINIS.
Langages évolués appréciés.
Précisions au 359-17-86.

ORGANISME recherche pour SERVICE TECHNIQUE

INGÉNIEUR BÂTIMENT

ESTP - ou formation équivalente

Minimum 5 ans de pratique du Bâtiment et des Travaux Publics et expérience des chantiers.
Spécialités : construction logements individuels et travaux de réhabilitation

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 69922 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transm.

DAF FRANCE
S.A. au Capital de 33.000.000 Frs
C.A. 82.635.000 Frs
recherche
pour Filiale et Société apparentée (Banlieue NORD et NORD EST PARIS)

CHEFS COMPTABLES

D.E.C.S. ou équivalent
Expérience de la Comptabilité informatisée

Adresser CV détaillé, photo, prétentions à DAF FRANCE - Service du Personnel SURVILLIERS - B.P. 4 - 95470 FOSSES

Nous sommes une importante Société de Construction de matériel de manutention, périmètre MARNE LA VALLEE
Nous venons de créer une équipe informatique industrielle, pour asseoir notre compétence et faire face aux besoins du marché.

Nous recherchons un

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

SON ROLE :
Sous la responsabilité directe du Chef de Service :
— participera aux analyses fonctionnelles
— pilotera la part informatique industrielle de projets depuis l'analyse organique jusqu'à la mise en service.

SA FORMATION :
Ingénieur diplômé grande école ou école informatique.

SON EXPERIENCE :
2 à 5 ans dans le domaine informatique industrielle (mini et micro-informatique) si possible dans le domaine de la manutention.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 69757 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CABINET DE RÉVISION

Membre d'une association internationale de firmes d'audit

recherche

JEUNES DIPLOMÉS
(H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C. équiv.)

Avec ou sans expérience professionnelle, titulaire du D.E.C.S., connaissance de l'anglais souhaitable.

Adresser C.V. à : ANKAOUA GRABLI & ASSOCIÉS 39, rue Pierre-1er-de-Serbie, 75008 PARIS.

---

teleflex

DÉPARTEMENT MANUTENTION du GROUPE TISSMÉTAL LIONEL-DUPONT,
recherche dans le cadre de son développement

CHEFS DE MARCHÉ

Pour leur confier la promotion, la vente et le suivi de la réalisation d'installations automatisées et robotisées de manutention tant en France qu'à l'Étranger.
Si vous êtes Ingénieur Grandes Écoles.
Si vous avez :
- une expérience de quelques années dans la vente de biens d'équipements sur devis.
- une formation en électromécanique et automatique.
- un esprit d'entrepreneur et un goût pour le travail en équipe.
- Anglais courant demandé.

Envoyer votre C.V. et prétentions à la Direction du Personnel de TÉLÉFLEX 32/34, rue Robert witchitz - BP 229 94203 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

bleu

SOCIETE COMMERCIALE recherche pour distribuer les produits
TEXAS-INSTRUMENTS, SPRAGUE, MOSTEK, THOMSON-EFCIS

AGENTS TECHNIQUES-ELECTRONICIENS
attirés par carrière commerciale.
INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
débutants ou confirmés.
VENDEURS SEDENTAIRES

Pour ces postes : niveau DUT ou BTS électronique. Anglais souhaité.
Rémunération élevée.
Envoyez C.V. à l'attention de Mr LANGLOIS - Sté P.E.P.
541, av. du Gal de Gaulle 92140 CLAMART

SINFODIS

Nous importons et distribuons des produits informatiques et professionnels et sommes l'un des leaders sur le marché O.E.M.

Nous sommes des distributeurs agréés Digital Equipement, Hewlett-Packard, Texas-Instruments

Nous recherchons :

2 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

- Expérience vente produits similaires appréciée,
- salaire fixe élevé, + primes d'objectif, voiture fournie,
- poste à pourvoir immédiatement à notre agence de Lyon.

Envoyez C.V. + photo à l'attention de Mr LANGLOIS - SINFODIS
541, av. du Gal de Gaulle - 92140 CLAMART

URGENT
SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE RP/LORRAINE RECHERCHE

INGÉNIEURS INFORMATIQUE - AUTOMATISME

Trois à cinq ans d'expérience.
Connaissance : BASIC, ASS., PL16 matériel SOLAR.

Adresser C.V. et prétentions Mme GIRARDEAU, 50, rue de Miromesnil, 75008 PARIS. Téléphone : 266-09-78.

IMPORTANTE IMPRIMERIE Z.I. TORCY recherche

adjoint

AU CHEF DES SERVICES COMPTABLES
• Poste évolutif pour élément motivé
• Connaissance de l'informatique souhaitée
Adr. CV manuscrit et photo à : SARL SETCO
23, rue Adelaïde-Lahaye 93170 Bagnolet

amp

FILIALE FRANÇAISE d'un groupe important produits haut de gamme recherche pour PARIS

CHEF de PRODUITS CONFIRMÉ H.F.

Placé sous l'autorité du directeur commercial, il sera responsable de la gestion et du développement de l'ensemble des gammes de la société au niveau France et export.

30 ans environ.
Formation commerciale supérieure
Expérience produits grande consommation
Bonne connaissance anglais.

Le candidat sera très actif et aliera une bonne imagination à un sens rigoureux de la gestion.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétent. n° 70.144 Contesse Publicité, 20, av. Opéra - 75040 Paris cedex 01.

ETABLISS. PUBLIC NATIONAL recherche

CADRE

Adjoint à responsable Service comptabilité
Titulaire du D.E.C.S.
Ecrire avec C.V. : CNAMTS 66, avenue du Maine 75682 PARIS CEDEX 14.

SERVICE DE DOCUMENTATION cherche pour remplacement à mi-temps aménagé, pendant un an

DOCUMENTALISTE DIPLOMÉE

Lisant couramment l'anglais et posséd. une connaissance des domaines économique, bancaire et monétaire.

Envoyez votre C.V. + prétent. à Mademoiselle Gubert, CIEC Compagnie Bancaire, 5, avenue Kléber, 75116 PARIS.

La Mission locale du Havre Pour l'Insertion Sociale et Professionnelle des Jeunes recrute

UN AGENT

Qui participera avec les différents partenaires à l'élaboration d'actions de formation.
Il devra avoir :
- L'habitude du contact ; notamment avec les jeunes ;
- Une bonne aptitude à la négociation ;
- Une connaissance de la pédagogie par objectifs ;

UN AGENT

chargé d'études sur le bassin d'emploi, en collaboration avec les différentes institutions, ainsi que du suivi des stagiaires en entreprises.
Il devra avoir :
— Une bonne connaissance des métiers à travers une expérience pratique ;
— Une appréhension des problèmes pédagogiques liés à l'apprentissage.
— Il devra être en mesure de tenir compte des données économiques locales.
Contrat à durée déterminée.
Salaire mensuel : environ 6.000/7.000 F à négocier.

Ad. C.V. à la Mission locale, 32, rue Jules-Lecesne 76600 Le Havre AVANT LE 27 MAI

ATTACHÉ D'ADMINISTRATION COMMUNALE

2e classe, pour responsabilité du service « Affaires générales » regroupant en particulier : les Affaires Économiques et l'Emploi, le Foncier, l'Accueil, l'État Civil, la Police, la Sécurité.

Connaissances en économie et expérience de Chef de Service nécessaires.
A pourvoir rapidement.

Adr. candidature et C.V. à MONSIEUR LE MAIRE Mairie — 38120 SAINT-EGREVE

ENSEIGNANTS D'ANGLAIS

Aimeriez-vous enseigner l'anglais à mi-temps chez vous ?
Institut de langues recherche
ENSEIGNANTS
Dans toute la France y inclus, les petites villes et les villages.

Ecrire sous le n° T040.096 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Assoc. rech. informateur (trice). Droit social, 28 h. hebdo. Niveau DEA Droit du trav. Ecr. C.N.I.D.F. — Y. Mathieu. 4, rue Bayard. 75008.

Importante concession PEUGEOT-TALBOT
recherche
UN RESPONSABLE DE VENTE

Ambitieux, dynamique, homme de terrain pour DIRIGER et STIMULER équipe de VENDEURS CONFIRMÉS.
Tél. : pour rendez-vous à : M. Jacques ODRU.
(1) 772-24-14.

ADJOINT AU CHEF DES SERVICES FINANCIERS
130.000 F +

Il anime la comptabilité générale d'une P.M.I. (80 MF) Filiale d'un groupe britannique.

Formation DECS ou équivalent. Expérience professionnelle minimum 5 ans. Anglais souhaité.

Proche BANLIEUE SUD

Adresser C.V. à D.G.R. 70, rue de Ponthieu. 75008 Paris.

INFORMATIS
recherche
INGÉNIEURS
ayant 3 à 7 ans d'expérience du LOGICIEL dans les domaines :
TÉLÉPHONIE
RADIO-TÉLÉPHONE
LOGICIEL DE BASE
MONITEUR ET COMPILATEUR
« PROCESS TEMPS RÉEL »
MITRA, SOLAR, PDP, SEL 32
26, r. Daubenton, 5e. 337-69-22.

Hôtel de luxe Paris-8e
CAISSIÈRE-VENDEUSE EN PARFUMERIE
Très expérimentée salon luxe, 40 h; self, avantages sociaux. Écrire URGENT avec C.V., photo n° M 60462 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

GESTION 2000 ETT rech. pour BUREAU d'ETUDES PARIS
INGÉNIEUR
Manutention aérienne.
Convoyeur aérien.
Expér. et réf. exigées.
Tél. : 246-42-01.

Administration PARIS rech
JURISTE
spécialisé en problèmes économiques et financiers. 2 diplômes universitaires souhaités
— dont une maîtrise en droit public indispensable ;
— et quelques années d'expérience en matière de gestion des contrats publics appréciées.
Envoyer lettre C.V. et prét. s/réf. 1.748 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

(Métro Mairie de Montreuil)
Important bureau d'études techniques BATIMENT, INFRASTRUCTURE recherche pour son Département Energie Environnement
UN (E) TECHNICIEN (NE)
Chauffage 2e échelon ayant quelques ann. de prat. en :
— installation de chauffage ;
— exploitation de chauffage ;
— travaux de récupération d'énergie, énergies nouvelles, notamment géothermie.
Contacts avec clientèle à envisager.
Ecr. à O.P.F., N° 584, 2, rue de Sèze, 75009 PARIS qui tr.

BANQUE recherche
CAISSIÈRE DE CHANGE
pour Lyon
Ecrire avec n° de téléphone à n°. M 59986 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES Cedex qui transmetra.

---

3 M FRANCE recherche
UN STAGIAIRE
Dernière année école T.P. à partir de plans généraux, mise en place d'équipements scéniques et audio-visuel, Etude d'implantation de matériel scénique dans des salles de spectacle, rapprochement des différents corps d'état pour évaluation des projets. Durée du stage environ 4 mois.
Tél. : 031-64-39.

SOCIÉTÉ 3 M FRANCE recherche
UN STAGIAIRE
Dernière année B.T.S., électronique pour évaluation du coût de revient d'installation, équipement scénique et audiovisuel en général. Durée du stage environ 4 mois.
Téléphone : 031-64-39.

CENTRALE D'ACHAT recherche
JEUNE ACHETEUR (TEUSE)
Niv. Ecole de commerce, B.T.S. Première expérience de la grande distribution et connais. droguerie, parfumerie souhait.

Adresser C.V. + photo à : Sté des Magasins VITA 55, rue de Verdun 93123 LA COURNEUVE Cedex

---

IMPORTANTE Cie D'ASSURANCES DE PARIS

recherche pour son service contentieux

JEUNES LICENCIÉS EN DROIT

Débutants ou première expérience en assurances

Nous proposons des postes de RÉDACTEURS à des candidats ayant le sens de l'organisation, de la rigueur, un bon esprit d'analyse et le goût des contacts sociaux.

Des possibilités d'évolution sont envisageables en fonction des compétences démontrées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions n° 60.616 BLEU, 17, rue Lebel 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

URGENT ASSOCIATION recrute

FORMATEUR (TRICE)

Stage d'insertion 16-18 ans
Disponible immédiatement

Ecrire à M. le Président du C.M.E.F. B.P. 208, 94603 CHOISY-LE-ROI.

COLLECTIVITÉ LOCALE recherche

AGENTS D'ENCADREMENT

POUR DIVERS SERVICES (sport, prévention, logement, urbanisme économique, information, vie associative, jeunesse).

Traitement mensuel brut de début de carrière : 5.080 F.
Avant. statutaires.
Candidat. et C.V. au plus tard le 18 mai 1983 à M. le Maire. Hôtel de Ville. Rue des Champs. 92160 ANTONY.

Société d'Expertise Comptable et Commissariat aux comptes recherche

STAGIAIRE ou COLLABORATEUR

N3 - N4
Expérience cabinet souhaitée. Disponible très rapidement.
Envoyer C.V. et prétentions à AUDIT DE FRANCE, SODIP, réf. RC, 60, rue du Rendez-Vous, 75012 PARIS.





ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/fig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

secrétaires secrétaires

Société d'assurances dynamique
recherche
JEUNE FEMME, 25 ans environ
excellente présentation
expérience dactylo, standard, télex.
Téléphoner pour rendez-vous : 280-68-10, poste 178

SHARP FRANCE
recherche
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Bilingue ANGLAIS CONFIRMÉE
Adresser C.V., prétentions, au CHEF du PERSONNEL
Z.I. de Villemilan
avenue Ampère
91320 WISSOUS

Mission popul. évangélique de France rech. secr. 38 h/sem. expér. associative. Connaiss. protestantisme. Adresser C.V. 47, rue de Clichy, 75009 Paris.

Sté micro-informatique recherche
SECRÉTAIRE COMMERCIALE
— dynamique ;
— disponible immédiat.
Envoyer C.V. + photo + prét. à M.I.D., Mme MORISSET, 51 bis avenue de la République, 75011 PARIS.

STE INTERNATIONALE
LA DÉFENSE
RECHERCHE
SECRÉTAIRE DIRECTION-ASSISTANTE
POUR DIRECTION PERSONNEL
PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS
(si possible sténo anglaise)
Libre immédiatement. Exp. souhaitée 5-7 ans.
Ce poste exige :
— parfaite maîtrise des techniques du secrétariat,
— initiative et rapidité,
— discrétion,
— bons contacts humains,
— connaissances législation travail appréciées.
13e mois, avantages sociaux, horaire variable, restaurant d'entreprise.
Ecr. C.V., prét. à MEKAR nº 2307, 112, bd Haussmann. 75008 Paris, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

Infirmière, sérieuses références, cherche garde de nuit auprès de part. ou par associations. Ecr. s/nº 8.228 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE HOMME
26 ans, bonne présentation, bonne santé. 6 ans salarié agricole élevage. Maîtrise en élevage bovins, porcins. 3 ans action éducative enfance inadaptée, *foyer semi-liberté.* Pratique menuiserie, maçonnerie, soudure, dessin, cuisine, photo, etc. Habitude des chevaux. Longue expérience voyages Afrique et Amérique du Sud. Habitué manque de confort, débrouillardise. Parle anglais, espagnol, portugais. *Étudierait toutes propositions,* tous types de motivations. Métrole ou étranger. Ecr. s/nº 8.221 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FEMME 43 ANS, NIVEAU LICENCE, CHERCHE EMPLOI *INITIATIVE, TÉL. 023-75-98.*

Habitant en Autriche, h. 44 ans, nationalité française. Formation économique. Bonne relation dans la région. Langues parlées. Cherche missions ou représentation commerciale pour Hongrie et Roumanie. *Ecrire sous le nº T 040.216 M*
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre sup., 35 ans, nbres exp. en négociation d'affaires de haut niveau et en commerce international. angl., all., fr. courant, rech. poste de direction. Ecrire sous le nº 40.134
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. 31 ans, DUT gestion 1983. Anglais lu, parlé. 8 ans d'exp. commerce, achat, ch. poste RESPONSABLE sect. distribution vente. *Ecrire sous le nº T 040.214 M*
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DOCTEUR EN CHIMIE
BILINGUE ANGLAIS
J.F., 30 ans, *expér.* recherche scientifique dans diff. domaines, aimant rédiger, cherche *traductions et/ou rédaction* articles pour périodiques ou livres scientifiques. Ecr. s/nº 1.871 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre, 35 ans, position 3 a. direction ventes France. *Pouvant se libérer rapidement. Recherche* situation similaire dans biens d'équipement ou parallèle. Ecr. s/nº 1.251 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., 30 ans, bonne présentation cherche
EMPLOI DE NUIT
Standardiste ou restauration. Tél. 829-82-15 de 20 h à 22 h.

DOCTEUR 3e CYCLE
Biochimie, spéc. microbiologie (génétique).
30 ans, rech. situation mettant à profit ses compétences (formation, recherche, contrôle). *Ecr. s/nº 8.190 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PHILIPPIN 27 ANS
Dynamique-solide formation et *pratique commerce internationale/bancaire* offre collaboration spectacle mode relpubliques — Écrire M. Cecili, 44, rue Sébastien-Mercier 75015 Paris
Tél. : 577-18-10 p. : 4708.

CONSULTANT 11 ans expérience *secteur tertiaire :*
— 1° ressources humaines évaluation de potentiel *définition fonctions ;*
— 2° organisation structure définition organigramme diagnostic *administratif* cherche travail temps partiel (vacations possibles)
Ecr. s/nº 1265 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 31 ans, publicitaire, 7 ans exp. agence (commercial, média-planning, achat d'espace) rech. poste polyvalent annonceur ou agence. *Ecr. s/nº 6498 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 30 ans, Maîtrise droit recherche poste de cabinet conseils jur./avocats ou entreprise Dt des affaires, Dt social, public Paris ou province. *Ecr. s/nº 9086 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

URGENT
Jne Étudiant, 1re année de droit ch. travail plein temps fin mai à *fin sept., puis à temps partiel à* compter du 1er octobre.
Ecrire sous le nº 0855 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN III 1
38 ans, chef de projet dans importante S.S.C.I. Paris. Origine électronicien spécialisé langage assembleur mini télécom, désirant revenir Sud-Ouest
cherche poste
RÉGION BORDEAUX
Ecrire K 6.293 Agence Havas 33075, BORDEAUX CEDEX.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE DIRECTION TEXTILE H.F. - F. 53 ans, autodidacte, notions anglais, 30 ans expérience.

RECHERCHE : poste de responsable PME/PMI secteur prêt-à-porter auprès Direction Générale et bureau de style, services achats, ordo. lancement, Planning, *sous-traitance,* contrôle qualité, chaîne trame, maille, esprit de décision et d'organisation. Disponible immédiatement, Paris R.P. (déplacements acceptés) (Section BCO/JCB 359).

J.F. 25 ans, maîtrise de droit privé, DESS option droit international, stage entreprise (UNESCO), anglais, grande disponibilité, esprit de synthèse, sens de l'organisation.

OFFRE : services à tout cabinet juridique ou d'expertise (Section BCO/JCB 360).

J.H. 29 ans, docteur en droit public (structures administratives, contentieux marchés publics), anglais, espagnol courants. Bonne connaissance allemand. Stage entreprise et organisme public sens de la synthèse, de l'analyse et du contact. Habitude négociation haut niveau. Nombreux voyages à l'étranger.

RECHERCHE : situation dans toute entreprise ou organisme travaillant avec l'État désirant renforcer département juridique en vue règlements et litiges (Section BCO/JCB 361).

GÉNÉRALISTE, DIRECTEUR GÉNÉRAL, H. 38 ans. Sciences Po (ECO. FI) + licence en droit. Expérience direction PME 10 ans, expérience marketing, gestion financière, relations internationales, négociations administration et banque, anglais, espagnol courants.connaissant allemand et italien.

RECHERCHE : poste responsabilités (Section BCO/JCB 362).



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, poste 33 ou 26.

travail à domicile

Cherche tous travaux
Copies, thèses, rapports, etc.
Téléphonez au 306-08-88.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). *Demandez une documentation* sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM)
3, rue Montyon
75429 PARIS CEDEX 09.

L'ÉTAT offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) Boîte postale 40209 PARIS.

Le Centre Hospitalier Régional de TOURS PROPOSE
A SOCIÉTÉ DE SERVICE INFORMATIQUE
d'industrialiser et de diffuser un logiciel de gestion de dossiers médicaux de radiologie, utilisé actuellement au Centre Hospitalier Régional de TOURS.
Pour tout renseignement, adresser une demande écrite à :
Monsieur le Directeur Général du Centre Hospitalier Régional de TOURS, 2, boulevard Tonnellé, 37044 TOURS CEDEX.

capitaux propositions commerciales

3 millions de dollars de revenus par an au moyen de notre système publicitaire nouvellement *introduit en Europe.* Somme de franchising $ 500.000 pr tte la France. Ecr. s/nº 6.497 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Part. vend *Renault 18 GTL,* févr. 81, gris métal., intér. bleu marine, pare-brise feuilleté, 45.000 km. Prix 33.500 F. Tél. 903-04-46 (ttes heures).

de 8 à 11 C.V.

ID SPÉCIALE 73
132.000 km, 837-48-21, à partir 18 heures.

COMME NEUVE
Particulier vend B.M.W. 3-16, février 80, 45.000 km, vert métal. (options : calandre 4 phares, vitres teintées, rad. cassette stéréo). Prix 42.000 F. Tél. 334-02-42.

de 12 à 16 C.V.

CX PRESTIGE 81
cuir, moteur neuf, 68.000 F. T. 665-52-22 de 9 h à 18 h.

L'immobilier

appartements ventes

2e arrdt

BOURSE RARE CHARMANT
DUPLEX 3 PIÈCES tt cft, libre de suite. Tél. : 766-49-94.

3e arrdt

MARAIS 125 m²
TRÈS BELLE RESTAURAT. MAGNIFIQUE LIVING + 2 CHBRES, Cuis., s. à manger, 2 bains, parking - 562-16-40.

4e arrdt

ILE SAINT-LOUIS
Superbe 5 pces tt cft 150 m². Téléphonez au : 500-54-00.

EXCEPTIONNEL vue sur Seine Ile St-Louis Notre-Dame 4 pièces, 90 m², 4e étage, Ouest, 1.150.000 F + travaux. Visite sur place ce jour, 6, boulevard Henri-IV ou 522-00-94 pour rendez-vous.

PRÈS PL. VOSGES
appt caractère duplex
DERNIER ÉTAGE
LIVING + 3/4 chbres tt cft soleil, charme, 1.190.000
Serge KAYSER 329.60.60.

ILE SAINT-LOUIS
A rénover beau séj. + chbre tt cft. 550.000. 325-46.35.

5e arrdt

MÉTRO JUSSIEU
STUDIO tt confort, bel imm., calme. 200.000 F. 577-74-38.

GAY-LUSSAC Pierre de T. studio tt cft, calme. 245.000 F - 325-97-16.

ESTRAPADE. LYC. HENRI-IV BRULERIE SAINT-JACQUES
2, RUE LAROMIGUIÈRE
RESTE IMMÉDIAT
DEUX 2 PCES, 43, 50 m²
Poss. park. 14 h 30 -19 h tous les jours sauf mardi et fériés ou BEGI 267-42-06.

DAUBENTON/MOUFFETARD studio, salle de bains, w.-c., 212.000 F. Tél. : 627-03-06.

GOBELINS 5e ét., calme, soleil. Studio cuis., w.-c., s. d'eau. Prix : 140.000 F - 233-58-45.

7e arrdt

PRÈS AVENUE RAPP
s/cour-jdin privative, grand 4 PIÈCES PARFAIT ÉTAT. EXCLUSIVITÉ FONCIÈRE *ODÉON : 329-84-59.*

8e arrdt

MIROMESNIL, place Beauvau, bon stand. APPT 50 m² tt cft, très clair. Poss. crédit total. J. CHASSIN. Tél. 826-38-52.

9e arrdt

RUE CHAPTAL, 5 P., 140 m². Imm. 1900, 5e asc., cft, clair. 1.200.000 F. Tél. 522-05-96.

Centre superbe studio équipé, confort, 3e étage, bas prix vue urgence. Téléph. : 878-45-41.

11e arrdt

PROX NATION de pierre de T. superbe 3 p., avec balc., pl. sud. 440.000. Crt 100 % *poss. COGEFIM 347-57-07.*

12e arrdt

DUGOMMIER à sais. b. 3 p., cft, bien tenu dble expo, 2e ét. + atelier r.-de-ch. 360.000. COGEFIM 347-57-07.

RUE DE PICPUS
angle Daumesnil, 5 pces tt cft 91 m² + balcon, 5e asc. Occupé jusqu'en 85. Tél. 500-54-00.

GARE DE LYON
BEAU 2 P., tt conft. plein sud. Tél. 272-40-19.

PORTE VINCENNES
Immeuble tout confort 65 m². Séjour 2 chambres.
Prix : 530.000 F - 233-58-45.

13e arrdt

PORTE ITALIE S/KREMLIN. Exceptionnel récent. CALME. Parfait 5 pces 96 m², loggias. Box. 670.000 F. 535-56-92.

NATIONALE, petit imm. réc., pierre de t., 3 p. 73 m², tt cft, cave, park., ss-sol. 635.000 F. Ouv. Ascension, SOPIC, 145, rue Tolbiac (13e). Tél. 580-71-40.

VAL-DE-GRACE Séjour + 2 chbres, Mezzanine, confort, calme. Prix : 630.000 F - 325-97-16.

14e arrdt

MONTSOURIS, 3e ÉTAGE 2 PIÈCES, cuis., bains 37 m². 300.000 F. Tél. 553-31-32.

Mairie 14e, imm. pierre de T., 6e sans asc., 50 m² atelier + chbre. 450.000. 546-26-26.

15e arrdt

ISSY-PARIS-RENAN. 3e ét., liv. + 2 chbres cft + serv. audess. 560.000F. 577-96-85.

BD PASTEUR
4e asc., 5 pièces, 135 m², 2 bains, chbre serv.1.200.000 F
Buron : 296-58-88.

SÉGUR : 327-82-40.
Grenier, ascenseur, séjour avec cheminée, 3 chambres, 2 bns, cuisine équipée. 1.900.000 F.

CONVENTION. Beau living + *2 chbres, étage élevé, soleil,* park. 633-29-17 - 577-38-38.

PORTE VERSAILLES/ISSY 5 P. cft, balcon, moquette laine. Électr., plomberie ref. Prix : 755.000 F - 577-96-85.

MÉTRO CONVENTION
8e et dernier ét. Imm. récent TRÈS BEAU 100 m² + 2 park. Prix : 12.000 F LE m² TRÈS BELLE AFFAIRE.
DEMICHELI
Téléph. : 873-50-22 - 47-71.

16e arrdt

CHARMANTE MAISON s/cour. Liv., 2 chbres 140 m², état nf. Tél. 633-29-17 - 577-38-38.

AVENUE MOZART
55 m², rez-de-chaussée, living + chambre, refait à neuf. GARBI - 567-22-88.

QUAI BLÉRIOT
Studio, salle de douche, w.-c. Bel immeuble STANDING. GARBI - 567-22-88.

Pte PASSY charme, terrasse. 6 P. duplex 170 m² sur jardin. Prix : 1.700.000 F. BURON : 296-58-88.

17e arrdt

VILLIERS, PPTAIRE VEND
DUPLEX 85 m²
Caractère, belle rénovation. SOLEIL. — Prix : 790.000 F. 387-95-97 (SOIR 574-24-03).

RUE LEVIS beau studio tt cft, 1er étage sur rue, 195.000 F. Tél. : 526-00-35.

92 Hauts-de-Seine

VILLENEUVE-LA-GARENNE Près transports et comm., grand 2 pces 60 m² tout cft. *Prix* 260.000 F. 522-13-09.

COURBEVOIE
PRÈS PLACE HÉROLD
de immeuble rénové ravissant, 3 pces tt cft, très clair, parfait état. SÉGONDI : 874-08-45.

BOULOGNE. *Pr. PTE ST-CLOUD,* part. vd imm. récent 2 p., gd balcon, impecc. 500.000. 287-38-34.

MEUDON, 180 m², gd dble liv. + 3 chbres, bains + cches, balcons, 2 park. 1.450.000 F. Tél. 578-17-38.

NANTERRE UNIVERSITÉ
face au R.E.R.
de résidence de quatre étages. Part. vend : 1er étage plein sud appt 43 m², 2 p., cuis., s. de bains, + w.-c., cave. Tél., vide-ordures s/palier, chff. centr. *collectif, ant. télé, parking de résidence.* Prix 300.000 F. Tél. : 822-55-63.

PRÈS PONT DE NEUILLY
Récent, standing, magnifique 3/4 pces, cuis. équipée, belle décoration, grand balc., vue *Paris. 820.000 F. 774-82-97.*

93 Seine-Saint-Denis

Part. vend appart. 3 p., tt cft, park., 5 mn Porte des Lilas, résid. de la Dhuys, Bagnolet (93). Libre fin déc. 1983. Tél. ap. 18 h, 361-15-82.
Agences s'abstenir.

PRÉ-SAINT-GERVAIS
centre LOFT AUTHENTIQUE aménagé sur 3 niveaux. Atelier sa/verrière 108 m², cuis. équipée, 4 chbres, *2 bains.106 m², 226 m².* 1.410.000 F. 705-31-13.

Sevran (93), résidence boisée, particulier vend F5 de 103 m², loggia, living double, 3 chbres, cuisine équipée, s. de b., cabinet toil., park., au 6e ét. à 100 m du R.E.R., v. sur parc. 397.000 F + *rapr. Crédit foncier* de 53.000 F. 385-24-75.

94 Val-de-Marne

VINCENNES. Dans immeuble rénové 2/3/5 pièces et duplex, 2/3 pièces, refaits neufs, facilités paiement - 266-20-80.

Province

CANNET-CANNES centre
petit immeuble ancien, libres et occupés 250 m² + 30 m² terrasse. T. (16-1) 366-11-10.

DIEPPE FRONT MER
PETIT IMML EXCEPTIONNEL. Appts de 30 à 80 m² + terrasse. Tél. (16-1) 366-11-10.

CANNET/CANNES
Ancien appt 3 p., 74 m², terrasse 29 m², travaux, bas prix. Téléphone : (16-1) 366-11-10.

appartements occupés

MARAIS/BEAUBOURG
2/3 p. 62 m², imm. pierre de taille, parf. état tt cft. 3e sans asc., occupé surface corrigée. Tél. : 227-93-30.

constructions neuves

14e, PRÈS RUE LOSSERAND. 7, RUE MAURICE-ROUVIER. STUDIOS, 3, 4, 5 et 6 pièces, Livraison fin 1983. Depuis 9.140 F le m². 605-92-50.

locations non meublées offres

Paris

LOUEZ à un PARTICULIER sans appréhension sans intermédiaire OFFICE DES LOCATAIRES 8 ans d'expérience.
Tél. : 296-58-10.

MARAIS EN DUPLEX
Récept. + 3 chbres, 2 bains, 140 m², 9.800 F. 325-46-35.

Région parisienne

MORSANG-SUR-ORGE villa standing 7 pièces, jardin. 4.700 F. 386-04-10.

locations non meublées demandes

Paris

DIRECT A PARTICULIER pour GDE ADMINISTRATION. Cadres supérieurs et personnel muté, rech. APPARTEMENTS 2 à 10 p. ou villas. Px indiffér. Tél. : 504-01-34 (poste 24).

Président société recherche logement 7-8 pièces, Paris rive gauche, 16e, proche banlieue sud. Reprise acceptée.
Tél. : 530-12-91 le matin.

Région parisienne

Pour Sociétés européennes, ch. villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY - SERVICE
8, av. Messine, 75008 Paris, recherche pr clientèle étrangère et diplomates, APPTS, HOTELS PARTIC. et BURX. LOCATION ou ACHAT. **562-78-99**

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris recherche du *STUDIO au 5 P.* LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 281-10-20.

URGENT
Jeune étudiant en droit, sérieux, cherche chambre meublée, prix modéré, avec lavabo eau chaude, eau froide, w.-c., placards, dans Paris ou proche banlieue.
Ecrire sous nº 856 M
à RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur,
75002 PARIS.

propriétés

EN FORÊT DE FONTAINEBLEAU
PARTICULIER VEND
PROPRIÉTÉ DE GRAND STANDING
CONDITIONS INTÉRESSANTES
T. (3) 414-52-79 après 20 h.

95 HERBLAY
Part. vd 25 km centre de Paris très belle maison Ile-de-France, excellent état, 350 m² habitables sur parc 4.000 m² + pavillon gardien 100 m² + garage 2 voitures. Prix justifié.
Tél. heures bur. : 260-66-13.

ARDÈCHE - HAUTE-LOIRE
Région des lacs, des grandes forêts, des rivières à truites et à saumons. TRÈS BELLE FERME habit. immédiatement 7 p., ch. central, salle de bains + 300 m² en grange, écurie, sur 3.000 m² env. Vue panoramique dominante s/val d'Allier. 330.000 F.
BERGERIE, tr. belle construct. 300 m² en 2 plans, nombreuses ouvertures, vue dominante exceptionnelle indépendante mais non isolée, 3.000 m² environ. 200.000 F.
FERME hab. immédiatement, 5 pces avec ch. central, salle de bains + 150 m² facilement aménageables + petit bâtiment indépendant, dans hameau sur 2.500 m². 280.000 F.
A. BLANC. *Visites possib. ts les jours même w.-e. et jrs fériés.* Téléphon. : (71) 03-94-68 h.b.

PÉRIGORD-A.V. DEM. XVIIIe. 10 p. Ch. San. Dép. + gde GRANGE + TERRAIN 25 A. 550.000 F. T. (53) 80-75-82.

60 - Pr. VILLERS-COTTERÊTS, sur 7.725 m², ppté caractère, 8 pces + vastes dépendances. 1.000.000 de F. 320-32-71.

20 KM DE PARIS
Très belle propriété en bord de SEINE, surf. habitable 350 m² dans un parc de 4.000 m². MAISON de GARDIEN. PRESTAT. DE GDE QUALITÉ Tél. : 050-03-36.

VALLÉE DE CHEVREUSE
38 km Porte-de-Saint-Cloud (RER à 11 km) PART. VEND RAVISSANT PETIT MANOIR avec TOUR DU XIIe siècle. Admirablement restauré, aménagé, 300 m² env, habit. Maison d'amis, jdin d'agrément. BEAUCOUP DE CHARME 1.500.000 F (h b) 254-65-81 jdi, sam., dim. (3) 485-21-42.

PRÈS HONFLEUR CHAUMIÈRE + bât. à rest., gds herbages, très belle vue, vallée. (1) 637-14-40 (31) 89-26-53.

appartements achats

Recherche 2 à 4 pces à Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e avec ou ss travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. Tél. 873-20-67 même le soir.

EMBASSY - SERVICE
8, av. Messine, 75008 Paris, recherche URGENT APPARTS
120 m² A 150 m²
ACHAT ou LOCATION
16e-8e ou 7e. Tél. 562-16-40.

PARTICULIER rech. PARIS, APPARTEM. 80 à 120 m². GAL, 15, av. Perrichont (16e).

P. DUFFOUX 522-20-92
ACHAT PARIS BANLIEUE DU STUDIO AU 6 PIÈCES.

terrains

MAISONS-LAFFITTE (limite) **550 m²** toutes viabilités. Tél. : 387-71-55.

Près GOLFE DE BRÉHEC
(22580) TERRAINS à bâtir, **65 F le m²** Crédit 12 % court terme. 387-71-55.

YONNE : terrain à bâtir 4.900 m², viabilisé, 20 km sortie sud Auxerre A 6. Bourg de Mailly-le-Château. Façade 35 m plat, bordure D 950. PIVERT J. - T. (6) 437-80-95.

pavillons

LE CHESNAY (78)
Gde maison récente, 5 chbres, séjour double, salle jeux, 2 salles bns, 1 douche, 3 w-c., garage 2 voitures, buanderie, cave à vin, terrasse.
Près écoles, commerces.
Tél. 955-16-14.

LE PECQ (78) Pavillon 1930 sur 400 m², 6/7 pces R.E.R. à 900 m², calme. 1.300.000 F. Tél. 976-87-88.

villas

CASSIS (13)
PART. VEND PETITE VILLA DE VACANCES, T2, 4-5 pers., direct. sur mer, meublée, situat. exceptionnelle. Px 850.000 F. Tél. : (3) 090-68-38.

maisons de campagne

ISÈRE 900 m altitude, 8 km station 7-Laux, maison pierre rust., sud, 8 p., cft, calme, jardin, four à pain, dépendances, 680.000 F. T. (76) 71-07-67.

viagers

16e, église d'Auteuil, 4 p., tt cft, 2e ét., imm. pierre. 50.000 + 4.700 F. Occupé couple 70/78 ans. 266-19-00.

Libre 2 p., tt cft, 7e, asc., bon imm., pr. r. Haxo. 118.000 + 1.750 F. F. CRUZ 266-19-00.

immeubles immeubles

MONTRÉAL, CANADA

COTE SAINT-LUC :
Première fois sur le marché, immeuble à appartements de luxe, de 86 logements : 1 à 3 salles de bains par logement. Revenu brut 574,000 $; Revenu net 365,000 $. Prix : 3.5 millions $, comptant requis : 1.5 million $.

CENTRE VILLE MONTRÉAL :
Immeuble à appartements d'importance, ayant 293 logements et 4 locaux commerciaux. Revenu brut : 1,108,000.00 $. Prix : 6.8 millions $. Aucune hypothèque.

WESTMOUNT :
Immeuble à appartements de style victorien, contenant 43 unités de 2 1/2 à 7 1/2 pièces. Revenu brut : 242,000 $. Prix : 1,595,000 $. Comptant 500,000 $. Bonne opportunité.

COMPLEXE A BUREAUX & APPARTEMENTS :
Tour à logements, 148 unités, 130,961 pieds carrés, 17 étages, incluant toutes les facilités hôtelières. Tour à bureaux, 16 étages, total de 177,585 pieds carrés dont 129,222 d'espace locatif. *Locataires de prestige. Revenu brut total :* 3,563,164 $. Revenu net : 2,083,000 $. Prix : 17,9 millions de $ ferme. Comptant minimum requis : 5 millions $.

MONTRÉAL TRUST
1, PLACE VILLE-MARIE, Ile OUEST.
TÉL. : (514) 861-9511.
TÉLEX : 055-61286.
ATTENTION : ROBERT VIVIAN.

A SAISIR CRÉTEIL
RÉSIDENTIEL sur 1.000 m². Maison bourgeoise 200 m² habitab. à rénover + IMM. 200 m² sur 3 niv. à terminer. Prix : 950.000 F - 376-45-46.

maisons individuelles

La Garde-Freinet, 20 km St-Tropez, maison village. Rest. int. à term. 320.000 F à déb. Téléphone : (94) 43-64-21.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

EMBASSY - SERVICE
562-62-14.
RECH. 3 A 6 BUREAUX
Excell. adresses commerciales

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris 8e, 9e ou 15e
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex, secrétariat tous services
CONSTITUTIONS STÉS,
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC, 293-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services.
Permanence téléphonique.
355-17-50.

8e COLISÉE - ÉLYSÉES
SIÈGES DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250 F/350 F PAR MOIS
A.F.C. : 359-20-20.

BUSINESS BURO
UNE ANTENNE A PARIS
BUREAUX ou DOMICILIATIONS.
296-36-74.

boutiques

Ventes

BOUL. BATIGNOLLES
Murs de bout. 33 m², bijoux, cadeaux, occupé bail ccial bon emplacement. Tél. 500-54-00.

locaux commerciaux

Ventes

VINCENNES, proche R.E.R. Rue commerçante, 75 m², rez-*de-chaussée + 25 m² sous-sol.* Tous commerces ou professions libérales, facilités paiement. Téléph. : 266-20-80.

MARAIS. Local commercial, 138 m², rez-de-chaussée, angle de rue, tous commerces *dans immeuble rénové.* Téléphone : 266-20-60.

Locations

Après décès, cède droit au bail, beau local 500 m² + 2 bureaux.pont roulant 10 tonnes. Prix sur expertise, loyer raisonnable Paris, Porte-de-Vincennes. Le matin : 636-92-67 et 797-11-30. Après-midi : 307-51-93.

15e, local commercial sur rue 430 m² rez-de-chaussée dont 110 m² réserve. Téléphone : 266-20-60.

fonds de commerce

Ventes

A vdre dans petite ville touristique du Midi LIBRAIRIE PAPETERIE - SCOLAIRE et BUREAU. Gros chiffre d'aff. Bon rapport. Agences s'abstenir.
Ecr. s/nº 8.119. le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FERNEY VOLTAIRE VEND PAS-DE-PORTE 50 m²
500 m douane Genève.
Bureau transitaire.
Publicité immobilier assurance, bail 3-6-9.
Ecr. s/nº 8.229 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Le Monde

régions

AVANTAGES ET REVERS DE L'EXODE URBAIN

AUX PORTES DE LYON

Le dur combat d'un « petit maire » pour construire en bon ordre

Situé à 25 kilomètres au nord de Lyon, dans un coude de la Saône, Saint-Bernard (Ain) est une délicieuse commune rurale de 705 habitants. Si les fermes se comptent sur les doigts de la main, les résidences secondaires représentent la moitié de la commune, à tel point que la population atteint 2 500 habitants en période estivale.

Depuis longtemps une partie de la bourgeoisie lyonnaise s'y retrouve en villégiature dans de riches propriétés. Mais ce côté cossu s'estompe peu à peu avec l'arrivée de nouveaux Lyonnais « *qui font construire* ». La population permanente a doublé en neuf ans.

« *En 1976, mon prédécesseur avait signé quatre permis de construire ; en 1977, j'en ai signé quarante.* » M. François Paour a fait ses classes de maire en plein développement démographique et il a dû contenir l'assaut de promoteurs peu scrupuleux. C'est pourquoi il a fait de « *l'urbanisme individuel horizontal* » sa marotte. C'est pourquoi, sitôt élu président de la Fédération nationale des maires ruraux (1), le 26 mars dernier, il a proposé à ses 36 000 confrères (90 % des communes ont moins de 2 000 habitants) un *Guide de l'urbanisme communal*.

Parmi les responsabilités transférées aux maires par la loi du 7 janvier 1983, la F.N.M.R. estime que la maîtrise de l'urbanisme est la plus lourde. Dès le dépôt du projet de loi en juin 1982, elle faisait le siège des ministères intéressés. « *Nous avons été les seuls à faire quelque chose de constructif pour modifier la loi* », estime M. François Paour, déplorant « *l'attitude négative du Sénat* ».

Il ne rejette pas « *une idée qui part d'un bon sentiment* », mais jugeant ses pairs peu préparés et même « *complètement dépassés par l'urbanisme* », il a demandé et obtenu un doublement des délais pour la mise en place des plans d'occupation des sols (POS) dans les 24 925 communes qui en sont encore dépourvues. Ainsi, elles auront jusqu'au 1er octobre 1987 pour mener à bien cette délicate opération, sous réserve de la voir entamer avant le 1er octobre 1984.

Un long délai est nécessaire, car l'élaboration d'un POS est un parcours du combattant qui peut durer près de six ans. « *A Saint-Bernard, le POS aura été approuvé en moins de trois ans, parce que nous en avions la volonté et que nous y étions préparés,* dit M. Paour, mais *la majorité des maires ruraux ne savent pas ce qu'ils veulent.* »

Un manque à gagner

Parfois même ils éludent la question sous la pression des gros propriétaires fonciers, généralement membres du conseil municipal, pour qui le POS est un manque à gagner. « *J'ai mis trois ans à convaincre mon propre conseil* », avoue M. Paour, regrettant les « *coups partis* » dans l'intervalle. D'où la campagne d'information et de formation lancée par la F.N.M.R. auprès des élus mais aussi de l'administration : « *Nous disons chiche à la décentralisation à condition que l'administration tienne les délais. Plus de réunions tous les six mois !* »

Dans cette course contre la montre, le responsable de la F.N.M.R. plaide le dossier de quelque 6 000 communes déjà dotées d'une carte communale, un instrument d'urbanisme jugé suffisant « *sous l'ancien régime* » (lire l'encadré). Pour ces communes, les maires ruraux demandent une procédure accélérée et simplifiée « *au titre des avantages acquis* ».

Alors que la nouvelle loi les renvoie à la case départ, M. Paour mise sur un allié objectif : les directions départementales de l'équipement : « *Elles ont réglé 7 000 POS en quinze ans,* dit-il. *Il leur en reste 25 000 à traiter en trois ans. Nul doute qu'elle verraient d'un bon œil le règlement de 6 000 cas d'un seul coup de baguette magique* ».

L'enjeu est de taille au moment où, pour la première fois, la population rurale est en augmentation (+ 3,6 % entre 1975 et 1982) ; de même, le nombre des logements neufs terminés en milieu rural a augmenté de 48,8 % alors qu'il chutait de 35 % en ville. Or, qui dit absence de POS dit « inconstructibilité » hors des zones déjà urbanisées. La F.N.M.R. a fait ses comptes. Si les communes ne faisaient rien, le nombre de construction pourrait être deux fois moindre à l'horizon 1990 qu'en 1983, entraînant une perte de 700 000 emplois dans le bâtiment.

Cependant, les « petits maires » ont un souci plus immédiat, que M. François Paour, en professionnel de l'assurance, partage volontiers. Chaque année, par le biais des tribunaux administratifs, l'Etat verse 50 millions de francs d'indemnités aux « victimes » des administrations responsables. Dès lors qu'ils délivreront eux-mêmes les documents d'urbanisme, les maires s'interrogent : « *Qui va payer maintenant ?* » Car les communes rurales, à de très rares exceptions près, n'ont pas les moyens — en experts, en argent — correspondants à leurs nouvelles responsabilités.

J.-J. BOZONNET.

(1) Créée en 1971 en réaction à la loi Marcellin, la F.N.M.R. compte 6 790 adhérents. C'est le reflet rural de l'Association des maires des grandes villes.

UNE DÉCISION DU CONSEIL D'ÉTAT

Les cartes communales sont illégales

Pour lutter contre la dispersion des constructions sur le territoire communal sans s'engager pour autant dans l'élaboration d'un plan d'occupation des sols (POS) — procédure que les élus jugent parfois trop longue et trop lourde — de nombreuses municipalités rurales ont établi des cartes communales qui, sous des vocables divers (conventions ou plans pour l'application du règlement national d'urbanisme, plans de zonage, etc.), ont toutes le même objet : délimiter des zones constructibles et des zones où la construction est interdite ou soumise à des conditions spéciales.

Ces cartes communales, préparées en général en concertation avec l'administration de l'équipement et approuvées par le conseil municipal, servent ensuite de « guide » pour l'autorité qui délivre les permis de construire, sans s'imposer à elle. La formule, encouragée par une circulaire ministérielle du 12 octobre 1978, a connu un succès très rapide : environ cinq mille communes rurales se sont dotées de telles cartes.

Un doute subsistait néanmoins sur la valeur juridique de ces documents, qui ne reposent sur aucun fondement législatif ou réglementaire et que l'administration, prudemment, déclare « inopposables aux tiers ». Ce doute vient d'être levé : le Conseil d'État a clairement jugé, par une décision du 29 avril, que ces cartes communales sont illégales. A la demande de l'Association de défense des espaces ruraux et naturels de Regny, il a annulé la délibération du conseil municipal de cette commune, située dans le département de la Loire, approuvant « un plan de zonage délimitant les zones constructibles ». Pour prononcer cette annulation, le Conseil d'État s'est fondé sur le fait que, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 7 janvier 1983, qui transfère à la commune de nouvelles compétences, le conseil municipal ne dispose d'aucune compétence en matière d'urbanisme, sauf pour émettre un avis sur le projet de plan d'occupation des sols : il ne peut donc ni délimiter lui-même les zones constructibles sur le territoire communal, ni adresser de directives à l'autorité chargée de délivrer les permis de construire ou de donner un avis sur les demandes de permis.

POINT DE VUE

Ce n'est qu'un début...

par RENÉ GROUSSARD (*) et HENRI DE FARCY (**).

UN million : c'est, à peu de chose près, le nombre des citadins qui, entre les deux recensements de 1975 et 1982, ont déserté la ville pour habiter dans les communes rurales. Au contraire, entre 1954 et 1962, un million de ruraux étaient partis en ville. Qui, à cette époque, aurait cru que, vingt ans après, le courant se serait inversé pratiquement nombre pour nombre et qu'à l'exode rural succéderait aussi rapidement l'exode urbain ?

L'exode urbain ne fait pourtant que commencer. A la question posée à l'automne 1980 : « *Si vous aviez le choix, où voudriez-vous vivre ?* », 80 % des Français répondent : « *Dans une petite ville, dans un village ou à la campagne.* » Et déjà beaucoup sacrifient d'innombrables autres possibilités pour leur résidence secondaire. Ils en ont construit ou acheté 300 000 depuis 1975, 120 de plus par jour. Leur nombre total atteint 1 300 000 ; il est désormais supérieur à celui des exploitations agricoles.

Refus des nuisances urbaines ? Bien sûr. Mais aussi volonté délibérée de satisfaire des aspirations positives. Résolument, beaucoup de ces ruraux n'admettent pas de subir les changements de vie qu'on leur impose. Ils veulent en être les acteurs. Ils pensent être à même, en milieu rural, de jouer un rôle essentiel dans un pays où chacun souhaite le changement, tout en comprenant mal les efforts qu'il lui demande.

L'exode rural avait jeté des paysans sans préparation vers des cités sans accueil. L'exode urbain provoque déjà des antagonismes entre détenteurs du sol et « envahisseurs ». S'il s'intensifie, sans orientation ni contrôle, il risque de créer de graves déséquilibres. Les Français qui doivent changer le cadre de vie urbain auront-ils le vouloir politique pour, en même temps, aménager l'exode urbain ?

Les deux objectifs peuvent se mener de pair. A condition d'éveiller les énergies latentes que pourrait dégager la nouvelle politique de décentralisation.

Malgré certaines déficiences, la qualité des services rendus en milieu rural s'améliore continuellement. L'évolution constante des techniques de transport ou de communication atténue l'attirance des villes due à la densité et à la variété des relations que l'on est capable de s'y créer. La campagne n'est plus la campagne. Il s'y passe ce que les ruralistes américains appellent déjà « rurbanisation », sur quoi Michel Roux a récemment insisté (1).

Tissu familial et brassage

Si tant de néo-ruraux sont attirés par la rurbanisation, ce n'est pourtant pas uniquement pour les services qu'ils peuvent en attendre, mais pour ce qu'ils peuvent faire eux-mêmes dans ce nouveau cadre, en profitant de ce changement de civilisation apporté par la conquête du temps libre.

Plus facile à réaliser qu'en ville, l'alternance entre le gagne-pain et le loisir transforme le temps libre en temps libérateur. Le manuel, simple exécutant dans son travail, se libère en menant de bout en bout « son » projet de jardin ou d'équipement. L'intellectuel ne s'y contente pas de manier des idées sans défense, mais se heurte aux exigences d'une matière qu'il ne peut maîtriser sans la respecter.

Les économies venant de l'« autoconsommation » à partir des jardins familiaux et surtout celles des « auto-services » et des « auto-équipements » créés dans les ateliers personnels constituent des sources de revenus mal intégrés dans la comptabilité nationale. On s'inquiète du coût énergétique de la dispersion en milieu rural, parce que ce coût est mesurable, sans mettre en balance la valeur de l'auto-équipement qui permet, et au-delà, de le supporter.

En outre, les ruraux offrent aux nouveaux venus un cadre qui, malgré les apparences, est profondément socialisé (ou mieux « sociétisé »). Sait-on que ces agriculteurs, que l'on juge comme individualistes lorsqu'on les voit isolés sur leur tracteur dans la plaine, embauchent dans leurs organisations près de la moitié des employés de l'économie sociale, alors qu'ils représentent moins du dixième de la population ? Et qu'ils tissent avec les autres ruraux un tissu serré d'associations de toutes sortes, notamment sur le plan familial ?

De leur côté, les centaines de milliers de conseillers municipaux tiennent compte, avec une très grande souplesse, des traditions et situations propres de chaque région en élaborant des codes non écrits pour s'adapter à l'inévitable et aider chacun à trouver sa place. Pour le moment sans doute, beaucoup de ces décisions restent à portée limitée. Comment en serait-il autrement dans des communes jusqu'ici étroitement maternées par l'administration ? « *Chez vous,* dit un conseiller suisse, *les autorités communales n'ont même pas le droit de choisir l'instituteur. Comment diable développer le sens civique chez qui exerce si peu de responsabilité civique ?* » Ce ne sont pas les volontés d'action commune qui manquent ici ; ce sont plutôt les structures qui peuvent les mettre en œuvre.

Or, la nouvelle législation sur la décentralisation peut apporter ici un changement décisif, si le pouvoir, au lieu de se soucier surtout de ce qu'il fait *pour* les citoyens, le fait méthodiquement *avec* eux et *par* eux.

Les actions communes sont en effet facilitées par le brassage continuel à l'intérieur du milieu rural. Sans doute les conflits sont-ils innombrables. En accaparant à prix élevés terres ou logements, certains nouveaux venus empêchent les jeunes ruraux de s'installer. Des Parisiens s'emparent des municipalités. Ils interdisent, par arrêté, l'extension des élevages intensifs ou le travail des tracteurs le samedi matin.

« *Un arbre qui s'abat fait plus de bruit qu'une forêt qui pousse* », dit un proverbe chinois. En réalité, les oppositions bruyantes cachent de nombreuses divergences. Sans parler des ruraux de fin de carrière revenant souvent vers leurs amitiés de jeunesse, les ruraux temporaires sont en relation étroite avec les ruraux permanents. La moitié par exemple des vacanciers logent dans les résidences principales de leurs parents ou amis.

Ces interrelations se retrouvent entre ruraux permanents. Il n'est donc plus question de deux blocs antagonistes — urbain-rural, — mais d'un chevauchement continuel d'intérêts et de préoccupations. Tel agriculteur lève la fourche devant les nouveaux occupants ; sa femme et ses enfants trouvent du travail dans les services nécessités par une population plus dense.

Au fur et à mesure que l'on cherche non seulement à améliorer le niveau de vie, mais aussi le cadre et la qualité de la vie, on peut compter sur la présence d'un riche potentiel d'initiatives diversifiées, capables d'enrichir l'environnement, de développer la vie économique, d'animer les fêtes, etc.

Les ressources du « temps civique »

Cette diversité d'initiatives peut trouver dans ce cadre rural l'occasion de mettre en œuvre ce qu'on peut appeler la richesse du « temps civique ». Il est en effet paradoxal que, des deux grandes conquêtes de notre époque, l'accroissement du revenu et la diminution du temps de travail, les pouvoirs ne savent guère utiliser que la première, à vrai dire, fort largement, en ponctionnant les revenus des particuliers pour payer des personnes qui, le plus souvent, affectent annuellement au bien commun quarante-sept semaines de trente-neuf heures.

Le meilleur du temps libre est consacré à des préoccupations personnelles, éventuellement au service de sympathiques tribus sportives ou culturelles ; il l'est fort peu à ce « temps civique » où chacun apporterait à l'intérêt commun sa capacité de soin, d'attention, de savoir-faire, comme les ressources de ses relations.

Il faut convenir que les bonnes volontés sont souvent démoralisées dans l'imbrication des décisions et des situations de la société urbaine. Dans les milieux ruraux à taille plus humaine, chacun est mieux capable d'identifier ses propres responsabilités, d'en percevoir l'impact, et par conséquent de rectifier son action. Il peut donc davantage apporter son « temps civique » au service de sa communauté.

L'atout de la décentralisation

C'est peut-être un des faits les plus porteurs d'avenir de notre génération que l'aspiration de ces Français, ruraux et citadins, qui cherchent à la fois à s'enraciner dans l'espace rural et à créer de nouveaux modes de vie. Ils peuvent, comme disent les viticulteurs, constituer un excellent pied de cuve pour la civilisation du vingt et unième siècle, parce qu'ils cherchent à concilier ce qui jusqu'ici paraissait contradictoire : vivre en symbiose avec la nature, tout en se créant un très dense réseau de relations. Ils peuvent apporter une meilleure contribution aux changements de la société, tout simplement parce que, mieux qu'en ville, ils se sentent acteurs de ces changements.

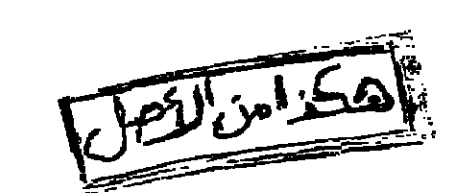
Ces aspirations pourtant sont fragiles. Si elles ne trouvent pas de répondant dans un choix politique national, chaque individu ou chaque groupe risque de se replier en ne se passionnant que pour ses propres projets. Le triple souci de décentralisation, d'autogestion et de participation, souvent exprimé par le pouvoir actuel, permettrait de mettre en œuvre une nouvelle politique : le dynamisme de personnes physiques ou morales se sentant directement concernées par le changement. Autrement dit, une politique des énergies humaines.

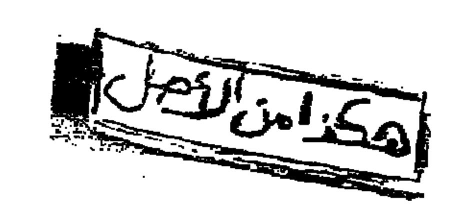
Vision à long terme, mais aussi à portée immédiate. Dans toutes les démocraties occidentales, on demande à l'Etat et aux citoyens de réduire leur train de vie. On peut en amortir les inconvénients en multipliant la production non marchande de biens et de services venant de l'ingéniosité de chacun et de son aptitude à apporter du « temps civique ». Car la réussite d'une politique ambitieuse ne dépend pas forcément d'efforts plus grands, mais d'efforts de meilleure qualité. Ils pourraient être l'apport décisif à la France du nouvel exode urbain.

(1) *Le Monde dimanche*, 20 février 1983

(*) Directeur général du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.

(**) Jésuite, de l'Académie d'agriculture.





Le Monde

économie

LA RÉUNION DE L'O.C.D.E. ET LA PRÉPARATION DU SOMMET DE WILLIAMSBURG

LE DISCOURS DE M. MITTERRAND

Relancer, stabiliser, développer

S'adressant le 9 mai aux ministres des pays les plus riches réunis à Paris, à l'occasion de la réunion de l'O.C.D.E., M. François Mitterrand a prononcé un discours dans lequel il a formulé trois propositions visant à permettre une sortie de la crise.

« Aujourd'hui, comme après la guerre, le monde est à reconstruire et nous avons besoin pour celà de retrouver l'esprit qui animait les fondateurs de notre organisation. Il ne suffit pas de gérer le quotidien. Sans perspectives claires, sans règles du jeu communes, nous ne sortirons pas de la crise » a déclaré M. Mitterrand qui a poursuivi après avoir évoqué la crise financière qui frappe les pays en développement :

« Si l'on y prend garde, le monde entier sera à la merci d'une panique ou d'une mise en défaut.

» Que faire alors ? L'expérience nous apprend que ni les forces du marché ni le jeu des institutions n'ont jusqu'à présent réussi à dominer la crise.

» Si les grands pays comprennent leur devoir, tous sortiront de la crise. Mais celà ne se fera pas par miracle, ni en une seule conférence, ni en une seule année, ni dans le cadre d'une seule organisation. Celà résultera d'une action internationale durable autour du plan mondial que j'appelle de mes vœux. Tâche immense, à l'échelle d'une génération. Il nous appartient à nous, qui sommes réunis ici, d'y préparer les esprits et de lancer le mouvement.

» A cette fin, j'émettrai trois propositions :

» Rien de grand ne se fera sans esprit d'entreprise, sans foi en l'avenir, mais, pour commencer, le premier pas de la remise en marche ne sera possible que par la croissance concertée qui créera les conditions d'une reprise saine et continue, je veux dire sans inflation.»

Evoquant alors les Etats-Unis, sans les nommer, M. Mitterrand déclare : *« Personne ne conteste la nécessité d'une réduction massive des déficits budgétaires excessifs qui incitent à des taux d'intérêts réels exagérés et réduisent de ce fait les capitaux disponibles pour l'investissement. Plus les pays sont importants, plus ces déficits sont dangereux pour eux et pour les autres.*

» Dans le même temps, il appartient à ceux qui disposent de marges de manœuvre de stimuler leur propre croissance. De beaux résultats dans le domaine de la lutte contre l'inflation devraient conduire à relancer l'activité économique », avant d'ajouter : *« La meilleure façon de lutter contre le chômage est de former des jeunes aux nouvelles technologies et d'assouplir la durée du travail. »*

M. Mitterrand en vient à évoquer la réforme du Système monétaire international.

« Le retour à une croissance soutenue reste irréalisable sans la reconstruction patiente d'un système stable des relations économiques internationales dans trois domaines essentiels : la monnaie, le commerce et les matières premières.

» On l'a bien vu au lendemain de la seconde guerre mondiale, tout commence par la monnaie. Retrouver les conditions d'un système monétaire stable, avec des monnaies fixes, de valeur économiquement raisonnable, est donc une tâche urgente. Ce n'est pas hors de portée à condition de le vouloir (...)

» La concertation monétaire se révèle utile quand s'affirme le désordre sur les marchés, quand s'accélère la volatibilité à court terme des taux de change. Ne sommes-nous pas dans une telle situation ? Les Sept n'ont-ils pas affirmé au surplus leur volonté de mettre en œuvre des interventions coordonnées dans le cas où leur utilité serait reconnue ? Sinon à quoi bon multiplier les réunions internationales ? (...)

» Le moment est venu de penser à un nouveau Bretton Woods (1). A cette époque, en partant de rien ou presque, on avait mis en place un système cohérent. Si tout est aujourd'hui plus complexe, il ne faut pas pour autant renoncer à avancer, par étapes, vers un système adapté aux conditions économiques de cette fin de siècle. En vue de faciliter ces réformes, je souhaite que soit organisée, après une soigneuse préparation, la réunion d'une conférence monétaire internationale au plus haut niveau, dans le cadre du Fonds monétaire international. »

M. Mitterrand évoque alors la nécessité d'organiser le commerce des biens et la coopération technologique *« qui commande une autre division internationale du travail »*, puis aborde la question de la stabilisation des échanges de matières premières. Le président de la République cite quelques actions concrètes : conclure partout où c'est possible des accords de produits tendant à stabiliser les cours ; régulariser les marchés à terme ; entamer une action de formation des ressortissants du tiers-monde aux techniques de commercialisation.

M. Mitterrand évoque enfin les relations Nord-Sud : *« Rien n'est possible pour le Nord si la relance n'est pas également assurée pour le Sud. Comment imaginer que nous pourrons sauver une moitié de la planète sans l'autre ? Comment vouloir dans le même temps libérer les échanges et cloisonner les solidarités ?*

» Nous savons tous que seule la reprise, la renaissance économique, réglera nos propres problèmes, par l'ouverture de nouveaux marchés et l'exploitation de nouvelles ressources. Et cependant, par un inacceptable paradoxe, nous prétendons ignorer les marchés les plus évidents, les plus avides de croissance, ceux du tiers-monde. »

Pour contribuer au développement des pays du Sud, il suggère *« d'aménager les financements à partir des besoins réels de P.V.D. »* en insistant *« sur l'importance de la stabilité dans le temps des engagements financiers »*.

Il faut agir aussi de façon spécifique pour les pays les plus démunis *« en leur permettant d'emprunter à des conditions plus souples des sommes très supérieures au montant de leur quota.*

» Un autre type de protection spéciale existe déjà pour ces pays et fonctionne dans le cadre du Stabex (2) de la convention de Lomé. La première priorité est de le consolider.

» Un effort supplémentaire effectif d'aide s'impose en faveur de trente-six pays les moins avancés (P.M.A.), poursuit le président, qui propose enfin que soit lancé *« un plan d'urgence pour l'Afrique »*.

» Relancer, stabiliser, développer, voilà ce qui nous permettra d'organiser la reconstruction de l'ordre économique international à laquelle je vous invite ce soir », conclut le président.

(1) Réunie en juillet 1944, la conférence de Bretton Woods (Etats-Unis) avait permis de jeter les bases du Système monétaire international, déstabilisé le 15 août 1971 par décision du président Nixon de suspendre la convertibilité du dollar en or.

(2) Accord de stabilisation des cours de matières premières.

Atténuer les divergences

(Suite de la première page.)

Le porte-parole a ajouté que la conférence de Bretton-Woods avait nécessité trois ans de préparation et quelque cent cinquante études et projets, laissant entendre que des délais encore plus longs seraient de nos jours probablement nécessaires pour préparer, si le principe en était retenu, une conférence ayant un objectif aussi vaste que la réforme du système monétaire international.

Les experts de l'O.C.D.E. ont relevé en hausse leur prévision de croissance pour l'ensemble de la zone : *2 % en 1983, au lieu de 1,2 %* prévu en décembre dernier. Dans le rapport préparé en vue de la réunion, les économistes du château de la Muette insistent sur l'importance *« des liens d'interdépendance »* entre les nations industrialisées, thème qui a été largement développé, lors des premières sessions de la *réunion sans que* les participants prennent toutefois l'engagement de modifier leur politique respective en vue de tenir davantage compte de cette interdépendance.

Le rapport de l'O.C.D.E. reconnaît du reste franchement les limites politiques d'une coordination qui n'est possible que lorsque les avantages en sont clairement énoncés. Le président du comité des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Martin Feldstein a rappelé qu'il existait une grande différence entre les pays européens, qui doivent conformer leur politique de croissance à l'impératif de leur équilibre extérieur, et les Etats-Unis qui n'ont pas à tenir compte de leur équilibre extérieur (du fait du rôle international du dollar).

M. Donald Regan a tenu des propos moins provocants en déclarant que les pays industrialisés doivent à la fois comprendre *« les effets de leurs politiques à l'étranger »* et *« être capables de mettre au point des politiques »* qui *« se soutiennent mutuellement »*.

Selon M. Regan, plusieurs objectifs de politique économique peuvent, *dans les mois à venir*, faire l'objet d'une telle convergence : la recherche d'une croissance durable et non inflationniste, le maintien du libre-échange, un financement international suffisant pour aider à l'ajustement des pays en développement endettés. Tous ces objectifs sont interdépendants, a souligné M. Regan. M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, a consacré une large partie de son exposé à la question controversée du commerce Est-Ouest. Il a qualifié de *« futile »* l'idée selon laquelle la politique de Washington viserait à déclencher une *« guerre économique »* avec l'Union soviétique. Cette déclaration a été accueillie avec satisfaction par les partenaires européens des Etats-Unis dans la mesure où elle semblait exclure une nouvelle confrontation sur le sujet. L'argument principal de M. Shultz a été que les échanges Est-Ouest devraient être régis *« par des principes économiques sains »*. Ces échanges *« se situeraient à un bas niveau s'ils n'étaient pas stimulés artificiellement par des subventions ou d'autres formes d'ingérences politiques »*. De telles pratiques, a souligné le chef de la diplomatie américaine, sont *« par définition inefficaces et perturbent le bon fonctionnement de l'économie mondiale »*. Aussi, selon M. Shultz, *« le problème le plus envahissant auquel nous devons faire face aujourd'hui n'est pas celui des interventions politiques en vue de réduire le commerce Est-Ouest, mais celui des interventions politiques qui maintiennent son existence »*.

Estimant dangereuses les pratiques contraires à la concurrence des pays de l'Ouest, le secrétaire américain au Trésor a formulé en conclusion deux propositions :

– Les pays occidentaux devraient échanger les informations à leur disposition sur les principaux projets économiques des pays de l'Est de manière à empêcher ces derniers *« de jouer leurs fournisseurs de l'Ouest les uns contre les autres afin d'obtenir des avantages spéciaux »*.

– L'O.C.D.E. devrait contrôler les tentatives faites par certains pays de l'Est, dont les exportations sont tombées à un bas niveau, de recourir à *« des accords de compensation ou à des accords de troc »* pour financer une part croissante de leurs importations en provenance de l'Occident.

Commentant les déclarations de M. Shultz, le ministre italien des affaires étrangères a dit qu'elles faisaient preuve d'une certaine *« souplesse »* et d'un certain rapprochement vers les positions européennes.

S'exprimant sur le même sujet, le ministre des affaires étrangères de la R.F.A., M. Hans Dietrich Genscher, a notamment remarqué que *« le commerce et la coopération économique sont une importante contribution au développement des relations constructives entre l'Est et l'Ouest »*. Il a exprimé son intention de *« continuer à étendre ces relations, mais naturellement dans des conditions commerciales raisonnables »*.

Les relations Nord-Sud

Les points de vue sont restés très différents sur les moyens d'aider les pays du tiers-monde à sortir de leurs difficultés économiques et financières. Les Européens et les Canadiens ont souligné la nécessité d'accroître les transferts de ressources vers le tiers-monde. Les Pays-Bas ont notamment pris l'initiative de proposer la création immédiate d'un mécanisme d'aide réservé aux pays les plus pauvres. Le ministre des *affaires étrangères néerlandais*, M. H. Van den Broek a suggéré à cet effet la constitution d'un fonds d'urgence pour les nations les plus endettées ; les ressources supplémentaires ainsi mises à leur disposition devraient faciliter la mise en application par elles d'une politique d'ajustement qui ne compromette pas leur développement.

Le ministre belge des relations extérieures, M. Léo Tindemans, qui a apporté son soutien à la proposition néerlandaise, a douté, pour sa part, que la relance de l'activité internationale, encore bien problématique, puisse à elle seule apporter une réponse adéquate à l'attente du tiers-monde.

En revanche, pour le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, l'assistance aux pays pauvres ne peut se substituer à *« une politique économique saine »* et aucun accroissement de l'aide ne peut rivaliser en efficacité avec les échanges commerciaux, qui jouent, a-t-il expliqué, un rôle déterminant dans le développement.

LE PROBLÈME DE L'ENDETTEMENT DU TIERS-MONDE EST SOLUBLE, déclare le directeur du F.M.I.

Boca-Raton (Floride) *(A.F.P.)*. – Le problème posé par l'ampleur des dettes du tiers-monde est *« soluble »* à condition que les banques privées, petites et grandes, continuent à fournir à ces pays les crédits nécessaires à la réalisation de leurs programmes d'ajustement, a affirmé, le 9 mai, le directeur du Fonds monétaire international.

Dans un discours prononcé devant une association de banquiers, M. de Larosière a souligné que les besoins en crédits bancaires nouveaux des pays en développement *non exportateurs de pétrole* devraient être cette année de 15 à 20 milliards de dollars, ce qui correspond à une augmentation de 7 % au plus des engagements des banques *vis-à-vis de* ces pays.

Ces besoins sont déjà *« couverts dans une large proportion »*, a-t-il affirmé. L'estimation des besoins en crédits nouveaux, a-t-il poursuivi, tient compte d'une prévision selon laquelle le déficit de la balance des paiements de ces mêmes pays sera ramené à un peu moins de 70 milliards de dollars cette année, soit 40 milliards de moins qu'en 1981.

Le bilan des deux embargos contre l'U.R.S.S.

(Suite de la première page.)

« Paradoxalement, note le rapport du Congrès, *il est devenu plus important à la fois de refuser des biens au monde communiste et de lui en vendre. »*

Le bilan des deux embargos apparaît bien négatif. *« Quoique dirigés contre des secteurs vulnérables de l'économie soviétique, ils ont eu des résultats peu convaincants »*, soulignent les auteurs de l'étude. Pour les céréales, *« les coûts supportés par l'économie américaine ont été au moins aussi grands que ceux supportés par l'U.R.S.S., et cette dernière semble avoir réussi à remplacer les Etats-Unis comme principal fournisseur agricole »*. Voulant réparer ces dégâts, M. Reagan est allé très loin dans l'autre sens, offrant à l'U.R.S.S., pour les achats de céréales, des garanties anti-embargo sans précédent.

Quant à l'affaire du gazoduc, elle a eu essentiellement pour effet de diviser les alliés occidentaux. Le rapport du Congrès souligne l'incohérence avec laquelle ce deuxième embargo a été mis en place. *« Le message adressé à l'U.R.S.S., n'était pas clair »*, puisque cette mesure fut expliquée de cinq façons différentes : protester contre la loi martiale en Pologne, prévenir une dépendance de l'Europe à l'égard du gaz russe, ne pas faire profiter l'économie soviétique d'une réalisation gigantesque, s'opposer au travail forcé en Sibérie, empêcher l'U.R.S.S. de recevoir de grandes quantités de devises.

L'Amérique recommençait à offrir des céréales, mais empêchait l'Europe et le Japon de vendre leur technologie... Cela a été perçu comme une injustice et une hypocrisie, constate le rapport. On a donné aux alliés *« une justification supplémentaire pour refuser d'endosser les vues américaines sur le commerce Est-Ouest »*. Il ne faut pas s'attendre à des changements : *« dans l'avenir, les relations commerciales des Occidentaux avec l'U.R.S.S. seront probablement déterminées davantage par les impératifs internes de l'Europe et du Japon et par les forces économiques mondiales que par les préoccupations des Etats-Unis »*.

Les deux embargos ont eu pour effet de ralentir sensiblement le commerce entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. La levée de la plupart des sanctions n'a pas permis de retrouver le niveau de 1979. Il s'agit de chiffres modestes, constate le document du Congrès : depuis quatre ans, l'U.R.S.S. n'a jamais absorbé plus de 3,2 % des exportations américaines. Mais les conséquences des sanctions ne doivent pas être sous-estimées.

Si l'ensemble du commerce bilatéral est modeste, des secteurs limités de l'économie américaine ont pu être gravement touchés. Sans compter l'impact indirect, qui est, au fond, le plus important : des entreprises américaines sont apparues moins fiables qu'avant et ont perdu des marchés. Enfin, le commerce Est-Ouest fait partie d'un ensemble : en voulant pénaliser l'U.R.S.S., on risque, à long terme, d'affecter les relations commerciales au sein de l'Occident.

Un chapitre du rapport est consacré à l'aspect militaire. *« Il ne fait pas de doute*, écrivent les auteurs, *que l'U.R.S.S. a bénéficié de la technologie et des équipements occidentaux. »* Mais peut-on l'en empêcher ? Il faudrait que les alliés se mettent d'accord sur une politique de contrôle et qu'on puisse évaluer par avance quels sont les matériels qui donneront un bénéfice militaire important. *La véritable difficulté est* ailleurs : les deux tiers des acquisitions de l'U.R.S.S. se font par des moyens illégaux. Comment boucher cette passoire ?

« On peut certainement rendre plus sévère les critères d'exportation, souligne le rapport. *Cependant, même des changements drastiques n'empêcheront pas l'U.R.S.S. de bénéficier militairement des technologies occidentales. »* L'expérience montre que les Soviétiques finissent tôt ou tard par produire eux-mêmes ces précieux matériels.

Le document passe en revue une longue série de suggestions. Il insiste sur la nécessité de rendre plus cohérente, *« plus prévisible »*, l'attitude des Etats-Unis, pour éviter de mauvaises surprises aux exportateurs américains et aux pays alliés. Cela *suppose qu'un compromis intervienne* à Washington entre trois catégories de responsables : ceux qui mettent l'accent sur la sécurité, ceux qui font du commerce Est-Ouest un outil de politique étrangère, et ceux qui veulent renforcer l'Amérique par... une promotion tous azimuts des exportations.

ROBERT SOLÉ.

Les syndicats demandent une « action coordonnée » pour enrayer la montée du chômage

La Commission syndicale consultative auprès de l'O.C.D.E. (TUAC), qui regroupe quarante centrales nationales, vient de présenter une déclaration, adoptée les 28 et 29 avril, à l'intention du conseil de l'O.C.D.E. au niveau ministériel et du sommet de Williamsburg. Les dirigeants syndicaux des pays participant au sommet de Williamsburg se réuniront à Washington les 12 et 13 mai (M. Edmond Maire pour la C.F.D.T. et M. Jean Rouzier pour F.O. seront présents), et pourraient être reçus par le président Reagan.

La déclaration syndicale du TUAC souligne que *« une action coordonnée est la voie la plus sûre et la moins coûteuse conduisant à la reprise (...) Un programme de reprise doit résulter de négociations entre tous les pays de l'O.C.D.E., indépendamment de leur situation économique (...). Il importe en premier lieu que le maintien du plein emploi soit l'objectif fondamental des politiques de tous les pays »*. Le TUAC estime que, si rien n'est entrepris, *« le nombre de chômeurs de la zone O.C.D.E. atteindra le cap des quarante millions »*, début 1984.

« Un programme de reprise soutenue, affirme-t-il, *doit comprendre un large éventail de mesures relatives au marché du travail et à la création d'emplois. Elles sont nécessaires à la fois pour absorber les quarante millions de travailleurs sans emploi dans la zone de l'O.C.D.E., et pour éviter que l'évolution technologique n'ait une incidence globale négative sur l'emploi. En appliquant ces politiques, avec un degré nécessaire de coordination internationale, il faudra utiliser au maximum le potentiel de création d'emplois offert par une réduction du temps de travail. »*

M. McNAMARA SOULIGNE LES RISQUES D'AFFAIBLISSEMENT DU SYSTÈME FINANCIER INTERNATIONAL

Washington *(A.F.P.)*. – Le Conseil du développement outremer, organisation privée américaine, dont l'objet est de favoriser la compréhension des difficultés du tiers-monde, a recommandé, le 9 mai, aux chefs d'Etat qui participeront au sommet de Williamsburg, de prendre des *« décisions audacieuses pour mettre un terme à la stagnation économique mondiale »*, en tenant compte tout spécialement des besoins des pays en développement. Au cours d'une conférence de presse, M. Robert McNamara, ancien dirigeant de la Banque mondiale et président du comité directeur de cette association, a affirmé que les *« crises de liquidités et de croissance »* que traversent actuellement les pays du tiers-monde illustrent le danger d'*« affaiblissement d'un système financier* (international) *déjà mis à rude épreuve »*.

Les principales décisions dont le Conseil recommande l'adoption lors du sommet de Williamsburg sont les suivantes, a précisé M. McNamara : un engagement formel des pays industrialisés de ne pas prendre de nouvelles mesures qui pourraient réduire les échanges avec les pays en développement ; une action des gouvernements et des banques centrales pour mettre à même les banques privées d'augmenter leurs prêts aux pays du tiers-monde (selon M. McNamara, en 1982, les nouveaux crédits ouverts par des banques privées à ces pays n'avaient totalisé que 19,7 milliards de dollars, contre 40 milliards en 1981) ; un accroissement des ressources de la Banque mondiale et du F.M.I. au-delà de ce qui est actuellement prévu, et une augmentation importante des contributions des gouvernements des pays riches, en particulier des Etats-Unis, à l'Association internationale de développement, filiale de la Banque mondiale, qui prête sans intérêt aux pays les plus défavorisés.

● **La C.G.T. et les élections à la Sécurité sociale.** – L'enjeu, pour la C.G.T., des prochaines élections à la Sécurité sociale est d'empêcher que *« les forces de la droite et du patronat »* ne réduisent cette *« conquête »* à *« une forme d'assistance qui n'avouerait probablement pas son nom, mais qui changerait la nature du droit à la santé »*, a déclaré M. Henri Krasucki dans un discours rendu public le 9 mai, mais prononcé à la fin de la semaine dernière devant les dirigeants des unions départementales et des fédérations de la C.G.T.

ÉTRANGER

Au Mexique

POUR ENRAYER LA BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT

Les syndicats souhaitent une politique efficace de contrôle des prix

De notre correspondant

Mexico. – La chute du pouvoir d'achat est la chose du Mexique la mieux partagée... inégalement s'entend, mais personne n'y échappe.

Les difficultés des plus riches tiennent aux dévaluations successives (le dollar valait 25 pesos au début de 1982 et 150 au mois de décembre). Elles ont fini par limiter, voire par fermer (depuis l'établissement du contrôle des changes), l'accès fort prisé au marché nord-américain. Plus question d'aller faire ses courses à New-York, à Miami ou même à Houston. Résultat : les avions à destination des Etats-Unis sont à moitié vides. Rien de dramatique.

Les difficultés des Mexicains les plus pauvres sont autrement plus graves. On peut les mesurer par la chute de 20 % du chiffre d'affaires des commerçants lors des trois premiers mois de 1983, par rapport à la même période de l'année dernière. Elles se traduisent par le recours accru au mont-de-piété, l'accroissement aussi bien de la criminalité que des cas de dénutrition infantile. Les statistiques les plus récentes de l'hôpital pour enfants de Mexico montrent que plus de 35 % des enfants qui y ont reçu un traitement souffraient de ce mal d'une façon sévère ou chronique. Au total, huit enfants sur dix s'étant présentés à ce centre médical souffrent de malnutrition.

Officiellement, l'inflation a été légèrement supérieure à 100 % en 1982, et s'élève à 22,5 % pour le premier trimestre 1983. (13 % pour le panier de la ménagère), mais certains bureaux d'étude étrangers l'évaluent à 115 % pour 1982, et les syndicats affirment qu'elle est de l'ordre de 40 % pour les quatre premiers mois de 1983.

Côté salaire, les travailleurs ont obtenu trois augmentations depuis le début de l'année dernière : la première, en mars 1982, a été de 30 % pour les plus bas, 20 % pour les moyens et 10 % pour les plus élevés. La seconde, en novembre, a été de 1 500 pesos pour tous, correspondant à un accroissement de près de 8 % de la masse salariale, et la troisième a été de 25 % au 1er janvier 1983, avec promesse d'un nouvel effort de 12,5 % au 1er juillet.

La comparaison des deux courbes et le maintien de la poussée inflationniste au début de l'année (notamment du fait de la politique d'assainissement des finances publiques : réduction des subventions, augmentations de certains services et de l'essence, etc.) rendent inévitable une augmentation des salaires plus importante et plus tôt que prévu. C'est la tranquillité sociale du pays qui est en cause.

La Confédération des travailleurs mexicains (C.T.M.) (liée au gouvernement), qui regroupe l'immense majorité des syndicats, a demandé qu'elle soit de 40 %, dont une partie pourrait être versée en espèces sous forme de produits de base. La C.T.M. a en outre demandé le gel des loyers et la création d'un organisme de contrôle chargé d'assurer qu'ils ne dépassent jamais 18 % du salaire nominal.

Cercle infernal

Faute d'informations officielles sur les négociations en cours, on est obligé de s'en tenir aux rumeurs. L'augmentation pourrait être, selon certains, de 23 % à une date non précisée. Selon d'autres, elle serait de l'ordre de 15 % à partir du 1er mai (au lieu de 12,5 % au 1er juillet) et la porte serait laissée ouverte pour un réajustement à l'automne.

Choix difficile dans la mesure ou une augmentation, insuffisante du point de vue social, présente toujours le risque d'alimenter le mécontentement. A l'inverse, d'un point de vue économique, une augmentation supérieure à 20 % ferait sortir la dépense publique des limites fixées par l'accord passé à la fin de l'année dernière avec le Fonds monétaire international. Elle contribuerait, en outre, à mettre en difficulté certaines entreprises, à moins d'une répercussion immédiate sur les prix... Cercle infernal.

Au fil des jours, la discussion entre patrons et syndicats prend un ton plus animé. Elle porte moins sur l'augmentation des salaires que sur les prix. Pour la C.T.M., tout doit partir d'une politique efficace de contrôle des prix, alors que le patronat a déjà annoncé que, selon lui, ceux-ci devraient augmenter aussitôt après les salaires.

La Confédération nationale des chambres de commerce (CONCANACO) a voulu verser une pièce utile au dossier. Il s'agit d'une étude mesurant le temps de travail nécessaire pour acheter un produit donné. La comparaison faite sur la base du salaire minimum porte sur cinquante-six produits de base entre l'année 1970 et le mois d'avril 1984.

Quelles sont ses conclusions ? Pour acheter 1 kilo de viande de porc, de bœuf ou de poisson, il faut aujourd'hui travailler une heure de plus qu'en 1970. Pour 1 litre d'essence il faut 25 minutes au lieu de 16 ; pour 1 litre de bière, 90 minutes au lieu de 45 ; pour 1 kilo de sucre, 35 minutes au lieu de 24 ; pour 1 kilo de tomates, 74 minutes au lieu de 36. Le record est battu par le kilo de crevettes fraîches : il faut maintenant une semaine au lieu d'une journée de travail pour pouvoir se l'offrir.

A l'inverse, il suffit de 15 secondes de travail pour acquérir un ticket de métro contre une minute en 1970. Le ticket de bus correspond à 3 minutes de travail au lieu de 8 minutes ; le kilo de pain blanc à 26 minutes au lieu de 38 ; le kilo d'œufs, à 79 minutes au lieu de 162 ; le kilo de haricots, à 34 minutes au lieu de 58. Tous ces produits sont subventionnés.

A la vérité, c'est toute la question du contrôle des prix que relance l'étude de la CONCANACO. Les réductions de temps de travail constatées pour acquérir des œufs ou du lait, par exemple, tiennent à ce que les prix retenus sont ceux officiellement fixés par l'Etat et non pas ceux que les commerçants pratiquent.

La différence est sensible. Le litre de lait se vend plus souvent à 40 pesos qu'à 30. La différence est du même ordre pour la plupart des produits. Ainsi le kilo de bifteck est-il vendu à 400 pesos au lieu de 300.

Ces variations sur les produits contrôlés ne donnent qu'une pâle idée de l'évolution des prix des denrées ou services dit *« libres »*. Les augmentations les plus sensibles sont celles des loyers. La plupart des gens qui ne vivent pas dans des logements sociaux ont vu au cours des derniers mois leurs loyers augmenter de 50 %, voire de 100 % ou même de 200 %.

On ne saurait s'étonner dans ces conditions de voir les syndicats (pourtant intimement liés au système, pour la plupart) donner des signes de nervosité. Jusqu'où ira la patience des travailleurs mexicains ? Elle ne donne pas pour le moment l'impression d'être à bout, mais le redressement économique n'est pas non plus pour demain...

FRANCIS PISANI.

● *Crédit canadien de 100 millions de dollars.* Le gouvernement canadien a annoncé, l'ouverture d'un crédit de 100 millions de dollars au bénéfice du Mexique afin de favoriser l'exportation vers ce pays de produits agricoles et industriels en 1983. A l'appel du F.M.I., les principaux partenaires commerciaux du Mexique s'étaient engagés à accorder à ce pays un prêt de 2 milliards de dollars. La part du Canada ayant été fixée à 150 millions de dollars, les 50 autres millions de dollars seront fournis par la commission canadienne du blé et certaines entreprises canadiennes bénéficiant de l'aide de la Société fédérale pour l'expansion des exportations. – *(A.F.P.)*

LA BOLIVIE SUBIT UNE CHUTE DE SES EXPORTATIONS TRADITIONNELLES

La Paz *(A.F.P.)*. – Les représentants du Fonds monétaire international (F.M.I.) et de la Banque mondiale, qui ont achevé, la semaine dernière, une mission technique de vingt-deux jours en Bolivie, ont recommandé l'application de mesures notamment pour réduire le déficit budgétaire et dégager de nouvelles ressources. La Bolivie négocie actuellement avec le F.M.I. un programme de facilités financières de 300 millions de dollars et avec la Banque un prêt de 75 millions de dollars pour procéder à des ajustements structurels.

Simultanément, la Bolivie négocie le rééchelonnement d'une dette extérieure de 4 milliards de dollars, dont les échéances, cette année, représentent 300 millions de dollars. En outre, la Bolivie a obtenu des crédits supérieurs à 1 milliard de dollars de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Corporation andine de développement pour le financement de son programme de relance.

L'économie bolivienne traverse actuellement une phase critique, marquée par une baisse brutale de la production et de la commercialisation des minerais, une chute de la valeur des exportations traditionnelles, une quasi-incapacité à faire face aux obligations de la dette extérieure. Elle connaît aussi une inflation incontrôlable et la faillite de diverses entreprises privées et publiques.

LA COLOMBIE IMPOSE UN SÉVÈRE CONTROLE DES « IMPORTATIONS » DES PARTICULIERS

Bogota *(A.F.P.)*. – Le gouvernement colombien vient d'imposer un contrôle sévère sur les marchandises rapportées dans leurs bagages par les Colombiens revenant de l'étranger, afin de combattre la contrebande et de protéger la production industrielle nationale. Un décret du ministère des finances, immédiatement applicable, limite à 500 dollars par an la valeur des marchandises ainsi « importées » par les particuliers, qui devront payer des droits de douane sur les articles à usage domestique ou de luxe.

Les Colombiens ne pourront rapporter plus d'un appareil électroménager d'un type donné et plus de six objets identiques d'usage personnel ou considérés comme cadeaux. Tout voyageur colombien devra déclarer en sortant du pays ce qu'il emporte, afin de pouvoir le réintroduire dans le pays sans payer de taxes. Enfin, les Colombiens ne pourront sortir du pays par an plus de 5 000 dollars par adulte et 2 500 dollars par enfant.





AGRICULTURE

Industrie des semences : les secteurs public et privé vont unir leurs efforts de recherche

Un club, rassemblant cinq importants obtenteurs français de semences, constitué en G.I.E. de recherches génétiques sur les céréales et auquel se sont jointes récemment les filiales de semences de Elf-Bio-Industries, vient de signer une convention-cadre de collaboration avec l'INRA, Institut national de la recherche agronomique. Cet accord est important, car il autorise le rapprochement entre la recherche publique et la recherche privée française dans un secteur stratégique d'avenir : l'industrie des semences.

Le club des Cinq est né en octobre 1980. Il réunit des créateurs de variétés de céréales à paille décidés à collaborer pour restructurer un secteur où l'on est jaloux de son indépendance par nature. Il s'agit des sociétés Benoist, Florimond-Desprez, Ucopac-Vilmorin Grandes Cultures, Ringot et Serasem, ces deux dernières sociétés étant des filiales de la puissante Union nationale des coopératives agricoles de céréales (Uncac).

Le budget de recherche annuel cumulé du club des Cinq dans le domaine des espèces végétales de grande culture s'élève à environ 80 millions de francs. Ce club représente en outre, par les variétés de céréales à paille obtenues ou dont ils sont les délégataires, 70 % des surfaces cultivées en France.

Depuis janvier 1983, le secteur semences du groupe Elf collabore avec le groupe des Cinq. Ainsi la convention de recherche associe-t-elle d'une manière tout à fait originale des entités de statuts différents : établissement public, entreprise nationalisée, sociétés privées, sociétés à statut coopératif. La convention porte sur un progamme d'amélioration du blé tendre d'une durée de neuf ans. Il s'agit surtout de travailler sur des variétés qui résistent mieux aux maladies, afin d'alléger les coûts de production et de faire en sorte que ces céréales soient mieux adaptées aux nécessités de leurs transformations.

Pour les obtenteurs, l'association avec l'INRA est nécessaire pour accéder à une recherche amont, plus fondamentale, et trop onéreuse pour eux. Par l'intermédiaire de la recherche officielle, les obtenteurs sont aussi en liaison avec la recherche publique des autres nations. Pour l'INRA, l'intérêt réside d'abord dans l'accroissement des moyens financiers mis à sa disposition par les sociétés (qui apporteront environ 9,3 millions de francs pour un programme de 13,7 millions de francs, sur cinq ans, le reste étant couvert par une subvention du FORMA de 4 millions de francs), et surtout dans l'accélération de la transmission des résultats de la recherche et de leur utilisation par les obtenteurs, puis par les agriculteurs.

Plus précisément, les parties à la convention apportent ensemble leur *savoir-faire et leur matériel végétal.* Les firmes pourront conserver secrets leurs travaux pendant une durée limitée, tandis que l'INRA, compte tenu de sa vocation de service public, pourra diffuser en dehors du club ses connaissances scientifiques de base. Le matériel végétal obtenu par l'INRA sera diffusable aussi dans le public, mais après un délai de quatre ans pendant lequel seuls les signataires de la convention y auront accès. En fait, par cette convention les firmes achètent quatre ans d'antériorité sur *leurs concurrents. Mais, disent-elles, « notre club reste ouvert ».* M. Poly, directeur général de l'INRA, a précisé qu'il n'y aurait pas de concurrence entre *« le club des Cinq plus un »* et la future filiale de l'INRA spécialisée dans les semences. *« Cette filiale servira pour des secteurs de production où nous n'avons pas trouvé de partenaires. »* D'autres conventions sont envisagées, celle-ci, étant, selon M. Poly, un prototype.

Elle était aussi la moins difficile à réaliser dans la mesure où l'industrie des semences, quoique très dispersée, reste dans le secteur céréalier très performante et relativement franco-française. En tout cas la balance commerciale des obtentions y est positive, ce qui n'est pas le cas des autres secteurs de production.

Si l'obtention végétale reste un domaine où la tradition artisanale et le « nez » du sélectionneur sont indispensables, la constitution d'une industrie française forte, capable de relever le défi stratégique international que représenteront les semences, est tout aussi nécessaire. Cette convention n'en est que le début.

JACQUES GRALL.

L'agitation paysanne

LES PRODUCTEURS DE LAIT MANIFESTENT A LEUR TOUR

Plusieurs manifestations d'agriculteurs ont eu lieu *lundi 9 mai* à l'appel des organisations syndicales (F.D.S.E.A. et C.D.J.A.).

Dans le Finistère, mille quatre cents producteurs de lait se sont rendus dans huit coopératives du département afin d'exposer à leur directeur les problèmes créés par la chute des cours du lait. Des barrages ont d'autre part été mis en place par des groupes d'agriculteurs afin de rechercher des camions transportant de la viande d'origine étrangère. Au péage d'Yvré-l'Évêque, sur l'autoroute Océane, un camion frigorifique acheminant 18,5 tonnes de bœuf et de mouton anglais a été intercepté et escorté jusqu'à la préfecture de la Sarthe. Après avoir obtenu un rendez-vous avec le préfet, les manifestants ont laissé repartir le camion.

En Seine-Maritime, un camion transportant du mouton irlandais à destination du marché français a été retenu aux environs de Dieppe.

En Ille-et-Vilaine, un barrage a été tenu pendant trois heures sur la R.N. 12, près de Bedée, par une centaine d'agriculteurs qui ont contrôlé tous les camions frigorifiques.

AFFAIRES

INDUSTRIE DES ENGRAIS

Allemands et Français partent en guerre contre les Néerlandais

L'Allemagne fédérale et la France vont-elles entrer en conflit ouvert avec les Pays-Bas pour une affaire d'engrais ?

Premier fabricant européen avec un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de deutschemarks (7,5 milliards de francs), le groupe chimique ouest-allemand BASF vient d'alerter le gouvernement de Bonn sur le très grave danger que l'aide détournée accordée par l'État néerlandais à ses *entreprises faisait courir à l'industrie* ouest-allemande des engrais. Les dirigeants de la firme de Ludwigshafen se sont, d'autre part, entretenus avec les responsables des entreprises françaises, A.P.C.-GESA (groupe C.d.F.-Chimie), COFAZ (66 % Paribas, 34 % Total) et M. Claude Cheysson, ministre des affaires étrangères, des moyens à mettre en œuvre pour faire cesser cette pratique contraire à la règle communautaire.

Une plainte conjointe franco-allemande en bonne et due forme pourrait être rapidement déposée auprès des autorités de Bruxelles, et l'on parle à mots couverts de représailles possibles, voire de boycottage. Pour soutenir les producteurs d'engrais locaux, les nationaux, à savoir U.K.F. filiale du groupe chimique néerlandais Dutch State *Mines* (D.S.M.), et les étrangers, essentiellement le groupe norvégien Norsk Hydro, l'Etat néerlandais détaxe le prix du gaz (– 25 %) que ces producteurs consomment pour fabriquer de l'ammoniac, matière première utilisée dans les engrais azotés. Résultat de cette aide : les engrais en provenance des Pays-Bas sont vendus en R.F.A. et en France à un prix inférieur de 10 % au moins à ceux produits sur place. Déjà élevé en 1980 (46 %), le taux de pénétration des engrais étrangers sur le marché ouest-allemand (23 milliards de francs environ) ne cesse donc de s'accroître. Il a atteint 55 % en 1982 pour approcher 58 % au cours des premiers mois de cette année. Les Néerlandais ne sont pas seuls en cause. Les pays de l'Est, *mais aussi l'Autriche et l'Italie* ne sont pas innocents. Pratiquant une politique intensive de dumping, ils ont réussi à porter leurs parts dans les importations d'engrais en Allemagne fédérale à 50 % (25 % pour les uns, autant pour les autres). *Mais les Hollandais les battent* : 34 %. A cause de cette percée, BASF qui, récemment contrôlait encore son propre marché, a vu sa part tomber de 33 % à 27 % et ses pertes s'accroître.

Les Français ne sont pas beaucoup mieux lotis. En dix ans, le taux de pénétration des engrais étrangers dans l'Hexagone est passé de 20 % en moyenne à 38 % ces trois derniers mois (30 % en 1979). A cause de la crise aggravée par cette guerre des *prix, tous les fabricants accusent des* pertes importantes (A.P.C.-GESA, COFAZ, SOPAG, Grande Paroisse) dont le montant dépasse 1 milliard de francs, et le déficit de la balance commerciale de la France ne cesse de se creuser (plus de 3 milliards de francs en 1982).

ANDRÉ DESSOT.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –
$ E.-U.	7,3310	7,3350	+ 225	+ 260	+ 445	+ 505	+ 1340	+ 1460
$ can.	5,9875	5,9920	+ 140	+ 180	+ 315	+ 370	+ 985	+ 1100
Yen (100)	3,1580	3,1610	+ 170	+ 190	+ 325	+ 360	+ 990	+ 1060
DM	3,0140	3,0170	+ 190	+ 220	+ 380	+ 420	+ 1120	+ 1190
Florin	2,6780	2,6800	+ 150	+ 175	+ 300	+ 340	+ 930	+ 990
F.B. (100)	15,0750	15,0850	+ 290	+ 420	+ 560	+ 770	+ 1700	+ 2060
F.S.	3,6020	3,6060	+ 240	+ 280	+ 490	+ 530	+ 1480	+ 1560
L (1 000)	5,0570	5,0600	– 150	– 70	– 295	– 190	– 1100	– 930
£	11,5084	11,5170	+ 195	+ 270	+ 410	+ 530	+ 1510	+ 1730

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 1/2	8 7/8	8 9/16	8 15/16	8 9/16	8 15/16	8 11/16	9 1/16
DM	4 1/2	4 7/8	4 5/8	5	4 11/16	5 1/16	4 15/16	5 5/16
Florin	5 1/4	6 1/4	5 1/4	5 7/8	5 1/4	5 7/8	5 5/16	5 15/16
F.B. (100)	9 1/2	10 1/2	9 1/2	10 1/2	9 1/2	10 1/2	10	10 3/4
F.S.	2 3/4	3 3/4	4	4 9/16	4	4 5/8	4	4 5/8
L (1 000)	14	15	14 1/2	15 3/4	15 1/8	16 1/8	16 1/2	17 1/2
£	10	10 5/8	10	10 5/8	10	10 3/8	8 3/4	9 1/4
F. franç.	12 1/2	13 1/2	13	14 1/4	14	15 1/4	16 1/4	17 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

BOUYGUES VA RACHETER UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE D'INGÉNIERIE

Bouygues, une des premières sociétés françaises de travaux publics et de construction, prend pied pour la première fois aux Etats-Unis en signant un accord pour l'acquisition, dans les semaines à venir, de la totalité du capital de H.D.R. (Henningson, Durham, Richardson), une société d'ingénierie d'Omaha (Nebraska). H.D.R., *spécialisée* dans l'ingénierie de la construction, du génie civil, des grands aménagements, et dans l'étude de nombreux problèmes touchant à la protection de l'environnement, empoie mille deux cent cinquante personnes (dont un millier d'ingénieurs et de techniciens) et réalise, sur la totalité du territoire américain, un chiffre d'affaires de l'ordre de 75 millions de dollars (environ 540 millions de francs).

● M. Marcel Lair vient d'être élu président de la Fédération des sociétés anonymes d'H.L.M., une des quatre familles de l'Union des H.L.M., en remplacement de M. Jacques Richard, victime d'un accident le 30 mars dernier.

[Né à Paris en 1922, licencié ès lettres, diplômé d'études supérieures de droit, ancien élève de l'Ecole des sciences politiques, M. Lair a consacré toute sa carrière aux sociétés d'économie mixte (S.M.E.) de la Ville de Paris (Régie immobilière de la Ville de Paris, Société anonyme de gestion immobilière) et à la société anonyme d'H.L.M. Foyer du fonctionnaire et de la famille. Parallèlement, il a assumé des responsabilités à l'Union des H.L.M. (membre du comité directeur, trésorier de la Fédération des sociétés anonymes et de l'Union) et à la Fédération nationale des S.M.E., dont il est administrateur.]

LE FRANC SUISSE ET LE YEN AU PLUS HAUT A PARIS

Sur des marchés des changes assez calmes, le dollar a poursuivi, mardi 10 mai, son lent fléchissement, revenant aux *environs* de 2,43 DM à Francfort, de 232 yens à Tokyo (contre 233 yens la veille), et de 7,3350 F à Paris, contre 7,34 F. En revanche, le franc suisse a battu tous ses records à Paris, franchissant la barre de 3,60 F, de même que le yen, qui s'est élevé au-dessus de 3,15 centimes.

***Le cours du mark sur notre place* s'est maintenu aux environs de 3,0150 F.**

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

compagnie des eaux de la banlieue de paris

DOUBLE AUGMENTATION DE CAPITAL

1 – **En numéraire**
Émission de 50.891 actions nouvelles de F 50 nominal dans la proportion d'une action nouvelle pour six actions anciennes.
- **Prix d'émission** : F 200.
- **Jouissance** : 1er janvier 1982.
- **Souscription** : du 25 avril au 26 mai 1983 inclus.

2 – **Par incorporation de réserves**
Attribution gratuite d'une action nouvelle pour sept actions anciennes et nouvelles possédées. Élévation du nominal des actions de F 50 à F 100.
- **Jouissance** : 1er janvier 1983.
- **Date** : sous réserve et après la réalisation de la première augmentation de capital.

BALO du 18 avril 1983. Une note d'information (Visa COB n° 83-96 du 12 4 1983) peut être obtenue sans frais auprès des établissements chargés de la souscription (Banque Paribas, Crédit Lyonnais, Banque Nationale de Paris, Société Générale, Banque Indosuez, Société Financière Uhner "SOFINER" et au siège social de la société 300 rue Paul-Vaillant-Couturier, BP 712, 92007 Nanterre Cedex

CREDIT LYONNAIS

SITUATION AU 31 MARS 1983

La situation au 31 mars 1983 s'établit à 596 139 millions contre 570 993 millions au 1er mars 1983.
Au passif, les comptes d'Instituts d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 30 551 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 225 915 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 208 014 millions de francs.
A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 212 831 millions de francs, les crédits à la Clientèle à 227 523 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 29 138 millions de francs.

Europartenaires: Commerzbank
Banco Hispano Americano–Banco di Roma

SOCIÉTÉ LE NICKEL - S.LN

La S.L.N. est confrontée, comme tous les producteurs de nickel, à des difficultés considérables en raison de la baisse de la consommation et de l'effondrement des cours de ce métal. Ces difficultés sont, dans son cas, amplifiées par l'endettement excessif qu'elle supportait au début de la crise.

Afin de faire face à cette situation, la société, des actionnaires et les établissements financiers ont arrêté, au cours de ces derniers mois, suivant les orientations fixées par les pouvoirs publics, un ensemble de mesures destinées à permettre un retour progressif de la S.L.N. à la compétitivité et à la rentabilité.

Les mesures industrielles ont été engagées dès la fin de 1962. En Nouvelle-*Calédonie comme en métropole, la diminution* des rythmes de production et des efforts importants en vue d'améliorer la productivité et de réduire les dépenses de toute nature, ont déjà permis une sensible baisse des stocks et des besoins de trésorerie. Grâce au rétablissement des cours du nickel qui se dessine actuellement, les dispositions prises devraient permettre un rétablissement progressif de l'équilibre industriel de la S.L.N.

Afin de limiter les conséquences sociales de la réduction d'activité de la S.L.N., le système d'indemnisation du chômage total ou partiel en Nouvelle-Calédonie a été amélioré et complété.

Pour donner toute leur efficacité à ces mesures industrielles et sociales, des décisions importantes ont été prises concernant l'actionnariat de la S.L.N., la structure de sa dette et la fiscalité à laquelle elle est soumise en Nouvelle-Calédonie.

Les actionnaires actuels de la S.L.N. (Imétal et S.N.E.A.) feront chacun de nouvelles avances d'actionnaires de 200 millions de francs auxquelles s'ajoutera une avance de l'ERAP de 350 mil*lions de francs. Dans le cas d'Imétal*, cette avance sera effectuée par prise en charge de dettes équivalentes dont le service était jusqu'alors assuré par la S.L.N. après réduction du capital et abandon d'une partie des avances d'actionnaires antérieures, un capital de 100 millions de francs sera reconstitué à partir des nouvelles avances citées ci-dessus de S.N.E.A., Imétal et ERAP L'ERAP en détiendra 70 % et Imétal et S.N.E.A. chacun 15 %. Le solde des avances effectuées par Imétal et S.N.E.A. avant le 1er janvier 1983 sera abandonné ultérieurement afin de couvrir les pertes de l'exercice 1983 et le cas échéant des exercices suivants.

Par ailleurs, afin de consolider la dette de S.L.N. et d'en diminuer le coût, il lui sera consenti un prêt de 700 millions de francs à long terme (quinze ans dont cinq ans de différé) à un taux préférentiel et bonifié par l'État.

Enfin le gouvernement s'est engagé à trouver avec le territoire de Nouvelle-Calédonie les moyens propres à aligner complètement la ficalité de la S.L.N. sur celle du droit commun des sociétés de sorte qu'elle n'ait à acquitter d'impôts que sur ses bénéfices.

L'ampleur des mesures *décidées* par les pouvoirs publics, les actionnaires de la S.L.N. et les organismes financiers montre leur détermination de faire disparaître progressivement les handicaps financiers et fiscaux qui pèsent sur elle depuis des années, afin de lui permettre d'appliquer dans des conditions économiques normales les politiques les mieux adaptées à son développement et son équilibre financier.

يوباف U.B.A.F.

UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES

اتحاد المصارف العربية والفرنسية

Bilan au 31 décembre 1982

(Francs français)

ACTIF	1981	1982
Caisse, instituts d'émission, Trésor Public, comptes courants postaux	1406404000	471094000
Banques, organismes et établissements financiers	23090632000	28779597000
Bons du Trésor, valeurs reçues en pension ou achetées ferme	167360000	837096000
Crédits à la clientèle	7234573000	10071142000
Comptes débiteurs de la clientèle	61858000	438226000
Chèques et effets à l'encaissement	95396000	123678000
Comptes de régularisation et divers	935157000	1007761000
Opérations sur titres		
Titres de placement	493448000	1021659000
Titres de participations et de filiales	46944000	17716000
Prêts participatifs	122000	180000
Immobilisations	76132000	127933000
Total de l'Actif	33608026000	42896082000

PASSIF	1981	1982
Instituts d'émission, Trésor Public, comptes courants postaux	3902953000	2752976000
Banques, organismes et établissements financiers	23928668000	31928143000
Valeurs données en pension ou vendues ferme	1222800000	2369531000
Comptes créditeurs de la clientèle	2033163000	2994786000
Comptes d'épargne à régime spécial	1699000	502000
Comptes exigibles après encaissement	95396000	123678000
Comptes de régularisation, provisions et divers	1218614000	1634394000
Obligations	698522000	437125000
Emprunts participatifs	150000000	276878000
Réserves	106211000	128069000
Capital	250000000	250000000
Total du Passif	33608026000	42896082000

L'assemblée générale ordinaire réunie le 29 avril 1983, au siège social de la banque, 190, avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly-sur-Seine, a approuvé à l'unanimité le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982 qui a dégagé un bénéfice net de 44.982.313.FF.

Elle a décidé de distribuer un dividende de 22.500.000 FF, soit le maximum autorisé par la loi française n° 82-660 du 30/7/1982.

L'Assemblée Générale décide la nomination, pour une durée de trois ans, des administrateurs suivants : Rafidain Bank, représentée par Monsieur Abdul Majid Hamid AL-ANI, Alahli Bank of Kuwait K.S.C., représentée par Monsieur Hussain Makki AL-JUMA, Arab African International Bank, représentée par Monsieur Ebrahim AL-EBRAHIM, Banque Extérieure d'Algérie, représentée par Monsieur Habib HAKIKI, Crédit Lyonnais, représenté par Monsieur Bernard THIOLON.

L'école des cadres

du commerce et des affaires économiques

30 ans d'expérience au service des entreprises et de la réussite professionnelle

L'école de l'entreprise

- **Des diplômés entreprenants:** les élèves de l'E.D.C. allient à une connaissance théorique et technique de haut niveau, la capacité de réagir à toutes les situations. Des qualités reconnues depuis trente ans, irremplaçables dans une économie en crise, et qui ont fait de l'E.D.C., l'école de l'entreprise.
- **Pas de temps perdu à l'Ecole des Cadres:** les étudiants sont formés en trois ans à partir du niveau du baccalauréat, au lieu de quatre ou cinq ans ailleurs. Et ils sont opérationnels dès l'obtention de leur diplôme grâce aux spécialisations de troisième année: Gestion Financière et Budgétaire - Marketing - Informatique - Gestion des Ressources Humaines - Gestion des Petites et Moyennes Entreprises - Préparation au Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures.
- **Une ouverture internationale:** les étudiants peuvent également suivre, en même temps, une option bilingue leur permettant de préparer des examens anglais ou américains (TOEFL - GMAT), d'effectuer six mois d'études en Grande-Bretagne entre la deuxième et la troisième année ou de partir à Dallas pour faire un MBA. en un an seulement, à la suite d'un accord d'équivalence.

CANDIDATURE	ADMISSIBILITE	ADMISSION
NON BACHELIERS • Niveau des classes terminales • Obligation de se présenter aux épreuves écrites du concours BACHELIERS • Etude du dossier scolaire ou universitaire • Dispense de se présenter aux épreuves écrites du concours	• Test d'aptitude et de motivation • Jury d'admission • FINANCEMENT DES ETUDES. Prêt jusqu'à 20.000 F par an, remboursable sur 7 ans, cautionné par une mutuelle.	

Concours d'Entrée : 1,2 Juin - 19,20 Juillet

ECOLE DES CADRES
92, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE. Tél.: 747.06.40 +
70. Galerie des Dammiers - La Défense N° 1 - 92400 COURBEVOIE - Tél. 773.63.41 +
Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte reconnu par l'Etat.

Pour vous INITIER, pour vous FORMER à la
MICRO-INFORMATIQUE
Pour vous APPRENDRE à : UTILISER, CHOISIR
UN MICRO-ORDINATEUR
PROGRAMMER, UTILISER DES PROGRAMMES
de Gestion, de Traitement de Textes, de Mailing, de Comptabilité, etc...
CHOISISSEZ
votre Formule : STAGES - COURS - SÉMINAIRES
à PARIS ou votre Région
Renseignements et réservation pour les différents centres :
I.D.S. International Data Systems
B.P. 46 - 94370 Sucy-en-Brie — Tél. (1) 590.62.95



Au Crédit Agricole, l'épargne a plus d'un intérêt dans son sac.

Tout le monde ne met pas ses œufs dans le même panier : à chacun ses placements, à chacun ses intérêts.

Le Crédit Agricole a donc mis au point des solutions d'épargne adaptées à chacun, selon ses besoins et ses objectifs.

Chacune de ces formules d'épargne possède ses avantages spécifiques : possibilités de déductions fiscales, revenus réguliers, intérêts minimum garantis, intérêts progressifs, etc.

Cette large gamme de produits permet à chacun de "personnaliser" son épargne et d'en profiter pleinement.

Savoir répondre aux attentes de ses clients, c'est la vocation du Crédit Agricole.

Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.

CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens près de chez vous.

Crédit Agricole.







MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

10 mai

Très sélectif

Déjà marquée ces derniers jours, la tendance à la sélectivité est encore apparue plus prononcée mardi à la Bourse de Paris. Encore retardée d'un quart d'heure par suite de l'encombrement créé au comptant par l'afflux d'une multitude de petits ordres, la séance a de nouveau donné un résultat positif, avec l'indicateur instantané à 0,35 % au-dessus de son niveau de la veille.

Malgré des ventes bénéficiaires, peu de valeurs ont décroché, beaucoup ont piétiné et quelques-unes se sont détachées. Ainsi, par exemple, L'Oréal et Moët-Hennessy ont atteint des cotes records.

De l'avis général, la Bourse de Paris navigue dans la mouvance des grandes places internationales entraînées dans un tourbillon de hausses.

Les investisseurs, étrangers bien souvent encore, anticipent pour bien des entreprises des résultats améliorés en 1983, comme pour Valéo, ou moins mauvais – exemples : C.S.F., Michelin.

Pour l'instant, le facteur monétaire s'estompe, bien que la santé du franc ne soit guère florissante. Autour de la corbeille, les conversations portaient sur l'élaboration du nouveau système monétaire international préconisé par le président Mitterrand. Mais nul ne croyait à cette possibilité. Pour l'instant les regards se braquent sur Wall Street, que l'on donnait de nouveau « haussier » ce mardi.

La devise-titre a valu plus cher et s'est échangée entre 9,30 F et 9,39 F contre 9,23 F et 9,32 F.

L'or est remonté à Londres avec l'once de métal précieux à 439,25 dollars (+ 5,25 dollars) et, à Paris, avec le lingot à 103 900 F (après 103 800 F) contre 103 350 F. Le napoléon a reproduit son cours précédent de 699 F. Cependant le 4,5 % 1973 a monté de 2,2 %. Le volume des transactions a diminué de plus de moitié : 11,66 millions de F contre 24,11 millions.

NEW-YORK

Irrégulier

Après une semaine euphorique, le ton est apparu beaucoup plus hésitant lundi à Wall Street, et la cote a fluctué de part et d'autre de la barre d'équilibre tout au long de la séance avant de conclure sur un repli de 4,36 points pour s'établir à 1 228,23 points.

Pour la plupart des observateurs, le marché new-yorkais reste tiraillé entre la déception qui a suivi l'annonce d'une augmentation de la masse monétaire au vu des dernières statistiques hebdomadaires (plus 1,4 milliard de dollars durant la semaine au 27 avril dernier) et les indications selon lesquelles les grandes banques pourraient suivre l'exemple donné par des établissements de moindre importance lorsque ceux-ci ont décidé d'abaisser leur taux de base à 10 % ou 10,25 % selon le cas.

A l'occasion de la dernière adjudication de bons du Trésor, qui s'est déroulée le 9 mai, les 6,2 milliards de dollars d'effets à trois mois mis aux enchères ont été placés avec un taux de rendement moyen de 8,14 % contre 8,04 % le 2 mai dernier, cette hausse s'étant également répercutée sur les bons du Trésor à six mois : 8,13 % contre 8,05 % précédemment.

VALEURS	Cours du 6 mai	Cours du 9 mai
Alcoa	35	35 3/8
A.T.T.	69 1/2	69
Boeing	38 7/8	37 3/4
Chase Manhattan Bank	60	60 3/4
Du Pont de Nemours	47 1/2	47
Eastman Kodak	77 7/8	75 5/8
Exxon	35 1/4	34 5/8
Ford	52	51 5/8
General Electric	111 3/8	110 5/8
General Foods	45 3/4	46 1/2
General Motors	70 1/8	69 5/8
Goodyear	34	34 1/8
I.B.M.	117 5/8	117 1/4
I.T.T.	41 1/8	42
Mobil Oil	30 1/2	30 3/8
Pfizer	83 1/2	84 5/8
Schlumberger	45 1/4	46 1/2
Texaco	36 3/8	35 3/8
U.A.L. Inc.	35 7/8	36 1/2
Union Carbide	65 1/2	65 1/2
U.S. Steel	23 3/4	24 1/4
Westinghouse	48 1/4	48 1/8
Xerox Corp.	47 3/8	47

La Bourse de Stockholm, qui avait dû interrompre ses activités pendant une dizaine de jours en raison d'une panne d'ordinateur motivée par le gonflement des échanges, a rouvert ses portes lundi 9 mai. Le montant des transactions atteignant 325 millions de couronnes ce jour-là.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

G.T.M.-ENTREPOSE. — En présentant les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1982, la société fait état d'un bénéfice net (part du groupe) de 129,6 millions de francs contre 124,8 millions pour le précédent exercice (et de 173,2 millions de francs à structures comparables), sur un chiffre d'affaires, également consolidé, de 14,8 milliards de francs contre 7,6 milliards en 1981 (et de 11,5 milliards de francs à structures comparables).

Compte tenu de ces résultats, la société propose de distribuer au titre de l'exercice 1982 un dividende net de 21 F par action (contre 24 F pour le précédent exercice).

Il est précisé que le carnet de commandes pour l'ensemble du groupe (celui-ci résulte de la fusion intervenue, en mars 1982, entre les Grands Travaux de Marseille et la société Entrepose, filiale de Vallourec) s'élève à environ 11,5 milliards de francs, soit l'équivalent d'une année de chiffre d'affaires pour la partie bâtiment et génie civil.

CHIMIE ALLEMANDE. — Des trois groupes chimiques allemands, Bayer est celui qui a le plus souffert en 1982. Le résultat net de la société mère a baissé de 34,2 % à 264 millions de deutschemarks, alors que ceux de Hoechst A.G. et de B.A.S.F. n'ont respectivement reculé que de 9,7 % et de 27,4 %. Ce qui n'est déjà pas mal. Le bénéfice net du groupe a été encore plus affecté, plongeant littéralement pour revenir à 64 millions de deutschemarks (– 87 %). La crise, bien sûr, a durement frappé la firme de Leverkusen, mais celle-ci a dû aussi dépenser beaucoup d'argent pour redresser sa filiale Agfa-Gevaert et ses sociétés américaines. Le coût de ces opérations n'est pas encore connu.

En attendant, Bayer a décidé de réduire son dividende de façon drastique (– 42,8 %) pour le ramener à 4 DM (contre 7 DM).

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	6 mai	9 mai
Valeurs françaises		123,3
Valeurs étrangères		134,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	6 mai	9 mai
Indice général	123,9	123,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 10 mai .... 12 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	9 mai	10 mai
1 dollar (en yens)	233,10	232,40

BOURSE DE PARIS — Comptant — 10 MAI

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
... Worms	107 20	....	B. N. Mexique	7 25	....
... (Nat. de)	55	52 80 o	B. Régl. Internat.	39900	39500
...s	310	310	Barlow Rand	108	110
...-Gougis	64 30	63	Bell Canada	217	220
...aribas	93	93 50	Blyvoor	184 50	....
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV

9/5	Émission frais incl.	Rachat net
Actions France	178 36	170 27
Actions-investiss.	233 58	222 97
Actions sélectives	266 05	253 99
Aedificandi	296 87	283 41
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1887	4,5 % 1973	2035	2080	2075	2075
3235	C.N.E. 3 %	3250	3249	3249	3249
590	Agence Havas	690	696	686	690
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
745	Eastman Kodak	719	716	716	720
184	East Rand	188	193	193 50	190
530	Ericsson	570	580	580	578
295	Exxon Corp.	330	334 80	334 50	330 10
415	Ford Motors	482	485	485	490 50
435	Free State	478	492	492	490
275	Gencor	257	262	261 50	257
196	Gén. Belgique	315	322 50	321	316 10
1010	Gén. Electr.	1020	1046	1028	1040
590	Gen. Motors	655	666	668	667
75	Goldfields	76 50	78	78	77
205	Harmony	215 50	221 60	223 10	220
30	Hitachi	32 60	32 90	33	32 95
620	Hoechst Akt.	562	559	558	560

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
420	St Helena Co	430	437 50	437 50	437 50
370	Schlumberger	413	420	420 10	417
68	Shell transp.	71 90	71	71	70
1260	Siemens A.G.	1325	1330	1325	1330
130	Sony	149	150	149 40	149 50
174	T.D.K.	193	....	....	195 80
710	Unilever	715	714	714	....
670	Unit. Techn.	684	675	675	670
1020	Vaal Reefs	1110	1145	1145	1145
540	West Deep	593	607	605	600
480	West Hold.	529	539	539	532
380	Xerox Corp.	434	446 50	446 50	437
2 91	Zambia Corp.	3 02	3 04	3 04	2 98

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/5	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 342	7 364	7 150	7 550
Allemagne (100 DM)	301 500	301 500	292	312
Belgique (100 F)	15 085	15 070	14 500	15 600
Pays-Bas (100 fl.)	267 900	267 850	258	279
Danemark (100 krd)	84 580	84 620	80	88
Norvège (100 k)	103 940	104 140	100	107
Grande-Bretagne (£ 1)	11 612	11 513	11 300	12 100
Grèce (100 drachmes)	8 800	8 800	8 250	10 250
Italie (1 000 lires)	5 069	5 062	4 847	5 300
Suisse (100 fr.)	359 460	360 420	349	370
Suède (100 krs)	98 350	98 380	94	101
Autriche (100 sch)	42 840	42 830	42 100	44 100
Espagne (100 pes.)	5 381	5 385	5 200	5 800
Portugal (100 esc.)	7 500	7 600	6 450	8 050
Canada ($ can 1)	5 988	6	5 870	6 170
Japon (100 yens)	3 149	3 156	3	3 160

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/5
Or fin (kilo en barre)	103300	104000
Or fin (en lingot)	103350	103900
Pièce française (20 fr)	699	699
Pièce française (10 fr)	404	.....
Pièce suisse (20 fr)	690	701
Pièce latine (20 fr)	642	649
Souverain	796	813
Pièce de 20 dollars	3850	4000
Pièce de 10 dollars	2002 50	2080
Pièce de 5 dollars	1070	.....
Pièce de 50 pesos	4345	4395
Pièce de 10 florins	681	690

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *Jean-Christian Michel*, dans le cadre d'une série de neuf concerts œcuméniques offerts au public, donnera son dernier concert le 11 mai, à 21 h, au centre Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, Paris (8e).

● *Inversion.* – Les deux surtitres de la page une du *Monde* du 10 mai ont été, dans un certain nombre d'exemplaires, malencontreusement inversés puis supprimés. Nos lecteurs ont ainsi pu croire qu'en Espagne *« les syndicats formaient un front commun contre le pouvoir »* et – ne rêvons pas – qu'en Pologne *« les élections locales confirmaient la prédominance du parti socialiste »*. Nous les prions de bien vouloir excuser cette erreur due à une mauvaise manipulation typographique.

A B C D E F G

TRACTS, VENTE AU DÉBALLAGE, TOMBOLA...

Pour que les Français ne se privent pas de vacances

Inquiets devant la « nette diminution des réservations » *depuis la création d'un contrôle des changes sévère par le gouvernement, les agents de voyages, les offices de tourisme étrangers et les transporteurs serrent les rangs. Ils viennent d'annoncer qu'ils organiseront, mardi 17, mercredi 18 et jeudi 19 mai, une* « foire aux vacances » *dans les trois mille cinq cents points de vente ouverts par les agences de voyages dans toute la France. Selon les organisateurs, ces journées devraient permettre aux Français de s'informer et de découvrir* « les importantes possibilités de vacances » *dont disposent encore les organisateurs de voyages, de circuits et de séjours en France, mais aussi à l'étranger. Paradoxe : cette initiative intervient au moment même où le secrétaire d'Etat au tourisme lance son opération* « destination France » (le Monde *du 5 mai).*

Près d'un mois et demi après les décisions gouvernementales sur le contrôle des changes, les réservations estivales ont baissé de 20 à 30% par rapport à l'année 1982, estiment les professionnels du tourisme. Selon ces mêmes milieux, il apparaît que l'Hexagone ne profite guère des hésitations des Français à franchir les frontières. « La notion de vacances, produit de première nécessité, est-elle en train de disparaître ? » *se demandent les professionnels. Ils estiment* « qu'il est vrai que 1983 est placé sous le signe de la rigueur et que le pouvoir d'achat n'a pas progressé », *et que,* « pour la première fois depuis quinze ans, les Français accepteraient de ne pas partir en vacances ».

Ils ont donc décidé de réagir en secouant l'opinion publique. Toutes les formules disponibles de congés sont actuellement recensées et vont être portées à la connaissance du public au cours de ces prochaines journées « portes ouvertes ». Les agences de voyages s'installeront dans la rue. Les offices nationaux étrangers de tourisme hisseront leurs couleurs nationales. Les autocaristes disposeront leurs véhicules près des marchés. On vendra « au déballage ».

Un tract, tiré à 5 millions d'exemplaires, sera distribué dans les points de vente participant à l'opération. 30 000 exemplaires (10 000 en français, 20 000 en anglais) d'un journal spécial seront envoyés à tous les professionnels étrangers dans le monde pour les informer des possibilités de vacances en France cet été. Une tombola gratuite de plus d'un millier de lots, des stands sur les trottoirs, des vitrines décorées, seront mis en place à l'occasion de cette campagne pour inciter les Français à ne pas « se priver de vacances en 1983 ».

JEAN PERRIN.

En Pologne

TROIS FOIS PAR MOIS SEULEMENT

La vente d'essence ordinaire et de super-carburant, produits déjà rationnés en Pologne (de 30 à 45 litres par mois selon la cylindrée), sera soumise à partir du 11 mai à *une nouvelle restriction*, a annoncé lundi 9 mai l'office de l'énergie.

A partir de cette date, les automobilistes ne pourront acheter de l'essence ou du super que les jours se terminant par le chiffre final de la plaque minéralogique de leur véhicule, soit trois jours par mois. Ce système avait déjà été appliqué après l'instauration de l'état de siège, puis abandonné.

Selon l'office de l'énergie, son rétablissement est destiné à éviter un épuisement des stocks de carburant à la suite de la baisse actuelle de la production polonaise, due à l'arrêt total pour réfection de la raffinerie de Gdansk (sur la Baltique) et à l'arrêt partiel de celle de Plock (nord-ouest de Varsovie) pour la même raison. – *(A.F.P.)*

En Afghanistan

INTENSES BOMBARDEMENTS AU NORD DE KABOUL

Islamabad, (A.F.P.). – La plaine des Shomali, au nord de Kaboul, est soumise depuis le début du mois de mai aux bombardements les plus intensifs depuis le début de la guerre, entraînant un exode massif de la population vers la capitale afghane, apprend-on ce mardi 10 mai à Islamabad de sources diplomatiques occidentales.

Le 30 avril, ajoute-t-on de même source, 27 vieillards, femmes et enfants venus à Charikar pour protester auprès des autorités afghanes contre la sévérité des bombardements ont été exécutés sommairement par un peloton de l'armée afghane.

● *M. Jean-Marie Le Pen* a quitté, mardi 10 mai, la réunion du conseil d'arrondissement du vingtième arrondissement de Paris pour protester contre le rejet, à l'unanimité de tous les autres conseillers, de sa demande de tenir une permanence à la mairie. Le leader du Front national a décidé de ne pas siéger au conseil de cet arrondissement tant qu'il n'aura pas été fait droit à sa requête.

● *Disparition d'un Basque espagnol assigné à résidence.* – Un militant basque espagnol, M. José Miguel Arrugaeta, assigné à résidence à Périgueux (Dordogne), a disparu depuis quelques jours.

● *Un jeune touriste français*, Arnaud Villalard, âgé d'une vingtaine d'années, qui s'était égaré en voiture dans le nord du Niger à la fin du mois d'avril, a été retrouvé mort samedi 70 kilomètres au nord-est d'Arlit,



M. ALBIN CHALANDON DEVRAIT RESTER A LA TÊTE D'ELF-AQUITAINE

Le conseil d'administration de la Société nationale Elf-Aquitaine (SNEA) a décidé de proposer à l'assemblée générale, qui se réunira le 15 juin, de renouveler le mandat d'administrateur de M. Albin Chalandon. Le mandat arrivait à échéance à la fin du mois de juin.

Dans la mesure où ce conseil d'administration est composé en majeure partie de représentants de l'ERAP, holding d'Etat qui détient 67 % du capital de la SNEA, donc de personnalités désignées par les pouvoirs publics, on peut y voir un signe que le gouvernement a décidé de maintenir M. Chalandon à la présidence de la SNEA. C'est d'ailleurs ce qu'on laisse entendre à l'Elysée comme au ministère de l'industrie. Le mandat de M. Chalandon devrait être renouvelé pour six ans ; l'ancien ministre gaulliste aura soixante-cinq ans le 11 juin 1985.

LES NOUVEAUX TARIFS DES CARBURANTS

Le prix des carburants va augmenter, le mercredi 11 mai à 0 heure, de 24 centimes pour le super, de 23 centimes pour l'essence ordinaire, de 13 centimes pour le gazole et de 2 centimes pour le fuel domestique.

A Paris, le litre de super coûtera 4,82 F, le litre d'essence 4,52 F, le litre de gazole 3,70 F et le litre de fuel domestique 2,591 F. *(Le Monde* du 4 mai.)

LA C.G.T. ACCUSE PEUGEOT DE BLOQUER L'EXPORTATION DE LA MATRA-MURENA

La C.G.T. vient d'accuser Peugeot d'empêcher l'exportation vers le Canada et les Etats-Unis de la Matra-Murena. Une accusation que les dirigeants de Matra ne sont peut-être pas loin de partager. M. Sicard, président de la Canam, une société canadienne qui distribue la Murena, estime en effet que 20 000 automobiles de ce modèle pourraient être écoulées en trois ans outre-Atlantique.

M. Sicard, qui a rendu la Murena conforme aux normes américaines (*transformation, homologation*) et en a vendu douze, se plaint du manque de combativité des sociétés françaises. Ce sont ces accusations que la C.G.T. a reprises.

Chez Peugeot, en revanche, on estime que la mise en conformité de la Murena est difficile, et l'on n'entend pas être responsable d'une mise en conformité qui s'apparenterait à du bricolage.

LE CRÉDIT NATIONAL ET LE C.E.P.M.E. RAMÈNENT DE 16,25 % A 15,80 % LE TAUX DE LEURS PRÊTS ORDINAIRES A LONG TERME.

Le Crédit national et le Crédit d'équipement aux P.M.E. (C.E.P.M.E.) ont réduit de 0,45 % le taux de leurs prêts ordinaires à long terme « aux conditions du marché », c'est-à-dire avec un légère bonification couvrant seulement les frais d'émission des obligations émises pour financer ces prêts. Ce taux passe donc de 16,25 % à 15,80 %, après avoir été ramené de 17,25 % à 16,25 % le 28 janvier 1983. Ces prêts doivent atteindre, en 1983, 3,5 milliards de francs sur 10,7 milliards de francs de concours totaux pour le Crédit national, et 2 milliards de francs sur 7,5 milliards de francs pour le C.E.P.M.E.

Le numéro du « Monde » daté 10 mai 1983 a été tiré à 544 228 exemplaires



Attentat contre un syndicaliste policier de Lorient

De notre correspondant

Lorient. – L'adjoint au commandant du corps urbain de la police nationale à Lorient (Morbihan) a été blessé, lundi 9 mai, lors d'un attentat. Il s'agit de M. Michel Goldschmidt, quarante-neuf ans, président départemental de la Confédération française de l'encadrement (C.G.C.) et délégué pour l'Ouest du Syndicat des commandants et officiers de la police nationale (S.C.O.). Le commandant Goldschmidt avait reçu dans la matinée un coup de téléphone d'une personne anonyme lui demandant un rendez-vous dans l'après-midi au local de son syndicat, pour une affaire qui ne pouvait être traitée au téléphone. En arrivant à 14 h 30, M. Goldschmidt trouva la porte ouverte et ne s'en étonna pas outre mesure. Vers 15 heures, un homme en tenue de motard, coiffé d'un casque intégral, pénétra dans le local et l'apostropha : *« C'est toi, le mec de la C.G.C. qui est un juif de gauche ? »* Interloqué, le commandant Goldschmidt se précipita sur son agresseur et tenta de le ceinturer. C'est alors qu'un autre homme, qui se trouvait aux commandes d'une moto garée le long du trottoir, lui tira dessus, presque à bout portant, avec un revolver. M. Goldschmidt fit un écart et la balle lui traversa le bras gauche alors que les deux hommes s'enfuyaient sur leur moto. Opéré aussitôt, le commandant Goldschmidt a pu regagner son domicile dans la soirée. Selon lui, ce n'est ni en tant que militant de la C.G.C. ni en tant qu'officier de police qu'il était visé, mais à cause de son nom à consonance juive. On lui reproche aussi, pense-t-il, d'avoir apppelé à voter pour M. François Mitterrand lors de la dernière élections présidentielles.

M. Goldschmidt, en poste à Lorient depuis 1976, précise qu'il est né à Asnières, d'un père alsacien et d'une mère tahitienne, et qu'il est de religion catholique.

Déjà, le 22 mai 1980, alors qu'il effectuait une instruction de tir à l'intérieur de l'arsenal de Lorient, M. Goldschmidt avait reçu dans la poitrine une balle tirée d'un bosquet situé à l'intérieur de l'enceinte militaire. JEAN-YVES MANACH.

● *Meurtre à Paris.* – Le corps de M. Jacques Navas, adjoint au directeur de la société de distribution de films PRODIS a été découvert égorgé le lundi 9 mai dans l'escalier d'un parking, boulevard Haussmann

LA CIRCULATION DE CERTAINS TRAINS DE BANLIEUE ET DES AUTOBUS PARISIENS PERTURBÉE

Des perturbations ont affecté les 8, 9 et 10 mai, le trafic de certains trains de banlieue. Des agents de conduite autonomes et C.G.T. de la région Paris-Nord ayant débrayé. Le 9, un train sur deux roulait sur la ligne de Roissy, d'Aulnay et de Mitry-Clayes. Le 10, dans la matinée, le trafic était redevenu normal sur Roissy, mais n'était encore assuré qu'à moitié sur les deux autres lignes. Selon la direction commerciale de la S.N.C.F., qui communique ces informations, le passage aux horaires d'été compliqué par l'interconnexion du réseau « R.E.R.-B » a provoqué la contestation des agents.

A l'appel de la C.G.T., ces débrayages qui n'ont eu, selon la direction de la R.A.T.P., qu'un effet limité, devaient continuer le 11 mai au matin.

● *Aux usines Renault de Cléon* (Seine-Maritime), une partie des 407 travailleurs sous contrat à durée déterminée ont débrayé à l'appel de la C.G.T. les 9 et 10 mai pour protester contre le non-renouvellement de leur contrat.

D'autre part, le comité de groupe de *Renault qui représente environ* 150 000 salariés appartenant à 71 sociétés, s'est réuni pour la première fois le 9 mai, sous la présidence de M. Bernard Hanon, P.-D. G. du groupe.



